

JANVIER—JUIN 1918 — TOME XXI

REVUE DE HONGRIE

ONZIÈME ANNÉE

DIRECTEUR-GÉRANT :

GUILLAUME DE HUSZÁR



BUDAPEST

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENÆUM

MCMXVIII

1892. ÉVI KÖNYV-ÉRTÉKELÉS

1892. ÉVI KÖNYV-ÉRTÉKELÉS

ÖSSZEFOGLALÓ

BEVEZETŐ

1. RÉSZ. A KÖNYV-ÉRTÉKELÉS



2. RÉSZ. A KÖNYV-ÉRTÉKELÉS

3. RÉSZ. A KÖNYV-ÉRTÉKELÉS

4. RÉSZ. A KÖNYV-ÉRTÉKELÉS

REVUE DE HONGRIE

ONZIÈME ANNÉE — TOME XXI

JANVIER—JUN 1918

ONZIÈME ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-UNIÈME TOME

JANVIER—JUIN

Série consacrée à la guerre.

Livraison du 15 janvier :

	Pages
LA GUERRE ET LA PAIX, par M. LE COMTE JULES ANDRÁSSY, Député, ancien Ministre	1
LES AUTRICHIENS VUS PAR CEUX QUI LES CONNAISSENT MAL, par M. LE COMTE HENRI DE FITZ-JAMES	42
LES DÉFAITISTES	52
LE RENOUVEAU DE LA PRÉSIDENTE	57
CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS	62

Livraison du 15 février :

COMMENT L'IDÉE D'UNE « SOCIÉTÉ DES NATIONS » A PRIS NAISSANCE PENDANT LA GUERRE, par M. LE DR B. DE JONG VAN BEEK EN DONK, Secré- taire général du « Nederlandsche Anti-Oorlog Raad »	1
LA LUTTE DES RACES ET LA NATIONALISATION DES SCIENCES, par M. TULLIO DE BÜLOW	10
LA PART DU TSARISME PENDANT LA GUERRE, par M. E.-D. MOREL, Secré- taire de l'Union of Democratic Control	46
CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS	59

Livraison du 15 mars :

	Pages
L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE DE L'ENTENTE ET LA HONGRIE, par M. MAURICE RÉVAY, ancien Député	1
LA GRANDE ROUMANIE, par M. GRÉGOIRE MOLDOVÁN, Professeur à l'Université de Kolozsvár	16
L'AVENIR DE NOTRE COMMERCE D'EXPORTATION, par M. ALADÁR DE NÁVAY, Conseiller au Ministère r. h. du Commerce	30
LA COMÉDIE ITALO-YOUGOSLAVE, par DIPLOMATE	52
CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS	57

Livraison du 15 avril :

LES SLOVAQUES SONT-ILS DE RACE TCHÈQUE? par M. GEORGES DE PODHRÁDSZKY	1
DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA PSYCHOSE ENTENTISTE	25
L'ÉTAT ÉCONOMIQUE DE L'APRÈS-GUERRE, par R. S.	55
CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS	61

Livraison du 15 mai — 15 juin :

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS, par M. ALBERT DE BERZEVICZY, ancien Ministre, Membre de la Cour d'arbitrage international de la Haye	1
STATISTIQUE HUMAINE ET AVENIR ÉCONOMIQUE, par M. JOSEPH SZTERÉNYI, Ministre r. h. du Commerce, Député	11
L'ENCERCLEMENT DE L'ALLEMAGNE, par M. FR. DU BOIS	22
NOS SOLDATS, par M. NICOLAS NAGY	33
LA FIN D'UNE RÉPUBLIQUE	56
CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS	60

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

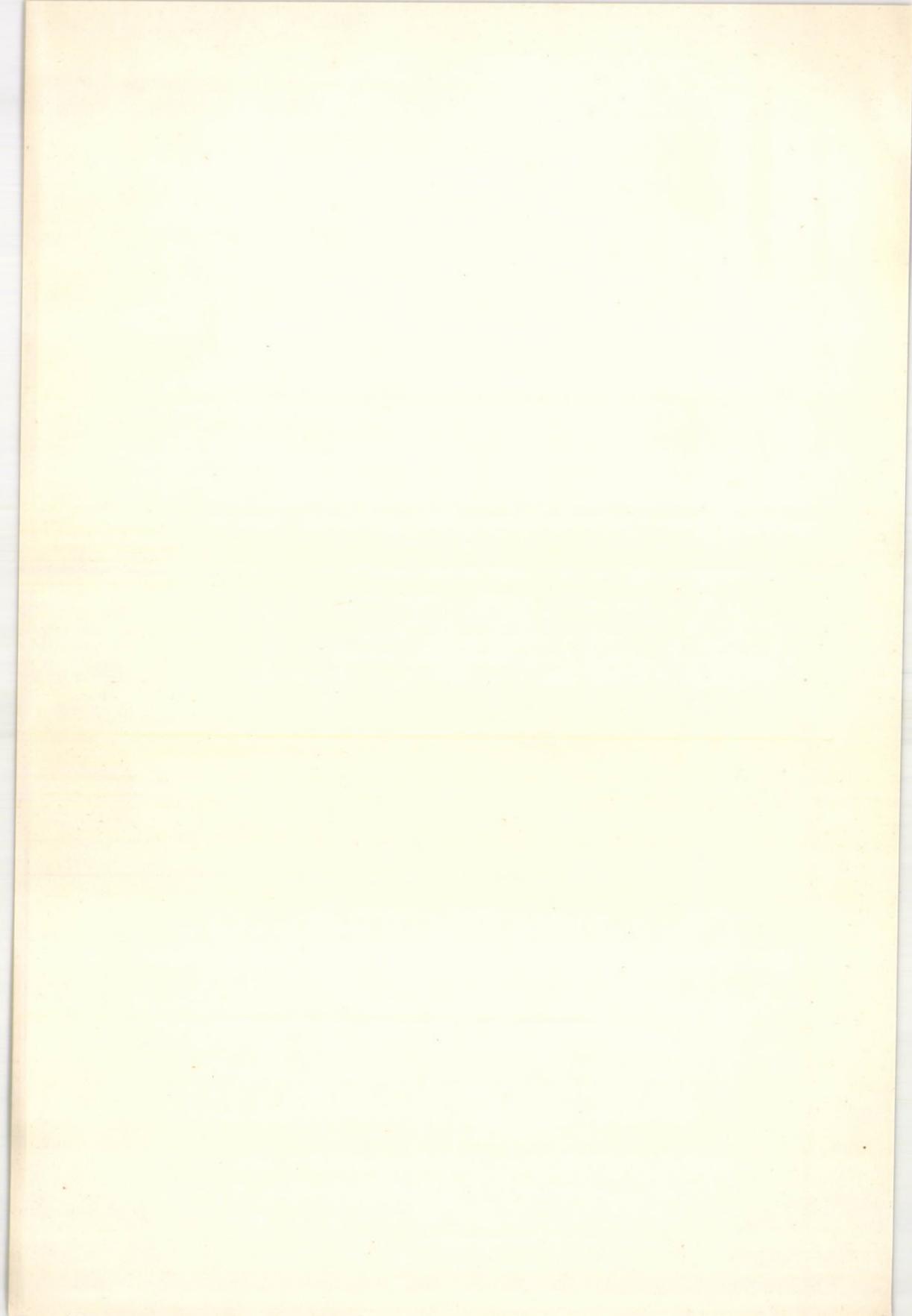
THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637



Értesítjük t. előfizetőinket,
hogy a

REVUE DE HONGRIE

évi előfizetési árát 1918 január
1-től kezdődőleg 25-ről 30 kor.-ra
emeltük.

A Revue de Hongrie
kiadóhivatala.



50148

N° 63 de la série consacrée à la guerre.

XI^e ANNÉE. — TOME XXI.

15 JANVIER 1918

REVUE DE HONGRIE



Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEŐTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, Bon JULES WLIASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE:

I. — LA GUERRE ET LA PAIX, par M. le comte Jules Andrassy, Député, ancien Ministre	1
II. — LES AUTRICHIENS VUS PAR CEUX QUI LES CONNAISSENT MAL, par M. le comte Henri de Fitz-James	42
III. — LES DÉFAITISTES.....	52
IV. — LE RENOUVEAU DE LA PRÉSIDENTENCE	57
V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par <i>Historicus</i>	62

115.

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.
 MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, ANDRÉ NORZ. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES.
 AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS.
 GENÈVE, PH. DÜRR. — ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.
 LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.
 COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ. — BARCELONE, VERDAGUER.
 ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH — CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL
 SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.



La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assurée la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est principalement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	30 cour. 30 marcs. 30 francs.
ALLEMAGNE		
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE		

Prix du Numéro : 2.50 cour. ; Étranger : 2 francs 50.

LA GUERRE ET LA PAIX

Le ministre anglais Bonar Law a prétendu, il y a quelque temps, que nous désirions la paix parce que nous nous sentions battus. M. Bonar Law se trompe. Il y a eu de tout temps, chez nous, des hommes — et fort nombreux — qui étaient prêts à faire la paix à des conditions équitables. En ce qui me concerne, j'ai toujours estimé qu'il serait de sage politique de conclure une paix honorable, si possible, sans attendre une suprême décision militaire. J'ai la conviction, en effet, que la Monarchie n'a pas besoin de s'agrandir et que, même, tout accroissement de territoire qui excéderait certaine limite très modeste aurait plutôt pour effet de l'affaiblir, en diminuant sa force intérieure. En voyant comment d'autres grandes puissances, en s'agrandissant par la conquête, ont chargé leurs épaules d'un fardeau écrasant et ont vu se former contre elles un ressentiment qui devait conduire à une guerre de revanche, j'en ai conclu que les conquêtes sont toujours une grande faute.

Je ne songe pas à nier que, chez nous comme en Allemagne, il ne se rencontre des hommes qui, après avoir prêché jadis la guerre jusqu'à la victoire complète, se sont ravisés et se montrent maintenant disposés à la conclusion d'une paix équitable. Mais ce revirement ne s'est point produit sous l'impression qu'imagine Bonar Law. Je serais surpris que le ministre anglais prît au sérieux son affirmation; je suis persuadé qu'il ne l'a risquée qu'à dessein de remonter le moral de ses compatriotes. N'a-t-il pas laissé entendre et son chef, Lloyd George, n'a-t-il pas expressément déclaré que, de l'avis des hommes d'Etat anglais, les propositions de paix allemandes n'étaient qu'une feinte et que l'Allemagne était bien éloignée de vouloir renoncer

à la Belgique et de songer à une paix acceptable pour l'Entente ? Si telle est la conviction du gouvernement britannique, il est impossible qu'il croie en même temps que le courant en faveur de la paix qui se manifeste chez nous est le résultat du sentiment que nous aurions de notre affaiblissement. Il est loisible aux hommes d'Etat londoniens de nous prêter, ainsi qu'à nos alliés, tous les vices imaginables, de nous traiter de malveillants, de perfides, de barbares ; le bon sens leur interdit de nous faire le reproche contradictoire de poursuivre des visées conquérantes dans le moment même où nous nous jugerions battus. Il faut choisir l'un ou l'autre ; mais les ministres anglais ont négligé de s'accorder sur la version qu'ils veulent accréditer, de sorte qu'on les voit donner à la fois au monde, à notre sujet, deux explications dont l'une exclut l'autre.

L'affirmation de Bonar Law est contredite, du reste, par le fait que nos premières offres de paix se sont produites à une époque où nous venions de remporter de grands succès militaires, une heureuse offensive ayant terrassé la Roumanie. Il y a plus : à l'heure où le Reichstag allemand vota sa fameuse résolution de paix, nos drapeaux volaient à de nouvelles victoires. Les faits infligent donc un démenti à l'assertion de Bonar Law. Ce n'est pas le désespoir qui nous pousse à proposer la paix ; c'est, au contraire, la conscience de nos succès et de notre force. Quand des nations se battent comme nous nous battons ; quand elles ont des armées capables de coups aussi vigoureux que ceux que nos armées portent à l'ennemi, sur tous les fronts, on peut tout supposer d'elles, excepté qu'elles ont perdu confiance dans le succès ; car si elles en étaient là, le premier effort que l'on en apercevrait serait la perte du ressort moral et l'ébranlement de la discipline dans l'armée.

Le fait des dispositions pacifiques de l'opinion dans les empires centraux a donc d'autres causes que celle qu'allègue Bonar Law ; mais le fait en lui-même n'est pas niable ; nous n'éprouvons d'ailleurs aucune gêne à le constater.

Sans doute, il règne parmi nous des manières de voir opposées sur la question du but à assigner à la guerre et de sa nécessité. C'est surtout en Allemagne que l'opinion est divisée à ce sujet ; entre le point de vue des socialistes et celui des pangermanistes, entre les idées d'un Reventlow et

celles d'un Bernstein, il y un abîme. Chez nous, en Hongrie, les divergences sont beaucoup moins profondes. Je ne crois pas qu'il se trouve en Hongrie un homme politique influent ou un parti qui fût d'avis de continuer la guerre dans un but de conquête, s'il était démontré qu'on peut obtenir une paix honorable. Il peut y avoir parmi nous des Bernsteins ; il ne s'y trouve pas de Reventlows. De même, en Autriche, il n'y a pas, en face du parti socialiste, un parti de la conquête organisé et puissant, comme dans l'empire allemand. En tout cas, je suis certain d'une chose : c'est que, le jour où les plénipotentiaires des deux camps prendront place autour du tapis vert, la pression de l'opinion publique en faveur de la paix, dans les empires centraux, s'exercera avec une force si irrésistible qu'il n'y aura aucun risque de voir les négociations échouer du fait d'exigences immodérées de la part de nos représentants. Quiconque ferait mine de vouloir continuer le carnage, quand nos adversaires viendraient nous faire des propositions pleinement satisfaisantes, soit au point de vue de l'honneur, soit à celui de notre sécurité, déchaînerait dans l'opinion une réprobation à laquelle il ne pourrait résister.

Le mouvement en faveur de la paix procède de causes diverses. Il a sa racine principale dans le sentiment d'humanité. Plus la lutte se prolonge, et plus pitoyables sont les souffrances de la société ; plus la guerre accumule de ruines, et plus le cœur humain se révolte contre la continuation de ces dévastations et de ces hécatombes. Ce sentiment doit être commun à tous les peuples emportés dans la tourmente. S'il y en avait chez qui il n'existât pas, qui n'éprouvassent pas une horreur grandissante de la guerre, qui ne ressentissent pas un besoin toujours plus profond de paix, ce ne seraient pas des peuples civilisés, mais des barbares, des bêtes humaines. Si ce sentiment était plus vif chez nous que chez les peuples de l'Entente, ce serait tout à notre honneur, car cela indiquerait que nous sommes plus humains que nos ennemis.

A côté du sentiment, il y a les raisons d'ordre politique. Au début, on croyait chez nous, comme chez les nations de l'Entente, que la guerre ne serait pas de longue durée, que la décision ne se ferait pas attendre, et qu'on aurait une répétition des guerres napoléoniennes, ou de la guerre de 1866 ou de celle de 1870. Dans cette persuasion, chacun entra en cam-

pagne résolu à ne pas parler de paix avant la victoire complète, convaincu d'ailleurs que des négociations prématurées demeureraient sans résultat. Mais on dut bientôt reconnaître qu'on s'était fait illusion; que non seulement il ne fallait pas espérer voir la guerre se terminer promptement, comme il était arrivé au cours du siècle dernier, mais qu'il était à peine probable qu'une offensive, aussi vigoureuse qu'on voudrait, donnant lieu à une succession de coups même rapides, eût le pouvoir de terminer la campagne. On se rendit compte que la lutte allait se prolonger jusqu'à épuisement complet des adversaires, et que, selon toute vraisemblance, chacun d'eux allait perdre davantage dans ces combats de proportions inouïes et d'un caractère si meurtrier, qu'il ne pouvait espérer gagner par une victoire éventuelle. Alors s'établit dans l'esprit public le sentiment que ce serait un crime contre l'humanité que de vouloir *per fas et nefas* poursuivre la guerre jusqu'à ce que le glaive eût prononcé définitivement en notre faveur; que ce serait là un crime même contre la nation: et depuis lors, la conscience et la saine raison élèvent toujours plus haut leurs voix pour réclamer que la paix se fasse sans attendre que nous ayons abattu nos ennemis, moyennant, bien entendu, que les conditions en soient telles que les exige le souci de notre honneur et de notre sécurité.

Il est aisé d'expliquer pourquoi la pensée de la paix a pu prendre corps plus facilement au sein des puissances centrales que dans les sphères de l'Entente. Ni nos gouvernements ni la majorité de la population ne nourrissaient de velléités conquérantes. C'est tout au plus si la guerre a éveillé çà et là des appétits ou des espérances dont le sacrifice a été facile.

Nous avons pour raison essentielle de nous battre le motif de légitime défense, tandis que l'Entente prétend défendre la liberté du monde contre l'hégémonie allemande. Nous avons atteint notre but, au lieu que l'Entente est bien loin de s'être rapprochée du sien. Nous n'avons jamais dit que l'affaiblissement d'un de nos adversaires fût une condition indispensable de la paix et du bien-être de l'Europe. L'Entente, au contraire, prétend que l'équilibre est rompu, alors que le fait même de la coalition ententiste démontre péremptoirement l'existence de l'équilibre européen. Depuis l'ouverture des hostilités, les chefs de l'Entente ont répété à satiété qu'il fallait détruire

la puissance allemande. Notre désir de paix n'est point en désaccord avec le sentiment de notre force. Car le fait d'avoir tenu tête à un monde d'ennemis dans une lutte gigantesque ; le fait d'avoir réussi à maintenir intacte une puissance contre laquelle se sont liguées tant de rages et de convoitises, est un titre de gloire unique dans l'histoire ; c'est la preuve d'une énergie vitale, d'une invincibilité, qui sont la plus éclatante des promesses d'avenir. D'autre part, quel sujet d'humiliation pour l'Entente de n'avoir pu, en dépit de son énorme supériorité numérique, arriver à nous abattre !

Telles sont les raisons qui ont fait naître et ont fortifié en nous cet honnête et loyal désir de paix qui a trouvé expression dans nombre de documents et de manifestations officielles. Il n'y a point là de feinte de notre part, comme nos adversaires le prétendent ; il ne s'agit point d'une manœuvre et encore moins d'un effet de la peur. C'est un sentiment d'humanité ; c'est la juste appréciation de nos intérêts, comme des intérêts de la société tout entière, qui dicte notre attitude. Malheureusement, les gouvernements de l'Entente ont empêché jusqu'ici la réalisation de nos vues pacifiques ; ces gouvernements, qui n'ont point atteint le but de leur effort militaire, se croient en puissance d'y arriver et que ce n'est qu'une affaire de temps.

Quelque opinion que l'on ait sur les origines de la guerre, on doit reconnaître que la responsabilité de sa continuation incombe à nos ennemis, qui ont refusé de se prêter aux négociations que nous leur propositions. Lorsque nous fîmes des ouvertures de paix, le 12 décembre 1916, il fut établi à la face du monde que, s'il y avait chez nous un parti de la guerre à outrance, il n'avait pu avoir le dessus ; quand l'Entente eut catégoriquement repoussé nos propositions, il fut démontré que le parti de la paix, qui existe incontestablement chez elle, était impuissant.

C'est en vain que les gouvernements de l'Entente prétendent parfois que, s'ils ont décliné nos ouvertures, c'est parce qu'ils savaient que les négociations n'aboutiraient point, vu nos exigences exorbitantes. En effet, ils ne savaient rien de positif au sujet des propositions que nous allions leur faire. Ils ignoraient totalement si elles seraient acceptables ou non ; ils pouvaient faire à ce sujet des suppositions ; mais une suppo-

sition ne constituait pas un motif suffisant pour décréter la continuation de la plus épouvantable guerre de l'histoire. La simple hypothèse que nos conditions de paix seraient inacceptables ne justifiait pas le refus d'entrer en pourparlers ; car on ne voit pas quel dommage l'Entente aurait pu subir du fait d'avoir consenti à examiner nos propositions, eût-elle dû ensuite rompre les tractations, parce que nos conditions auraient effectivement été trouvées inadmissibles et qu'il se serait vérifié que nous n'avions voulu que pratiquer une tactique mesquine. Bien au contraire, qu'y eût-il eu de plus propre à fortifier le moral des peuples de l'Entente et à jeter l'indécision dans nos rangs que la révélation, à notre charge, d'une ruse vulgaire, par laquelle nous aurions abusé le monde en faisant appel à sa conscience et à ses sentiments d'humanité, alors que nos offres de paix, annoncées avec grand roulement de tambours, se seraient trouvées n'être qu'un misérable piège ? Qu'y eût-il en de plus désastreux pour nous que la confusion dont nous enissions été couverts, si l'on avait appris que nous prétendions garder toute la Belgique, une partie importante des provinces françaises occupées, les provinces occidentales de la Russie, plus la Roumanie et la Serbie ? A qui donc la divulgation d'exigences aussi immodérées et aussi inattendues aurait-elle nui ? A nous ou à l'Entente ? Poser la question, c'est y répondre. Qu'on ne dise donc pas que l'Entente a décliné nos ouvertures de paix parce qu'elle appréhendait que nos propositions ne fussent exorbitantes. La vérité, c'est que l'Entente savait que, dès le moment où les négociations s'ouvriraient, ou bien elles s'achemineraient vers la conclusion d'un traité de paix répondant à la puissance respective des belligérants, ce dont elle ne voulait pas entendre parler ; ou bien elles s'arrêteraient net devant l'énormité des exigences que l'Entente elle-même formulerait, ce qui mettrait celle-ci dans la posture odieuse et dangereuse de faire obstacle à la paix. Nous, au contraire, nous n'éprouvions pas la moindre hésitation à proposer l'ouverture de pourparlers de paix, car nous savions que les tractations conduiraient à la paix équitable que nous désirions ou, sinon, qu'elles feraient la preuve que ce n'étaient pas nos exigences, mais bien celles de nos adversaires qui empêchaient la réalisation du vœu universel. L'Entente ne pouvait commettre de plus grosse faute que de refuser d'entrer

en pourparlers, quelque position que nous dussions prendre au cours des négociations ; nous ne pouvions supposer qu'elle ferait cette faute, pour peu qu'elle voulût réellement la paix. Mais si elle ne la voulait pas, il est évident qu'elle ne pouvait agir autrement.

La détermination des gouvernements de l'Entente de faire échec à toute proposition de paix est encore attestée par les conditions auxquelles ils ont subordonné leur adhésion aux pourparlers, conditions que, avec la meilleure volonté du monde, nous n'aurions pu remplir à moins de nous suicider. L'Entente déclare, en effet, qu'elle ne discuterait avec nous que lorsqu'elle nous aurait vaincus ; elle nous fit entendre clairement que nous étions encore trop forts, que nous n'avions pas encore assez éprouvé les conséquences de notre présomptueuse et criminelle agression — ainsi qualifiait-elle notre attitude —, pour qu'on pût être assuré que nous ne renouvellerions pas pareil attentat. En parlant ainsi, l'Entente a dressé, sur le chemin qui devrait conduire le monde à la paix, un obstacle infranchissable, car je ne pense pas qu'il se trouve quelqu'un pour attendre sérieusement que nous nous empressions de nous faire battre, pour rendre possibles les négociations de paix.

Quant au président Wilson, qui alors engageait nos ennemis à entrer dans la voie des pourparlers, l'Entente lui fit une réponse dans laquelle elle exigeait notamment que l'Autriche-Hongrie fût dépecée en vertu du principe des nationalités, ce qui équivalait à prononcer notre arrêt de mort. Dans cette réponse au président des Etats-Unis, nos adversaires arboraient un programme de paix tel que nous devrions résister à sa réalisation jusqu'à la dernière limite de nos forces et que, même après notre complet écrasement, on ne pourrait se flatter de nous y assujettir que passagèrement. Inutile de dire qu'il serait dérisoire de venir, avec un pareil traité à la main, parler de réconciliation et de paix durable ; car on nous verrait bientôt entreprendre la lutte par tous les moyens, par le feu et l'épée, par la bombe et le poignard, pour défaire la prétendue œuvre de paix de nos ennemis, pour mettre en pièces l'édifice politique dans lequel ils nous tiendraient dispersés et asservis, et pour reconquérir les garanties élémentaires de notre existence, c'est-à-dire notre titre et notre domaine d'Etat souverain.

Depuis lors, l'Entente paraît avoir modéré ses prétentions.

Mais ce que nous en savons officiellement n'inspire pas grande confiance et n'autorise guère d'espoir. C'est essentiellement à l'égard de l'Autriche-Hongrie que l'Entente s'est radoucie ; mais il y a encore loin des dispositions qu'elle montre à une sincère réconciliation.

Le sentiment français à notre sujet ne fut pas officiellement exprimé ; mais, malheureusement, les Chéradame et autres agitateurs purent se livrer, sans que la censure intervînt, aux pires intempérances de plume et déclarer que nos propositions étaient inacceptables, parce qu'elles excluaient le démembrement de l'Autriche-Hongrie et qu'ainsi l'équilibre européen ne pourrait être établi sur une base solide, les voies restant ouvertes au plan pangermaniste d'un empire mondial s'étendant de Hambourg à Bagdad.

Parmi les hommes d'Etat anglais, quelques-uns marquèrent dans leurs propos des dispositions moins malveillantes à notre égard que celles qu'ils avaient affichées jusqu'alors. Le ministre Robert Cecil déclara qu'il allait de soi que la Serbie devait être restaurée, mais ajouta qu'il ne souscrivait point au projet de l'unité sudslave, dont la réalisation avait cependant été regardée jusque-là comme une conséquence naturelle du principe des nationalités. Le ministre des affaires étrangères, M. Balfour, fut de tous les hommes d'Etat de l'Entente celui qui s'exprima avec la plus de modération sur le compte de la monarchie austro-hongroise. M. Balfour ne semble point souhaiter notre démembrement ; toutefois, il n'a pas répudié la note qu'il a signée il y a six mois et où sont exposées les intentions radicales que l'Entente avait alors à notre sujet. Peu de temps après que M. Balfour eut fait entendre sa voix conciliante, le président du cabinet, Lloyd George, et Bonar Law déclarèrent que l'Angleterre maintenait sur tous les points le programme antérieurement arrêté. Les gouvernants d'outre-Manche ont fait savoir, en outre, que certaines parties de notre pays devaient être appelées à jouir de l'autonomie, tranchant ainsi de leur estoc une question au sujet de laquelle nous ne pourrions entrer en discussion avec des étrangers sans faire litière de notre souveraineté.

La Russie nouvelle de Kerensky a délibérément renié les visées du ci-devant empire tsariste, ce qui semblait devoir faciliter l'ouverture de négociations et la conclusion d'un

arrangement ; mais elle n'a pu s'affranchir de la terreur que lui inspirèrent ses alliés et l'on avait tout lieu de douter de la sincérité de la profession de foi que le nouveau régime arbora aussitôt après la Révolution. L'offensive que le gouvernement de Kerensky a fait prendre à l'armée de Galicie et qui, se déployant sur un territoire étranger, ne pouvait avoir qu'un but de conquête, a été bien faite pour donner des méfiances à ce sujet. De plus, on n'a pas appris que le gouvernement révolutionnaire ait fait une démarche sérieuse auprès de ses alliés pour les inviter à modérer leurs conditions de paix ; et pourtant on ne saurait exiger d'un pays qu'il pousse la fidélité à ses alliances jusqu'à poursuivre une guerre manifestement contraire à ses intérêts, uniquement parce qu'il plaît à ses alliés de formuler des prétentions exorbitantes et qui contrastent ridiculement avec le résultat de la campagne. Le gouvernement maximaliste semble, lui aussi, partager cet avis.

L'Italie, depuis sa débâcle, a cessé de parler de Trieste, du Trentin, de la Dalmatie et de Valona, mais elle semble encore vouloir réclamer notre anéantissement. La presse italienne a accueilli le discours de Balfour par un chœur de protestations, parce que, à l'instar d'autres hommes d'Etat britanniques, il n'a pas mentionné *expressis verbis*, dans son discours, la destruction de la monarchie austro-hongroise comme une des conditions de la paix. Dans le *Times* du 10 septembre, le député italien Barone a dit être autorisé à déclarer que, en vertu d'un accord, passé en avril 1915 entre les puissances de l'Entente, toute l'Istrie, une partie de la Dalmatie, avec quelques îles et Valona avaient été adjugés à l'Italie et que la validité de ce traité n'était mise en doute par personne ; il continuait à faire loi.

La publication du traité en question par le gouvernement maximaliste russe a confirmé, depuis, la déclaration du député italien.

A l'égard de l'Allemagne, le ressentiment de l'Entente est resté aussi implacable qu'au premier jour, sauf en Russie. De temps en temps, on entend tomber d'une bouche officielle la déclaration qu'il faut à tout prix infliger à l'Allemagne une défaite militaire, que l'anéantissement de son armée est l'unique moyen de lui faire perdre le goût du militarisme.



En Angleterre, la haine contre l'Allemagne a gardé encore beaucoup de sa virulence. Le ministre Churchill a déclaré il y a peu de temps qu'il ne fallait pas songer à des négociations de paix avant que l'Allemagne eût été battue. Bonar Law a fait le 26 juillet, au cours du débat sur la résolution de paix du Reichstag allemand, les déclarations suivantes au nom du gouvernement : « Si la paix se faisait avant que la machine de guerre allemande fût brisée, comme cette machine est entre les mains de ceux qui l'ont maniée pendant vingt ans, la paix serait sans cesse en danger. Une paix pareille équivaldrait pour nous à une défaite. » Le député Snowden, un des porte-parole de la minorité favorable à la paix, interpréta très justement la déclaration ministérielle, en disant qu'il fallait en conclure que le gouvernement anglais était l'obstacle principal qui se dressait sur le chemin de la paix. Il est attristant d'avoir à constater que l'orateur officiel du parti ouvrier lui-même a adhéré sans réserve à la déclaration intransigeante du ministre ; ce fait est significatif. Un autre membre du gouvernement anglais, Carson, annonça qu'on n'entrerait pas en pourparlers avec les puissances centrales « avant que l'armée allemande se fût retirée derrière le Rhin. » Mais voici qui est plus grave : Lloyd George énonça comme condition préalable de l'ouverture des pourparlers des exigences d'une nature telle que, sans même faire connaître ses conditions de paix, il se trouvait armé d'un prétexte pour décliner toutes négociations. Il déclara qu'on ne pourrait se réconcilier qu'avec une Allemagne démocratisée et qu'on ne traiterait qu'avec elle, car ce n'était qu'après avoir subi cette transformation que l'Allemagne pourrait prétendre inspirer confiance. Il ajouta qu'il se réservait de voir quel changement constitutionnel il y avait lieu d'exiger de l'Allemagne pour lui faire atteindre le degré de démocratisation voulu pour qu'on pût estimer la garantie suffisante. Balfour, commentant ce verdict, dit qu'il ne signifiait point que l'Angleterre voulût imposer aux Allemands telle forme constitutionnelle plutôt que telle autre. Mais cette interprétation bénigne ne saurait nous tranquilliser. En tout cas, le fait qui subsiste c'est que la résolution annoncée par le premier ministre lui fournit en tout temps un prétexte commode pour refuser d'entrer en négociation sur la paix. Si l'Angleterre disposait d'une puissance assez grande pour

lui permettre de réaliser ses menaces, ce serait là incontestablement l'immixtion la plus audacieuse qu'on puisse imaginer de sa part dans les affaires intérieures de l'Allemagne. En énonçant pareille condition, l'Angleterre affirme que, s'il ne dépendait que d'elle, elle n'hésiterait pas à tenir l'Allemagne dans ses serres, à la battre et à la dévaster aussi longtemps que le peuple allemand ne serait pas résigné à accepter la constitution que l'Angleterre jugerait bon de lui imposer, pour sa tranquillité et sa satisfaction à elle. Sans doute, en regard de certaines exigences antérieures, ces conditions paraissent relativement douces ; on ne demande plus que l'Allemagne se rende à merci et à miséricorde, avant que d'être admise à parler de paix ; mais l'adoucissement n'est qu'apparent ; en réalité, la nouvelle formule n'est qu'un détour pour arriver au même résultat ; car elle permet de décliner indéfiniment l'ouverture des négociations, en dispensant de s'expliquer sur les conditions de paix.

Le ton de M. Balfour à l'égard de l'Allemagne est plus poli que celui des autres ministres anglais ; mais ce n'est là qu'un effet du tempérament plus débonnaire de cet homme d'Etat. Il n'en faut pas conclure que le cabinet anglais ait changé d'avis. Du reste, les déclarations de M. Balfour laissent assez transparaître qu'il n'est pas animé d'un autre esprit que ses collègues et qu'il est, comme eux, foncièrement hostile à la paix. En effet, il n'a point voulu promettre que l'Angleterre rendrait les colonies allemandes ; d'autre part, il s'est rangé d'une façon plus explicite que jamais au point de vue français au sujet de l'Alsace-Lorraine. Son discours a été une manœuvre pour éluder la révélation des conditions de paix anglaises que quelques membres du Parlement avaient demandé à connaître, et pour se ménager les coudées franches sous un masque de conciliation. A la fin de son discours, sur lequel trop de gens, chez nous, ont pris le change, M. Balfour a pris position contre la « paix allemande », formule par laquelle tout le monde entend une paix conclue sur la base de la force respective des parties, telle qu'on peut la constater actuellement. M. Balfour a affirmé qu'une paix ainsi conçue ne serait qu'une trêve en attendant une nouvelle guerre.

Que dire des intentions de la France officielle ? Les révélations du chancelier allemand et la réponse de M. Ribot

ont appris au monde que la France, dans le traité conclu avec la Russie, avait fait reconnaître, outre sa revendication traditionnelle concernant l'Alsace-Lorraine, des prétentions inattendues sur les territoires allemands du Rhin, car bien qu'elle affirmât ne pas songer à se les incorporer, elle avouait vouloir les détacher de l'Allemagne, — ce qui serait aussi inadmissible qu'une conquête, — pour en faire, dit-elle, des Etats autonomes. En outre, la France médita, semble-t-il, d'arracher un lambeau du cœur de la Turquie; du moins le chancelier a-t-il fait mention d'une intention semblable, sur quoi l'ex-chef du cabinet français a gardé un silence complet.

Depuis la révolution russe, il est devenu difficile aux Français de maintenir ce programme. La République n'a pas eu d'allié plus sûr que l'empire Russe, aussi longtemps que l'autocratie tsariste a vécu. La démocratie française et la Russie impériale se comprenaient admirablement. Ce serait une grande honte pour la France, qui fait tant d'état de son amour de la paix et de ses titres de nation civilisatrice, si cette union venait à cesser au moment où l'âme du peuple russe est enfin libre de se faire entendre. La réputation et les intérêts moraux de la France exigeraient donc qu'elle adoptât le point de vue de la République sœur et son mot d'ordre : la paix sans annexions et sans indemnités. Mais la France s'est forgé des intérêts, elle obéit à une tradition, elle est entraînée par un tempérament, elle s'est liée, enfin, par des accords qui l'ont jusqu'ici empêchée de faire ce qui eût été naturel de sa part. Pour pallier son inconséquence, elle est obligée de recourir à des sophismes.

La France juge que la reconquête de l'Alsace-Lorraine ne serait pas une conquête; ce serait, au contraire, à son dire, une manifestation contre la politique de conquête et une négation du droit de conquête, attendu que cela ne ferait que remettre les choses dans l'état antérieur à la dernière conquête. Quant à la région du Rhin, la France déclare qu'elle ne se propose nullement de la «conquérir» et qu'elle ne veut que la rendre indépendante. En ce qui concerne la Syrie, la France n'a pas de théorie spéciale à avancer pour accorder ses visées sur ce pays avec les grands principes modernes. Sans doute, les Français apaisent-ils leurs scrupules à ce sujet en se disant que la Syrie est en Asie, que, hors d'Europe, l'homme

n'est plus un homme, une nation ne compte plus pour telle et que le principe de la paix sans annexions n'a pas cours hors du continent européen ; ils se disent qu'on a le droit de disposer des Arabes, en dépit de leur aptitude à la civilisation et de leur grand passé ; de disposer des Boers, malgré leur origine européenne ; de disposer des Turcs, nonobstant leur force et la conscience qu'ils ont de leur valeur, sans leur demander leur avis, et, s'ils regimbent, en employant, pour les réduire, le fer et le feu, et que tout cela peut se faire sans offenser le moins du monde le droit sacré des peuples de disposer d'eux-mêmes, sans offenser la démocratie, sans violer la liberté des nations.

J'avoue qu'il serait plus digne de la grande nation française de ne pas nous étourdir de ses grandiloquentes théories relativement au sort de l'Europe, du moment qu'elle n'a aucune envie de les appliquer. Car, enfin, de quelque manière qu'on tourne la chose, la reprise violente de l'Alsace-Lorraine serait bel et bien une conquête. Qu'est-ce, en effet, qu'une conquête ? Une conquête, c'est l'acte par lequel on arrache de force à un Etat indépendant un territoire qui, d'après les règles du droit international, lui appartient sans contestation possible. Or, c'est ce que les Français veulent faire. Ils veulent contraindre les Allemands, par la force des armes, à leur céder deux provinces à la propriété desquelles la France a renoncé par traité régulier et qui constituent aujourd'hui une possession allemande au même titre que tout autre territoire allemand. On peut alléguer des circonstances atténuantes en faveur de ce projet de conquête ; on peut invoquer le passé, le sentiment national. Mais cela ne change rien au fait de la conquête. En prétendant détacher de l'Allemagne certaines provinces, pour les rendre indépendantes, les Français se disposent manifestement à faire violence au droit existant et à la volonté notoire des habitants de ces provinces. Nous voulons bien reconnaître que le vœu d'une partie de la population de l'Alsace-Lorraine de redevenir française atténue en quelque mesure l'injustice qu'on médite, mais les Français eux-mêmes devront confesser que la vivisection qu'ils projettent est une circonstance aggravante, car aucun des intéressés ne la demande, ni la population qu'il s'agirait de rendre indépendante, ni la nation dont on veut arracher un lambeau. Dans le programme de M. Clemenceau,

il n'est plus question de la rive gauche du Rhin, ce qui est un progrès réjouissant, mais en formulant l'exigence de la « victoire », le nouveau cabinet a révélé qu'il ne veut pas la paix, et qu'il méconnaît totalement la situation.

Il n'y a rien de bon non plus à attendre de l'Amérique. Si j'ai bien compris le sens des notes de M. Wilson, son auteur y déguise sous l'affirmation d'exigences démocratiques et humanitaires la volonté arrêtée de ne pas se prêter à la conclusion de la paix en ce moment, et de poursuivre la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne se trouve profondément affaiblie.⁽¹⁾ Wilson a adopté la même attitude que Poincaré en France et Lloyd George en Angleterre ; mais on doit reconnaître qu'il y met plus de finesse que ses deux compères. Au surplus, sa situation est plus facile. Il peut plus aisément garder l'apparence de l'objectivité, car il n'a pas de revendications matérielles à formuler. L'Amérique ne songe vraisemblablement pas à se procurer des avantages directs aux dépens de l'Allemagne. Elle est dès lors plus à l'aise pour jouer le désintéressement que l'Angleterre, qui médite de garder certaines colonies allemandes, ou que la France et l'Italie qui rêvent d'agrandissements continentaux. Wilson peut entrer dans les vues du Pape, faire sienne l'idée d'une paix de conciliation, admettre qu'il n'y ait ni châtement ni vengeance, voire, protester contre le projet d'un boycottage économique. Il peut enfin déclarer qu'il ne songe point à porter atteinte aux droits souverains des peuples allemand, hongrois, autrichien, turc et bulgare, etc. En tenant ce langage, il ne fait le sacrifice d'aucune de ses aspirations et il reste libre de décliner toute proposition de pourparlers. Il fallait cependant qu'il alléguât un prétexte pour refuser d'entrer en matière. Il l'a fourni en disant qu'il ne pouvait se prêter à des négociations avec l'Allemagne actuelle, parce qu'il n'avait pas confiance dans les « promesses secrètes » et dans la signature du gouvernement allemand ; qu'il attendait que le peuple allemand fît connaître sa volonté et qu'il était prêt à se montrer magnanime avec lui, mais avec lui seulement. Cette argumentation se fonde sur le thème cher à l'Entente que la guerre actuelle

(1) Son message lu devant le Sénat, le 9 décembre 1917, s'inspire d'idées analogues.

et la longue période d'armements qui l'a précédée ont eu pour cause les visées de conquête du gouvernement allemand et que la paix demeurerait précaire tant que la forme actuelle du gouvernement, en Allemagne, serait maintenue, car l'esprit de domination est inhérent à ce régime.

Chose surprenante, il y a pas mal de gens, chez nous, qui se sont laissé prendre à la note Wilson et qui lui trouvent un honnête accent de paix. Cependant, le raisonnement du président Wilson n'est pas soutenable. Tout d'abord, le point de départ en est faux : il n'est pas vrai que le gouvernement allemand ait eu les vues secrètes qu'on lui prête. Les assertions de Wilson sont contredites par les faits ; à tout le moins, il est impossible de citer un seul fait qui les justifie. Il est faux que les armements auxquels les Etats se sont livrés depuis 1870 aient eu pour motif les visées de conquête de l'Allemagne. Il est notoire qu'ils ont été déterminés par une série de causes diverses. D'une part, l'Allemagne entendait conserver sa conquête de 1870, tandis que la France ne pouvait se résigner à l'abandon des provinces perdues et méditait une revanche ; d'autre part, le tsarisme rêvait d'étendre sa domination dans l'est de l'Europe et menaçait ainsi les intérêts essentiels de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie. Enfin, l'impérialisme colonial de toutes les puissances a grandement contribué à pousser aux armements. Et, certes, ce n'est pas l'expansionnisme allemand qui a eu les plus vastes appétits. L'Angleterre s'est montrée autrement avide et agressive.

On ne peut pas davantage prouver que l'Allemagne ait provoqué la guerre actuelle dans un calcul de conquête. La vérité, sur la question des responsabilités, est que nous étions décidés à affronter une guerre générale plutôt que de supporter plus longtemps les continuelles provocations de la politique panserbe ; le panserbisme menaçait notre existence ; il avait occasionné déjà plusieurs mobilisations et des dépenses se chiffrant par d'innombrables millions ; il mettait directement en cause l'intégrité de la Monarchie et agissait sur elle comme un dissolvant ; enfin, il venait de mettre le comble à son audace par l'attentat de Sérájévo ; après un pareil forfait, nous ne pouvions plus tolérer ses menées sans nous suicider moralement et encourager nos ennemis à nous porter le dernier coup.

Cette responsabilité, nous l'assumons ; mais, en regard, il y a la responsabilité de l'Entente, qui a préféré risquer la guerre plutôt que de permettre que la Serbie renoncât à sa politique d'agression et s'éloignât de ceux qui l'y avaient encouragée. L'Entente a pris ce parti, d'une part, parce qu'elle redoutait notre attaque ; parce que, après avoir, pendant une longue série d'années, travaillé à créer autour de nous une atmosphère de défiance et de haine, elle jugeait avoir tout à craindre, si notre situation venait à s'améliorer ; mais, d'autre part, ce qui l'a décidée à se lancer dans l'aventure, c'est qu'elle n'attendait que l'occasion d'abaisser la trop puissante Allemagne et de réaliser les conquêtes auxquelles l'Allemagne et nous faisons obstacle, et qu'elle avait besoin pour cela du concours de la Serbie.

Les historiens futurs devront, je crois, reconnaître qu'aucun des gouvernements responsables, entre les Etats qui prirent les armes en 1914, n'a voulu de propos délibéré provoquer la guerre ; mais ils feront, entre nous et nos adversaires, cette différence que nous ne sommes entrés en guerre que pour sauvegarder la position que nous avons, tandis que l'Entente, outre le sentiment de crainte et de méfiance qu'elle nourrissait, a compté que cette guerre serait une bonne affaire au point de vue de ses intérêts et lui permettrait de réaliser certaines visées expansionnistes et certains rêves de conquête. Cela est si vrai que, arrivés à la quatrième année de campagne, nous pouvons prendre le monde à témoin qu'il ne s'est point formé chez nous — je mets à part la Bulgarie — un courant d'opinion favorable à des projets de conquête, j'entends un courant assez sérieux pour obliger les gouvernements à compter avec lui, et que nul d'entre nous ne considérerait comme une défaite de terminer la guerre sans accroissements territoriaux ; au lieu que, du côté de l'Entente, l'intention conquérante subsiste, même après la chute du tsarisme, et l'on avoue que la non-réalisation de ces visées équivaldrait à une défaite. De là vient que, malgré notre supériorité militaire et la continuité de nos succès, nous sommes prêts à conclure la paix sans attendre « la victoire intégrale », pendant que nos ennemis repoussent obstinément l'idée de la paix, parce que, en renonçant à écraser l'Allemagne, ils feraient faillite à la promesse essentielle de leur programme, tandis que nous aurons

accompli le nôtre dès le moment où l'assaut de nos ennemis se sera définitivement brisé.

Je sais que, à l'égard des antécédents de la guerre, il règne des manières de voir opposées et qu'il faut compter avec les contradicteurs de bonne foi ; mais je nie absolument que le président des Etats-Unis ait été en mesure de se former, sur les intentions allemandes, une conviction tellement certaine qu'il ait pu fonder là-dessus sa politique. Tant que les archives diplomatiques n'auront pas livré leur secret, on ne peut avoir que des présomptions sur les intentions de l'adversaire ; or, engager, sur des présomptions, la vie de centaines de milliers d'êtres humains et le sort de nations entières est une chose inadmissible. M. Wilson n'a-t-il jamais réfléchi que, s'il lui arrive plus tard de s'apercevoir qu'il s'est trompé et que les plans ténébreux qu'il nous a prêtés et qu'il a invoqués pour continuer le carnage n'ont jamais existé, il ne pourra pas rendre la vie à ceux qui auront péri à cause de son erreur, ni réparer les maux que sa méprise aura fait s'abattre sur toute l'humanité ?

Wilson est un chef d'Etat puissant. Le *Times* a dit qu'il était le plus grand autocrate du monde, depuis que le tsar a été détrôné. Mais quel que soit sa puissance, il n'est qu'un homme au jugement faillible. Il ne peut lire dans le cœur d'autrui et il n'a pas le droit de lever l'étendard de la guerre, uniquement parce qu'il présume que quelqu'un a eu telles ou telles intentions dans le passé, ou nourrit tels ou tels projets pour l'avenir.

A supposer même que tout ce que Wilson dit du passé fût vrai, il est en tout cas impossible à qui que ce soit de savoir d'avance ce que le gouvernement allemand pensera et fera dans l'avenir, et l'on ne peut venir ici parler d'« intentions secrètes » ; or, le passé ne saurait suffire à justifier la continuation de la guerre. Depuis que celle-ci a commencé, il s'est produit de terribles changements. Je ne crois pas qu'aucune des nations qui y sont engagées en sorte telle qu'elle y est entrée. Il est avéré que les profits de la guerre ne compenseront jamais ce qu'elle aura coûté, que les frais et les sacrifices que font les belligérants ne constituent pas un placement dont on puisse espérer un intérêt convenable. Quel chef d'Etat de l'avenir, après la démonstration que la guerre actuelle a fournie de la

puissance formidable de la défensive, sera assez présomptueux pour tirer l'épée dans une intention de conquête ? Et s'il s'en trouve un capable de cette témérité, croit-on que son peuple le suivra ? Il y a bien peu de vraisemblance que cet homme et cette nation se rencontrent d'ici longtemps, et alors il me paraît insensé de vouer des centaines de mille hommes à la mort pour empêcher une chose aussi improbable, c'est-à-dire pour étouffer les arrière-pensées de conquête que l'Allemagne nourrirait déjà pour les temps qui suivront la guerre actuelle. Il est surprenant que l'in vraisemblance de ces craintes et la superfluité de ces précautions ne frappent pas les esprits de peuples qui ont pourtant de grands titres à l'admiration de l'humanité et auxquels nous, leurs adversaires, ne refusons point la nôtre. On s'étonne surtout de voir une nation qui a donné au monde les deux plus grands apôtres de la paix, Washington et Franklin, fermer les yeux à ces vérités élémentaires.

Je ne puis croire à la sincérité de Wilson. Sa véritable pensée, je crois qu'il faut la chercher dans la déclaration du secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, Lansing, qui a contresigné la note présidentielle, et qui a dit, selon le *Times* du 31 juillet, que le monde n'aura la paix que lorsque la puissance militaire de l'Allemagne aura été brisée, au sens matériel du mot. Tout fait soupçonner que la sommation adressée à l'Allemagne par Wilson d'avoir à se démocratiser n'a été qu'une manière élégante de masquer la détermination que trahissent les paroles de Lansing : l'idée exprimée par le secrétaire d'Etat a le mérite de la clarté ; le but est nettement indiqué et les Etats-Unis prennent, en effet, les moyens d'y arriver ; tandis que l'invite de Wilson au peuple allemand est un détour singulièrement long pour arriver à la paix et je me méfie fort qu'elle n'est qu'un prétexte pour continuer la guerre et pouvoir préparer à loisir la victoire rêvée par Lansing.

S'il est vrai que l'Allemagne a toujours été le trouble-paix de l'Europe ; s'il est vrai que c'est à cause de l'Allemagne que le monde civilisé a dû pendant tant d'années se tenir sur le qui-vive et se hérissier de canons et de baïonnettes ; s'il est vrai que la guerre actuelle est l'effet d'une préméditation allemande ; s'il est vrai, enfin, que l'Allemagne, en dépit des leçons de cette guerre, continue à nourrir des rêves d'hégémonie

alors, je l'avoue, je ne vois guère d'autre moyen de rendre la paix au monde que d'abattre l'Allemagne et de la réduire à un long affaiblissement. Dire que ce n'est pas le peuple allemand qui est coupable, qu'on n'en veut qu'au gouvernement allemand, au militarisme allemand, et que, pour ce motif, on doit décliner d'entrer en négociations avec le gouvernement actuel de l'Allemagne et de conclure avec lui aucun « accord secret », mais qu'on exige que le peuple allemand s'émancipe et prenne lui-même en mains les tractations de paix, cela est paroles en l'air. Pareil langage ne peut être pris au sérieux et le but n'en saurait être que de parer d'une auréole démocratique le dessein bien arrêté d'abaisser le peuple allemand ; Wilson veut garder les apparences de l'estime et de la sympathie pour la nation allemande, dans l'espoir de mieux réussir à ébranler les liens qui la tiennent unie et de miner ainsi sa force de résistance.

Il est impossible de croire que quelqu'un veuille la continuation de la guerre uniquement pour le motif qu'il lui répugne de conclure un « accord secret » avec le gouvernement allemand. Il n'y a rien de plus facile que d'obtenir qu'un traité de paix soit garanti par le peuple ; il suffit d'exiger que cela soit exprimé par une loi. Quoi qu'on puisse penser du pouvoir exécutif allemand, il est impossible de contester que le Parlement allemand repose sur une base démocratique et qu'il représente aussi fidèlement la nation qu'aucun Parlement du monde. Ainsi, son assentiment à un traité de paix serait l'assentiment du peuple lui-même. Les élections se pratiquent en Allemagne d'une façon plus honnête qu'en Amérique et le droit de suffrage y est plus universel, car on n'y voit pas une classe nègre tenue hors de la loi. La garantie du Parlement allemand actuel possède donc une valeur identique à celle qu'aurait la parole même du peuple. Ajoutez que le Reichstag allemand est plus indépendant du gouvernement que ne l'est la Chambre anglaise et que ne le sont en général les Chambres des Etats à régime parlementaire, pour la raison que les membres du gouvernement impérial n'appartiennent pas au Parlement, que ce gouvernement subsiste sans l'appui du Parlement et qu'il n'y a point ainsi, entre le Reichstag et le gouvernement, ce lien de dépendance réciproque qui fait l'essence du parlementarisme.

Si Wilson avait été réellement mû par la crainte que le gouvernement allemand ne tînt pas ses engagements, d'où la nécessité d'exiger la caution du peuple, il aurait dû spécifier en quoi doit consister cette garantie. Quand on veut sérieusement la paix, c'est bien le moins qu'on prenne la peine de préciser les conditions que l'on met à son rétablissement.

Mais voici qui achève de vous faire éprouver une singulière impression et qui renforce les soupçons qu'éveille la conduite du président des Etats-Unis. Tandis que le gouvernement américain refuse d'entrer en pourparlers avec le gouvernement allemand et réclame, pour traiter, que le peuple allemand lui envoie ses hommes de confiance, il s'empresse, avec les autres gouvernements de l'Entente, d'opposer son *vêto* à la conférence de Stockholm. Ainsi, ceux-là même qui se vantent de frayer la voie à l'union des démocraties se dressent contre le vœu des classes populaires des nations belligérantes, qui souhaitaient se rencontrer pour préparer la réconciliation des divers membres de la société humaine. Pour se justifier, ceux qui agissent ainsi déclarent que, chez eux, les gouvernements seuls ont le droit de parler au nom de la nation. Les Anglais font savoir que tout sujet britannique qui traiterait avec un membre d'une nation ennemie sans y être autorisé par le gouvernement encourrait la rigueur des lois. Mais dès qu'il s'agit des peuples germaniques, ces gens veulent exclure nos gouvernements des négociations de paix et n'entendent traiter qu'avec des délégués de la nation, c'est-à-dire avec des individualités qui, si elles se prêtaient à cette invite, feraient précisément ce que les gouvernements de l'Entente ne toléreraient jamais de la part de quelqu'un de leurs sujets, puisque c'est, d'après leur doctrine, un crime de haute trahison que de se substituer aux pouvoirs publics pour parler de la paix avec l'ennemi.

Comment croire, quand on est témoin de pareilles contradictions, que ceux qui se livrent à ces palinodies veulent sincèrement la paix ?

Je ne puis me figurer que Wilson, homme d'Etat et historien, se soit résolu à faire couler le sang américain dans l'espoir d'assurer la paix perpétuelle par le moyen d'une démocratisation de la constitution allemande ; car il doit savoir mieux que personne que les formes constitutionnelles, fussent-elles

les plus démocratiques du monde, n'ont pas le pouvoir de changer le naturel des peuples.

Cette nation allemande qui, depuis des années, appuie les gouvernements qui se sont succédé à sa tête dans leurs armements et dans leur politique extérieure, qualifiée par M. Wilson de politique de conquête ; cette nation qui mène une guerre épouvantable avec une ardeur d'enthousiasme inouïe ; cette nation, soit que l'on veuille voir en elle la dupe du machiavélisme de ses gouvernants, soit qu'elle éprouve réellement un penchant inné pour la guerre et qu'elle soit prise de passion militaire, on aura beau la doter de nouveaux droits, comme le voudrait M. Wilson, elle n'en deviendra pas pour autant une gardienne plus sûre de la paix. Qu'on n'oublie pas que l'Etat allemand et la puissance allemande reposent sur le suffrage universel et sur le service obligatoire ; s'il était vrai, comme quelques-uns se l'imaginent, que l'impérialisme répugne au peuple allemand, il s'en serait détaché depuis longtemps et on ne le verrait pas donner l'exemple d'une abnégation et d'une endurance qui font l'admiration du monde entier. C'est se montrer bien étranger aux réalités que d'espérer que l'avènement de la démocratie en Allemagne serait une garantie de paix perpétuelle.

La grande révolution n'a point changé le peuple français ; ses tendances, en matière de politique extérieure, sont restées ce qu'elles avaient toujours été. Les mêmes instincts qui avaient trouvé leur satisfaction au régime du Roi-Soleil ont appelé le régime napoléonien. Danton et Carnot, les deux grands révolutionnaires, ont poursuivi, aux applaudissements de la nation, le même idéal que Richelieu et Mazarin.

Nous sommes fondés à espérer que la démocratie russe ne se lancera pas dans les voies que le tsarisme a suivies, parce que nous savons que l'âme populaire russe n'éprouvait que de l'éloignement pour l'impérialisme tsariste et que nous avons vu les esprits les plus remarquables de la nation prendre le contre-pied des idées du trône sur ce point. Rien de pareil avec l'Allemagne : la nation allemande était absolument acquise, dans sa très grande majorité, à l'idéal politique de Bismarck ; elle était à l'unisson de la pensée impérialiste de Guillaume II, dont la réalisation l'a fait monter au pinacle de la prospérité économique. D'ailleurs, les constitutions des

Etats sont sujettes à variations. Qui sait si le peuple allemand, démocratisé par la volonté de l'étranger, ne prendrait pas en aversion le changement d'institutions que lui aurait valu la victoire des Alliés et s'il ne se hâterait pas de revenir à ses institutions traditionnelles?

Comment admettre qu'on justifie les carnages d'une guerre par l'appât d'un résultat aléatoire et sans garantie de durée. Peut-on sérieusement s'attendre à ce qu'un ennemi victorieux impose au vaincu un régime démocratique qui soit de la vraie et de la sincère démocratie, et qui soit stable?

Au congrès des Trades Unions anglaises, le 3 septembre, le président déclara que la guerre était antidémocratique, parce qu'il y tombait cent démocrates pour un autocrate. C'est ce que M. Wilson devrait n'avoir pas oublié, si vraiment c'était l'amour de la démocratie qui l'inspirât. Mais il est bien douteux que le président des Etats-Unis ait décidé de verser le sang américain uniquement parce qu'il est convaincu que l'établissement de la démocratie en Allemagne vaudrait au monde le bienfait de la paix perpétuelle.

Une chose certaine, c'est que la démocratie est encore loin d'avoir réalisé ses idéals et que nulle part elle ne s'est élevée au degré de perfection que ses théoriciens nous ont promis. On ne peut nier que jamais la démocratie ne s'est autant développée et n'a acquis autant de puissance et de prestige que dans ce XX^e siècle; et pourtant ce siècle assiste à la plus formidable et à la plus impitoyable guerre que l'humanité ait vue. La plus grande guerre de l'histoire, avant celle-ci, n'a-t-elle pas suivi immédiatement la Révolution française et coïncidé avec une période d'essor démocratique? Il faut donc conclure que la démocratie n'est point du tout un préservatif efficace contre la guerre. Le grand instigateur des guerres c'est l'égoïsme mercantile, et leur cause la plus ordinaire c'est l'âpre avidité avec laquelle le grand capital poursuit l'accaparement des marchés et débouchés et la fascination qu'exercent sur lui les gros bénéfices que procure l'industrie des armements et la guerre elle-même. Ne sait-on pas à quel point l'industrie du matériel de guerre, quand elle fleurit dans un pays, influence sa politique? Ne sait-on pas qu'elle détermine fatalement l'envie de jouer un rôle de grande puissance et qu'elle entretient des aspirations dangereuses pour la

paix ? Tout cela est bien connu et l'exemple des Etats-Unis eux-mêmes est là pour dessiller les yeux au naïf qui s'imaginerait que les institutions démocratiques ont le pouvoir de paralyser la puissance formidable de l'argent et de la rendre inoffensive.

Mirabeau a dit que « les peuples libres se sont distingués par leurs guerres ambitieuses et barbares » (20 mai 1790). Cette parole n'a malheureusement pas cessé d'être vraie et la guerre actuelle en est l'éclatante confirmation. Mais il n'était pas besoin de cette nouvelle leçon de l'histoire pour nous édifier. Est-ce que, depuis les temps de la République romaine, il y a eu un peuple plus conquérant que le peuple anglais ? Est-ce que l'Amérique a attendu jusqu'à aujourd'hui pour montrer avec quelle facilité elle tirait le glaive ? Est-ce que le gouvernement de la République française n'a pas pris soin d'entretenir l'idée de la revanche avec autant de scrupule que les Vestales de Rome entretenaient le feu sacré ? Aussi, la conviction se fortifie-t-elle en moi que les belles formules de Wilson ne sont qu'un oripeau de théâtre sous lequel se dissimule la pensée plus simple et d'une portée plus efficace qu'a exprimée Lansing, à savoir que l'Allemagne n'est pas encore assez affaiblie. C'est aussi l'idée favorite de Lloyd George ; mais peut-être s'y ajoute-t-il, de la part de Wilson, une arrière-pensée : je soupçonne qu'il verrait sans déplaisir la guerre se prolonger assez longtemps pour que l'Europe tout entière se trouvât à la fin tellement diminuée que le rôle de puissance dirigeante échût automatiquement aux Etats-Unis.

Je conclus que c'est le point de vue officiellement adopté par l'Entente qui fait obstacle à la paix ; néanmoins, j'ai le sentiment que la cause de la paix n'est pas en aussi mauvais point qu'on pourrait le croire. Les vues actuelles des gouvernements ennemis pourraient fort bien n'être que transitoires et faire place à une manière d'envisager les choses qui les rapprocherait singulièrement de nous et permettrait enfin de nouer des négociations. Quand Lloyd George, délaissant les clichés habituels sur la victoire militaire, semble mettre tout son espoir dans la démocratisation de l'Allemagne ; quand Wilson, passant sous silence la pensée exprimée par son ministre des affaires étrangères, se montre, lui aussi, exclusivement préoc-

cupé de la conversion du peuple allemand à la démocratie, il y a là le symptôme d'une évolution d'idées remarquable ; le nouveau point de vue auquel se placent ces deux hommes d'Etat est élastique ; il n'est pas téméraire de se demander si, un beau jour, ils ne trouveront pas que nos Etats, où s'élabore sous l'effet de la guerre une incontestable transformation, ont atteint un degré de démocratisation suffisant pour qu'on puisse aborder la question de la paix.

Avec la meilleure volonté du monde, je ne puis trouver à la phraséologie de Lloyd George et de Wilson le cachet de sincérité que j'aimerais à y découvrir. Tous deux se sont appliqués à déguiser le fond de leur pensée. Ou bien ils n'ont voulu que se munir d'un prétexte pour pouvoir décliner *a priori* nos propositions de paix sans encourir l'odieux d'une intransigeance outrée ; ou bien ils ont voulu ouvrir la porte à un rapprochement sans en avoir l'air, de manière à ne pas provoquer les soupçons et les reproches du parti de la guerre et à ne pas se mettre en contradiction apparente avec eux-mêmes ; bref, il se peut qu'ils aient voulu se ménager la possibilité de faire leur deuil de la victoire jadis escomptée à grand fracas, pour se contenter de pouvoir dire à leurs peuples : voyez, nous n'avons plus en face de nous l'ennemi d'hier ; ce sont des nations régénérées qui sont devant nous, avec lesquelles rien ne nous empêche plus de faire la paix.

Dans tous les pays de l'Entente, à l'exception de la Russie, ce sont les partisans de la guerre qui sont au pouvoir. Aussi, tout adoucissement dans le ton de parole des gouvernements est-il gros de signification. Il faut en déduire que les outranciers se sont tempérés ou, du moins, qu'ils se voient obligés de compter avec le parti de la paix.

On peut affirmer avec certitude que le fanatisme qui animait au début l'opinion publique chez nos ennemis a fait place à un état d'esprit plus pondéré. La rupture du ministre socialiste Henderson avec Lloyd George, l'attitude hostile des socialistes français à l'égard de Painlevé, Ribot et de son successeur Clemenceau, le mouvement pacifiste italien et enfin l'insistance des hommes d'Etat de l'Entente à dire que celle-ci lutte pour le triomphe de la démocratie, sont autant d'indices que l'idée de la paix est en marche dans les pays adverses. Des événements comme le nouvel avatar de la Révolu-

tion russe sont susceptibles de faire mûrir avec une rapidité inattendue le désir de la paix. De même, l'initiative prise par le Pape, qui connaît la situation mieux que nous et qui a des attaches avec l'Entente, encourage les espérances et donne lieu de penser que l'heure de la paix approche à grands pas.

Mais je n'ai pas l'intention de hasarder des pronostics sur le plus ou moins de proximité de l'heureux événement. Je veux simplement rechercher comment nous pourrions agir sur l'esprit des peuples de l'Entente, pour les gagner enfin à la cause de la paix.

J'entends souvent dire que l'on n'arrivera à la paix que par l'amour, en cherchant à comprendre l'adversaire, en faisant un retour sur soi-même, en se décidant à une réforme du droit international qui devrait être révisé de manière que les Etats n'aient plus besoin de tirer l'épée et d'exiger des remaniements de frontières pour défendre leur existence, mais qu'ils en trouvent la sauvegarde dans la sainteté du droit des gens.

Ce sont là des conseils d'une douceur tout évangélique, mais je doute fort qu'ils soient applicables. Nous sommes en ce moment en train de nous entr'égorguer, de ravager réciproquement nos Etats avec tant de fureur, nous semblons si incapables de nous aimer encore, qu'il faudra, je le crains, beaucoup de temps pour que nous sortions de cet état et que nos cœurs se sentent de nouveau attirés les uns vers les autres. Je n'ai pas foi dans la vertu libératrice de l'amour. Quand je regarde en moi-même, je sens que l'amour n'y règne pas assez souverainement pour commander la paix. J'éprouve sans doute de la fierté à pouvoir me rendre le témoignage que, même en ces heures de lutte à mort, je me sens incapable de haine à l'égard des peuples ennemis pris comme nations ; je suis fier d'être resté assez impartial pour ne pas refuser l'hommage de mon admiration à la grandeur de leur passé, à leur civilisation et à leurs gloires ; je m'honore de savoir m'incliner malgré tout devant leur héroïsme ; je me fais un titre d'honneur de n'avoir pas cessé un seul instant de vouloir la restauration de liens de solidarité entre les hommes et le rétablissement de l'harmonie même avec nos ennemis ; mais éprouver de l'amour pour ceux qui veulent notre anéantisse-

ment, je ne le puis. J'aime ardemment mon pays. Je sais et ma conscience crie en moi que nous n'avons aucune visée de conquête, que nous n'avons rien fait qui pût justifier la haine forcenée dont on nous poursuit, la rage avec laquelle on s'attaque à notre honneur et à notre existence. Notre seul tort est d'avoir trop aimé et trop estimé autrefois les peuples qui s'acharnent ainsi contre nous ; leur montrer encore de l'amour aujourd'hui serait nous contrefaire ; ce serait une hypocrisie dont nous sommes incapables. Je pense être l'interprète de tous ceux qui aiment leur patrie comme je l'aime.

N'excitons pas la haine. Tâchons que les blessures que cette guerre inouïe aura faites à notre âme puissent se cicatriser au plus tôt, une fois la paix revenue. Soyons justes envers les individus des nations ennemies qui tombent en notre puissance ; soyons humains ; soyons même affectueux à leur égard ; mais n'espérons pas que l'amour arrêtera la guerre, sinon, nous pourrions attendre jusqu'au jour du jugement dernier. L'amour ne pourra jamais s'épanouir en pleine guerre et devenir assez fort pour transformer la manière de penser des peuples et dicter les actes des gouvernements. La réconciliation des camps ennemis est sans doute la condition d'une paix durable, mais l'heure de cette réconciliation ne sonnera vraisemblablement — comme c'est ordinairement le cas dans les guerres — qu'au moment de la signature du traité de paix, ou même qu'après la paix conclue. Quant à ce retour sur nous-mêmes, quant à cet examen de conscience auquel certaines gens nous exhortent, qui voudraient obtenir de nous, pour faciliter la paix, l'humble aveu d'une responsabilité que nous porterions dans cette guerre, cela, jamais ! Je repousse avec indignation semblables suggestions. Le débat sur la question des responsabilités est clos pour les gouvernements ; il n'y aurait lieu de le rouvrir que si nos adversaires s'avisait de reprendre leurs accusations, ou si l'on venait à mettre au jour de nouveaux faits en faveur de notre bonne foi.

Nous ne nous laisserons pas ravir ce joyau sans prix qu'est une bonne conscience, ce réconfort indicible que donne à un peuple la certitude de n'avoir pas voulu la guerre, de n'avoir désiré que la paix et de n'avoir tiré l'épée que contraint par la nécessité d'écraser dans leur germe les menées criminelles et dangereuses ourdies contre notre existence.

Des braves sont tombés par centaines de mille pour la sainte cause de notre légitime défense. Nous ne souillerons pas la pure gloire de ces héros par un geste d'humilité hypocrite, qui ne servirait d'ailleurs de rien. Gardons-nous de permettre que le moindre doute effleure la conscience nationale sur ce point capital, à savoir que jamais il n'y a eu parmi nous, Hongrois, et qu'il n'y a pas davantage, à l'heure actuelle, de partisans d'une guerre de conquête.

Ne nous laissons pas égarer par un intérêt de parti, ou par l'entraînement de la passion politique, à accrédi-ter pareil soupçon. Veillons jalousement à ce que notre honneur national sorte de cette épreuve sanglante pur et sans tache.

Quant à la réforme du droit international, je ne crois malheureusement pas qu'elle soit capable de nous donner la paix. Cette réforme sera un des fruits de la paix ; elle la suivra, elle ne la précédera pas. Les rapports des Etats devront être réglés de telle manière que la collision d'intérêts opposés ne puisse plus si facilement conduire à une guerre. Le spectacle de la folie meurtrière qui sévit en ce moment, nous presse de trouver le moyen d'empêcher les conflits armés ; mais ce problème est si ardu que nous ne pouvons attendre qu'on l'ait résolu pour terminer la guerre. Nous risquerions d'attendre longtemps, car on n'aperçoit pas même la solution théorique de la question, et la guerre, dont les maux font soupirer après la découverte de ce moyen préventif, est justement ce qui y fait obstacle, par l'explosion de haine qu'elle a provoquée et par la perte de la confiance dans les conventions internationales qu'elle a ruinée. De plus, on n'entrevoit guère la possibilité d'une restauration économique de l'Europe sans que les Etats prennent en mains l'organisation des forces productrices ; mais alors il s'ensuivra fatalement une émulation qui les mettra en rivalité les uns à l'égard des autres et qui accroîtra les risques de conflit. Enfin, il peut résulter, des conditions de paix, une carte d'Europe telle que certains Etats ou certains peuples ne veuillent pas l'admettre.

Les stipulations du droit international ne seront une garantie de paix durable qu'autant qu'elles comporteront une restriction de la souveraineté absolue des Etats, qui devront supporter d'être limités dans leur indépendance et assujettis à l'autorité suprême d'une cour de justice internationale et

d'autres organes modérateurs. Mais il faut prendre garde que, sous l'apparence d'un progrès et du règne du droit, il pourrait arriver qu'on ne fit là qu'instituer une nouvelle forme d'oppression, un nouveau moyen de suprématie, qui placerait certains peuples sous une véritable tutelle étrangère et sous la domination de leurs ennemis. Pour qu'une pareille institution ne dégénérât pas en instrument de tyrannie, il faudrait qu'il existât un sentiment de communauté humaine, ou tout au moins de solidarité européenne ; il faudrait qu'il existât entre les Etats un lien d'unité morale, que la voix de la conscience parlât plus haut que celle des intérêts vulgaires, de sorte que cette organisation internationale fût bien l'expression de ce qu'il y a de plus noble dans l'esprit humain. Mais hélas ! nous sommes plus loin que jamais d'un pareil idéal.

Il faudra cependant surmonter toutes ces difficultés ; il faudra que ces questions, qui n'ont occupé jusqu'à présent que quelques penseurs, fassent l'objet des études des gouvernements, des parlements, de tout le monde politique. Mais ce serait un terrible malheur pour l'humanité si la guerre ne devait pas s'arrêter avant qu'on eût trouvé la solution définitive de ces problèmes et s'il fallait attendre, pour voir les Etats belligérants déposer les armes, qu'ils fussent convertis par la solidité des garanties que promettrait le nouveau droit international.

Quelques-uns d'entre nous croient servir la cause de la paix en nous pressant d'affirmer notre désintéressement, par la promesse catégorique et irrévocable de renoncer à toute annexion et à toute indemnité. Je ne puis partager leur confiance dans l'efficacité de ce moyen. Je considérerais même comme une faute que nous prissions à ce sujet un engagement valable indéfiniment. Si nous nous enchaînions d'une façon absolue à cette décision de principe, nous donnerions un encouragement aux factions belliqueuses des peuples de l'Entente. Les partis chauvins se sentiraient enhardis à prôner plus que jamais la guerre à outrance. Cet accès de générosité de notre part les rassurerait entièrement sur les conséquences de leur opiniâtreté ; du moment que leurs peuples n'auraient rien à risquer, ils ne risqueraient rien eux-mêmes à continuer d'attiser l'incendie ; car, en cas de défaite, on ne leur reprocherait certes pas, mais on leur ferait plutôt un mérite d'avoir prêché la lutte jusqu'au-

bout. Que si, au contraire, l'Entente venait à gagner, notre bel exemple de magnanimité ne risquerait pas d'être imité par nos ennemis, qui nous dépouilleraient bel et bien de tout ce qui serait à leur goût. Ce serait un duel inégal, dans lequel un des adversaires aurait une main attachée et l'autre les deux mains libres. Il faudrait en outre nous attendre, si nous nous placions sur ce terrain, à voir les neutres et les vrais amis de la paix tomber sur nous, pour nous arracher encore quelque abdication. Si nous déclarions de prime abord renoncer à rien prendre et à rien recevoir, il faudrait encore à leur gré que, par gain de paix, nous donnions quelque chose, et nous passerions pour faire méchamment obstacle à la paix tant que nous ne consentirions pas à nous dévêtir pour habiller nos ennemis. On exigerait que nous reconnussions que l'accroissement de nos adversaires à nos dépens est tout naturel, qu'il ne saurait être question là de conquêtes, qu'il ne s'agit que d'une œuvre d'émancipation accomplie en vertu du sacro-saint principe des nationalités. On s'efforcerait d'exploiter nos dispositions conciliantes pour en tirer de nouvelles concessions, entreprise qui paraîtrait naturellement plus facile que d'amener à composition nos inflexibles adversaires. Ce serait sur nous, exclusivement, que s'appesantirait la pression de tous ceux qui soupirent après la paix. L'opinion publique amie de la paix, dans l'univers entier, ne songerait plus à exiger que chacun des partis rabattît quelque chose de ses conditions premières et qu'un compromis s'établît entre les points de vue initiaux ; mais elle prendrait comme point de départ des négociations, en ce qui nous concerne, notre actuelle profession de désintéressement, c'est-à-dire le *statu quo ante*, et, en ce qui concerne nos adversaires, leur programme de conquête : de façon que nous aurions à faire les frais du compromis aux dépens de notre intégrité territoriale. Les négociations de paix ne manqueraient pas d'être portées sur ce terrain et il ne serait plus question que de savoir combien nous aurions à donner de notre propre chair pour satisfaire nos ennemis, alors que, cependant, c'est nous qui tenons le haut du pavé sur les champs de bataille.

On discerne d'ores et déjà cette tendance de nos adversaires. Le Pape lui-même, dont l'intervention s'est inspirée de si nobles et si sages motifs, part de la supposition que nous nous dessaisirions d'abord de tous les territoires qui sont en notre

possession, et envisage que le compromis porterait sur les territoires que nos ennemis veulent nous prendre.

On comprend parfaitement que la Russie ait arboré d'emblée le mot d'ordre : ni annexions, ni indemnités ; elle n'y risquait rien, étant en droit d'escompter que sa formule trouverait un grand écho et sachant d'avance que nous, qui n'avions point d'envies de conquête, nous adopterions à son égard le même principe, ce qui est effectivement arrivé.

Ne comptons pas, n'espérons pas que la France et l'Angleterre consentent jamais à se ranger à la formule d'une paix sans annexions ; si elles le faisaient, ce ne serait pas sans arrière-pensée, sans échappatoires et sans ambiguïtés. Si la Russie l'a fait, c'est qu'elle a perdu au cours de la guerre autant de précieux territoires qu'il lui a été donné d'en conquérir d'un autre côté, de façon que, au moment de la conclusion de la paix, elle n'aura pas à faire le sacrifice d'un gage ou d'un objet de compensation d'une valeur essentielle ; en recevant de nous promesse de réciprocité, elle a plutôt gagné que perdu.

Si, sans égard pour notre situation particulière, nous prenions l'engagement irrévocable de nous abstenir de toute annexion, nos adversaires verraient là le signe d'une extrême faiblesse ; c'est le sentiment que nous-mêmes avons eu à l'égard de la Russie. Les gouvernements de l'Entente répéteraient plus haut que jamais, et avec plus de chance de se faire croire, ce qu'ils ont dit chaque fois que nous avons fait une démarche en faveur de la paix, à savoir que nous étions partis en guerre en vue de nous assurer l'hégémonie universelle ; que, tant que nous nous sommes sentis forts, nous avons parlé de conquêtes et d'indemnités, mais que, maintenant que nous nous voyions perdus, nous nous faisons humbles et nous abritons derrière un principe de circonstance. « Mais, ajouteraient nos ennemis, ne vous fiez pas à eux ; l'ardeur des convoitises impérialistes continue à couver sous la cendre ; à la première occasion propice, la flamme jaillira de nouveau, si l'on ne les réduit pas à un état de faiblesse tel qu'ils ne puissent plus être dangereux. Et puisqu'enfin, après tant de sacrifices, nous avons le dessus, puisque nous voyons les puissances centrales saisies du sentiment de leur faiblesse, nous n'allons pas nous contenter à demi. » Tel serait infailliblement le langage de l'Entente.

Et quel effet déprimant cela ne produirait-il pas sur nos armées si, au milieu de combats terribles et destinés peut-être à durer longtemps, elles savaient tous leurs exploits condamnés à rester sans lendemain ; si elles savaient que, victorieux, il nous serait interdit de profiter de la victoire pour améliorer notre situation stratégique ; si elles savaient que tant de souffrances ne nous achetaient pas le droit de nous tailler une frontière plus sûre, plus forte, plus facile à défendre, tandis que, en cas de défaite, chacun d'entre nous serait sûr de perdre ses foyers et son dernier liard. Il deviendrait difficile de soutenir l'énergie de l'armée et sa volonté de vaincre, si nous renoncions d'avance et sans assurance de réciprocité aux fruits de la victoire.

La raison décisive pour laquelle nous ne devons pas nous lier par la promesse de renoncer à tout agrandissement et à toute indemnité, est que le rétablissement du *statu quo* serait contraire à notre intérêt, contraire aux intérêts de la paix future et aux intérêts de l'Europe. Je ne citerai que deux exemples à l'appui de ce que j'avance. Et d'abord, il y a la question polonaise, qui ne peut demeurer en l'état où elle était avant la guerre. La Pologne est nécessaire à l'équilibre européen. Elle ne peut rester partagée en trois et privée d'existence nationale. Tous les belligérants sont d'accord là-dessus. Pour moi, je suis convaincu qu'il est également dans l'intérêt de la Pologne, de l'Europe et des puissances centrales que la Pologne russe soit réunie à la Galicie et devienne un membre de la monarchie des Habsbourg, ayant qualité d'Etat souverain. Quoi qu'il en soit de ce point, c'est un fait que le rétablissement des frontières antérieures est impossible, ne fût-ce qu'en regard à la Pologne. Mais il en est de même au sujet du Balkan ; là, non plus, il ne peut être question de relever l'ancien état de choses. Il est impossible que la Serbie vaincue recouvre la Macédoine et que la Bulgarie victorieuse soit contrainte d'en faire son deuil. Ce serait poser la cause d'une nouvelle guerre à bref délai. Il ne saurait davantage être question de rétablir la Serbie dans ses limites d'autrefois ; sinon, la paix ne serait qu'un armistice et l'on aurait perdu son temps à réformer le droit international. Ce serait faire œuvre de pacification illusoire que de permettre la résurrection de conceptions politiques dont les unes sont la négation des autres.

Une paix fondée sur un compromis et un accord et conclue dans un esprit de modération et d'équité offrira plus de garanties de solidité que si l'on se rend esclave d'une formule rigide et inerte. Il est d'ailleurs plus facile d'arriver à la paix par la voie d'un compromis qu'en posant d'avance comme condition qu'on renoncera à toute conquête, car en ne stipulant pas préalablement que les territoires occupés retourneront *ipso jure* à leurs premiers possesseurs, on se ménage la possibilité d'une rectification de frontière qui peut faciliter l'arrangement entre les partis belligérants. L'idée d'une paix sans annexions et sans contributions est au nombre des hypothèses qu'on peut envisager au sujet de la conclusion d'un compromis ; mais ce n'est qu'une des possibilités qu'il est loisible de prévoir. Ce serait une lourde faute de notre part d'exclure d'emblée toute autre éventualité et de nous engager irrévocablement en faveur de la solution la moins avantageuse et dont on ne peut pas même dire qu'elle est la plus commode. Les socialistes de l'Entente se sont tous ralliés à la formule : Pas d'annexions ni d'indemnités ; mais il y a tant de divergences parmi eux sur la façon d'entendre ce principe qu'ils ont dû ajourner la conférence de Stockholm, où ils se seraient présentés avec des vues trop différentes ; de sorte que leur accord de principe n'a pas de valeur pratique.

Je ne vois pas, d'ailleurs, dans l'idée d'une paix sans annexions et sans contributions, un de ces axiomes tellement évidents, un de ces principes moraux tellement justes qu'ils emportent irrésistiblement le consentement et que tout scrupule d'opportunité s'évanouit devant l'impératif catégorique signifié à la raison. Pour qu'on n'eût qu'à s'incliner devant ce principe, il faudrait d'abord que, par une réforme du droit international, les Etats eussent pris l'engagement de ne plus recourir désormais aux armes pour le règlement de leurs différends, mais de déférer leurs conflits à un tribunal d'arbitres, de façon que l'hypothèse d'une guerre ne pourrait se concevoir que comme moyen de coercition, pour faire exécuter la sentence de l'aréopage international. Encore faut-il observer que le jugement de la cour d'arbitrage pourrait fort bien comporter une cession de territoire et le paiement d'une indemnité ; il serait même de stricte justice et d'élémentaire sagesse que les frais d'une guerre nécessitée par la résistance opiniâtre d'un Etat au jugement

arbitral fussent mis à la charge de la partie coupable, sinon on encouragerait l'insubordination et la révolte.

Par conséquent, tant que les conventions internationales resteront ce qu'elles sont et que les Etats garderont le droit d'employer la force des armes pour soutenir leurs réclamations ; tant que, en vertu de cette doctrine juridique, il y aura possibilité qu'un Etat se voie assailli dans les formes légales, mais contre toute justice, il ne serait ni équitable ni opportun que le parti qui a été attaqué, ou qui a été forcé de faire la guerre par la politique agressive de son ennemi, dût s'interdire de recueillir le juste profit d'une victoire chèrement achetée et ne pût même pas se prémunir contre une nouvelle agression en s'annexant tels ou tels territoires dont la possession le mettrait pour l'avenir à l'abri du danger ; il ne serait ni équitable ni opportun, non plus, que l'Etat assailli ne pût exiger remboursement des dépenses auxquelles il a été entraîné et réparation des dommages subis par le fait d'un criminel agresseur. Imposer pareil renoncement serait si contraire à l'esprit du droit existant que semblable stipulation resterait ordinairement lettre morte ; on ne s'y conformerait que dans les cas où l'on y verrait son intérêt.

On n'a qu'à consulter l'histoire de la Révolution française pour voir ce qu'il est advenu jadis de ce principe tant prôné en ce moment. A l'âge d'or de la Révolution, quand les Français s'imaginaient encore que, avec un peu de courage et de bonne volonté, on viendrait aisément à bout d'établir l'Eldorado sur la terre ; qu'il suffirait de décréter la fraternité, l'égalité et la liberté pour les voir fleurir parmi les hommes, à cette heure de douce illusion, on inscrivit solennellement dans la constitution que la France, désormais, ne ferait plus de conquêtes. Mais il n'alla pas longtemps avant qu'on reniât cette résolution. La signature de Louis XVI qui la sanctionnait, était à peine sèche qu'on passa outre à la défense qu'on s'était imposée. La France se trouvait en guerre ; en ouvrant la campagne, on répéta encore, dans un décret pompeux, que même en cas de victoire la France n'exigerait pas d'indemnité et n'exercerait pas de vengeance (29 décembre 1791). Mais le premier succès des armes françaises fit envoler ce serment. Un des héros de la Révolution, Danton, déclara que le principe était fort bon, mais qu'il fallait cependant voir ce que décideraient

les autres puissances et que, si elles ne renonçaient pas à des annexions, la France ne devait pas prendre l'engagement de s'en abstenir. Il avait, certes, raison. La coalition qui s'était formée contre la France se proposait de la démembrer. L'Autriche et la Prusse avaient résolu de briser définitivement l'influence de la royauté française et de rompre en leur faveur l'équilibre européen en enlevant à la France l'Alsace-Lorraine, en reculant sensiblement les limites de la Belgique alors encore autrichienne et en partageant la Pologne. L'Angleterre convoitait Dunkerque et certaines colonies françaises. La France aurait fait figure de Don Quichotte si, menacée par tant d'appétits, elle s'était, quant à elle, obligée à ne pas s'approprier le moindre lambeau de territoire adverse et qu'elle se fût interdit de se ménager des frontières qui la missent à l'abri, pour l'avenir, du danger d'une pareille agression.

Cependant, les hommes dirigeants de la Révolution avaient trop le culte de la phrase pour appeler les choses par leur nom ; aussi s'épuisèrent-ils pendant quelque temps à trouver des formules décoratives destinées à voiler d'un euphémisme l'affirmation trop crue du droit de conquête. Mais ce voile était des plus transparents et les emphatiques déclarations des gouvernants français d'alors forment le digne pendant des grandiloquents détours que prennent aujourd'hui nos ennemis pour donner le change, tant bien que mal, sur leurs cupides visées. Les glorieux ancêtres protestaient, tout comme le font en ce moment leurs petits-neveux, qu'ils ne voulaient point faire de conquêtes, et qu'il ne s'agissait d'incorporer à la France que des peuples qui souhaitaient de lui être réunis ; mais on ne disait pas que les peuples dont on prétendait réaliser les vœux n'avaient, en fait de droits et de liberté, que le choix de conformer leur volonté à ce que l'on exigeait d'eux. A peine ces populations, qu'on invitait pour la forme à exprimer leurs aspirations, commencèrent-elles à les énoncer, que ceux qui se donnaient comme leurs bienfaiteurs durent recourir à la force pour faire taire des voix importunes et pour démembrer des entités nationales, des Etats qui jouissaient d'une notoriété universelle et dont on convoitait certaines parties. On déclarait, selon l'expression à la mode, être obligé de « communaliser » le territoire à incorporer, c'est-à-dire que l'on faisait voter séparément chaque commune pour

dire si elle demandait à être détachée de l'Etat dont elle faisait partie et à être annexée à la France. Mais, afin d'empêcher que telle ou telle partie de la population française ne s'avisât de faire application de ce procédé à rebours des intentions des maîtres du jour, on fit une loi qui déclarait coupable de crime toute commune française qui prétendrait se séparer de la nation une et indivisible. Pour plus de sûreté, à l'égard des populations qu'il s'agissait d'annexer, on donna pour instructions de respecter la liberté du plébiscite, sauf en ce qui concernait les communes ou citoyens qui manifestaient l'intention de rester attachés à la cause des « tyrans ». Les gens de cette catégorie devaient être traités en ennemis et on ne devait pas les laisser prendre part aux assemblées populaires. Le droit à la liberté ne devait pas servir à permettre qu'un peuple renonçât à la liberté.

Moyennant ces raisonnements sophistiques et ces mesures arbitraires, on détacha du corps de nation auquel elles avaient appartenu, des communes et, par elles, des régions entières, qui furent incorporées à la République, et ainsi on enrichit la France de nouvelles provinces, tout en continuant à condamner solennellement le principe de la conquête. C'est par ce système, en alléguant n'avoir d'autre but que d'établir le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, que la Révolution poursuivit la réalisation de la grande idée de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV, et travailla à porter jusque sur le Rhin les frontières de la République. Au nom de la liberté, il fut permis aux populations voisines de la France de demander leur agrégation à la nation française ou de fonder des républiques incapables de subsister par leurs propres forces et condamnées à s'appuyer sur la France et à vivre dans sa dépendance. Une seule chose leur était interdite : c'était de rester membres de la nation à laquelle elles avaient appartenu jusque-là et dont elles avaient fait partie intégrante.

Mais au bout de peu de temps, on cessa de s'embarasser de ce reste de pudeur et on déposa le masque. Les exigences de la guerre firent reléguer les principes au bric-à-brac. Avant que Napoléon parût, au beau temps de la République classique, les hommes de la Révolution, mettant de côté des prétextes qui ne trompaient plus personne, avouèrent franchement qu'ils voulaient donner à la France le Rhin pour frontière,

ce Rhin dont la nation française avait gardé la nostalgie depuis l'époque de Jules César et vers lequel, à chacune de ses heures de grand essor, de gloire et de puissance, elle avait tourné ses ardents désirs. Mais, bien entendu, ils ne voulurent point convenir pour autant qu'ils obéissaient à un vulgaire appétit de conquête ; une nouvelle théorie surgit pour justifier l'annexion de la rive gauche du Rhin : on déclara que la nature elle-même voulait que la puissance française s'étendît des Alpes jusqu'au Rhin.

Ce serait naïveté de croire que, si nous admettions le principe de la paix sans annexions et sans indemnités, les choses iraient aujourd'hui autrement qu'alors. Ne voyons-nous pas comment le gouvernement français et la majorité parlementaire interprètent dès maintenant ce principe ? Tenons pour certain qu'on n'en resterait pas là et que l'on trouverait à cette règle des exceptions encore plus surprenantes, si l'armée française était victorieuse. Le parti ouvrier anglais a bien admis le principe de la paix sans conquête et sans contributions, mais en faisant la réserve que la France recouvrerait l'Alsace-Lorraine et que l'Autriche-Hongrie céderait les territoires peuplés d'Italiens. En outre, la Belgique serait rétablie dans son ancien état de prospérité aux frais de l'Allemagne.

Qui sait ce qui fût arrivé si la dernière offensive russe avait été victorieuse ? Il n'est pas sûr que Kerenski n'aurait pas prouvé, clair comme le jour, que la conquête de la Galicie et de la Bukovine n'avait pas le moins du monde le caractère d'une conquête, mais qu'il fallait y voir l'émancipation de la nation polonaise et que, par conséquent, cela s'arrangeait parfaitement avec le principe formulé par la démocratie russe.

Nous ne pourrions, nous non plus, faire nôtre le fameux mot d'ordre qu'en jouant sur les mots, de façon que, en l'affichant, nous nous rendrions complices d'un leurre envers l'opinion publique, et alors ce principe tant prôné se trouverait sans valeur pratique pour la solution du problème. Je ne crois pas me tromper en pronostiquant que les négociations qui seraient engagées sur la base de la formule qu'on a popularisée aboutiraient au même résultat pratique que si on avait fait abstraction de ce principe.

Je résume ainsi ma pensée sur la façon dont pourrait être résolu le problème de la paix :

Il n'existe pas de formule péremptoire, pas de moyen infaillible pour rétablir la paix. En ce qui concerne l'idée d'une paix sans annexion, la seule raison qui pourrait nous engager à y souscrire est que, en nous y ralliant, nous fournirions aux socialistes des pays de l'Entente un argument pour faire pression sur leurs gouvernements. Mais si nous considérons que, dans tous les Etats en guerre, les socialistes font, en dépit de tout, cause commune avec la nation ; si nous envisageons la puissance des moyens d'influence dont disposent les gouvernements ; si nous réfléchissons que notre adhésion au principe d'une paix de renoncement serait inévitablement interprétée comme un signe de faiblesse et que nos adversaires se persuaderaient que la guerre doit, comme qu'il en soit, se terminer par leur victoire : alors, me semble-t-il, l'avantage que nous pourrions espérer d'une pareille détermination apparaît si faible, si aléatoire, qu'il ne serait vraiment pas sage de nous lier, pour un profit aussi hypothétique, par un engagement qui nous empêcherait, même si nous remportions une victoire complète, d'obtenir les rectifications de frontière que nous aurions pourtant le plus grand intérêt à demander, pour la sécurité future de la Monarchie. Pareil désintéressement se concevrait d'autant moins que de très lourds sacrifices resteraient ainsi sans compensation et que nous avons affaire à des ennemis dont l'animosité à notre égard est implacable et dont l'esprit agressif ne désarmera jamais. Si l'on insiste en représentant de quel prix il est pour nous de nous ménager le concours des socialistes internationalistes, je dirai que nous pouvons très bien nous assurer leur appui sans faire nôtres leurs principes. Ainsi, il suffirait que, à un moment favorable, nous fissions l'offre d'une paix sans annexions, en annonçant que, en cas de refus de la part de l'Entente, nous reprendrions notre liberté d'action. C'est ce que nous avons fait.

Il n'y a pas de doute pour moi que, si nos adversaires déclinent si obstinément d'entrer en pourparlers au sujet de la paix, c'est parce qu'ils comptent encore sur la victoire ; aussi suis-je d'avis que la meilleure manière, pour nous, de hâter l'heure de la paix, c'est de montrer à nos ennemis la force de nos armes. Nous voulons la paix ? Eh bien, pour l'obtenir,

nous n'avons rien de mieux à faire que de nous préparer à la lutte. C'est là une vieille et triste expérience, une vérité qui reste aussi certaine aujourd'hui qu'elle l'était autrefois, quand on ne parlait pas tellement d'humanité, de droit international, d'ère nouvelle et des vertus merveilleuses de la démocratie.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude d'examiner ce que nous avons à faire pour manifester notre force et pour assurer notre salut. Il suffit de dire que quiconque d'entre nous souhaite la paix, y travaillera beaucoup plus sûrement en demandant que nous armions notre bras de toute la force dont il est capable et en contribuant à préparer le succès et la victoire, qu'en prononçant des discours pacifistes et en faisant de l'agitation en faveur de la paix, choses qui, chez nous, équivalent à enfoncer des portes ouvertes, étant donné que les gouvernements et la majorité de la nation sont déjà tout acquis à l'idée de la paix.

Se dépenser en manifestations pacifistes est sans doute un moyen de se rendre populaire, c'est se ménager une auréole flatteuse d'apôtre ; mais cette propagande nuit plutôt à la cause de la paix qu'elle ne la sert. Ceci resterait vrai même dans l'hypothèse où les dispositions des gouvernements de l'Entente seraient autres que nous ne les supposons et où la détente que j'ai enregistrée signifierait réellement qu'il y a quelque chose de changé dans leurs sentiments et qu'ils sont en train d'évoluer vers un loyal désir de paix. Car, en effet, plus on s'apercevra de notre force et plus tôt ces bonnes dispositions mûriront, tandis qu'il y aurait un grand danger pour nous à laisser amollir notre vigueur par l'espérance de la paix et qu'il arrivât ensuite que cette espérance fût déçue.

Sans doute, tout en nous tenant prêts à la lutte, nous devons nous montrer disposés à conclure une paix raisonnable, dans l'intention de favoriser l'avènement d'une ère où le droit, dans ses applications internationales, devra jouer un rôle plus prépondérant qu'il ne l'a eu jusqu'ici et où la force aura moins de prestige qu'elle n'en a actuellement. La condition essentielle pour nous n'est pas tant de nous agrandir, comme, peut-être, nous pourrions en avoir l'envie et la possibilité, étant données les circonstances, mais de poser les fondements d'une paix durable, en assurant notre existence et notre avenir. Nous devons mettre en action toute notre influence auprès

de nos alliés pour obtenir d'eux les mêmes dispositions, afin qu'il n'arrive pas que l'humanité soit contrainte de poursuivre son suicide, quoi qu'elle en ait, parce qu'il plaît ainsi à quelques monomanes de l'impérialisme.

Ensuite, il importe que l'on soit partout convaincu de la sincérité de notre amour de la paix. L'artifice au moyen duquel les gouvernements de l'Entente soutiennent l'ardeur belliqueuse de leurs peuples consiste à persuader l'opinion que nous ne voulons pas sérieusement la paix. Si nous réussissons à convaincre les neutres du contraire et, par eux, à faire impression sur certains milieux de l'opinion adverse qui se trouvent en contact avec la société des pays neutres, nous contrecarrons la manœuvre des partisans de la guerre et nous arracherons à leur influence les esprits de bonne foi qui font chorus pour réclamer la poursuite des hostilités, parce qu'on leur a fait croire que nous ne sommes pas sincères en disant que nous voulons la paix.

Depuis que l'empereur et roi Charles règne, l'Autriche-Hongrie a obtenu, sous ce rapport, d'incontestables succès. Notre souverain a gagné la confiance universelle et l'on ajoute volontiers foi à sa parole lorsqu'il proteste de son amour de la paix ; on lui fait plus de crédit qu'à aucun autre monarque. Le comte Czernin a réussi également à désarmer les défiances, peu de gens doutent encore de son désir de pacification.

La monarchie austro-hongroise, telle qu'elle est constituée depuis que la dynastie a définitivement renoncé à ses prétentions d'antan sur les provinces italiennes et allemandes, est un élément de paix, parce que l'état de paix satisfait à ses intérêts essentiels. Elle le sera toujours davantage, si le règlement du conflit actuel élimine définitivement la provocation permanente que constituait l'agitation panserbe, qui a obligé à maintes reprises l'Autriche-Hongrie à recourir à une politique de vigueur et à des actes qui comportaient un risque de guerre, parce qu'elle ne voyait point d'autre moyen de sauvegarder l'intégrité de ses frontières. Dès qu'elle sera délivrée de cette menace, la Monarchie n'aura pas d'intérêt plus pressant que de travailler, par une politique de conciliation, à empêcher le retour d'une catastrophe comme celle dont nous sommes témoins. Plus le monde sera fixé sur les inclinations pacifiques de l'Autriche-Hongrie et sur sa décision de pratiquer une poli-

tique de douceur, et plus nos efforts actuels en faveur de la paix auront de chance d'être couronnés de succès. Nous avons donc dès maintenant une haute mission. Depuis que la Russie a répudié les rêves ambitieux du tsarisme ; depuis qu'elle a déclaré qu'elle ne convoite ni Constantinople ni les Détroits ; depuis qu'elle a fait savoir qu'elle n'a plus de visées conquérantes : il n'y a plus de conflit d'intérêts immédiats entre les Etats dirigeants de la coalition adverse et la monarchie austro-hongroise. Nous nous sommes heurtés à eux, en vertu de notre alliance, parce qu'ils avaient pris parti pour les plans d'hégémonie moscovite et pour l'idée panserbe et qu'ils ont marché contre notre allié. Mais nous n'avons point de différend direct à vider avec eux. Les puissances occidentales n'ont pas de motif d'être jalouses à notre sujet. D'un autre côté, le développement de la puissance anglaise et française n'est pas, en soi, une menace pour nous, pour autant qu'il ne met pas en péril des intérêts allemands. Nous devons tirer parti de cette situation au profit de la paix. Nous sommes mieux placés que quiconque pour amener un rapprochement entre les deux principaux adversaires, c'est-à-dire entre l'Angleterre et l'Allemagne ; il faut seulement, pour cela, que notre alliée ait pleine confiance en nous et que nous réussissions à convaincre l'Angleterre que notre intérêt le plus grand et notre désir le plus vif sont de voir s'établir une paix durable et que, au surplus, nous ne prenons aucunement ombrage des entreprises anglaises.

Il serait toutefois extrêmement fâcheux que notre désir de paix fût interprété comme un signe de faiblesse. Nous devons prendre le plus grand soin de prévenir pareille interprétation. Il n'est, sans doute, pas en notre pouvoir d'empêcher que nos ennemis ne dénaturent la signification de nos démarches et ne les représentent comme un indice de découragement ou de lassitude. Cela ne doit pas nous détourner d'affirmer notre honnête désir de paix, de saisir toutes les occasions favorables pour amener l'aplanissement du conflit et de maintenir le contact avec nos adversaires directs ou indirects. Il faut, par contre, nous abstenir d'offres de paix intempestives, et surtout nous garder de prendre des engagements et de faire des actes de renoncement, tant que nos ennemis n'auront pas fait savoir, de leur côté, qu'ils sont prêts à des concessions.

J'eusse préféré que le ministre actuel des Affaires étrangères ne parlât pas d'une paix « sans annexions ni indemnités ». Nous obtiendrons plus vite la paix en nous montrant confiants en nous-mêmes et pleins d'assurance qu'en donnant à croire que nous sommes pessimistes.

Mais surtout évitons l'équivoque à l'égard de nos alliés ; notre attitude doit inspirer à nos alliés et à tout le monde l'entière certitude que l'on peut compter sur nous et faire fond sur notre fidélité ; elle doit manifester que, confiants dans notre force et sûrs de la justice de notre cause, nous sommes résolus à combattre aussi longtemps que l'exigera le soin de notre sécurité ; mais elle doit aussi faire voir que nous sommes décidés à exercer, en toute indépendance, une influence modératrice et un rôle de médiateurs ; que nous abhorrons la guerre et que nous ne la poursuivrons pas un jour de plus que nos adversaires ne nous y aient contraints. Il faut que l'on sache que nous considérons dès maintenant comme notre tâche essentielle, et que nous ferons désormais notre affaire particulière, d'empêcher que le monde ne se sépare de nouveau en camps ennemis, comme nous le voyons divisé en ce moment. En un mot, il faut faire connaître au monde que notre politique sera une politique de droiture et de modération, une politique aussi éloignée des astuces du machiavélisme que de l'amertume de la haine et de la vengeance, aussi exempte d'ambitions mégalomanes qu'affranchie de craintes pusillanimes.

Comte JULES ANDRÁSSY.

LES AUTRICHIENS VUS PAR CEUX QUI LES CONNAISSENT MAL ⁽¹⁾

«Les Autrichiens! . . .» Rien que le titre est une sottise. Ce n'est pas de chance, dira-t-on. Mieux vaudrait ne pas prendre la plume, ou garder ce qu'elle trace sous le couvert d'un perpétuel inédit, si, dès les premiers mots, on doit se prendre en flagrant délit de sottise.

Voyons plus loin, cependant. Si, par hasard, quelques parcelles de vérité devaient éclore de ces pages, c'est progressivement qu'elles apparaîtront. Il en est, en général, de la littérature comme du lait, dont la crème en suspens, quand il y en a, ne monte qu'ensuite à la surface. Donc on me prie de parler des Autrichiens, au nom de ceux — dont je ne suis pas — qui les ignorent. Or, rien, je le maintiens, sauf dans une intention administrative, n'est plus sot que de dire «Les Autrichiens». Il en est du reste exactement de même lorsqu'on parle des Allemands, des Français, des Turcs ou des Chinois.

Ces vocables, par lesquels des messieurs, généralement en posture officielle, croient désigner le durable enveloppant

(1) Nous tirons cet article de la *Revue d'Autriche* (n° du 15 décembre 1917). Qu'il nous soit permis, à cette occasion, de saluer cet organe français par lequel l'Autriche se propose de faire entendre sa voix dans le monde. La *Revue de Hongrie* est particulièrement heureuse de signaler à ses lecteurs la création d'une revue autrichienne en langue française, car elle voit par là une fois de plus justifiée la tâche qu'elle s'est imposée en cherchant à faire rayonner la pensée hongroise par l'intermédiaire de la langue française. La *Revue d'Autriche* est excellemment dirigée par notre confrère M. Paul Zifferer, Rédacteur à la *Neue Freie Presse*, qui connaît très bien son Paris où il a passé de longues années.

le fragile, si pompeux que soit leur verbe et larges leurs gestes, ne désignent au contraire que le fragile édifié par le durable.

L'homme seul est éternel. Il est dans le monde comme la lumière dans l'obscurité, comme l'ordre dans le chaos. On ne saurait faire un Autrichien sans homme, et l'homme fait l'Autrichien, aujourd'hui, depuis hier. Pour combien de temps? Voilà ce que nous ne savons pas. Pour le moment, en tout cas, sur une étendue géographique donnée, les Autrichiens forment ce qu'on appelle aujourd'hui des nations, des groupes dont la conscience, les vertus et les vices sont faits des consciences, des vertus et des vices individuels; et l'état de groupement national, comme tous les états, et par essence, est en voie de transformation. Il implique — je parle ici en général — des frontières et même deux sortes de frontières: les unes établies, reconnues, et les autres convoitées. Ces dernières, on a coutume de les appeler: naturelles. C'est alors le fleuve ou la chaîne de montagnes les plus proches au-delà de la frontière déjà acquise. Mais de frontières en frontières naturelles, on peut aller très loin. Le grand Napoléon, par exemple, est allé, jusqu'à Moscou. Et, sans l'hiver, accident tout à fait imprévu du reste, qui lui fit reprendre, mais cette fois pavé des cadavres de son armée héroïque, le chemin par où il était venu, peut-être aurait-il continué de marcher de l'avant, pour ne trouver les frontières naturelles de la France qu'aux bords de l'Océan pacifique.

Tout cela sous le prétexte national, et peu après que le mot «nation» venait d'apparaître pour la première fois dans le langage moderne, et d'apparaître comme un premier coup de hache donné dans les frontières politiques ou, si l'on veut — cela ne fait qu'un — dans le rêve des ambitieux.

1789! Ce mot, comme d'un sceau, a marqué une étape de l'évolution sociale vers plus de liberté. Il a retenti dans les villes et les campagnes comme une fanfare émancipatrice. Tous les échos de l'Europe l'ont répété, partout il est resté quelque chose de ce qu'il annonçait. Proclamant la souveraineté du peuple français, il annonçait aux autres peuples que tous, bientôt, vivraient libres, égaux et fraternels. Mais voilà que, détourné de son sens, il devient l'en-

seigne des déments; le faux nez d'un prétendu patriotisme, un pastiche d'expression sociale, et voilà que les nations redeviennent ce que justement la révolution avait tenté de détruire: des machines sous pression d'arbitraire; et qu'il nous faudra, demain, lutter encore pour sauver la société des étreintes du nationalisme.

Depuis la guerre, en effet, ce qui prouve une fois de plus l'arbitraire et stupide férocité de la guerre, on ne s'exprime plus que par nations. «Les Autrichiens» ont fait, «les Autrichiens» ont dit, «les Autrichiens» ont pensé etc. etc. . . . On dirait vraiment qu'il s'agit d'un tout insecable et limité, d'un pressoir à conquêtes ou à impôts, construit d'une matière mouvante, non pendante mais obéissante et insensible.

D'où qu'ils soient, les . . . , pour être poli je veux bien dire: les parleurs de guerre, s'entêtent — désignant l'Autriche, entre autres — à oublier ainsi 52,583.000 individus qui, pour être confondus sous une même étiquette de valeur purement administrative, ne se laissent pas confondre autrement. Comme ailleurs, chacun de ces individus s'accorde à lui-même, relativement aux autres, une importance de première grandeur. Ici même, dans le cas particulier de l'Autriche, le terme «les Autrichiens», tel qu'il est employé en langage de guerre, implique une généralisation doublement abusive, puisqu'il prétend confondre des peuples aussi différents que les Allemands d'Autriche, les Tchèques et les Polonais, lesquels, pour être quelquefois d'accord, n'en sont pas moins distincts. (1)

Mais aujourd'hui, et à l'exclusive de tout autre, notre langage est celui de la presse, celui des journaux qui, pour plaire aux grands et petits maîtres de la guerre, consentent à tout dire, sauf . . . oh! un mince détail: la vérité. En effet, et c'est une des plus tristes révélations de ces temps; plutôt que de disparaître, la majorité des journaux, les plus influents, ceux qui jusqu'ici avaient été considérés comme les plus sérieux, ont consenti à paraître dans l'emploi de propagateurs de la démente et des mensonges les plus hardis de la démente. Et si, par leur canal, les maîtres de la guerre se

(1) Sans parler de cette habitude de nos ennemis de supprimer tout simplement la Hongrie en l'incorporant aussi à l'«Autriche».

répandent de préférence en termes généraux, et même vagues, s'ils parlent de la France opposée à l'Autriche, s'ils dressent «les Français» contre «les Autrichiens», c'est à cette finement cruelle intention de faire croire au public qu'il porte sa part d'une responsabilité qui ne pèse pourtant que sur eux. Les généralités permettent ainsi de gonfler le vent des haines imaginaires, purement imaginaires, de cette mauvaise tempête, indispensable accompagnatrice des hideux massacres.

Quel bel emploi n'a-t-on pas fait de toutes parts des atrocités commises par l'adversaire, comme si la guerre elle-même, le meurtre organisé, la bestialité légale, une fois admis, il pouvait y avoir quelque chose de plus atroce!

Les grands crimes se cachent, ainsi faufileés, sous l'impersonnalité nationale. Une brute ivre, comme il y en a partout, a-t-elle attenté aux jours d'un vieillard ou d'un enfant, ce sont aussitôt «les Autrichiens» qui sont coupables. Où donc est la différence entre ces crimes et les crimes imposés aux hommes par la loi? Tuer, voilà le crime, le plus flagrant déni de justice, le mépris du plus sacré des droits, le manquement au plus impérieux des devoirs. Aussi ne l'obtient-on des hommes que par la saoulerie des vains mots, des louanges creuses, des promesses de plumets, de panaches et tous hochets dignes de sauvages ou de maboules. Encore faut-il que les poteaux d'exécution soient dressés par derrière; sans cela les hommes auraient bientôt renié la gloire de tuer. Mais une fois la chaîne de l'esclavage du meurtre rivée d'ignorance autour de la pensée des gens, qu'importe, ma foi, l'âge ou le sexe de la victime?

*

Et quand même les hommes qui ont accepté l'éventualité de la guerre, qui en ont leur part de responsabilité, qui du Congrès de La Haye n'ont fait qu'un moyen d'en discuter les conditions, osent nous tartiner de rapports officiels et de larmoyantes protestations, lorsqu'au massacre dément quelques victimes innocentes ont été ajoutées. Ne sont-elles pas toutes innocentes, les victimes de la guerre? Et d'autres osent élever la voix pour démentir le surcroît de férocité rendu inévitable par la guerre. Mais les affirmations et les démentis portent l'estampille conventionnelle, soit de la

nation, soit d'une prétendue intellectualité, et le bon public gobeur croit, boit le fatras dont on le ressasse: «Les Autrichiens» chacun des Autrichiens et tous ensemble, ou tout autre ennemi officiel, aussi bien du côté encerclé que du côté encerclant, tous les habitants d'une contrée ne forment plus vis-à-vis d'autres hommes qu'un ramassis de brigands indignes du nom d'homme.

C'est faux, archifaux, la moralité moyenne des hommes est égale d'un bout à l'autre de l'Europe. Et du reste, si cette manière de s'exprimer par masses, d'opposer une nation à l'autre, ou un groupe de nations à un autre groupe était juste, elle serait applicable à tous les cas. On s'exprime d'autre manière pourtant, lorsqu'il s'agit de beaux gestes, de grandes découvertes, de traits de génie.

Il ne viendra certainement jamais à la pensée de personne que «Les Autrichiens» ont composé la partition du *Figaros Hochzeit*; que «Les Anglais» ont créé *Hamlet*; que «Les Allemands» ont écrit les *Meistersinger von Nürnberg*; ou que «Les Français» ont créé *Phèdre*. Aux grandes et fécondes œuvres s'attache un nom individuel revendicateur d'une glorieuse paternité, et les hommes veulent saluer personnellement leurs bienfaiteurs.

Les grands criminels se cachent au contraire. Nul n'oserait dire: «C'est moi», «J'ai voulu», «J'ai déchainé l'ignominieux attentat à la vie des hommes et l'outrage à la dignité de l'homme éternel.» Tous, au contraire, se recouvrent du voile imprécis des généralités.

C'est que, si l'homme, naturellement, est intelligent, et toujours capable de développement intellectuel, une foule gorgée de mensonges est bête, indécrement bête, comme cette bête de la légende qui se mange les pattes sans s'en apercevoir.

Les diplomates généralisent plus abusivement encore. Mais leur mensonge est un carnaval et ces solennels imposteurs officiels deviennent parfaitement rigolos quand ils nous annoncent que «le Quai d'Orsay» ou «la Wilhelmstraße» a dit ceci ou cela. Ce jargon emprunté n'est pas emprunté sans raison. Mieux vaut faire parler les pierres que d'avoir parlé soi-même, lorsque des paroles odieuses ont été prononcées.

Les fabricants de peinture ou de sculpture officiels, obligés de se soumettre aux caprices de la féroce conception nationale, forcent encore la note, en représentant les nations sous la forme de dames casquées, armées, le regard dur et assises pour l'éternité dans de fières et belliqueuses postures.

Au lieu d'un casque, notre dame de France porte un bonnet rouge qui n'évoque pas la Révolution, hélas! mais seulement le souvenir de ses erreurs. Toujours du sang, toujours la bête se mangeant les pattes. A moins toutefois que le bonnet rouge dont on coiffe Marianne ne prétende rappeler la Phrygie antique, ce que serait tout à fait hors de propos, puisque, en Phrygie, quelques siècles avant le Christ, il devait être peu question de la tourmente populaire qui devait secouer la France et l'Europe 1988 ans plus tard.

De douceur, il n'en paraît jamais trace sur les figures prétentieusement allégoriques des diverses nationalités. Elles n'auraient qu'à s'entendre! Et qui donc tirerait les bons profits d'une bonne guerre!

Du point de vue de la morale politique, chose toute opposée à la politique morale désirée par tous les nationaux pris en particulier, les nations, vues du dedans, doivent être guerrières. Vues du dehors, elles doivent apparaître aux peuples voisins hostiles à tout progrès, rebelles à toute liberté. Comment, sans cela, contraindrait-on ces peuples à faire la guerre pour conférer à d'autres peuples le droit de [disposer d'eux-mêmes? L'affaire, à tout coup, raterait.

La preuve en est que quelques années de paix encore, — et nous étions en bon chemin, — auraient achevé de dissiper les gros nuages amoncelés entre la France et l'Allemagne.

Je prends cet exemple: encore en 1887 des tumultes populaires, presque des émeutes, organisées par les revanchards au service des cupides, étaient assez violents pour mettre obstacle aux représentations de *Lohengrin* à Paris. Et à partir du 1^{er} janvier 1914, deux fois par semaine, et pendant plusieurs mois, ce fut à qui des Parisiens se passerait de diner pour entendre *Parsifal*.

Malgré les plus graves et tristes souvenirs, les hommes, instinctivement, cherchent à se rapprocher pour se connaître,

à se connaître pour se comprendre, à se comprendre pour s'aimer.

L'instinct social est en nous une forme de la même loi qui fait que toute la sève d'un arbre se précipite pour fermer une plaie ouverte par la hache à son écorce. Mais en opposition à l'instinct social qui, réfléchi, nous associerait, les simples, par les soins des rusés et pour leur service, sont imprégnés du préjugé national.

L'instinct social murmure en nous : «ne te désole pas, ne t'indigne pas, cherche à te comprendre toi-même pour mieux comprendre les autres.»

Cela au nom de principes décoratifs et sans fondements, affublés des plus belles appellations audacieusement détournées de leur sens élevé pour la circonstance. Entre autres on parle de droit, d'honneur, de justice, de devoir et des intérêts supérieurs, oui, on dit *supérieurs* de la civilisation, lorsque simplement il s'agit de réveiller le barbare dans le civilisé, les instincts grouillants de la bête dans l'homme.

Cinq ou six ans de plus, peut-être moins au train où allaient les choses, auraient suffi pour que la question d'Alsace-Lorraine effacée, ou plutôt ramenée au point de vue humain, cessât de servir de plateforme électorale de l'un et l'autre côté de la frontière et que Allemands et Français fussent réconciliés pour leur bonheur et surtout pour le bonheur des Alsaciens-Lorrains.

Mais il y avait les intérêts supérieurs, ainsi nommés parce qu'innommables et opposés aux intérêts tout courts, aux miens, aux vôtres, à ceux de tous, matériels, intellectuels et moraux, et que chacun connaît à merveille. Les premiers, hélas ! les factices, l'ont emporté sur les derniers. Alors, fatalement, l'actuelle période sanglante devait venir en conséquence et comme une éclosion de la sombre et ruineuse période des discordes et des armements.

*

Quant à ce que maintenant pensent «les Français», le grand anonymat français, du grand anonymat «autrichien ?» Franchement, je n'en sais rien. La question ainsi posée, d'un seul bloc, ne me permettrait pas de répondre. Il me faut,

pour être clair, la diviser. Mettre d'un côté les Français qui ne connaissent rien de l'Autriche ni aucun des Autrichiens, de l'autre, les Français qui ont été en Autriche, non pas qui, de Paris à Vienne ont traversé le pays comme une malle pour en revenir du même train, après n'y avoir fréquenté que des Français, mais qui y ont séjourné et sont, ou ont été, en relation avec des hommes autrichiens.

Je dis bien des hommes, ou des femmes, d'origine autrichienne. Car, où qu'on aille, la créature humaine est sous la nationalité. Elle seule importe, elle construit la nationalité. L'homme est la substance éternelle, la nationalité est l'accident fragile. Là comme ailleurs, pas d'homme, pas d'Autrichien. Le point de vue humain, familial, social et religieux est même le seul qui vaille. Le reste n'est que différences dans la manière d'exprimer les mêmes connaissances, les mêmes hypothèses, les mêmes sentiments, les mêmes rêves.

L'opinion de ceux des Français qui ne connaissent rien de l'Autriche, ni des Autrichiens est simple. Ils ont en une même et superficielle horreur, sans distinction, les 52 millions d'hommes que totalement ils ignorent, mais qui à leurs yeux, tout soudain, après un engouement également injustifié, de plusieurs années, à partir du 2 août 1914 sont devenus exécrablement coupables, du seul fait d'habiter une étendue géographique administrée, gouvernée autrement que les étendues géographiques circonvoisines. Pas un ne fait cette réflexion pourtant simple que le paysan, l'ouvrier, l'artisan russe qui habite à quelques kilomètres plus loin, et qui est ami — oh! combien! — mériterait la même exécration si une frontière, il y a quelque dix ans, avait été autrement tracée. Ils sont, les malheureux, ignorants, et d'autant plus bruyants qu'ignorants. Ils sentent, pensent et disent ce qu'ils ont appris dans le journal, et changeront de sentiments comme de chaussettes quand le journal changera. Et le journal, la planche à galette des serviles, changera lorsque, pris en mains par les peuples et pour les progrès nécessaires de l'évolution sociale, les intérêts tout court auront triomphé des innombrables intérêts supérieurs.

Quand? Comment le prévoir? bientôt je l'espère. Mais le vent de démence n'a pas fini de semer les idées fausses,



fausses hier, et fausses aujourd'hui, dans l'engouement intempestif autant que dans l'intempestive haine.

A peine quelques années nous séparent des jours où rien n'était élégant à Paris qui ne vienne d'Autriche. Un portecigarette, un portefeuille, un éventail ne se trouvaient conveables qu'à la vitrine de Klein. Les petits pains, les gâteaux n'étaient mangeables que cuits dans une boulangerie viennoise. Il n'y en avait plus d'autres à Paris, et les garçons boulangers aptes à modeler le pain diamant ou le Linzertorte étaient désignés sous le nom de «viennois». Comment les appellera-t-on maintenant? Il eût été plus simple de les appeler toujours «boulangers».

En un tour de main toutes les enseignes viennoises ont dû tomber des devantures, heureux celui dont la devanture n'est pas tombée avec.

Les idées fausses, génératrices de sentiments imaginaires, se distinguent des idées justes, génératrices de sentiments profonds, en ceci: que les dernières s'associent, offrent chacune leur concours aux grandes idées synthétiques, et que les premières, les idées fausses, ne cessent de se contredire elles-mêmes et entre elles.

Voici un exemple typique: non seulement il n'est plus question que des «Autrichiens» en bloc, mais le bloc autrichien, comme le bloc hongrois, comme le bloc bulgare et turc, est tombé dans la masse «Boche». En se laissant commander, mener, morigéner par les officiers «boches», nous raconte-t-on gravement, «les Autrichiens» nous donnent la preuve de leur servilité. C'est entendu, l'honneur exige qu'une nation dans le sein de laquelle doivent s'abolir toutes les personnalités vivantes, garde, elle, sa personnalité abstraite et indépendante, — ceci pour l'ennemi. Mais pour les amis? oh! alors, «unité de front», «unité de commandement», «unité de tout». Alors? La haine se dévore elle-même dans son temple fait d'ignorance.

Quant à ceux des Français qui connaissent l'Autriche et des Autrichiens en particulier, si leur manière d'agir a dû changer depuis la date fatale, à en juger par moi-même, leur manière de penser n'a pas dû varier beaucoup.

Restant sur le terrain moral, je parlerai seulement de ceux des Autrichiens que je connais personnellement. Parmi

ceux-là, il m'a été donné d'admirer des hommes remarquables et d'autant plus modestes que remarquables, et de rire de sots, d'autant plus vaniteux qu'ils étaient sots.

Voilà pour la classe mondaine. N'en est-il pas de même du «tout Paris des premières», de la «gentry» de Londres et «du smart set» à New-York?

Mais j'ai beaucoup chassé en Autriche; j'en ai pris occasion pour connaître les paysans, les victimes, là comme ailleurs, à la manière près, de la barbarie maquillée qu'avec orgueil nous appelons: «Notre civilisation moderne».

Parmi ces doux laborieux, je me suis fait des amis, de vrais amis. Que sont-ils devenus? Au nom de la loi ce sont mes ennemis. Eh bien zut pour la loi! ces hommes, dans mon cœur d'homme, ont et garderont la même place qu'au-paravant. Que vienne la paix et joyeusement j'irai leur serrer la main.

Comte HENRI DE FITZ-JAMES.⁽¹⁾

(1) L'auteur de cet article est un illustre représentant d'une des plus vieilles familles françaises habitant Genève. *Note de la Rédaction.*

LES DÉFAITISTES

La propagande jusqu'aboutiste est très ingénieuse. Et si ceux qui veulent la continuation de la guerre à tout prix sont, sans aucun doute, des fous, il faut cependant reconnaître qu'ils ne sont pas des imbéciles. Après avoir mis en œuvre tous les trucs possibles, après s'être servis de tous les sophismes imaginables pour couler dans l'opinion publique les empires centraux et tous ceux qui n'étaient pas avec l'Entente, ils ont trouvé moyen de s'attaquer à la chose la plus sacrée que l'humanité puisse rêver à l'heure actuelle : à *la paix* !

Comme il n'était plus possible de justifier la continuation de la guerre par des phrases humanitaires — les révélations de Trotskÿ sont trop gênantes, — comme l'argument suprême, à savoir qu'il faut punir les auteurs de la guerre, ne prend plus non plus depuis le procès Soukhomlinoff, les agents de l'Entente ont imaginé de compromettre la paix elle-même, en compromettant tous ceux qui la désirent. Il y en a qu'on traite de boches, il y en a d'autres qu'on appelle des traîtres. Mais comme il en reste encore qu'on ne peut pas, pour de nombreuses raisons, taxer de boches et de vendus, on a inventé pour eux le nom de « défaitistes ». Et puisque rien ne fait plus de tort à un mouvement d'idées ou à une action publique que le terme perfide de « propagande », les hommes de la propagande jusqu'aboutiste ont eu l'aplomb de donner le nom de « propagande défaitiste » aux appels désespérés que poussent ceux qui ont assez de la tuerie ou qui veulent sauver leurs frères.

Défaitistes, ils le sont tous ! Lansdowne est un défaitiste, les quelques hommes de lettres neutres et indépendants qui voient clair, le sont, les pères et les mères qui tremblent pour la vie de leurs fils ce sont des défaitistes, d'ignobles défaitistes.

Les larmes de la veuve, les sanglots des orphelins, tout cela, c'est de la propagande défaitiste. Et quand on est défaitiste, on est disqualifié, on est lâche, on est rangé même au-dessous des pauvres nègres, lancés dans la mort stupide et cruelle.

*

Mais déjà les pacifistes commencent à se servir, eux aussi, de ce terme, et à lui donner le sens qui seul lui convient, le seul qui veuille dire quelque chose. Un défaitiste est quelqu'un qui veut ou qui prépare la défaite, n'est-ce pas ? Nous sommes tous d'accord là-dessus. Mais il faut savoir avant tout, si ce sont ceux qui veulent *la guerre* ou ceux qui veulent *la paix* qu'il faut accuser d'amener la défaite.

Or, quarante mois de guerre, quarante mois de politique absurde, nous ont appris *que dans aucun pays les partisans de la paix n'ont voulu la défaite*, que dans aucun pays la défaite n'est due à leur « propagande », mais que partout, au contraire, *ce sont les jusqu'aboutistes* qui ont amené la défaite.

Peut-on dire que ce sont les pacifistes qui ont fait de la Roumanie ce qu'elle est aujourd'hui ? Ces pacifistes, on les appelait avant la guerre les « neutralistes », injure suprême lancée par les « interventionnistes », comme on appelait à ce moment-là les « jusqu'aboutistes ». Or, ce sont ces derniers qui partout sont responsables des malheurs de leur patrie, en Roumanie comme en Grèce, comme en Italie. Partout les chauvins ont préparé la défaite. Partout les chauvins ont provoqué la guerre et promis la victoire. Partout ils ont dénoncé et traqué ceux qui doutaient de la victoire « mathématique ». Mais partout aussi ce sont les « neutralistes » qui ont eu raison et les interventionnistes qui se sont trompés, ce qui ne les a pas empêché de charger du fardeau de leurs responsabilités les innocents partisans de la paix, leurs victimes.

Et ceci s'applique également aux pays qui ne sont pas intervenus après coup dans la guerre, mais qui y ont participé dès le début.

*

Car vous rappelez-vous ce qui s'est passé il y a un an ? La presse romande ne tient pas à s'en souvenir, mais nos confrères alémaniques sont là pour leur rafraîchir la mémoire. Il y a

un an, le 12 décembre 1916, les empires centraux faisaient leur fameuse offre de paix, que la presse romande annonçait à ses lecteurs des deux côtés de la frontière sous ce titre : « L'Allemagne *demande* la paix ! » Vous souvenez-vous ? Vous souvenez-vous aussi comment partout ce « geste » fut accueilli ? Les peuples belligérants et les neutres indépendants le saluaient avec espoir. C'était un commencement, c'était, en tout cas, une occasion pour étudier les moyens pour arriver à la paix. Les impériaux n'étaient pas sincères ? Qu'en saviez-vous ? Et pourquoi ne pas entendre leurs propositions qu'ils disaient être acceptables pour tous les pays ? Mais voilà que les jusqu'aboutistes se mirent à pousser des cris indignés ! En France, M. Briand. En Angleterre, Lloyd George. En Russie les yunkers et les bureaucrates pourris, qui étaient au pouvoir, annonçaient : pas de paix possible, ce serait la *défaite* ! La guerre, il faut continuer la guerre, puisque la victoire est certaine ! Brutalement, l'offre de paix fut repoussée.

Elle est jolie leur victoire.

Survint alors l'offre de Wilson. Même refus brutal. Quelques mois après, le ministre des Affaires étrangères d'un pays neutre, mais oui d'un pays neutre, fut amené à démissionner, parce qu'il avait commis le crime de désirer la paix générale. Or, la paix générale était inadmissible, puisque seule la victoire importait à l'Entente.

Enfin ce fut la note du Pape. On ne le forçait pas de démissionner, le Pape, c'est vrai, mais depuis longtemps on avait délégué un ambassadeur anglais auprès du Vatican, ambassadeur dont la tâche principale consistait, selon les documents secrets publiés par la Russie, à empêcher le souverain pontife de faire quoi que ce soit pour la paix ! Le Saint-Père osait néanmoins parler en faveur de cette paix abhorrée. Les Centraux donnaient une réponse qui était une adhésion aux grands principes pacifistes : pas d'annexion forcée, limitation des armements, tribunaux d'arbitrages obligatoires. Les Russes qui venaient de se débarrasser de leur tsar, avaient déjà demandé la même chose, le Reichstag également, dans sa lutte courageuse et victorieuse pour le régime parlementaire.

L'Entente que fit-elle ? Elle ne répondait même pas au Pape ! Et elle continuait à combattre la paix, jusqu'au jour

où les Russes, que les dictateurs de Londres et de Paris avaient traité comme ils avaient traité le Saint-Père, trouvaient que ce jeu avait déjà trop duré et se décidaient à agir tout seuls.

Pendant cette année remplie d'offres de paix et de possibilités de paix, que firent les Alliés pour remporter cette fameuse victoire dont ils étaient sûrs au point de la préférer à la paix « prématurée » ? Ils se firent battre. En Italie, ce fut la débâcle que l'on sait. En France, ce furent les offensives des « buveurs de sang », efforts sans résultats. Sur les mers, la domination maritime anglaise prit fin, et l'Angleterre elle-même, grâce à la guerre sous-marine, connaît les plus grandes difficultés économiques. Pendant ce temps, l'Allemagne qui, à en croire F. F. (1), n'avait plus de troupes et qui était condamnée à mourir de faim, devint de plus en plus forte . . .

Il y a un an, l'Entente pouvait faire la paix, une paix avantageuse et pleine d'honneur. Au lieu de cette paix-là, elle voulait la victoire. Aujourd'hui elle n'a ni l'une ni l'autre.

*

Les défaitistes, ce sont donc ceux qui à la paix préfèrent la défaite, et non pas ceux qui à la défaite préfèrent la paix. Les défaitistes, ce sont les gouvernements qui, trompant leurs peuples, leur préparent des catastrophes au lieu de les rendre aux œuvres fertiles de la civilisation. Les défaitistes, ce sont les hommes politiques et les journalistes qui, en leurrant les peuples de faux espoirs, les lancent dans l'abîme.

Il nous a toujours paru absurde de parler de défaitistes en pays neutres. Mais puisqu'on a voulu se servir de ce terme même en Suisse, n'hésitons pas à les démasquer, les défaitistes neutres. Ce sont les faux neutres qui, par leurs sympathies, font semblant de « soutenir » les belligérants, mais ne font que les tromper. Ces défaitistes écrivent dans le *Journal de Genève*, qui a contribué à pousser l'Italie à la guerre et dont l'ineffable F. F. faisait mirer devant les yeux des gogos la débâcle allemande imminente. Ces défaitistes fabriquent la *Gazette de Lausanne*, qui bourre le crâne aux Français en se faisant le complice « non censuré » de la presse française qui,

(1) Un agent ententiste qui s'est ridiculisé par ses prophéties les unes plus ineptes que les autres.

elle, est peut-être excusable puisqu'elle ne peut pas dire ce qu'elle veut. Ces défaitistes rédigent tous ces journaux romands qui cachent méthodiquement la vérité, colportent les fausses nouvelles, attisent toujours les haines et combattent tous les efforts en faveur de la réconciliation des nations.

Ah ! quel lugubre métier que celui qu'exercent les défaitistes neutres à l'abri de leur neutralité !

Le jour est peut-être proche où les peuples crieront leur mépris à tous les jusqu'aboutistes de la défaite. Mais parions que ce jour-là ces derniers seront bien sages. Ce seront eux qui écriront les articles les plus brillants pour célébrer la paix bienheureuse, cette paix qu'ils ont tant de fois retardée. Et ce seront eux aussi qui diront les prières les plus émouvantes devant les tombes où gisent leurs victimes !

(L'Indépendance Helvétique.)

LE RENOUVEAU DE LA PRÉSIDENTE (1)

Il y a quelque chose de changé

Voilà vingt jours que M. Poincaré est à l'Élysée, et en ce si court espace de temps, il a réussi à donner à toute la France l'impression qu'*il y avait quelque chose de changé*. Et toute la France se réjouit parce qu'elle voulait *que ça change* . . .

. . . La France voulait quelqu'un qui pût la représenter dignement, puisque de toute manière c'est le rôle du Président. Elle voulait que les nations étrangères respectassent le nouveau chef de l'État, non seulement en raison de sa fonction, mais en raison de sa personne.

Les espoirs fondés sur le nouveau Président allaient même plus loin. On souhaitait qu'il sortît de l'inaction et de l'effacement pour exercer une influence salutaire sur la politique de notre pays. On avait conscience qu'il y avait un rôle à jouer pour un véritable homme d'État élevé à ce poste éminent.

On a désespéré depuis longtemps du pouvoir législatif : on n'attend rien de bon de la Chambre des députés. Mais on compte en ce moment sur le pouvoir exécutif. On pense qu'il entreprendra l'œuvre d'assainissement de la politique intérieure, l'œuvre de relèvement du prestige français à l'extérieur, qui s'impose aujourd'hui . . .

(1) Article tiré d'un ouvrage intitulé *Petite Histoire politique de l'Angleterre depuis 1914*. Cette collection de propagande avait publié le mars 1913 un fascicule portant comme titre : *Le renouveau de la Présidence*. Nous reproduisons ici, à titre documentaire, sans rien y changer et sans aucun commentaire, les passages les plus caractéristiques.

... Tout cela est changé. Notre Constitution demeure immuable, mais une révolution subite dans les mœurs a en quelques jours grandi le rôle du chef de l'Etat, l'apparition d'une personnalité nouvelle à l'Élysée en a tout d'un coup fait le centre de la vie politique française...

M. Poincaré et la plus grande France

... Le ministère Poincaré fut un des rares qui aient été constitués en France avec un souci prédominant de la politique extérieure.

On se souvient des lamentables discussions qui amenèrent la chute de M. Caillaux. Pendant que l'on discutait l'accord franco-marocain relatif au Congo et au Maroc devant la commission sénatoriale, un conflit s'éleva entre le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères. Une polémique inconvenante sur les responsabilités engagées dans cette triste affaire, un scandaleux déballage de révélations diversement tendancieuses, un étalage malheureux de nos misères parlementaires devant l'étranger, se poursuivaient du reste depuis longtemps dans la presse, au Parlement, partout.

C'était pénible et humiliant pour la France. Elle sentait le besoin de se relever, de mettre en rapports avec les gouvernements étrangers des hommes d'Etat imposant personnellement le respect, d'être représentée dans les négociations difficiles en cours par un ministère homogène, patriote, opérant au grand jour et avec dignité.

Ce fut un soulagement et une satisfaction générale lorsque M. Poincaré accepta le pouvoir. Nous eûmes là comme la répétition générale du mouvement d'opinion publique qui vient de provoquer son élévation à la présidence.

M. Poincaré s'installa au quai d'Orsay. Et par là il rompait avec la tradition presque invariable du parlementarisme. D'ordinaire, un président du Conseil tient à avoir le ministère de l'Intérieur, celui où on tient les préfets, les élections, les députés, les fonds secrets et la police — celui où se fait cette cuisine dont les relents ont dégoûté la France du parlementarisme.

M. Poincaré prit le ministère des Affaires étrangères et

l'on sut aussitôt que s'il avait accepté le pouvoir, s'il avait fait appel au dévouement de ses collègues, c'est parce qu'il avait une grande tâche à accomplir et voulait la mener à bien : liquider honorablement l'accord franco-allemand que lui léguait son prédécesseur, installer la France au Maroc, mais surtout relever son prestige en Europe et rétablir sa force afin qu'elle ne soit plus exposée à un nouvel Agadir, ou qu'elle puisse répondre d'un autre ton...

... Le 14 juin, M. Poincaré précisait sa pensée dans la discussion générale du budget des Affaires étrangères et il indiquait les deux préoccupations dominantes de sa politique :

« Notre amitié, disait-il, est recherchée en proportion de notre valeur dans le monde et cette valeur dépend de nous, de notre puissance militaire et de la concorde. »

Prestige extérieur, force militaire, une politique étrangère appuyée sur une armée solide : voilà les deux points essentiels du programme. Examinons-les successivement :

Si on considère le résultat du travail fait au quai d'Orsay par M. Poincaré, on ne peut méconnaître qu'il s'est courageusement appliqué à atteindre le but élevé qu'il s'était proposé.

Au vote du traité franco-allemand par le Parlement, succède l'organisation du protectorat français au Maroc.

Au mois d'août, le voyage du président du Conseil en Russie annonce que l'alliance franco-russe va devenir un élément plus actif de la politique européenne.

Lorsqu'éclate la crise balkanique, la France aussitôt joue un rôle de tout premier plan...

... Le public sut un gré infini à M. Poincaré de la manière dont il avait conduit les Affaires étrangères de la République. Il rompit d'ailleurs avec plusieurs traditions de la carrière. Chaque jour il s'astreignait à recevoir assez longuement les représentants de la presse, leur expliquant son travail, ses intentions, parlant avec une liberté et une simplicité qui charmaient. Les échos de ces conversations arrivaient naturellement au public, et ce fut un des éléments de la popularité de M. Poincaré...

... Si l'on peut critiquer ou railler les résultats pratiques de la politique étrangère que fit M. Poincaré pendant son

séjour au quai d'Orsay, il est un point de vue duquel il faut la louer sans réserves.

Toujours il l'associa au souci du développement de notre puissance militaire. Les plus chaleureux défenseurs de M. Delcassé ne peuvent oublier qu'au moment où il nourrissait ses grands projets, il ne se souciait pas de ce que faisaient au ministère de la Marine et de la Guerre M. Pelletan et le général André. Alors que sa politique devait fatalement conduire à des conflits et peut-être à une guerre, il ne se souciait pas de savoir si, au jour décisif, la France serait en état de tenir tête à l'orage...

... M. Poincaré est Lorrain. Or, la Lorraine, parmi toutes les provinces françaises, jouit d'un unique privilège : alors qu'un enfant de Montélimar a pour lui les sympathies des habitants de la Drôme, qu'un fils d'Agen peut à la rigueur revendiquer celles de toute la Gascogne, un Lorrain gagne d'emblée, par droit de naissance, le cœur de la France entière.

A quoi cela tient-il ? Sans doute à la communauté de souvenirs douloureux qui restent, sur la terre lorraine, plus cuisants qu'ailleurs, parce qu'elle fut plus éprouvée et que la blessure de la patrie n'y est pas encore cicatrisée. La ligne bleue des Vosges limite pour nous un horizon et c'est pourquoi nous communions aussitôt d'un sentiment plus vif avec ceux qui ont promené sur sa crête mamelonnée leurs premiers regards. En Lorraine, on se sent encore plus français qu'ailleurs et c'est de quoi les Français sont reconnaissants. M. Poincaré a lui-même exprimé ses idées en un discours charmant dont on trouvera plus loin un extrait...

... De toutes les photographies rétrospectives de M. Poincaré que l'on a publiées depuis son élection, il en est une surtout qui est devenue populaire : celle qui représente, le béret crânement penché sur l'oreille, le capitaine de chasseurs à pied Raymond Poincaré. Oui, le pays a aimé son Président en petit chasseur des Vosges. Renouveau du patriotisme, renouveau de la présidence : les deux faits sont connexes et solidaires. Et il a bien trouvé les paroles qu'il fallait, ce compatriote de M. Poincaré, lorsqu'au lendemain du 18 janvier il écrivait :

« Debout, le chasseur à pied de Lorraine prend pour sept ans une éminente faction. Les pieds solidement posés sur ce

sol des marches de l'Est qui lui est cher, il ne se fera pas relever. Le soldat lorrain, à l'œil acéré, réfléchi et froid, monte la garde de la France.¹⁾»

... Nul n'ignore que le président de la République, en qualité de président du Conseil supérieur de la guerre est le chef suprême de l'armée française. Mais cette fonction a paru jusqu'à aujourd'hui plus nominale que réelle. Toutefois, M. Poincaré, ayant fait entendre qu'il userait de toutes ses prérogatives, son influence, de par son titre, peut être considérable en matière militaire : elle dépend du plus ou moins grand intérêt qu'il apportera aux questions qui lui seront soumises ainsi que de sa compétence...

Que peut M. Poincaré ?

Déclaration des droits de M. Poincaré.

Il peut dissoudre la Chambre des députés sur l'avis conforme du Sénat. (Loi const. 25 février 1875, art 5.)

Il peut ne convoquer les Chambres que pour cinq mois chaque année. (Loi const. du 16 juillet 1875, art. 1^{er}.)

Il dispose de la force armée : chef des armées de terre et de mer, il a le droit de les commander en personne comme un empereur. (Loi const. 25 février 1875, art. 3.)

Il peut provoquer la réunion du Conseil supérieur de la guerre. Il en prend la présidence toutes les fois qu'il le juge utile. (Décret du 12 mai 1888, art. 9.)

Il négocie et ratifie les traités avec les puissances étrangères. (Loi const. 16 juillet 1875, art. 8.)

Il est rééligible et peut rester chef de l'Etat français plus longtemps que Charles X, Louis XVIII, ou Napoléon I^{er} ou Napoléon III.

(¹) M. Louis Madelin. *Revue Hebdomadaire*, 8 février.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

12 janvier 1918.

Malgré l'ardeur belliqueuse que les puissances de l'Entente ne cessent d'afficher, c'est la question de la paix qui domine la situation. Les pourparlers engagés à Brest-Litowsk sont partout suivis avec un intérêt dont l'intensité s'explique par l'aspiration universelle à la cessation des hostilités. On pourrait presque dire que nos adversaires regardent avec plus d'anxiété que nous autres vers la petite ville où les délégués russes et les délégués des puissances centrales discutent les préliminaires d'une paix «sans annexions ni indemnités». En effet, nos peuples ont fini par se rendre compte que, vu notre brillante situation militaire, nous pouvons tranquillement attendre les événements, car la paix est «en marche», et toutes les phrases dont les apôtres du droit, de la liberté, etc., étourdissent leurs peuples, ne pourront plus l'arrêter. Le temps, cet allié fameux des Alliés, est décidément devenu notre allié, car la guerre sous-marine continue son œuvre destructrice et, par là, rend de plus en plus difficile la solution du problème relatif au transport de «la grande armée américaine» qui est appelée à briser le front occidental des Allemands et à remporter la victoire dite définitive. Cette armée n'existe pas encore, mais comme Renan disait un jour par rapport à la Divinité: elle existera peut-être un jour; or, si même nous admettons qu'elle finira par exister, on ne voit pas tout à fait bien comment elle survolera l'océan pour assurer le triomphe... de ce que vous savez. Les événements qui peuvent survenir, rendront peut-être inutile la rupture du front occidental, parce qu'il est possible qu'à l'époque où l'armée américaine arrivera sur

les champs de bataille, cette rupture aura déjà été accomplie par . . . les adversaires de M. le professeur Wilson.

Pour revenir aux négociations de Brest-Litowsk, nous prévoyons que des difficultés surgiront, car les délégués russes saisissent l'occasion des pourparlers pour prêcher au monde leur doctrine maximaliste; cependant, nous croyons que malgré les incidents qui peuvent se produire, le besoin ardent de la paix que doivent ressentir les Russes, finira par les faire revenir à la réalité. Et la paix séparée des puissances centrales avec la Russie une fois conclue, la paix générale ne pourra tarder longtemps, bien que nous soyons mieux préparés que jamais à lutter, s'il le faut, aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour guérir MM. Lloyd George et consorts de leurs mégalomanie injustifiée. En effet, n'est-il pas ridicule que ce grand orateur et ses collègues nous déclarent toujours ce qu'il «veulent», au lieu de parler de ce qu'ils, «peuvent». Nous savons très bien ce que feraient les champions du droits etc., — s'ils pouvaient, mais il s'agit de ce que peuvent ou plutôt ne peuvent pas faire MM. les annexionnistes de l'Entente . . .

A Brest-Litowsk, c'est «le commissaire du peuple pour les affaires étrangères», M. Trotzki qui attire l'attention générale par ses discours quelquefois assez bizarres. Voici un petit portrait de cet homme qui est appelé à donner la paix à son pays et à le réformer :

«Un homme maigre, le teint bronzé, la barbiche noire, monte à la tribune. Il regarde d'un air provocant, et presque avec hauteur, l'auditoire composé en grande majorité d'adversaires politiques. D'amis et de coreligionnaires, il n'en a qu'à l'extrême-gauche, où ils occupent quelques bancs : les maximalistes. Mais le révolutionnaire qui monte à la tribune n'est pas homme à se laisser intimider par un auditoire hostile; au contraire, cela ne fait qu'exciter son énergie et sa belliqueuse ardeur. Cet homme, *c'est Trotzki*. Ce qui veut dire qu'une rude bataille, une mêlée acharnée va s'engager dans l'assemblée démocratique. Les adversaires sont sur leurs gardes. Ne pas écouter Trotzki, c'est chose impossible, même à qui le déteste. On se promet de l'interrompre, de faire de l'obstruction; et, au lieu de cela, on subit l'influence de sa

voix nerveuse, convaincante, implacable, on suit avec un intérêt croissant la marche audacieuse de sa pensée révolutionnaire et, chose étrange, il y a une sorte de plaisir jusque dans l'angoisse avec laquelle on voit venir ses traits polémiques acérés. Mais tout à coup, la salle engourdie dans un profond silence éclate en cris d'indignation furieux. Les cris « hors d'ici ! », « à bas ! » alternent avec les gestes de menace. Que s'est-il passé ? L'orateur a lancé un trait et beaucoup se sont sentis grièvement blessés. Chose curieuse, dans ce que vient de dire l'orateur, dans la comparaison qu'il vient de faire, il n'y a rien, à première vue, que de parfaitement parlementaire ; il n'y a aucune offense directe, aucune injure, et pourtant cela fait horriblement mal. C'est que Trotzki sait, quand il le faut, souligner une remarque d'un geste si significatif, donner à sa voix souple une inflexion si expressive que les mots vont s'enfoncer comme un trait dans la poitrine de l'adversaire — et le trait est empoisonné. » ⁽¹⁾

(1) Sch. Gorelick dans le n° du 6-12 janvier de *La Nation*.

HISTORICUS.

Hors
Concours.



16
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C.°.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquisite :

TRANSYLVANIA SEC.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME
DE BANQUE

Budapest, V, Fűrdő-utca 3.
Capital social : 10,000.000 Couronnes.

Téléphone : 32-72, 42-74, 176-72,
162-70, 176-71, 176-73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

LE VINGTIÈME SIÈCLE

(HUSZADIK SZÁZAD)

Revue de sciences sociales et politiques
Organe de la Société des Sciences sociales

Rédacteur en chef : OSCAR JÁSZI.

Essais et études, revues et notes rentrant dans le domaine des sciences politiques, sociales et économiques. Rubrique spéciale consacrée à la critique des livres nouveaux. **Le Vingtième Siècle** paraît tous les deux mois, chaque numéro contient 128 pages.

Prix d'abonnement : une année 36 couronnes ; six mois 18 couronnes.

Envoi de spécimen sur demande, Rédaction et administration : Budapest, VI., Anker-köz 2.

Bains de HERKULES

bains thermaux et villégiature de l'État, situés dans le comitat de Krassó-Szörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de Cserna, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. Sources naturelles salées et sulfureuses à 56° Celsius. Les bains salés sont excellents contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes; les bains salés et sulfureux sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie.

TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURE D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848-1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne. Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers.

Fenyőháza

Bain thermal et villégiature de l'État, dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fátra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'État, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. Saison: du 15 mai à fin octobre. *Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique.*

VIZAKNA

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagy-szeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit.



REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, Bon JULES WLISSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

SOMMAIRE:

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

I. — COMMENT L'IDÉE D'UNE « SOCIÉTÉ DES NATIONS » A PRIS NAISSANCE PENDANT LA GUERRE, par M. le Dr B. de Jong van Beek en Donk, Secrétaire général du « Nederlandsche Anti-Oorlog Raad »	1
II. — LA LUTTE DES RACES ET LA NATIONALISATION DES SCIENCES, par M. Tulio de Bülow	10
III. — LA PART DU TSARISME PENDANT LA GUERRE, par M. E.-D. Morel, Secrétaire de l'Union of Democratic Control	46
IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus	59

115.

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.
 MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, ANDRÉ NORZ. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES.
 AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS.
 GENÈVE, PH. DÜRR. — ZURICH, C. M. EBELL — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.
 LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.
 COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ. — BARCELONE, VERDAGUER.
 ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH — CONSTANTINOPE, OTTO KEIL
 SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

FOLYOIRAT
 1923/24. 1-197.
 EGYETEMI KÖNYVTÁR
 SZEGED

M. K. R. Horthy Miklós-Tudományi
 KÖNYVTÁRA
 SZEGED

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est principalement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{	30 cour.
ALLEMAGNE			30 marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE			30 francs.

Prix du Numéro : 2.50 cour. ; Étranger : 2 francs 50.

COMMENT L'IDÉE D'UNE „SOCIÉTÉ DES NATIONS“ A PRIS NAISSANCE PENDANT LA GUERRE

Quand, au commencement du mois de septembre 1914, des politiciens, des juristes de Droit International et d'autres pacifistes hollandais, firent les premières tentatives pour fonder la Société de la Paix dite *Nederlandsche Anti-Oorlog Raad*, leurs efforts furent salués par maint juge sceptique d'un haussement d'épaules incrédule. La nouvelle association se proposait d'agir de concert avec les partisans des mêmes idées dans d'autres pays belligérants et neutres, pour que la paix future ne portât pas le germe de nouvelles guerres; il découlait de là un programme à deux fins: d'une part on voulait empêcher des annexions contraires à la volonté des populations intéressées; de l'autre, on projetait de créer une organisation juridique internationale capable de prévenir de nouvelles guerres. Or, plus d'un se demandait: « Comment est-il possible d'avoir foi dans la résurrection du droit international au milieu d'un monde vibrant de haine et enfiévré de passion belliqueuse? »

Au bout des quarante mois de guerre auxquels nous avons assisté, il est bien permis de dire que les sceptiques ont tort. Qu'importe la question de savoir si ce sont les misères et les souffrances seules qui ont ouvert les yeux aux hommes et leur ont fait reconnaître qu'un renouvellement de l'état de paix armée et d'anarchie internationale serait intolérable, ou bien si la propagande pacifiste n'a pas contribué dans quelque mesure à ce résultat bienfaisant. Un fait reste acquis à l'heure actuelle, et c'est que la pensée d'une « Société des Nations », dans laquelle se résume l'attente universelle d'une meilleure

communauté internationale, compte des millions d'adhérents parmi les belligérants et les neutres du monde entier.

Les premières paroles officielles que nous entendîmes sur la Société des Nations, au début des misères de la guerre, furent celles du président du Conseil anglais, M. Asquith, lorsque le 25 septembre 1914, à Dublin, il exposa le but principal de guerre dans les termes suivants : « Notre but sera d'instituer, lentement et graduellement peut-être, une véritable Société européenne fondée sur la reconnaissance de l'égalité des droits et imposée par la volonté commune des peuples, en lieu et place de la force, des tendances de rivalité, des divers groupements et alliances et d'un équilibre précaire. »

Jusqu'alors il n'y avait eu que quelques revues pacifistes comme la *Friedenswarte* et *War and Peace* et quelques sociétés de paix qui eussent exprimé l'espoir que la guerre présente serait la dernière et qu'une plus étroite coopération internationale en serait la conséquence. Ce fut donc une grande surprise d'entendre le premier ministre d'une des plus grandes nations belligérantes se déclarer partisan de cet idéal.

Pendant quelque temps cette voix resta isolée. Ni en 1914 ni en 1915, la cause ne gagna de terrain auprès des gouvernements, belligérants ou neutres. C'étaient les années de « l'union sacrée », non de l'Humanité, mais de chaque peuple s'appliquant séparément à l'emporter dans sa lutte contre un autre peuple.

Entre temps, en 1915, le nombre des esprits qui estimaient qu'il était de leur devoir de plaider en faveur de la création d'une Société des Nations, à l'issue de la guerre, avait augmenté considérablement. La fondation de trois nouvelles organisations, travaillant dans ce but, en donne la preuve. Le 10 avril 1915 fut constituée à la Haye l'*Organisation Centrale pour une Paix durable*, qui compta dès le début parmi ses adhérents divers parlementaires et jurisconsultes de grande renommée des pays belligérants et neutres ; le 30 avril 1915, le « Comité International des Femmes pour une Paix Permanente » fut fondé également à la Haye et le 17 juin de la même année on créa à Philadelphia la « League to Enforce Peace », dont le programme correspond, sur les points essentiels, au programme minimum de « l'Organisation Centrale pour une Paix durable », en tant qu'il s'agit de l'institution d'une Société

des Nations. Ces trois associations, de concert avec les sociétés pacifistes nationales et les revues pacifistes de la plupart des pays européens, peuvent passer pour avoir été, dans les premières années de guerre, les champions de cette idée si répandue maintenant et dont aucun gouvernement ni aucun parlement ne parlait encore à cette époque.

L'année 1916 nous montre un revirement en faveur de la grande idée. Le 23 février de cette année, l'ancien ministre M. Charles Trevelyan interpella à la Chambre des communes anglaise et exprima son regret de ce que le gouvernement britannique ne fût plus revenu sur la déclaration de M. Asquith du 25 septembre 1914. M. Asquith répliqua tout de suite et dit :

« C'est encore toujours ma conviction, aujourd'hui pas moins que le jour où j'ai émis l'idée pour la première fois ».

Peu de temps après, M. Asquith prouva que ses assertions n'avaient pas été des paroles en l'air. Dans plusieurs discours que lui et son collègue Sir Edward Grey (actuellement Lord Grey of Falloden) prononcèrent au printemps 1916, la formation d'une Société des Nations fut mise en évidence de plus en plus comme but de guerre principal des Alliés et on obtint une image plus nette de ce qu'elle impliquait aux yeux des hommes d'Etat anglais. Ainsi, M. Asquith déclara à l'occasion du banquet offert aux parlementaires français à Londres, le 10 avril 1916 :

« Le but de guerre poursuivi par les Alliés est la création d'une organisation internationale qui devra garantir les droits égaux de tous les Etats civilisés. Comme conséquence de cette guerre, nous voulons établir le principe que toutes les questions internationales entre des peuples libres doivent être réglées par des pratiques libres sur un pied d'égalité. »

Le 5 mai 1916, Sir Edward Grey exposa une fois de plus cette doctrine. Dans un entretien avec le représentant du journal américain *Chicago Daily News*, il dit entre autres choses :

« Nous ne croyons pas que la guerre soit le meilleur moyen pour régler les conflits internationaux. Lorsque les nations ne peuvent pas se mettre d'accord sur un différend quelconque, lorsqu'il y a menace de guerre, nous estimons que le conflit devrait être réglé par des méthodes autres que la guerre. »

Cependant il importe de noter que, dans toutes ces assertions de la part d'hommes d'Etat anglais, il s'agit exclusivement de moyens pacifiques pour la *solution* de conflits *existants* et non de « la Société européenne » dont parla M. Asquith et qui impliquerait un lien plus étroit entre les nations, en vue de la *prévention* des différends. Lord Grey s'exprima plus nettement dans le dernier grand discours qu'il prononça en sa qualité de ministre, le 23 octobre 1916, lorsqu'il se servit pour la première fois de l'expression « Société des Nations », en faisant ressortir la nécessité d'une Société des Nations pour prévenir le retour d'une catastrophe mondiale telle que celle d'aujourd'hui.

A côté de l'Angleterre, il faut citer les Etats-Unis, dont le gouvernement fut des premiers à s'associer à la pensée d'une Société des Nations. Dans un discours mémorable, précurseur du message présidentiel à plus grand retentissement encore du 22 janvier 1917, le président Wilson, neutre encore à cette époque, formula expressément, le 27 mai 1916, son adhésion au programme de la « League to Enforce Peace ».

Quant au gouvernement français, M. Briand fit en septembre 1916 une déclaration moins claire, il est vrai, mais néanmoins concordante quant au fond.

Et les Puissances centrales, où en étaient-elles relativement à l'idée en question? A plusieurs reprises, le chancelier de l'Empire allemand, M. Bethmann-Hollweg, fit des déclarations qui éveillèrent notre espoir. Ainsi, il dit le 5 avril 1916 :

« La paix qui mettra fin à cette guerre devra être durable. Elle ne portera pas en elle les germes de guerres nouvelles, mais elle établira définitivement le règlement des choses européennes. »

Le 22 mai de la même année, répliquant à ce que Lord Grey avait dit au journaliste américain, M. de Bethmann-Hollweg déclara :

« Des polémiques de presse et des allocutions publiques ne font qu'accentuer la haine parmi les peuples et ce n'est pas là la bonne méthode pour aboutir à l'idéal de Sir Edward Grey. »

Pourtant, il ne se rallia explicitement à l'idée d'une Société des Nations que le 9 novembre 1916, lorsqu'il dit que l'Allemagne était prête à s'associer à une Société des Nations qui

tiendrait en bride les perturbateurs de la paix. Malheureusement, il gâta l'effet de cette formule en ajoutant que son pays était même disposé à se placer « à la tête d'une telle organisation ». Dans l'offre de paix allemande du 12 décembre 1916, on ne fit pas allusion à la Société des Nations.

L'année suivante, 1917, fut témoin du triomphe théorique de l'idée d'une Société des Nations à travers le monde entier, dans les pays neutres et belligérants. Des Sociétés privées (surtout des sociétés pacifistes et socialistes), des parlements et des gouvernements firent des déclarations de grande portée sur la future organisation internationale des Etats. Or, circonstance regrettable, chaque fois que l'un des groupes belligérants semblait vivement épris de l'idée et y vouait toute son attention, l'autre, au contraire, montrait des dispositions plus tièdes. C'est ce qui a empêché qu'on pût se rendre compte si un accord préalable sur ce point capital ne pourrait pas être le point de départ d'une conciliation à brève échéance.

Le présent article s'allongerait trop s'il devait contenir les déclarations innombrables faites à ce sujet en 1917. Il serait d'ailleurs superflu de les répéter toutes, car, contrairement à celles du début de la guerre, notre mémoire les garde encore intactes. Il suffit donc de donner une énumération, bien qu'incomplète, il est vrai, des plus importantes d'entre elles :

Réponse des divers groupes socialistes nationaux au questionnaire du Comité hollando-scandinave de Stockholm ;

Assemblée de Berne du 19 au 22 novembre, à laquelle participèrent des parlementaires et juristes de Droit International allemands, autrichiens, hollandais, hongrois et suisses ;

Résolution de la Chambre des députés française du 5 juin ;

Résolution du Reichstag allemand du 19 juillet ;

Discours du président du Conseil des ministres norvégien du 15 mai ;

Déclaration du nouveau ministère suédois du 19 octobre ;

Discours du président de la Confédération suisse, M. Calonder, du 24 novembre ;

Déclarations du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, M. Loudon, à la seconde Chambre du 25 janvier et du 21 décembre ;

Message du président Wilson au Sénat américain du 22 janvier ;

Message du président Wilson au Congrès américain du 4 décembre ;

Déclaration de M. Ribot à la Chambre des députés du 5 juin ;

La Note papale du 1^{er} août ;

La réponse de l'Allemagne à la Note du Pape du 10 septembre ;

La réponse de l'Autriche-Hongrie à la Note du Pape du 19 septembre ;

Discours de M. Czernin du 28 juillet et du 2 octobre ;

Discours de Lord Robert Cecil du 18 décembre ;

Discours de M. Lloyd George du 19 décembre ;

Discours de l'ancien Président du Conseil des ministres anglais, M. Asquith des 11 et 19 décembre.

A deux reprises, la marche triomphale de l'idée d'une Société des Nations a été arrêtée par des déclarations d'un homme d'Etat qui répudiait cette idée, mais chaque fois la contradiction n'a eu d'autre effet que de fournir une nouvelle preuve que la Société des Nations était « en marche et que rien ne l'arrêterait ». Dans son premier grand discours comme président du Conseil, M. Clemenceau s'est permis de railler la Société des Nations, mais les déclarations de M. Wilson et de M. Asquith portant sur le même sujet et venant immédiatement après les siennes, de même que le tollé d'indignation que son discours a soulevé chez les socialistes français, doivent l'avoir convaincu que son opposition était frappée d'impuissance. Aussi le propre ministre des Affaires étrangères de M. Clemenceau, M. Pichon, s'est-il déjà exprimé en des termes tout autres dans un discours ultérieur. Le deuxième incident dont nous voulons parler est le discours du ministre anglais, Sir Edward Carson, qui adopta le ton railleur de M. Clemenceau. Son discours fut suivi du débat que l'on sait, aux Communes anglaises, et Lord Robert Cecil fut amené à constater ouvertement que, pour sa part, il ne voudrait pas être membre d'un cabinet dans le programme duquel la création d'une Société des Nations ne figurerait pas. Et la forte opposition des travaillistes anglais, dirigée par l'ancien ministre M. Arthur Henderson, a provoqué une déclaration de Sir

Edward Carson, qui a jugé utile de tâcher d'effacer l'impression qu'il avait donnée de son hostilité à la fondation d'une Société des Nations. Ainsi, les deux notes discordantes dans le dithyrambe en l'honneur de la Société des Nations n'ont fait qu'attester la vigueur du mouvement.

Or, ce n'est pas seulement la quantité des voix qui se sont fait entendre en faveur de la réalisation d'une Société des Nations, mais encore leur qualité qu'il faut mettre en lumière. Quelle différence entre l'image bien nette de la future Société qu'on a tracée en 1917 et les vagues ébauches du commencement de la guerre !

Mais si le nombre et la nature des déclarations sur la future Société des Nations ne laissent rien à désirer, le manque de simultanéité entre les manifestations des deux groupes belligérants n'en reste pas moins regrettable. A la fin de 1916 et au commencement de 1917, le président Wilson espérait activer la conclusion de la paix en appuyant sur cette organisation internationale future ; mais, du côté allemand, il ne se produisit plus rien après la déclaration de Noël 1916, qui avait fait entendre que les travaux en faveur du règlement pacifique futur des conflits internationaux et pour la prévention des guerres dans l'avenir, ne pourraient être entamés qu'après la guerre actuelle. Les mois suivants furent de véritables mois de guerre, où nous ne distinguons aucun point lumineux, sauf le mouvement socialiste de Stockholm et la déclaration extorquée à M. Ribot par les socialistes français sur la création d'une Société des Nations.

Enfin, au milieu de l'année 1917, on enregistra une nouvelle avance de l'Allemagne en faveur de la paix. Ce fut la résolution du Reichstag du 19 juillet, dans laquelle il était question de travailler énergiquement à la création de l'organisation internationale. Cette avance fut suivie de près par les réponses très satisfaisantes des puissances centrales à la Note papale et par le discours archi-pacifiste du ministre austro-hongrois, M. Czernin, à Budapest. A cette époque, toutefois, M. Asquith et la presse libérale anglaise furent loin de montrer des dispositions qui correspondissent au nouvel état d'esprit austro-allemand et l'on parlait plus, en Angleterre, de la nécessité de modifier la carte d'Europe, conformément au droit de libre disposition des peuples, que de désarmement

et de méthodes pour la prévention et le règlement pacifique des conflits internationaux.

Quand enfin, en novembre et décembre, M. Asquith, et à sa suite toute la presse libérale anglaise, de même que Lord Lansdowne et le parti ouvrier sous la direction de M. Henderson, remirent au premier plan des buts de guerre la formation d'une Société des Nations, l'Allemagne était tellement affairée par son flirt avec la Russie et ses négociations avec Trotzky et Lénine — peu intéressés, probablement, par ces réformes « bourgeoises » — qu'elle négligea de saisir la main que lui tendait M. Asquith. Aussi ne répondit-elle pas à cette nouvelle tentative de conciliation venant d'Angleterre ; ni le gouvernement allemand, ni le Reichstag n'y firent attention et pendant les délibérations de Brest-Litowsk on n'a même pas prononcé les mots de Société des Nations et de désarmement.

Quand on voit que la même pensée, concernant les grandes lignes de la future Société internationale, a été exprimée fréquemment par les deux groupes de belligérants, on ne peut s'empêcher de déplorer qu'ils n'aient pas su faire de ce point, acceptable pour tous, une première base de rapprochement.

Pour conclure notre article, voici quelques observations de nature générale. Il ne s'agissait pas ici de faire un exposé détaillé de la portée d'une Société des Nations. Nous n'avons eu d'autre prétention que de tracer un aperçu objectif de la marche des idées à ce sujet pendant la guerre. Mais l'article serait pourtant incomplet si l'on n'y ajoutait que le monde se rend compte de plus en plus que, pour donner à la paix future une vraie stabilité, il faut plus qu'une charpente de l'organisation juridique internationale, si excellente qu'elle puisse être. La coopération des peuples, qui doit se réaliser par les organes internationaux de la Société des Nations, doit aussi reposer sur la communauté des intérêts économiques, ainsi que la résolution du Reichstag allemand du 19 juillet l'a relevé fort justement. Pour qu'elle devienne une réalité, il faut que la question des nationalités ait été réglée dans un sens quelconque qui satisfasse les revendications justifiées. Outre cela — last, but not least — un des facteurs essentiels de la Société des Nations, c'est le désarmement.

Et c'est le grand mérite du ministre des Affaires étrangères austro-hongrois, M. Czernin, d'avoir accouplé la pensée de la Société des Nations et celle du désarmement. Tout récemment, l'organe de M. Asquith, la *Westminster Gazette*, a reconnu ce fait en disant que personne n'avait démontré plus éloquemment que M. Czernin la nécessité du désarmement. Le journal dit de plus, dans son leading article du 31 décembre :

« Ce fut lui, et non un pacifiste utopiste quelconque, qui nous fit voir que, si les nations veulent reprendre l'ancienne route après la guerre, elles seront complètement militarisées et obligées de consacrer la plus grande partie de leur fortune, de leur énergie, de leurs pensées et de leur intelligence à s'assurer une protection précaire contre les horreurs qu'elles verront s'entasser d'une manière toujours croissante. »

A notre avis, M. Czernin aurait droit à des éloges encore plus grands s'il voulait bien répéter ses paroles bienfaisantes dans ce moment, où l'Entente commence de nouveau à s'occuper de la Société des Nations et où il y a espoir quelle saurait apprécier peut-être mieux qu'autrefois les aspirations pacifistes et humanitaires du ministre austro-hongrois.

Berne, le 4 janvier 1918.

B. DE JONG VAN BEEK EN DONK.



LA LUTTE DES RACES ET LA NATIONALISATION DES SCIENCES

«Si l'expression des sentiments varie, la vérité est une ; et la science, qui est la recherche de cette vérité, ne peut pas devenir nationale sans perdre son caractère.»

Ernest Naville.

Pour les esprits cultivés, la question ne se pose même pas de la valeur à accorder aux classifications. On sait que toute systématisation est un pur moyen didactique dont l'enseignement se sert pour faciliter l'étude d'un ensemble donné. On n'ignore pas que les classifications ne préjugent rien quant à l'essence ou aux qualités de l'ensemble des objets ou des choses classifiés. Pour acquérir des notions vraies et complètes sur un ensemble quelconque de faits scientifiques, il faut que l'esprit sache faire abstraction des classifications ; bien plus, il faut qu'il abolisse toute systématisation.

Théoriquement, la question est tranchée. En pratique, pour les foules et pour les individus à culture scientifique superficielle, il n'en est pas de même. Incapables de saisir l'unité de l'ensemble, les esprits de cette catégorie considèrent les divers groupes établis par les classificateurs comme constituant chacun un tout complet, séparé des groupes voisins par une cloison étanche. Pour eux, une classification, ce n'est pas un certain *arrangement* des objets classés, mais la *représentation* fidèle des choses.

Un botaniste ou un zoologiste qui s'obstinerait à n'étudier que les graminées ou les trématodes arriverait sans doute à posséder une connaissance très approfondie de ces groupe-

ments ; mais il serait incapable d'avoir la moindre idée sur la *vie*, phénomène général.

Sans doute, la brièveté de la vie, l'étendue du champ à parcourir, nous forcent à nous cantonner plus ou moins dans un domaine donné de la science ; mais aucun savant n'aurait la malencontreuse idée de se renfermer dans sa spécialité comme dans une tour sans fenêtre sur les autres domaines de la pensée humaine.

Botanique, paléontologie, zoologie, physiologie, embryologie, que sont ces sciences par elles-mêmes ? Rien. Elles ne prennent de la valeur qu'en tant qu'on les met en rapport mutuel pour former la biologie.

L'histoire, l'ethnographie, l'anthropologie, la psychologie, quelle valeur propre possèdent-elles ? Aucune, si nous les envisageons isolément. Mais si nous les considérons dans leur ensemble, elles deviennent la sociologie.

La biologie, la sociologie, la philosophie elles-mêmes, ne sont point des sciences indépendantes qui puissent se suffire. Elles ne sont que les membres d'un tout organique : la science. Prétendre démembrer cet organisme et en faire autant de morceaux qu'il y a de nations dans le monde, est une absurdité évidente et il a fallu une mentalité bien superficielle pour oser parler d'une science allemande, d'une science française, d'une science russe, etc . . .

Le terme de *science* peut être pris dans deux sens. Tantôt il évoque l'idée d'un but à atteindre : la recherche de la vérité ; tantôt il signifie l'outil dont nous nous servons en vue d'atteindre ce but.

Que ce soit l'un ou l'autre de ces sens que nous ayons en vue, rien ne justifie la nationalisation de la science : si nous entendons par science la recherche de la vérité, nous devons la considérer comme une et indivisible, car, par définition, il ne saurait coexister plusieurs vérités différentes.

Si c'est de l'outil scientifique que nous voulons parler, la distinction entre différentes sciences nationales n'est pas davantage justifiée. En effet, le but restant le même, l'instrument qui sert à l'atteindre sera nécessairement employé selon une direction qui ne varie pas. Tout au plus, et nous reviendrons sur ce point, y aurait-il lieu de constater chez les divers peuples des différences dans la manière de se servir de cet instrument,

dans la méthode des opérations mentales qui doivent conduire au but. Peut-être serait-on tenté, en considérant ces différences de procédés, de conclure à des différences dans la science elle-même. Cela serait sans importance, si, par là, on ne donne pas au mot de science une autre acception que celle d'un outil ; mais il ne serait pas du tout indifférent de confondre les deux sens du mot. Autre chose est le but que nous nous proposons d'atteindre, autre chose la méthode ou le moyen dont nous nous servons pour y parvenir.

Le but de la science étant unique et impersonnel, il en découle l'impossibilité de nationaliser la science. Il en est tout autrement de l'art qui, lui, peut être classé sans inconvénient aucun selon les nationalités. Chaque race possède son art qui la caractérise et la définit jusqu'à un certain point. L'art peut être considéré comme une *manifestation* de l'individualité affective de l'artiste. Cette individualité étant la résultante des caractéristiques de la race, de la religion, du pays auxquels appartient l'artiste, il est naturel que l'ensemble des artistes d'une nation donnée présente certains traits particuliers qui différencient cet ensemble des ensembles voisins.

Le but de l'art est immédiat. En ce qui concerne l'artiste : emploi d'un « excédent d'énergie qui n'est pas utilisé d'une autre façon » (Höfdding) ⁽¹⁾. En ce qui concerne le public : plaisir de voir ses propres sentiments exprimés dans l'œuvre d'art. Il est parfaitement juste de voir dans les arts une caractéristique de l'âme et de l'esprit d'une nation, car c'est bien là qu'ils trouvent l'inspiration et c'est par son âme et son esprit qu'un peuple trouve en eux des jouissances.

Mais le but de la science est beaucoup plus lointain, infiniment plus abstrait, et il intéresse non pas seulement une nation quelconque ou un groupe de nations, mais l'humanité toute entière. C'est une puérité de vouloir introduire dans la science une classification selon les races qui cultivent ses diverses branches. Il y a certainement des différences, nous le répétons, dans les moyens de se servir de la science considérée comme outil, différences conditionnées par la forme d'affectivité propre à chaque race ; mais conclure que des différences dans la tech-

⁽¹⁾ H. Höfdding, *Esquisse d'une psychologie fondée sur l'expérience*. Trad. franç. Paris, 1909.

nique des opérations intellectuelles comportent des différences dans l'essence même de la science, est une hypothèse gratuite et sans fondement logique.

Bien plus, nous affirmons que le sentiment esthétique lui-même échappe à une classification nationale absolue. Tel est le besoin d'unité de la science, que, dès que nous voulons étudier l'art sous un point de vue scientifique, nous devons nous astreindre aux lois de l'esprit scientifique et ne considérer les diverses manifestations artistiques nationales que dans leurs rapports mutuels. L'art, en soi, n'est constitué ni par l'art allemand, ni par l'art français, ni par l'art grec ou égyptien ; il est constitué par l'ensemble de ces diverses manifestations de l'âme humaine.

Ce n'est qu'au point de vue subjectif qu'on peut établir des catégories nationales dans l'art, et ce, par le fait qu'un artiste d'une race quelconque traduira dans une formule d'art particulière l'âme de sa race et que seuls les individus de cette race goûteront pleinement l'œuvre ainsi créée.

Rien ne saurait mieux faire comprendre ce que nous venons d'exposer que les belles paroles qu'adressait, il y a plus d'un quart de siècle, le professeur Ernest Naville ⁽¹⁾ aux étudiants suisses :

« Il y a, il y aura toujours des littératures nationales, parce que l'expression littéraire des sentiments et des pensées subit nécessairement l'influence de la nature des divers pays et de leur histoire. Nos lacs et nos Alpes, les souvenirs de nos aïeux sont pour la poésie une source d'inspiration autre que celle des riverains de l'Océan ou des habitants des steppes de la Russie. Mais, si l'expression des sentiments varie, la vérité est une ; et la science, qui est la recherche de cette vérité, ne peut pas devenir nationale sans perdre son caractère. On provoquerait le sourire si l'on parlait d'une géométrie nationale ou d'une algèbre patriotique. D'une manière générale, une vérité nationale, une science nationale, une philosophie nationale sont des contre-sens. »

De quel sourire l'illustre philosophe eût-il accueilli les auteurs des innombrables articles, brochures, livres et discours qui s'évertuent à démontrer qu'il y a bel et bien une science

(1) Ernest Naville, *La Science et le Matérialisme*. Genève et Paris, 1891.

franco-italo-russo-anglaise, d'un côté, une science austro-hungaro-allemande, de l'autre ! Peut-être eût-il passé, un sourire de pitié aux lèvres !

Puisque vous y tenez absolument, échangez des obus, Messieurs. Vous recevrez des obus allemands et vous enverrez des obus français, mais sachez que les lois que ces obus suivront dans leur trajectoire et dans leur chute ne seront pas les lois de la balistique française ni celles de la balistique allemande : ce seront simplement les lois de la balistique, tout court.

On pourrait admettre des variantes dans la définition de la science, que cela n'autoriserait pas davantage sa nationalisation. Ainsi, certains auteurs ont voulu distinguer entre les *sciences exactes* et les sciences d'investigation et font des premières « la seule vraie science, celle de la connaissance acquise », tandis que les secondes seraient un effort individuel à « la recherche de faits ou de raisonnements nouveaux qu'on puisse ajouter aux éléments de la science exacte » (Kleffler).⁽¹⁾

Quoiqu'ici la vraie science soit définie, non pas par le but qu'elle cherche à atteindre, mais par ceux qu'elle a déjà atteints, ou, en d'autres termes, non pas par la vérité qu'elle cherche à découvrir, mais par les vérités qu'elle a déjà découvertes, la question, au fond, est la même : la vérité acquise par la science concernant un fait donné ne saurait différer selon qu'elle a été acquise dans un pays ou dans un autre, au delà ou en deçà du Rhin.

La science dite d'investigation, elle, ne possède d'autre importance que celle que lui donneront les faits ou raisonnements nouveaux qu'elle apportera en faveur de la vraie science. Quelles que soient donc les méthodes ou la technique dont elle se servira, sa valeur continuera à résider dans ses résultats, et ces résultats, pour pouvoir entrer en ligne de compte, devant être des vérités, seront forcément partout les mêmes.

Nous constatons que, soit que nous définissions la science « la vérité à atteindre », soit que nous ne lui accordions de valeur que comme vérité acquise, rien n'autorise ni ne justifie sa nationalisation.

C'est en confondant volontairement les deux sens du terme *science* (recherche de la vérité et méthode employée dans

⁽¹⁾ Henri Kleffler, *Science et Conscience*. T. I. Paris, 1894.

cette recherche) que l'on a pu soutenir la thèse de la nationalisation de la science.

Le matérialisme et le spiritualisme, ces deux grands adversaires qui, depuis des siècles, revendiquent le bénéfice de la vérité scientifique parfaite, ne sauraient, ni l'un ni l'autre, être considérés comme son expression. Ni la science matérialiste ni la science spiritualiste n'ont dit leur dernier mot ; aucune des deux n'a le droit de s'appeler souverainement « la science ». Matérialisme et spiritualisme ne sont que deux moyens, deux chemins, deux techniques. Les hommes, selon leur nature, choisissent l'un ou l'autre pour se diriger vers le but, qui est la connaissance. Lequel est le bon, lequel le mauvais ? Ce n'est pas le moment d'en discuter ; disons seulement qu'ils semblent se compléter, collaborer avec une égale utilité : le matérialisme, en attirant notre attention sur les phénomènes du monde extérieur ; le spiritualisme, en nous dévoilant l'essence et la connaissance du monde subjectif, du moi, impénétrable aux moyens d'investigation de la science matérialiste.

Si le matérialisme et le spiritualisme, qui résument tout l'effort de la pensée humaine, n'ont pas de titre à se proclamer comme étant la vérité, de quel droit l'effort de pensée d'une race quelconque prétendrait-il être, à lui seul, l'expression parfaite de la science ? Que serait d'autre la science française, par exemple, qu'un bazar hétéroclite, si nous n'avions pour la juger d'autre critère que le fait qu'elle est française ? A quel néant serait-elle réduite, si elle n'avait pas eu pour la féconder et l'inspirer les connaissances, les intuitions, l'expérience des autres nations ? Empirisme, spiritualisme, mécanisme, énergétisme, ces diverses formes de la technique mentale, quel chaos informe résulterait de leur analgame en un seul tout représentant une science nationale ?

De quel ridicule orgueil témoigne une race qui se croit la créatrice d'une science quelconque ? De quel droit se prévaudrait-elle pour proclamer l'*originalité* de ses connaissances ? Quel serait le savant assez effronté pour prétendre qu'une doctrine ou une théorie quelconque a pris naissance dans son cerveau d'une façon spontanée ? Qui ignore que le plus grand esprit synthétique de l'humanité n'est rien d'autre qu'un réceptacle où sont venus se cristalliser, sous une forme nouvelle, les faits et les pensées qui l'ont précédé ?

Prenons l'exemple le mieux connu et le plus caractéristique dans l'histoire de la science : celui de la théorie de la sélection de Darwin. Jusqu'où faudrait-il remonter pour trouver les sources d'où elle a jailli ? Laissons de côté les systèmes philosophiques hindous et contentons-nous de remonter jusqu'à la philosophie grecque. D'un commun accord, tous les historiens voient dans Empédocle le premier philosophe grec qui ait nettement formulé ce qui, par la suite, est devenu la doctrine de Darwin :

« Ce que Darwin a fait, dit Lange, ⁽¹⁾ pour l'époque actuelle, en s'appuyant sur une quantité considérable de connaissances positives, Empédocle l'avait fait pour l'antiquité ; il avait énoncé cette pensée simple mais décisive : il y a prépondérance des organismes appropriés à leurs fins, parce qu'il est de leur essence de se maintenir longtemps après la disparition de ceux qui n'y sont pas appropriés. »

C'est cette idée qui va se frayer un chemin et qui trouvera son plein épanouissement vingt-quatre siècles après avoir été conçue ; mais avant d'arriver à sa complète maturité, elle devait s'enrichir des apports de la pensée de toutes les races.

Aristote y introduisit son « principe perfectionnant » (qui se retrouvera chez Nägeli, et que Bergson nommera « élan vital ») ; il énonça également la notion de « l'hérédité des caractères acquis » : « Les enfants ressemblent aux parents, non seulement dans les caractères congénitaux, mais encore dans ceux qui ont été acquis au cours de leur vie. » (Cit. d'après E.-F. Osborn). ⁽²⁾

Lucrèce chanta dans son poème *De rerum natura* les philosophes qui avaient créé la conception mécaniste du monde, et à juste titre, on le compte comme le second poète de la théorie évolutionniste.

Giordano Bruno se présente comme un nouvel anneau dans la chaîne des évolutionnistes et trahit l'influence qu'avaient eue sur lui les théories grecques et aristotéliques, quand il dit : « Chaque individu est la résultante d'innombrables individus . . . Chaque espèce est un point de départ pour la suivante. »

⁽¹⁾ F. A. Lange, *Histoire du Matérialisme*. Paris, 1877.

⁽²⁾ E.-F. Osborn, *Dai Greci a Darwin*. Trad. ital. Torino, 1901.

F. Bacon se demanda si la diversité des espèces n'était pas le résultat d'un enchaînement de modifications organiques. Il projeta même d'appliquer la méthode expérimentale à l'étude de l'hérédité.

Leibniz, à son tour, apporta sa contribution aux idées évolutionnistes. Il énonça l'hypothèse de la « continuité des êtres naturels », celle de la « perfectibilité des mondes », et posa son aphorisme : *Natura non facit saltus*.

Mais le philosophe qui, sans conteste, a le mieux compris le principe de l'évolution, c'est Kant. Son élève Herder formula nettement la loi de « l'unité de type » : « Une certaine unité de type, sorte de type principal, qui peut être retrouvé dans les dérivations les plus éloignées, commande toutes les formes vivantes. Des ressemblances de structure externe, et encore plus de structure interne, se trouvent chez tous les animaux terrestres et se répètent chez l'homme. » (1)

Schelling, par l'influence qu'il exerça sur Goethe, doit être considéré comme ayant largement contribué à fonder la théorie de l'évolution.

Le XVIII^e siècle vit une abondante floraison de philosophes et de naturalistes chez lesquels l'idée de l'évolution se dessine de plus en plus nettement. C'est Maupertuis, Diderot, Ch. Bonnet, Oken, Linné, Buffon, Malthus, Érasme, Darwin. Après, c'est Goethe (le Lucrèce allemand), Lamarck, Geoffroy Saint-Hilaire, Bory de St-Vincent ; enfin Ch. Darwin et A.-R. Wallace énoncent tous deux en même temps, mais chacun de son côté, la doctrine de l'évolution sous sa forme définitive.

L'histoire de la théorie de Darwin, mieux que celle de toute autre théorie scientifique, nous permet de saisir la genèse des grandes conceptions scientifiques de l'humanité ; nous pouvons la suivre pas à pas, nous la voyons se former lentement à travers les siècles avec le concours de cerveaux de toutes les races. Des Grecs, des Italiens, des Espagnols, des Français, des Suisses, des Allemands, des Anglais, des hommes de toutes les nations, ont contribué à la créer. Elle n'est point la propriété particulière de la science anglaise, mais le patrimoine d'une humanité vieille de vingt-quatre siècles, qui prépara sa naissance.

(1) W. G. Herder, *Ideen zur Geschichte der Menschheit*. Tübingen, 1806.

Tout ceci est applicable à n'importe quelle conquête de la pensée humaine. Comment peut-on, dès lors, prétendre établir des différences entre la science d'une nation et les connaissances d'une autre ?

*

Les peuples diffèrent les uns des autres, non pas par leur science, mais par les méthodes qu'ils emploient pour arriver à posséder la connaissance et par les conséquences que leur nature et leur caractère les portent à tirer, en morale et en politique, des faits scientifiques acquis. Ainsi, par exemple, la doctrine de l'évolution a donné naissance à des systèmes complètement opposés selon les races qui les ont créés. L'Allemand Kant en déduisit le principe de la responsabilité morale, du libre arbitre de l'homme, et comme M. H. Lichtenberger ⁽¹⁾ le dit : « En statuant que la « volonté pure », la volonté déterminée uniquement par la raison pure, régie exclusivement par la loi qu'elle se prescrit à elle-même, est le principe de toute moralité vraie, en proclamant qu'il n'y a point d'autorité au monde qui puisse commander à la liberté humaine, que l'homme est à lui-même son propre législateur, et qu'en obéissant à la loi morale c'est à la voix de sa propre raison qu'il obéit, Kant a accompli dans le domaine de l'éthique une œuvre nouvelle dans l'histoire de la conscience morale. Avec lui, l'humanité a définitivement pris conscience de son autonomie. »

Par contre, l'Anglais Spencer tire de la même doctrine scientifique la morale évolutionniste, qui fait de l'homme une brute soumise aux seules forces de la matière et qui prêche la destruction des faibles et le culte de la force.

« M. Spencer, dit très justement H. Kleffler, ⁽²⁾ n'a jamais analysé ni la loi du devoir, ni celle de la logique, qui sont les deux principes fondamentaux de la *science morale* ; il a affaibli intellectuellement le principe de conscience qui est leur âme vitale ; il a nié le *sens moral* chez l'homme et c'est dans ces conditions qu'il a essayé de faire une *morale évolutionniste* de la conduite. »

Évidemment, la conception de Kant et celle de Spencer

⁽¹⁾ H. Lichtenberger, *L'Allemagne moderne*. Paris, 1915.

⁽²⁾ H. Kleffler, *Science et Conscience*. T. II, Paris, 1894.

sont complètement opposées et l'on est fondé à constater qu'il s'agit d'une manière de concevoir différente, selon le tempérament national. Mais déjà nous sortons du domaine de la science pure et nous entrons dans celui de la « rationalisation affective » dont nous avons eu l'occasion de nous occuper ailleurs. (1) On peut entendre par « rationalisation affective » tous les systèmes philosophiques, religieux, sociaux, etc., qui possèdent une base essentiellement affective, mais qui sont étayés et développés à l'aide d'arguments scientifiques choisis en vue de justifier le point de départ affectif. En d'autres termes, il y a « rationalisation affective » dans tout essai de justification du subjectif par l'objectif.

Dans toute rationalisation affective, nous avons à considérer deux facteurs : le facteur affectif, qui est l'inspirateur et le facteur intellectuel pur, qui cherche à justifier celui-là. Parlant des individus, Höffding (2) dit : « Une première différence caractéristique résultera de la prédominance qu'ont dans l'individu, ou bien les éléments intellectuels, ou bien les éléments affectifs . . . Il pourra se faire ensuite que, dans chacune de ces espèces d'éléments, une direction particulière l'emporte sur les autres. » Höffding résume là tout ce qui constitue la personnalité des individus et aussi celle des races. Chez celles-ci, comme chez les individus, nous observons que, d'une façon générale, ce sont les éléments affectifs ou bien les éléments purement intellectuels qui caractériseront l'individualité psychologique de la race.

Pour revenir à la question qui nous occupe, admettons avec M. Fouillée (3) que « l'accord progressif des doctrines doit se faire moins par la destruction des systèmes que par leur superposition en un plus vaste édifice, dont les diverses assises se soutiennent au lieu de se nuire. Ces diverses assises ne sont, en somme, que nos propres puissances intérieures projetées à l'origine des choses : intelligence, sensibilité, volonté . . . De là la philosophie de l'intelligence, la philosophie de la sensibilité, la philosophie de la volonté ; l'une intellectualiste, l'autre esthétique au sens étymologique du mot, la troisième morale. »

(1) *Les courants d'opinion (Revue de Hongrie du 15 avril 1917).*

(2) H. Höffding, *Loc. cit.* p. 438.

(3) A. Fouillée, *La liberté et le déterminisme.* Paris, 1914.

Ces trois assises dont parle M. Fouillée, ne sont autre chose que les trois méthodes employées tour à tour en vue d'atteindre au but, qui est la science. Nous nous retrouvons ici en face du fait qui domine ce débat : ces trois assises de l'édifice scientifique n'ont, prises isolément, aucune valeur, et aucune des trois ne représente, à elle seule, la science. Que l'un ou l'autre de ces traits prédomine dans la culture scientifique d'une race, cela ne signifiera nullement que cette race possède la science ; au contraire, ce déséquilibre au profit de certaines facultés ou de certains sentiments rendra ce peuple moins apte à saisir l'ensemble. La spécialisation étant une loi de la nature, chaque race paye la rançon de son progrès dans une direction déterminée, en devenant de moins en moins apte à posséder l'ensemble.

*

Nous sommes donc en présence d'un certain nombre de faits suffisamment établis :

- 1° Il n'existe pas, il ne peut exister de *science nationale*.
- 2° Soit que nous considérons la science comme représentant un but à atteindre (connaissance de la vérité), soit que, par le terme de science, nous désignons des vérités incontestablement acquises, cette vérité à connaître ou ces vérités établies sont l'œuvre et la propriété de toute l'humanité.
- 3° Les caractéristiques psychologiques des races n'interviennent que de deux manières :

a) Dans le cas où science signifie recherche de la vérité, le caractère national se manifeste par la méthode employée dans cette recherche, le choix de cette méthode étant conditionné par la prédominance de certains éléments psychiques ;

b) dans le cas où science veut dire : vérités acquises, le caractère national se trahit par l'application pratique que la race fait de la vérité établie, dans le domaine social, moral ou politique. Cette application pratique sera également déterminée par les éléments psychiques prédominants dans la race envisagée.

Si ces différences psychologiques entre les races ne nous autorisent pas à morceler la science en nationalités, elles nous rendront service en nous permettant d'étudier les races à un triple point de vue : au point de vue psycho-biologique, pour

nous documenter en ce qui concerne la genèse des « espèces psychologiques » ; au point de vue psychologique pur, en vue de déterminer le rôle et les combinaisons des divers éléments psychiques dans les mentalités des peuples ; enfin, au point de vue social, pour essayer d'établir les causes des phénomènes politiques, sociaux et moraux, et l'origine des réalisations pratiques que, dans ces domaines, les diverses races s'efforcent de tirer des faits acquis par la science.

La discussion ne peut être portée sur un autre terrain ; la déplacer, c'est faire œuvre stérile et rendre complètement inextricable une question déjà très complexe. Mais si nous ne tenons compte que des deux ordres de faits indiqués, à savoir de la technique mentale et de l'application pratique des vérités scientifiques, le problème se trouve singulièrement circonscrit. Néanmoins, tant de faits entrent en ligne de compte, le problème renferme un si grand nombre d'inconnues, qu'il est illusoire d'espérer le résoudre d'emblée. Nous devons nous contenter de constater un certain nombre de faits, d'examiner quelques-unes de ses données et c'est à peine si nous arriverons ainsi à savoir en face de quelles questions nous nous trouvons.

Il paraît banal d'insister sur les profondes différences psychologiques qui séparent les races humaines. L'observation journalière nous donne continuellement des exemples de cette diversité et l'histoire n'existerait pas, si tous les peuples avaient une âme uniforme. Cette vérité de sens commun n'a cependant pas été admise d'emblée par le monde scientifique, malgré son évidence, ou peut-être à cause de cette évidence même.

La question des différences fondamentales existant entre les diverses races humaines a été discutée à maintes reprises, sans que ni les congrès, ni les discours, ni les polémiques que le sujet a provoqués aient abouti à rien de définitif. La raison en est bien simple : c'est que, en voulant éclairer la question, l'immense majorité des savants qui s'en sont occupés ont été guidés — ou du moins gênés — par un concept *a priori*, celui de l'égalité morale des hommes. Ce concept n'a sans doute rien que de noble, en tant qu'aspiration vers un but souhaitable ; mais en aucun cas il ne doit être une entrave aux recherches scientifiques. Il est même infiniment plus avantageux, au point de vue moral, de se rendre compte que l'inégalité des races

existe réellement et, l'ayant constatée, de chercher à l'effacer, que de prendre ses désirs pour la réalité, puis de se croiser les bras dans la béate illusion « que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ».

C'est sous l'empire de cette illusion, parce qu'il voyait les choses comme elles devraient être, et non pas comme elles sont, qu'Ad. Franck (1) attaqua jadis si vivement E. Renan qui soutenait la thèse des différences de race. « Je suis heureux, dit Franck, que M. Renan me fournisse l'occasion de dire toute ma pensée sur cette théorie des races qui tient une si grande place dans quelques écrits historiques de notre temps. La théorie des races, telle qu'elle est professée dans ses ouvrages, ce n'est pas seulement le fatalisme, c'est le fatalisme de la matière, le fatalisme du sang, celui qui rend l'homme esclave de l'organisation, qui subordonne la volonté à l'instinct, les facultés de l'esprit à la couleur et aux formes du visage, qui ressuscite, dans la civilisation la plus avancée, les animosités et les antipathies de la vie sauvage, qui change en séparations éternelles des divisions sans importance, des marques d'une diversité tout extérieure, et voudrait appliquer à l'humanité entière l'odieux régime des castes. Chacun en peut voir les effets. Celui-ci se croit issu des Gaulois ; aussitôt la race gauloise devient la première du monde ; toutes les conquêtes de la raison, de la religion, de la civilisation, sont ses conquêtes ; malgré les fêtes de Cannibales qu'elle offrait à ses divinités hideuses, elle a été le missionnaire du spiritualisme et de la liberté, tandis que le mal dont nous souffrons encore est l'œuvre de ses ennemis et de ses rivaux, les Germains, les Francs, les Romains, natures grossières et violentes, contre lesquelles il faut lutter sans fin. »

Je rappelle ces paroles de Franck, non pas tant parce qu'elles contiennent l'aveu que, chez les Gaulois, c'est déjà une maladie ancienne de se croire « les missionnaires du spiritualisme et de la liberté », que pour montrer comment un philosophe aussi éminent, doublé d'un érudit historien, a pu être induit en erreur par l'idée préconçue de l'égalité des races. Telle est chez lui la foi à ce principe que, bien qu'il mette le doigt sur le point vif de la question, à savoir que ce qu'il y a dans

(1) Ad. Franck, *Études Orientales*. Paris, 1864.

l'homme de caractéristique, ce n'est pas sa morphologie, mais sa complexion psychique, il n'arrive pas à tirer les conclusions logiques qui devraient se déduire de ce fait sur lequel nous reviendrons un peu plus loin.

Tout récemment, M. Ed. Perrier (1) a rouvert le débat et rappelé les efforts faits en vue de résoudre le problème, notamment le dernier *Congrès de races*, tenu à Londres en juillet 1911, et dans lequel le secrétaire général du Congrès, M. G. Spiller, manifesta des opinions analogues à celles de Franck. Malheureusement, dans un ouvrage dans le genre de celui du professeur Perrier, inspiré par la passion la plus violente, il est impossible de traiter aucun sujet d'une manière scientifique, et ainsi le savant directeur du Muséum ne tranche nullement la question. Avec un peu d'attention, on réussit à découvrir, au milieu des diatribes, railleries et attaques qui sont destinées à remonter le moral des lecteurs, on réussit à découvrir, dis-je, quelques éclairs qui nous rappellent que l'ouvrage est de la main d'un savant, et peut-être ne serait-il pas tout à fait téméraire d'affirmer que M. Perrier ne croit nullement à l'égalité des races humaines. Mais même lorsqu'il s'agit d'ouvrages sérieux et à tendances scientifiques, la question reste singulièrement embrouillée. Il se produit ici ce qui arrive dans toute tentative d'assimiler des faits essentiellement distincts. Dans la question des races, on a voulu confondre deux critères : celui de la morphologie des races et celui de leur psychologie. On a introduit, en outre, le facteur moral : ce qui devrait être ; un nègre, par exemple, est l'égal de tout autre homme au point de vue de la morale et du droit. Mais quel anthropologiste prétendra qu'au point de vue morphologique, un nègre vaut un Chinois et quel psychologue sera assez mal avisé pour déduire que, puisque ces races sont égales devant la loi et devant la morale elles sont identiques devant la science ?

En tant qu'*hommes*, ce qui nous intéresse dans l'espèce humaine, ce n'est pas tant ses caractères morphologiques : taille, couleur, dimensions du crâne, etc., que ses caractères psychologiques : prédominance de l'élément intellectuel ou de l'élément affectif, proportions dans lesquelles les composants de ces éléments se trouvent dans l'âme de la race, etc.

(1) Ed. Perrier, *France et Allemagne*. Paris, 1915.

Le fossé qui sépare et séparera pour toujours les divers peuples n'est pas dans leur morphologie externe, mais dans leur psychologie.

Le fait de l'inégalité psychologique des peuples est aujourd'hui hors de discussion ; le débat porte uniquement sur le point de savoir si cette inégalité peut être effacée, ou plutôt, on cherche dès maintenant les moyens de l'abolir et de réaliser l'égalité. Sir E. Galton, ⁽¹⁾ en créant *l'Eugénique*, espérait sans doute arriver un jour à obtenir l'unification de la race humaine dans la perfection. Sans vouloir discuter aucun des nombreux problèmes que l'idée soulève, ni semer le pessimisme en rappelant que nous ne connaissons presque rien de l'hérédité psychologique, contentons-nous de réserver cette question pour l'avenir et bornons-nous à ce qui est présentement.

On sera sans doute tenté de critiquer l'expression « espèces psychologiques » dont nous nous servons pour distinguer les différents types psychologiques du genre humain ; nous concédons que l'existence de la notion d'espèce en zoologie n'autorise pas à l'appliquer par analogie à notre sujet avec la prétention d'une exactitude absolue. Néanmoins, nous maintiendrons le terme d'espèces, de préférence à celui de variétés psychologiques qui, au premier abord, paraît plus juste.

La notion zoologique de l'espèce est très vague ; aucune donnée rigoureuse ne nous permet de la définir, et à ce propos Claus ⁽²⁾ a pu écrire : « On comprend comment, dans de pareilles conditions, en l'absence d'un critère positif, l'appréciation individuelle et le tact de l'observateur décide si l'on a affaire à une espèce ou à une variété, et comment les naturalistes sont loin d'être d'accord dans la pratique ».

Même en botanique, où les caractères spécifiques sont en plus petit nombre qu'en zoologie et où l'observation et l'expérimentation sont comparativement beaucoup plus aisées, il n'y a pas toujours accord sur la notion d'espèce. Pour Nägeli, ⁽³⁾ il n'existe aucun genre composé de plus de quatre espèces sur lesquelles tous les naturalistes soient d'accord. C'est ainsi, par exemple, que le nombre d'espèces de *Hieracium* se trouvant

⁽¹⁾ Galton, *Inquiries into human Faculty and its development*. London, 1883.

⁽²⁾ C. Claus, *Traité de Zoologie*. Trad. franç. Moquin-Tandon. Paris, 1865.

⁽³⁾ C. Nägeli, *Entstehung und Begriff der naturhistorischen Art*. München, 1865.

en Allemagne serait de trois cents d'après Nägeli, de cent-six d'après Vries et de cinquante-deux selon Koch. Cette incertitude dans le critère servant à distinguer les espèces permet à H. de Vries de s'exprimer en termes analogues à ceux employés par Claus: « A l'époque actuelle, écrit de Vries, ⁽¹⁾ les genres et les espèces sont en grande partie artificiels, ou plus correctement, ce sont des groupes conventionnels. Tout classificateur est libre de les délimiter, de les élargir ou de les rétrécir selon son jugement. »

Il suffit, croyons-nous, de ces citations pour montrer l'incertitude qui règne dans les sciences naturelles sur la question de la classification des espèces animales et végétales, et pour faire saisir la difficulté, l'impossibilité, dirons-nous, qu'il y a d'établir un critère unique permettant de différencier entre elles, d'une façon certaine, les espèces ou même les genres voisins. Mais peut-être pourrait-on essayer de définir l'espèce comme étant un groupement d'individus manifestant des *caractères secondaires stables* qui s'écartent plus ou moins du *caractère moyen générique*. Par les termes: caractère moyen générique, on désignerait le caractère principal qui permet de distinguer un genre des genres voisins; par *caractères secondaires*, nous entendons les écarts définitifs dans ce caractère moyen générique. Le caractère moyen générique ne saurait être établi *a priori*, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être considéré comme un caractère qui permette d'instituer des genres dans les ordres; il sera précisé *a posteriori*, une fois que le genre aura été déterminé par les caractères usuels en systématique. Nous choisissons donc, parmi les caractères du genre, celui qui sera, plus souvent que les autres, soumis à des fluctuations secondaires stables; ce caractère sera en même temps le plus caractéristique du genre. Ceci revient à dire que le caractère moyen générique sera fourni, dans tel cas, par un critère morphologique, dans tel autre, par un critère biologique, dans d'autres cas encore par un critère chimique, ou enfin par un critère psychologique. Ce *critère élastique* ne sera peut-être pas du goût de quelques-uns; mais tant pis pour ceux qui s'imaginent pouvoir enfermer les manifestations de la nature dans des cadres rigides. Nous allons d'ailleurs citer quelques exemples qui justifieront l'emploi de

(1) H. de Vries, *Espèces et variétés*. Trad. franç. Paris, 1909.

ces critères et la nécessité où le biologiste se trouve d'en avoir plusieurs à sa disposition.

Soit, par exemple, le critère biologique. Nous avons un choix abondant de cas où lui seul permet de décider si l'on a affaire à deux espèces différentes. Prenons, au hasard, celui du genre *Demodex* ; l'une de ses espèces, le *D. folliculorum*, vit en parasite dans la peau de l'homme, sans que celui-ci soit gêné autrement qu'au point de vue esthétique. Une autre espèce, absolument identique à la première au point de vue morphologique, vit sur le chien et détermine chez celui-ci la gale folliculaire, maladie grave pouvant entraîner la mort de l'hôte. Ici, nous le répétons, aucun caractère morphologique ne différencie les deux espèces ; leurs caractères biologiques seuls permettent de les distinguer. Il s'agit de deux espèces biologiques.

Dans d'autres cas, par contre, le critère biologique ne nous sera d'aucune utilité et nous devons avoir recours, pour identifier des espèces voisines, à d'autres critères, le critère chimique, par exemple. Le critère chimique, toutefois, pas plus que n'importe quel autre, ne saurait être uniformément appliqué dans tous les cas, comme certains biologistes, tels que M. A. Gautier, le voudraient. Mais dans certains cas il est précieux ; ainsi l'une des réactions les plus sensibles dont la médecine légale dispose, la réaction des précipitines, employée pour déterminer l'espèce animale à laquelle un sang donné appartient, est précisément une application de ce critère chimique.

Il n'était pas inutile d'entrer dans certains détails un peu spéciaux de la biologie ; nous croyons avoir fait comprendre la nécessité de chercher, pour établir des espèces dans le genre *Homo*, un critère basé sur le caractère moyen du genre. Or, il est impossible de ne pas admettre, après ce que nous avons exposé, que le seul facteur qui entre en ligne de compte est le facteur psychologique. Aucun autre critère, ni morphologique, ni biologique, ni chimique, ne peut servir à distinguer entre elles, avec une certitude absolue, les espèces humaines. Le vrai caractère du genre, qui lui est propre et le distingue, ce n'est ni sa morphologie, ni sa nature chimique qu'il a en commun avec les anthropoïdes, mais son psychisme. C'est cette pensée que le professeur Grasset ⁽¹⁾ exprime quand il écrit : « Le cerveau de

(¹) Dr Grasset, *La Biologie humaine* (Rev. Scientif. 1917, N° 3.)

L'homme est défini par sa fonction. L'homme est défini par sa fonction psychique.» Les caractères secondaires de ce caractère moyen générique délimiteront entre elles les *espèces psychologiques* dans le genre *Homo*.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement en vue de comprendre les différentes formes du psychisme humain que le critère *d'espèces* psychologiques nous rendra service, mais aussi dans l'explication rationnelle du cours de l'histoire. «Actuellement, écrivait récemment M. Ribot, ⁽¹⁾ les principales hypothèses qui ont la prétention d'expliquer le cours de l'histoire, me paraissent être les suivantes : 1° la conception morale ; 2° l'explication cosmologique ; 3° l'antagonisme des races ; 4° l'antagonisme, l'explication ethnologique des classes ; 5° l'interprétation intellectualiste, c'est-à-dire la prépondérance croissante de la raison.» Or, en adoptant le critère proposé pour distinguer entre elles les différentes espèces humaines, on pourra en même temps réduire toutes les explications par lesquelles on cherche à éclairer le cours de l'histoire à un même concept : celui de l'existence, dans le genre humain, de nombreuses *espèces psychologiques* bien déterminées.

Ce n'est pas sans difficultés que sera accepté un critère qui, à première vue, paraît créer un fossé infranchissable entre l'homme et l'animal, et déjà le sujet a provoqué pas mal de controverses. Controverses et discussions se ramènent toutes en dernier lieu à deux *credos* scientifiques : matérialisme et spiritualisme. Les matérialistes croient devoir réduire tous les phénomènes de la nature à une même unité et, conséquents avec leur doctrine, veulent pouvoir appliquer une commune mesure à l'homme, aux animaux, aux plantes et aux minéraux. Les seconds voient à côté de la matière une autre forme de l'énergie qui varie à l'infini selon les cas et qui se manifesterait chez l'homme par la conscience.

Sans vouloir discuter ici une question de doctrine, remarquons qu'il y aurait, de la part des matérialistes, erreur de méthode en se refusant à admettre un critère psychologique, en tant que moyen *pratique* pour distinguer le genre et les espèces humaines, du moment que nous ne préjugeons quant à la *nature*

⁽¹⁾ Th. Ribot, *La Conception finaliste de l'Histoire*. (Rev. Philos. T. LXXXII, N° 3.)

de ce caractère. S'ils voulaient baser leur refus de reconnaître ce critère sur une prétendue unité qui caractériserait les êtres, nous ferions remarquer que, comme nous l'avons vu plus haut, le naturaliste est obligé, pour distinguer entre elles deux espèces, d'avoir recours, selon les cas, à des critères différents. L'impossibilité d'établir un critère unique servant à déterminer les espèces est démontrée ; rien ne s'oppose, en principe, à l'introduction d'un nouveau critère.

D'un autre côté, bien que, au cours des dernières années, le critère morphologique ait beaucoup perdu de son prestige et que la querelle des dolichocéphales et des brachycéphales ne suscite plus qu'un très vague intérêt, il faut noter que la question n'est nullement tranchée, et qu'au point de vue anthropométrique, certains faits pourraient être invoqués en faveur de la multiplicité des espèces du genre humain. Ainsi Broca, (1) en comparant la capacité des crânes trouvés dans un cimetière de la Cité qui a servi à la sépulture des familles aristocratiques, antérieurement au XII^e siècle, avec la capacité des crânes recueillis dans le charnier des Innocents où étaient inhumés, vers la même époque, les morts des classes inférieures, et celle de crânes du XIX^e siècle retirés de la fosse commune du cimetière de l'Ouest, a constaté que les premiers (crânes de sujets aristocratiques du XII^e siècle) ont une plus grande capacité que ceux des autres classes du XII^e et du XIX^e siècles. Or, si nous admettons que, jusqu'à un certain point, la capacité crânienne correspond au développement intellectuel, nous serons frappés par la constatation de sensibles différences morphologiques entre des *classes sociales* d'une même espèce humaine, différences coïncidant avec des inégalités psychiques incontestables. Mais, nous répétons, le critère morphologique a reçu de rudes atteintes et il a exposé les anthropologistes à bien des désillusions. Nous n'y insisterons pas.

Un autre critère, biologique celui-ci, a été employé par les naturalistes pour savoir s'ils ont affaire à des espèces ; il consiste à observer la fécondité des croisements entre les groupes envisagés. Quoique ce critère soit tout ce qu'il y a de plus relatif, il n'est pas inutile de rappeler que, pour certains anthropologistes (Broca, Dally), les croisements entre races appartenant à des

(1) P. Broca, *Bull. de la Soc. d'Anthropol.* T. II, 1861 ; T. III, 1862.

types très distincts ne parviennent jamais à constituer une race fixe. « Il y a certainement retour aux races mères, et des mulâtres de même sang donnent des enfants qui se rapprochent, les uns du Blanc, les autres du Nègre, et ces produits sont des dégradés, doués d'une fécondité restreinte ou nulle, cela d'autant plus que les races croisées sont plus éloignées l'une de l'autre. » (1)

Tout cet ensemble de faits est si significatif qu'un notoire biologiste contemporain, M. Rabaud, (2) ne pouvant se décider à faire appel au critère psychologique pour distinguer entre elles les espèces humaines, mais reconnaissant les profondes différences qui les séparent, estime que ces critères courants suffisent pour établir plusieurs espèces dans le genre humain. « Le terme d'« espèce humaine », écrit M. Rabaud, englobe des êtres très divers, et si les naturalistes utilisaient pour l'homme les critères dont ils se servent pour les autres animaux, ils décriraient plusieurs « espèces humaines ».

Des recherches faites dans d'autres voies viennent confirmer l'hypothèse de la multiplicité des espèces humaines et paraissent aussi démontrer que, même dans le domaine objectif, dans le domaine de ce que l'on peut voir et mesurer, des différences considérables séparent le genre humain des autres animaux. Un nouvel argument en faveur des notions que nous exposons est fourni par la cytologie de l'écorce cérébrale. Comme on le sait, celle-ci est formée d'un certain nombre de couches de cellules, de formes — et, sans doute, aussi de fonctions — diverses. Or, de très fines recherches sur la cyto-architecture de l'écorce ont conduit le neurologue Brodmann (3) à admettre l'existence, dans l'écorce cérébrale, de 48 aires différant par leur structure. Ce qui rend particulièrement intéressantes les recherches de Brodmann, c'est qu'il a pu constater que certaines de ces aires (41, 42, 44, 45) n'ont pas d'homologue dans toute la série animale ; elles sont donc caractéristiques du genre humain. En comparant les aires (histologiques) qui, dans la carte cyto-architectonique de Brodmann, portent ces numéros, avec les

(1) Ch. Debierre, *L'Homme avant l'Histoire*. Paris, 1886.

(2) E. Rabaud, *Qu'est-ce que la biologie humaine ?* (*Rev. Scientif.* 1917, N° 6.)

(3) La bibliographie des publications de Brodmann sur cette question est très vaste, mais la plupart de ses travaux ont paru dans le *Journ. f. Psychol. u. Neurol.* entre 1903 et 1908. Nous renvoyons le lecteur désireux de détails plus complets au travail très documenté du Dr Ch. Ladame, *La structure cyto-architectonique de l'écorce cérébrale.* (*Rev. Neurol.* 30 nov. 1911, N° 22.)

localisations (fonctionnelles) des zones du langage, nous constaterons qu'elles correspondent sensiblement : les aires 41 et 42 au centre de Wernicke ou centre des images auditives des mots ; les aires 44 et 45, au centre de Broca ou centre des images motrices d'articulation. Ainsi, la fonction du langage, qui sépare l'homme des animaux, est le résultat d'une différenciation psychique qui s'accompagne d'une différenciation histologique.

Mais il y a plus : les recherches de Brodmann fournissent un substratum cytologique, matériel, à l'appui de la notion d'espèces psychologiques ; il a constaté que certaines zones, telles que l'*æra striata* possèdent une structure complètement différente selon qu'il s'agit de l'écorce cérébrale d'un individu appartenant à une espèce inférieure (Soudanais, Javanais, Herrero) ou de l'écorce cérébrale d'un sujet des races européennes. Brodmann est arrivé à pouvoir déterminer, par simple examen microscopique de coupes de cerveau, « non seulement la région d'où proviennent ces coupes, mais aussi l'espèce animale et, qui mieux est encore, les différentes races humaines ». (D^r Ladame.)

Certes, il est impossible de songer pour le moment à trouver dans le cerveau les structures qui correspondent aux nuances très fines du sentiment ou de l'intelligence dans les espèces européennes très voisines ; mais toujours est-il que nous avons dans les recherches de Brodmann une preuve objective, irréfutable, de différences sensibles existant dans la structure de l'écorce cérébrale chez les diverses races humaines.

Il est difficile d'admettre, malgré tous les progrès de la technique histologique, qu'il soit possible d'aller plus loin dans cette voie et, sans doute, pour l'analyse de ce qui constitue le psychisme particulier de chaque espèce humaine, nous ne disposerons jamais d'instrument plus sensible, plus délicat, que l'analyse psychologique. La méthode cytologique nous fournit des données précises permettant de distinguer des espèces psychologiques très éloignées, tels les Herreros et les Européens, dont les intelligences sont séparées par un abîme, mais elle ne peut, pour le moment, nous renseigner objectivement sur les différences qui séparent des espèces assez voisines, comme le sont les principales espèces européennes, chez qui la différence porte sur de petites variations dans la prédominance de certains éléments psychiques.

En résumé, nous possédons une série d'arguments qui autorisent la division du genre humain en plusieurs espèces, par ordre de valeur croissante ; ce sont : des arguments anthropométriques (index céphaliques, capacité crânienne, etc.) ; arguments biologiques (infécondité des métis, retour aux caractères spécifiques) ; arguments cytologiques (zones ou aires de Brodmann) ; finalement, des arguments psychologiques.

Mais, et nous insistons sur ceci, les critères courants de la zoologie ne sauraient en aucun cas être utilisés pour définir les espèces psychologiques et il faut admettre, avec le professeur Grasset,⁽¹⁾ « que le premier caractère vraiment spécifique (générique serait plus exact) de l'homme est sa *supériorité intellectuelle* » et que « la supériorité du psychisme est — et a toujours été — la caractéristique essentielle de l'homme ».

Malheureusement, cette dernière façon de voir, qui d'ailleurs est juste, fait partie d'un système vieilli et trop rigide, le spiritualisme, pour lequel l'unité du genre humain est un dogme fondamental. Ainsi, nous sommes en présence de deux manières complètement opposées d'envisager les choses. D'après l'une, le matérialisme, rien ne sépare l'homme de l'animal ; la conscience n'existe pas ou est déterminée par les faits purement physiques ; rien ne s'oppose donc à admettre l'existence (morphologique, évidemment, car pour les matérialistes le psychisme est chose négligeable) de plusieurs *espèces humaines*. D'après l'autre, selon l'expression du professeur Grasset rapportée plus haut : « l'homme est défini par sa fonction psychique » ; on va plus loin et l'on admet que cette fonction est d'une nature tellement spéciale qu'elle est partout identique à elle-même ; d'où il suit que les partisans de cette idée ne peuvent logiquement admettre l'existence de plusieurs espèces psychologiques, l'existence de groupements chez lesquels les phénomènes de conscience diffèrent profondément, car alors la conscience ne serait pas toujours et partout la même. L'égalité qu'elle est censée conférer au genre humain ne serait plus qu'une égalité à longue échéance, par delà la mort . . .

Disons-le tout de suite, ni l'une ni l'autre de ces deux formes opposées de la pensée ne sont en mesure de nous donner

⁽¹⁾ Dr Grasset, *Les Sciences morales et sociales et la Biologie humaine*. (Rev. Phil., février 1915.)

une explication claire des événements historiques, et à vouloir les suivre, on est conduit à l'impasse où s'est placé M. Chalmers Mitchell, ⁽¹⁾ qui reconnaît que « l'homme possède la conscience, la liberté et connaît la loi morale », mais qui ne peut arriver à expliquer comment l'homme, dans l'usage qu'il fait de ses facultés, se conduit selon certains principes généraux de la vie animale. Arrivé ici, M. Chalmers Mitchell est fatalement conduit, comme le professeur Grasset, à nier le rôle des lois de la biologie générale dans la genèse et le développement des phénomènes sociaux.

Or, s'il est parfaitement certain qu'un nouveau caractère, la conscience, — latent ou inexistant chez les autres animaux — est venu compléter le complexe psychique de l'homme, caractère qui, ne se manifestant pas chez les autres genres animaux, même chez ceux qui sont les plus voisins de l'homme, ne peut, par conséquent, nous être expliqué par analogie, il est non moins certain que ce nouveau caractère s'appuie sur l'assise immédiatement inférieure : faits physiologiques de sensibilité communs à l'homme et aux animaux. Et s'il est vrai que rien ne peut nous faire déduire, par voie de nécessité, de l'assise inférieure : sensation physiologique, l'assise supérieure : conscience, qui pour M. Boutroux ⁽²⁾ « . . . n'est pas une spécialisation, un développement, un perfectionnement même des fonctions physiologiques, » mais « un élément nouveau, une création », il est non moins vrai que cet élément nouveau ira faire partie d'un complexe : le psychisme humain, où nous trouverons à côté de lui d'autres éléments : sensibilité, intelligence, intuition, mémoire, qui seront modifiés par lui, mais qui, à leur tour, l'influenceront. Même dans le cas où la conscience garderait une indépendance absolue vis-à-vis de ces éléments, le seul fait que, chez l'homme, elle se manifeste par l'intermédiaire d'un organisme vivant, a comme résultat que, pour certains faits, ou peut-être à certains degrés, elle sera soumise aux lois de la biologie générale.

La conscience en soi doit être étudiée en dehors de toute considération biologique ; mais dans la pratique, dans l'étude des phénomènes sociaux, nous devons la considérer correlative-

⁽¹⁾ Chalmers Mitchell, *Le Darwinisme et la Guerre*. Trad. franç. Solovine. Paris, 1916.

⁽²⁾ E. Boutroux, *De la contingence des lois de la nature*. Paris, 1915.

ment avec tous les autres éléments du psychisme humain. Si la conscience seule faisait agir l'homme, nous ne voyons pas comment il serait possible d'arriver à la compréhension des différents types psychologiques individuels ou collectifs.

Si, par contre, nous reconnaissons que, chez l'homme, à côté de la conscience, caractère nouveau et générique, co-existent des caractères ancestraux biologiques, nous saisissons immédiatement le mécanisme par lequel des différences profondes et irréductibles séparent les espèces psychologiques humaines. En nous aidant de la connaissance des phénomènes biologiques courants, et en admettant en même temps l'apparition d'un nouvel élément qui distingue l'homme des autres animaux, nous nous placerons sur un terrain d'entente qui facilitera l'accord entre ceux qui s'obstinent à ne voir dans l'homme autre chose qu'un animal, et ceux qui oublient que la conscience est apparue chez un animal.

Les faits nous prouvent qu'il est impossible d'admettre avec M. de Roberty (1) qu'il faille abandonner «... le puéril et chimérique espoir de nos contemporains : arriver à résoudre les phénomènes sociaux en leur appliquant les lois de la vie», et que... «les idées et l'évolution des idées forment le contenu unique, la seule matière de l'évolution». Cette idée est trop absolue ; elle fait table rase d'une foule d'éléments mentaux également, mais qui ne sont pas des idées, et qui forment le groupe des instincts qui, eux, sont strictement biologiques. Or, bien que pour une certaine école (Ray-Lankester, Baldwin), l'évolution ascendante du cerveau se traduise par une plus grande «éducabilité» de cet organe et qu'elle soit «liée au déclin des fonctions instinctives et pleinement congénitales», (2) il faut reconnaître que, si nous ne confinons pas l'expression «instinct» dans ses plus étroites limites, le psychisme humain possède une large base instinctive qui s'étend, depuis les actes purement automatiques de la vie végétative, jusqu'aux profondeurs, peut-être, de la subconscience et de l'intuition.

L'erreur et la faiblesse de ceux qui, jusqu'aujourd'hui, ont reconnu l'existence d'un «quelque chose» séparant l'homme de la brute, consiste à n'avoir pas voulu tenir compte de tous

(1) E. de Roberty, *Le psychisme social*. 2^e édit. Paris, 1897.

(2) J.-M. Baldwin, *Le darwinisme dans les sciences morales*. Paris, 1911.

les éléments du problème. En admettant comme unique facteur de la vie des sociétés la « conscience » seule, on est forcément conduit à admettre l'unité et l'équivalence des espèces humaines et, ce faisant, on s'enlève des mains le seul instrument qui permette d'expliquer et d'interpréter les faits politiques et sociaux de la vie des peuples ; on se place par là en dehors de la réalité. D'autre part, le sociologue qui se refuse à voir dans l'homme autre chose que les faits biologiques se trouve plus près de la vérité dans l'explication qu'il donne de certains faits, mais il s'ôte toute possibilité de fournir une explication concernant d'autres actes humains, qui sont peut-être ceux qui jouent le rôle le plus important dans le cours de l'histoire. Jamais, avec les seules données de la biologie, nous ne réussirons à comprendre, je ne dis même pas expliquer, les grandes manifestations affectives de l'âme humaine.

Un accord est nécessaire entre les deux conceptions. Cet accord, l'hypothèse des « espèces psychologiques » peut nous le donner. Grâce à elle, il est plus facile de comprendre les phénomènes qui se rattachent à la vie des sociétés, et la question qui fait l'objet de ce travail : la nationalisation des sciences dans les luttes de races, se trouve singulièrement éclaircie. La notion des espèces psychologiques nous permet de comprendre comment, la science restant une et indivisible, on a pu reconnaître chez les peuples des formes diverses de la culture ; elle nous explique les différences énormes qu'il y a dans la technique employée par les différents peuples pour aboutir à la connaissance de la vérité ; elle nous rend compte des systèmes sociaux particuliers que ces peuples ont déduits des vérités acquises et des luttes qui les mettent aux prises dans leur effort pour s'imposer mutuellement leur pensée.

*

L'existence des « espèces psychologiques » étant admise, il s'agit maintenant de savoir par quel processus elles ont pris naissance. La connaissance de la psychogenèse des espèces humaines, du mécanisme qui a pu leur donner naissance, sera une nouvelle preuve en faveur de l'hypothèse de leur existence.

Deux ordres de faits doivent nous servir dans l'étude de la genèse et de la formation des espèces psychologiques,

humaines : les faits ontogéniques et les faits phylogéniques, les faits qui ont trait au développement intellectuel des individus, en partant de leur premier éveil à la vie de la pensée, et les faits qui ont trait au développement psychique des espèces humaines, en partant des plus inférieures. En agissant ainsi, nous nous conformerions aux données de la théorie de Darwin ; malheureusement, cette théorie, tout en contenant une part de vérité incontestable, renferme beaucoup d'hypothèses nullement démontrées, et surtout ne donne aucune explication concernant certains faits capitaux de la vie des organismes. Ces défauts des théories évolutionnistes jusqu'ici en faveur (lamarckisme et darwinisme), déjà sensibles dans le domaine de la biologie générale, se montrent dans toute leur ampleur lorsqu'on essaye d'expliquer par elles les faits de la psychologie ou de la sociologie. Ici, aucun compromis n'est possible, et déclarer, comme le fait avec beaucoup de raison le professeur Baldwin, ⁽¹⁾ que : « la matière sociale n'est pas identique à la matière biologique ; elle n'est pas seulement vitale, elle est quelque chose de plus : elle est mentale, » c'est en même temps prendre position contre l'évolutionnisme darwinien ; on aura beau, ensuite, multiplier les déclarations pour protester qu'il n'en est rien et pour établir qu'on reste d'accord avec la doctrine de Darwin ; ce sera peine inutile. Les deux points de vue sont inconciliables.

Il est devenu impossible, à l'heure actuelle, de conserver ces doctrines antagonistes dans leur forme primitive : certaines modifications s'imposent. A cette condition seulement, il sera possible de formuler une hypothèse qui satisfasse en même temps aux exigences de la biologie et à celles de la psychologie et qui soit propre à faire comprendre le cours de l'histoire. Voici, par exemple, les réflexions très justes de M. Fouillée ⁽²⁾ à propos de la fameuse « influence du milieu », l'un des plus importants principes auxiliaires du darwinisme : « Pour vous pénétrer de ce que la théorie des milieux physiques, quand elle est exclusive, a d'insuffisant, faites un voyage en imagination. Suivez l'isotherme de 10° au-dessus de zéro. Vous passerez dans l'ancien continent par Liverpool, Londres, Munich, Buda-

⁽¹⁾ Baldwin, loc. cit. p. 56.

⁽²⁾ A. Fouillée, *Psychologie du peuple français*. 2^e édit. Paris, 1898.

pest, Odessa, Khiva, Pékin, par le nord de l'île de Nippon ; et vous verrez que la même chaleur n'a provoqué ni les mêmes types physiques, ni les mêmes types moraux... La même température a produit les Grecs et les Hottentots, c'est-à-dire qu'elle n'a produit ni les uns ni les autres.»

On pourrait argumenter de même pour chaque principe invoqué par les darwiniens et les lamarckiens, et cependant ceux-ci, à leur tour, sont en état d'avancer des arguments qui prouvent, pour des cas particuliers, que leurs vues sont justes. Sans conteste, les faits sont là, indéniables ; ce qui laisse à désirer, c'est l'interprétation qu'on en a donnée.

Cette interprétation, poussée jusqu'à ses conséquences logiques, nous conduit à deux principes qui seraient la base du système : évolution continuelle des espèces et convergence vers un type, ou du moins vers un certain nombre très restreint de types parfaits. Ceci comme résultat de cela. Or, ce n'est pas du tout ce qui se voit dans la nature : ni les espèces n'évoluent indéfiniment, ni elles n'évoluent dans le sens convergent, vers un certain nombre de types. Au contraire, nous observons des espèces, telles les globigerines, dont les premiers fossiles se trouvent dans l'étage crétacé des terrains mésozoïques, qui existent encore aujourd'hui sans avoir subi aucune variation. C'est dire que de tels organismes, non seulement n'ont pas évolué, mais encore se sont conservés vivants, quoique stationnaires, à travers toutes les luttes, tous les cataclysmes, toutes les variations que l'écorce terrestre a subi depuis l'époque secondaire jusqu'à nos jours. Par contre, des organismes très évolués, comme les proboscidiens de l'époque tertiaire, ont fait une courte apparition, puis se sont éteints presque subitement, sans que ni la sélection naturelle ni l'action du milieu fussent à expliquer leur disparition. Darwin lui-même reconnaissait que sa théorie ne suffisait pas à expliquer ces faits. « L'omission la plus importante de mon livre, écrit-il,⁽¹⁾ a été de ne pas expliquer comment il se fait, selon moi, que toutes les formes ne progressent pas nécessairement et qu'il puisse exister encore des organisations très simples. »

D'innombrables faits du même ordre se constatent dans le domaine de l'histoire. Nous voyons des peuplades, des espèces

(1) Ch. Darwin, *Vie et Correspondance*.

psychologiques inférieures, rester indéfiniment, et depuis toujours peut-être, au degré le plus bas de la vie intellectuelle. D'autres peuples, par contre, atteignent le plus haut degré de développement *dans une certaine direction*, et se maintiennent pendant un certain nombre de générations à cette hauteur qu'elles ne peuvent plus dépasser, ayant épuisé leur capacité d'évolution. Ce sont, comme les premières, des espèces évoluées, qui, plus tôt ou plus tard, entreront dans une nouvelle phase d'évolution, régressive celle-ci, qui les amènera peu à peu à une certaine déchéance intellectuelle. Nous rappellerons ici que le fait de conserver une civilisation, de continuer par une sorte d'automatisme à refléter le passé, ne signifie pas qu'un peuple soit dans le plein épanouissement de son évolution psychique ; cette évolution peut être entrée depuis longtemps dans sa phase régressive sans que nous découvrions des signes extérieurs très marqués de cette régression ; ce peuple pourra présenter longtemps les apparences d'une espèce psychologique en pleine vigueur, quand en réalité il ne fait que vivre sur l'*expérience* accumulée par les générations antérieures. Il existe toutefois un signe qui ne permet pas le doute : c'est la *puissance créatrice* de l'espèce dans le domaine psychologique. Aussitôt que cette puissance créatrice est atteinte, il n'y a pas à hésiter : l'espèce en question est entrée dans la phase régressive. C'est ce point qui fait qu'en apparence les peuples européens se trouvent à un niveau constant d'aptitudes psychiques ; chez les peuples anciens, le phénomène est plus frappant, la chute plus complète, parce qu'ils ne pouvaient pas mettre efficacement à profit l'expérience des ancêtres ni celle des voisins. Aujourd'hui, grâce à la diffusion de l'imprimerie, à la presse, à la facilité des communications, la déchéance de certains peuples peut aisément se dissimuler ; l'observateur prend le change et croit pouvoir accorder à tous un même degré de capacité psychique.

Je ne crois pas me tromper en affirmant que l'histoire est faite de ces deux ordres de phénomènes : évolution des peuples dans des *directions diverses* et capacité limitée dans cette évolution.

Égyptiens, Chinois, Incas, Grecs, Hindous, lequel de ces peuples n'a pas dominé à un certain moment dans tel ou tel domaine de la pensée humaine ? Tous, ils ont atteint, dans une

direction déterminée des facultés psychiques, un haut degré de perfectionnement : les uns dans l'application concrète des connaissances, astronomie chez les Astèques, architecture chez les Égyptiens, industrie chez les Chinois ; d'autres dans le domaine de la pensée abstraite : spéculation philosophique chez les Hindous ; d'autres encore, dans celui de l'art : sculpture chez les Grecs.

Vainqueurs d'un jour, vaincus du lendemain, aujourd'hui ces peuples n'existent plus ; en tant que facteurs psychiques, leur valeur est égale à zéro ; et pourtant le flamboiement de leur pensée éclaira un moment le monde.

On ne réussit à distinguer ces traits caractéristiques, ces *dominantes* de la psychologie des peuples, qu'à la faveur d'un certain recul ; envisagés de près, ils ne sont plus aussi caractéristiques ; ils ne sont rendus évidents que par la comparaison de deux époques psychiques suffisamment éloignées.

Pour déterminer la direction qu'a prise la culture des peuples d'une époque, il est indispensable d'avoir une vue générale de l'ensemble de leur civilisation. Les Égyptiens ne faisaient pas uniquement de l'architecture, pas plus que les Chinois ne s'adonnaient exclusivement à l'industrie ou les Hindous à la philosophie. De même, les peuples européens possèdent en commun un vaste champ de connaissances, mais chacun d'eux n'excelle que dans un domaine restreint de la pensée ou du sentiment.

Si nous revenons à la théorie darwinienne des phénomènes sociaux et historiques, nous voyons qu'ici, comme dans le domaine de la biologie pure, aux deux principes fondamentaux de l'école : évolution continue et convergence vers un certain nombre de types, il en faut substituer deux autres : évolution limitée et divergence dans l'évolution par prédominance de certains caractères. Les conséquences qui découlent de cette façon d'envisager les choses conduisent à une explication logique et rationnelle des phénomènes historiques et sociaux. C'est l'oubli, ou plutôt la méconnaissance, de ces deux principes qui a jusqu'ici rendu impossible l'application satisfaisante du darwinisme à la sociologie.

Dans tous les cas, biologiques, psychologiques ou sociaux, que nous nous donnerons la peine d'étudier, partout nous trouverons ces deux formes de l'énergie vitale régler l'évolu-

tion des êtres organisés. Nous avons cité plus haut des exemples démontrant comment une espèce arrive à épuiser sa capacité d'évolution, comment elle peut, si elle est douée d'une grande capacité vitale, vivre presque indéfiniment sans progresser, sans évoluer, sans que ni la sélection, ni les changements de milieu, ni l'hérédité des variations, la modifient en quoi que ce soit.

En nous tenant au cadre que nous nous sommes fixé, et sans vouloir aucunement approfondir cette question, bornons-nous à constater que les faits, l'expérience, l'observation, conduisent à formuler une loi empirique : *la loi de la capacité limitée d'évolution*.

D'après cette loi, les organismes évoluent vers un certain perfectionnement, s'arrêtent subitement lorsque leur capacité d'évolution est épuisée, subsistent pendant un temps plus ou moins long à l'état *d'espèces fixées*, et alors, ou bien elles disparaissent complètement, ou bien elles entrent dans la phase d'évolution régressive.

Une seconde loi de l'évolution est intimement liée à la première ; c'est la *loi de l'évolution divergente des espèces*. Cette loi est le corollaire du principe de spécialisation qui est la règle chez les êtres vivants ; la connaissance de ce principe est d'ordre élémentaire, mais on n'a pas pu se décider à le pousser jusqu'à la conclusion logique qui s'en dégage. On a reconnu et admis que, chez certains organismes, c'est la fonction reproductrice qui l'emporte sur les autres (c'est le cas de la presque totalité des parasites) ; que, chez d'autres, ce sont les fonctions sensorielles qui prédominent (vision et orientation chez les oiseaux) ; que, chez quelques-uns, les fonctions cérébrales ont atteint un haut degré de perfectionnement (instincts, mémoire, jugement, chez les vertébrés supérieurs).

Est-ce suffisant ? La spécialisation fonctionnelle s'arrête-t-elle là ? Nous ne le croyons pas ; et ce qui a été fait pour les grandes fonctions doit aussi se faire pour les éléments constitutifs de ces fonctions.

Certes, il est infiniment plus facile de distinguer la spécialisation quand il s'agit de deux grandes fonctions, fonction reproductrice et fonction cérébrale, par exemple, que d'établir des différences entre les complexus élémentaires de ces grandes fonctions, entre l'intelligence et la volonté, s'il s'agit

de la fonction cérébrale. Mais le fait que la difficulté est plus grande ne prouve pas que cette distinction ne soit pas justifiée.

Il y a plus ; l'analyse doit être poussée plus à fond et elle doit nous faire trouver et saisir les éléments dont les complexes élémentaires sont composés, intelligence intuitive et intelligence logique, par exemple, si nous analysons le complexe élémentaire *intelligence*.

Tant que nous n'aurons pas poussé l'analyse au moins jusque-là, nous ne pourrons songer à solutionner aucun problème ayant trait à l'évolution, biologique ou psychique, des organismes. Empressons-nous de dire que la psychologie se trouve beaucoup plus avancée dans cette voie qu'on ne serait tenté de le croire et qu'elle accroît de jour en jour le fonds d'observations qui doit lui permettre d'établir un ensemble complet des éléments constituant les principaux complexes psychiques élémentaires.

Le problème ainsi délimité prend dès lors une remarquable netteté. D'un côté, nous savons quels sont les éléments du complexe à étudier ; de l'autre, sachant qu'évolution est synonyme de perfectionnement *dans une certaine voie*, nous comprendrons comment, dans le genre humain caractérisé par sa fonction cérébrale, des divergences se sont produites par spécialisation et perfectionnement des divers complexes élémentaires. Admettons, par exemple, que l'intelligence pure d'un côté, l'affectivité d'un autre, soient parmi les complexes élémentaires de la fonction cérébrale ; nous verrons comment les peuples orientaux constituent des espèces psychiques nettement distinctes des peuples européens.

Ces complexes élémentaires doivent être décomposés à leur tour, disions-nous plus haut, dans leurs éléments qui serviront à caractériser les sous-espèces du genre. Allons plus loin dans l'exemple choisi et prenons quelques peuples européens caractérisés par le complexe *intelligence* : les différences qui séparent les deux sous-espèces allemande et française se traduiront par la prédominance de l'élément logique chez la première et de l'élément intuitif chez la seconde. Il va sans dire que ce schéma très simplifié ne répond pas à la réalité, et que jamais nous n'observerons dans le domaine psychologique ce que botanistes et zoologistes dénomment *types purs* ; car, ayant affaire à un critère qui est en somme fonctionnel, tous les

autres complexes élémentaires auront un retentissement sur le complexe choisi pour servir de critère, et masqueront la prédominance du type envisagé. Les fonctions, à leur tour, s'influenceront mutuellement et elles deviennent plus nombreuses et plus intimement liées entre elles à mesure que les types se perfectionnent. Ainsi, chez l'homme, nous avons toutes les fonctions de la vie végétative qui le rapprochent des autres animaux ; en plus, les fonctions cérébrales qui l'apparentent aux vertébrés supérieurs, et finalement les fonctions psychiques caractéristiques du genre. Il est évident qu'une classification basée sur ces dernières fonctions sera rendue extrêmement difficile par le fait des influences qui les masqueront ou les dévieront. Encore plus difficile sera un essai de classification entre des sous-espèces très rapprochées (peuples européens, etc.).

Vielle de plusieurs siècles, la civilisation européenne a entremêlé et amalgamé à tel point les cultures et les idées des différents peuples qu'il est, pour le moment, presque illusoire de vouloir établir entre eux une classification psychologique, et M. Fouillée (1) se montre encore d'un bel optimisme quand il écrit : « L'étude psychologique et sociologique des peuples européens est particulièrement difficile, parce que ceux-ci représentent le plus haut degré de complication sociale due à la vie civilisée. C'est une tâche ardue que de faire en eux la part du caractère national (2) et celle des mœurs ou maximes de la vie collective. » (3)

*

Tous les faits que nous avons signalés au cours de ce travail ont été, sans exception, reconnus — isolément, car une vue synthétique a manqué jusqu'ici — par de nombreux psychologues, sociologues ou philosophes ; mais, faute d'une base permettant de guider leurs travaux vers une œuvre d'ensemble, aucun d'eux n'est complet ni à l'abri de toute critique. Ainsi, M. Fouillée, qui a jugé le sujet assez important pour lui vouer

(1) A. Fouillée, *Esquisse psychologique des peuples européens*. 2^e édit. Paris, 1903.

(2) *Éléments prédominants du complexe psychique spécifique*.

(3) *Caractère moyen générique*.

une grande part de son attention, méconnaissant la loi de l'évolution limitée des espèces, prend l'une des phases de cette évolution, la phase des espèces évoluées, pour l'expression de toute la loi. Et en parlant des Grecs d'aujourd'hui, il croit « reconnaître en eux les dignes fils » des anciens Grecs. En vérité, c'est par une méconnaissance absolue de la phase d'évolution régressive des espèces psychologiques que M. Fouillée a pu se donner l'illusion que la Grèce de Périclès se retrouve dans celle de M. Venizélos.

Il faut reconnaître que M. Fouillée est logique avec lui-même, car, à plusieurs reprises, ⁽¹⁾ il pose comme un principe de la psychologie des peuples la fixité des races. Ayant compris qu'au cours de leur évolution, les espèces psychiques atteignent un degré qu'elles sont incapables de dépasser, il ne va pas plus loin et oublie que, à cette phase, qui peut être de très longue durée, succède fatalement une phase d'évolution régressive.

Les races, les peuples, les nations se développent, atteignent leur apogée et puis disparaissent. Les Égyptiens d'aujourd'hui sont-ils, psychiquement, les mêmes que les sujets des Pharaons ? La pensée hindoue, la pensée grecque, la pensée arabe contemporaines existent-elles ? Allons donc ! Si la fixité psychique des espèces humaines était une vérité, nous verrions l'histoire des rapports entre les peuples tourner toujours dans le même cercle. Si cette fixité était une réalité, Rome dominerait encore le monde et Carthage serait toujours dressée devant sa route. Si des espèces ne disparaissaient pour toujours dans une phase d'évolution régressive, l'âme hellène continuerait encore de nos jours à guider l'humanité vers la lumière. L'histoire, dans ce cas, ne serait qu'une répétition monotone des mêmes luttes entre les mêmes peuples, car le seul facteur qui interviendrait dans son cours serait la loi de divergence ; tandis qu'au contraire, nous voyons des peuples surgir du néant, atteindre un degré de culture qui les mettra en conflit avec des peuples qui, simultanément, auront atteint un degré voisin, rester stationnaires, puis, un jour, commencer la descente vers le néant.

(1) A. Fouillée, *Psychologie du peuple français*, p. 2—3. *Esquisse psychologique des peuples européens*, p. V.

Toute la question est là : à la direction des psychismes humains, il faut ajouter la phase d'évolution dans laquelle les espèces envisagées se trouvent. C'est la condition première, *sine qua non*, de tout essai d'explication des phénomènes sociaux ou historiques.

Russes et Français sont certainement deux peuples profondément différents au point de vue de la direction de l'évolution psychologique ; il y a prédominance affective dans le peuple russe et prédominance intellectuelle dans le peuple français ; mais ils diffèrent aussi dans la phase de leur évolution respective qu'ils traversent à l'heure actuelle. A cet égard, la sous-espèce française peut être considérée comme étant entrée depuis un certain nombre d'année dans sa phase d'évolution régressive. Par contre, la sous-espèce russe se trouve en pleine évolution ascendante et, relativement au nombre très grand d'années qui sont nécessaires pour l'évolution, elle se trouve près d'atteindre la phase d'espèce évoluée ou fixée, phase pendant laquelle elle donnera — en bien ou en mal, nous n'en savons rien — son plein rendement.

En nous étendant, d'une façon que peut-être on sera tenté de juger excessive, sur la question des différences psychologiques qui séparent les espèces humaines, nous n'avons pas perdu de vue l'un de nos points de départ : la nationalisation des sciences. Mais la question que nous avons traitée n'est-elle pas partie intégrante, ou plutôt ne constitue-t-elle pas le tout du problème de la lutte d'idées que symboliserait la guerre actuelle ? Comment pourrions-nous saisir le sens de cette lutte, si nous n'allons pas au fond des mobiles et des raisons qui font agir les adversaires ?

La question des « sciences nationales » est contenue dans celle des *cultures nationales*, c'est-à-dire de l'ensemble des manifestations, non seulement politiques, mais sociales, morales et politiques des nations.

Comme nous l'avons remarqué plus haut, les particularités psychologiques des diverses espèces humaines donnent naissance à deux ordres de faits. Il en résulte en premier lieu des différences dans la technique mentale employée par les espèces pour arriver à la connaissance, — ce groupe de faits ne doit pas nous occuper ici. En second lieu, nous avons vu que, selon les *dominantes* de leur psychologie, les espèces déduisent

des mêmes vérités scientifiques des systèmes sociaux et politiques tout à fait différents. C'est précisément par le désir d'imposer aux autres ces systèmes que les peuples se battent, ou pour remplir le programme que leur ont fait adopter les conclusions qu'ils tirent de la science. Remarquons ici que point n'est besoin pour un peuple de se battre pour un idéal, au sens courant du mot, pour qu'il se trouve compris dans la définition ci-dessus. En effet, si certaines espèces se battent pour imposer aux autres ce qu'elles croient être la vérité, d'autres le font parce que leur psychisme les a conduits à une conception anormale du sens de la vie. Un peuple comme l'Angleterre, par exemple, ne poursuivra jamais une guerre que dans un but essentiellement pratique et rentrant dans le programme d'enrichissement par tous les moyens que les politiciens d'outre-Manche ont tracé à leur nation, inspirés qu'ils ont été par la dominante psychologique du peuple anglais.

Hostile par principe à toute anticipation sur l'avenir, je crois cependant pouvoir dire que, si l'on veut bien admettre les données qui viennent d'être exposées, il est possible non seulement de comprendre le passé et d'interpréter le présent, mais aussi d'entrevoir quelque chose du futur.

En tenant compte des deux lois de l'évolution que nous avons signalées, on comprendra comment le monde, qui n'avait aucun intérêt *apparent* à cela, a pu entrer dans une période de luttes qui ne fait que commencer.

Rivalités commerciales, politique coloniale, impérialisme, il y a de tout cela dans le conflit actuel ; ce sont là des arguments logiques indispensables aux peuples, qui ont besoin de justifier leurs actes à leurs propres yeux par un prétexte raisonnable et qui veulent comprendre ce qu'ils font et croient le comprendre. Mais derrière cette façade, la réalité se présente tout autre :

Certains peuples en pleine phase d'évolution régressive, les Français et les Italiens, sont en voie de disparaître de l'histoire du monde en tant qu'espèces psychologiques et luttent, dans les derniers spasmes de leur agonie, pour donner et se donner l'illusion d'une vitalité qui leur échappe.

D'autres espèces, au contraire, sont en plein apogée d'évolution ; ce sont les Anglais et les Allemands, qui se proposent,

les premiers de dominer le monde, les seconds de faire respecter l'idéal qu'ils se sont fait de la morale et de la vérité.

Enfin, d'autres espèces encore s'éveillent seulement à la culture ; ce sont les Russes et les Japonais, et elles se ruent à la conquête de l'Occident, ardentes à user leurs jeunes forces.

La bataille ne fait que commencer ; la paix qui surviendra sera suivie d'autres guerres et le calme ne se fera, temporairement, que lorsque l'une de ces espèces psychiques aura dominé, vaincu, par la force et par l'esprit, les autres espèces. A l'empire d'Alexandre, à Rome, à Carthage, à la puissance espagnole, à la France victorieuse des siècles passés, d'autres vainqueurs succéderont qui imposeront au monde leur culture et leur pensée.

TULIO DE BÜLOW.

LA PART DU TSARISME PENDANT LA GUERRE⁽¹⁾

«La guerre actuelle éclata par suite des aspirations impérialistes prévalant parmi les classes gouvernementales de tous les pays, et tendant à l'usurpation de nouveaux marchés et la soumission des petites et faibles nations à leur influence économique et politique». (Extrait d'une résolution prise par les délégués du Congrès des ouvriers et soldats de toutes les Russies). (*Times*, 28 juin 1917.)⁽²⁾

Quelques-uns d'entre nous ont actuellement l'occasion de se faire une intéressante idée sur l'effet produit par les offres de paix du comité exécutif de l'U. D. C. sur les membres influents de ce qu'on appelle les hautes classes de la société anglaise, des hommes qui représentent les chefs de l'Etat, de l'église, et de la littérature. On découvre ainsi combien persistante, combien forte est encore l'idée qu'il faut punir l'ennemi. Le fait que les propositions publiées par le comité exécutif sont vierges de cette idée de punition, semble

⁽¹⁾ Nous ne pouvons nous abstenir de publier encore cet article de l'intrépide chercheur de la vérité qu'est M. E.-D. Morel. Nous reproduisons ici la traduction française qui a paru dans *Demain, Pages et Documents* (N° de décembre 1917).

⁽²⁾ Nous donnons ici la partie essentielle du «pamphlet» fameux qu'on reprocha à Morel d'avoir voulu acheminer en Suisse, malgré la prohibition dont sont frappés tous les tracts et brochures que fait paraître l'*Union of Democratic Control*. L'étude de Morel a paru telle quelle dans l'*U. D. C.* d'août 1917. Elle fut ensuite publiée sous forme de brochure éditée par les soins de la *National Labour Press*. Sous cette seconde forme, l'étude est précédée d'une courte introduction et suivie : a) d'une notice sur la feuille volante publiée par le *Comité pour la reprise des relations internationales* (Paris) : Qui a entraîné la France dans la guerre ; b) d'une réfutation de prétendues révélations du *Times* ; c) enfin, d'un «épilogue» ; mais la partie essentielle — et de beaucoup la plus longue — demeure l'étude qu'on trouvera ici.

élever, aux yeux de ces hommes, une barrière morale entre eux et nous. Et cette foi en la nécessité et l'efficacité d'une *punition* provient moins de la colère causée par certains actes de l'ennemi, que la conviction enracinée que l'ennemi, — et plus particulièrement l'Allemagne — fut *la cause* de la guerre, qu'il la prépara, en fit les plans, et la déchaîna au moment psychologique, en vue de buts prudemment et longuement préparés.

Cette conviction incontestablement sincère est probablement, à l'heure actuelle, un des plus sérieux obstacles à la paix, à travers tous les pays belligérants. Personnellement, je n'ai jamais douté, depuis le début de la guerre, que cette conviction ne fût enracinée, ne créât un grand sentiment d'amertume, ne la prolongeât en mettant au premier plan les principes d'honneur et d'intérêt national, et n'augmentât énormément les difficultés s'opposant à un arrangement pouvant offrir de sérieuses garanties. Considérant cette conviction comme profondément erronée, et estimant que les conséquences en seraient désastreuses, je n'ai jamais cessé de la combattre, espérant que les faits et les arguments que je mettais en avant dans ce but, pourraient créer un revirement intellectuel qui, à mon avis, s'impose dans l'intérêt de la Grande-Bretagne en particulier et du monde entier en général. En agissant ainsi, je n'obéis qu'à mes seules idées, de même que cet article n'engage nul autre que moi-même.

C'est avec une grande satisfaction que je lus l'autre jour, la déclaration suivante, due à la plume du professeur E. V. Arnold :

« Eu égard au passé, la théorie que la guerre fut amenée par la volonté délibérée du monarque allemand (telle une force faisant agir un peuple relativement pacifiste) *doit maintenant être définitivement abandonnée*,⁽¹⁾ par suite de la publication du télégramme en date du 2 juillet 1914,⁽²⁾ par lequel le chancelier allemand recommandait péremptoirement (à Vienne) les propositions anglaises de médiation. »

Deux points de cette déclaration sont d'un intérêt tout particulier. Le premier, c'est la mise au point par le professeur Arnold de ce qui, on se le rappelle, est *l'accusation fonda-*

(1) C'est moi qui souligne.

(2) *Cambridge Magazine*.

mentale portée contre l'Allemagne durant ces dernières trois années : « Théorie », dit l'auteur. Ceci prouve un grand progrès intellectuel, progrès dont il existe, en réalité, nombre d'autres preuves. Le second point à retenir, est que le professeur Arnold répudie cette « théorie », en se basant sur une preuve *unique*, qu'il tire du discours prononcé au Reichstag, en novembre 1916, par l'ex-chancelier. Ce discours peut être lu en entier dans le *Daily Telegraph* du 11 novembre 1917, et le télégramme (daté du 29 juillet 1914), rapporté par le professeur Arnold, dit :

« Si le gouvernement austro-hongrois refusait toute médiation, nous serions en présence d'une conflagration dans laquelle l'Angleterre serait contre nous, et (dans laquelle) l'Italie et la Roumanie, selon toutes probabilités, ne seraient pas avec nous ; de sorte qu'avec l'Autriche-Hongrie, nous aurions à combattre trois grandes puissances. Comme résultat de l'hostilité de l'Angleterre, l'Allemagne aurait à supporter la responsabilité principale de la guerre. Le prestige politique de l'Autriche-Hongrie, l'honneur de ses armes et ses justes réclamations contre la Serbie, peuvent être suffisamment sauvegardées par l'occupation de Belgrade et d'autres villes. Par conséquent, nous demandons, avec insistance et d'une manière urgente, au Cabinet de Vienne, de prendre en considération l'acceptation d'une médiation selon les conditions proposées. La responsabilité dans les conséquences qui pourraient se produire autrement pourrait être extrêmement grave pour l'Autriche-Hongrie et pour nous-mêmes. »

Ce n'est point là, on l'admettra, le télégramme que l'on s'attendait à voir un chancelier allemand envoyer à Vienne, s'il avait désiré que l'Autriche mit le feu aux poudres ! Notons en passant, que Sir Frank Lascelles, qui fut pendant quelques années notre ambassadeur à Berlin, dans la *Pall Mall Gazette*, du 11 juin, décrit M. Bethmann-Hollweg comme un homme « foncièrement honnête ».

Pour moi, le fait curieux, c'est que ce document, lu par le chancelier en novembre 1916, ait pu produire un tel effet sur le professeur Arnold, car, par lui-même, il ne constitue pas une révélation. Il accentue seulement ce que le fameux Livre Blanc britannique, publié en août 1914, et d'autres documents contemporains, établissent catégoriquement. Il

accentue seulement ce fait que l'accusation de seule responsabilité portée contre l'Allemagne comme ayant « criminellement attaqué ses innocents voisins »⁽¹⁾ est un des plus étonnants travestissements de la réalité qui existent dans l'histoire.

Je me propose, dans cet article, de renforcer les conclusions du professeur Arnold, et de montrer deux choses : D'abord, que dans les derniers jours de la crise, la diplomatie allemande travaillait conjointement avec nous-mêmes à faire avorter la guerre ; secondement, que ces tentatives furent déjouées par le tsar et ses ministres.

Je pense que ces vérités peuvent être établies à la satisfaction de tout être bien pensant.

Elles n'impliqueront en aucune façon la confiance en les dires des militaristes allemands, ni heurteront de front la juste et *universelle* conviction qu'il y a en Allemagne un « parti de la guerre » arrogant et agressif. Elles n'absolveront en rien la condamnation — si nettement prononcée par les socialistes allemands, — qui a frappé l'intolérable militarisme *per se*, lequel fleurit avec une grande intensité en Allemagne, étant d'une part, le résultat d'une situation stratégique précaire, et d'autre part provenant du véritable culte de l'organisation qui est une des caractéristiques de l'Allemagne moderne. Elles n'affecteront pas le jugement qui veut que la cause directe de la guerre doit être cherchée dans des fautes profondément cachées, et non dans l'incapacité criminelle des diplomates ou des gouvernements durant les quelques semaines qui précédèrent la déclaration de guerre. Les faits que je produirai ici doivent contribuer à expliquer, ce qui pour beaucoup est inexplicable, la ferme conviction de la grande masse de la nation allemande qu'elle fait, et que, dès le début, elle a fait *une guerre de défense*. Et si seulement *ceci* peut être réalisé, — par la grande masse de la nation britannique, que de vies pourraient être sauvées, que de terribles erreurs pourraient être redressées !

Il est parfaitement vrai que l'Allemagne lança le 31 juillet, un *ultimatum* au tsar et à ses ministres, demandant qu'on rapportât l'ordre de mobilisation générale, ordre qu'ils avaient

(1) *Second Thoughts*, par Miles Molleson. (*National Labour Press.*)

publié à minuit, le 30 juillet, et que, cette requête ne recevant pas de réponse, elle déclara la guerre. La puissance qui la première déclara la guerre, et qui la première ouvrit les hostilités, mérite une censure spéciale. Dans sa guerre avec le tsarisme, le Japon frappa, avec un effet mortel, avant d'avoir lancé une déclaration de guerre, mais nul n'impute au Japon l'unique responsabilité de cette guerre. Le gouvernement boer lança un *ultimatum* à la Grande-Bretagne. Mais aujourd'hui nul Anglais sincère n'admet — et les autorités, à mon avis, n'ont jamais admis, — que la seule responsabilité de la guerre des Boers repose sur les ex-républiques africaines. Même, si dans le cas de l'Allemagne, on admet, ce qui ne l'est pas dans le cas du Japon ou dans le cas du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange, que la puissance qui déclara la guerre actuelle doit être tenue comme particulièrement blâmable, le fait en lui-même n'apporte aucune preuve de ce que cette puissance ait délibérément travesti les événements dans le but de se pourvoir d'une excuse pour son acte. Cette accusation exige une preuve. Si une preuve apportée par les ennemis mêmes de la puissance en question établit que ceux qui dirigèrent sa politique, lorsque la crise fut à son point culminant, coopérèrent en fait avec d'autres pour prévenir des complications qui, *dans leurs vues publiquement exprimées*, les obligeraient à déclarer la guerre, alors l'accusation s'effondre. Une condamnation demeurera, mais elle sera d'une autre nature, elle sera limitée à sa juste mesure. Cette juste mesure est de voir s'il y avait matière à considérer la suite des événements comme justifiant un *ultimatum* et une déclaration de guerre. Ce que j'ai retenu du moment où j'eus fini de compulsier le Livre Bleu britannique, en le comparant avec le discours de Sir E. Grey, le 3 août, et avec tout ce qui est publiquement accessible dans la question, ce que j'en ai retenu est que l'accusation portée contre l'Allemagne, — soit l'accusation contre une Allemagne criminelle entre d'innocents voisins, — l'accusation que le professeur Arnold base maintenant sur l'appui d'un document *unique*, n'a jamais eu aucun fondement en fait. J'ai retenu que l'Allemagne, aussitôt qu'elle réalisa l'imminence du danger de guerre, tenta de modérer l'Autriche-Hongrie, et, avec l'aide de la Grande-Bretagne, y parvint, à la onzième heure ; que le tsar et ses ministres ruinèrent cette tentative par leur ordre délibéré de mobilisa-

tion générale (c'est-à-dire de mobilisation contre l'Allemagne, car elle avait déjà mobilisé contre l'Autriche-Hongrie), *ordre qui, ils le savaient, signifiait la guerre.*

Le Tsarisme est mort ! Vive la vérité !

Il n'est pas question de pénétrer ici dans le débat original austro-russe, dont la Serbie fut le prétexte. Ceux qui jetèrent le blâme tout entier sur l'Autriche, savent le moins des intrigues persistantes créées par les agents du tsarisme, intrigues dont la Serbie fut le centre, et qui tendaient à la destruction de la monarchie austro-hongroise. Mais il est maintenant possible, grâce à la révolution russe, d'écrire avec plus de liberté sur la question vitale qui est le sujet de cet article. Le peuple anglais doit à ses frères russes le bonheur de ne plus être l'allié du tsarisme, le partenaire des instigateurs officiels des massacres juifs, des exécuteurs et des bourreaux de prisonniers politiques. Il ne doit aucun hommage aux mânes du despotisme corrompu qui, ces dernières années, demeurait debout sur les tombes des nationalités supprimées et sur les cadavres des innombrables martyrs politiques, uniquement grâce à la bénévole assistance de la diplomatie et de la finance anglo-françaises. Il ne doit aucune allégeance aux individus qui le lièrent à ce monstre grâce à des traités consommés derrière son dos, dans l'obscurité et le secret.

Reconstituons donc la situation telle qu'elle était le 30 juillet 1914. Lord Grey avait retiré sa proposition en date du 25 juillet d'une conférence destinée à arbitrer le différend austro-serbe. (1) Il l'avait retirée en faveur de la proposition d'une médiation allemande entre l'Autriche et la Russie, ayant pour objet d'amener leurs gouvernements à renouer les relations diplomatiques. (2) Il l'avait retirée, en approuvant pleinement la contre-proposition allemande comme étant la meilleure. L'Allemagne, dont la médiation directe avait aussi été cherchée par le tsar, dans un télégramme à l'Empereur, pressait vive-

(1) La Cour d'arbitrage aurait été composée de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, imbue de tendances anti-autrichiennes, et de l'Allemagne. Il est inconcevable que l'Autriche-Hongrie eût consenti à paraître devant un pareil tribunal, il est inconcevable que lord Grey ait jamais pu croire qu'elle y consentit. Sa composition naturellement plaisait à la Russie.

(2) *Libre Bleu britannique*, No 67.

ment Vienne à rouvrir des négociations directes avec la Russie ; nous en avons, depuis novembre de l'année dernière la nouvelle preuve qui a converti le professeur Arnold. ⁽¹⁾ Elle rencontrait la résistance du parti de la guerre à Vienne, lequel était fort et dont l'influence sur la cour et l'élément *jingo* de la population avait grandi proportionnellement à la mobilisation partielle russe (c'est-à-dire la mobilisation contre l'Autriche-Hongrie), qui avait été ordonnée le jour avant (29 juillet).

Mais voici qui est encore plus important. Sir E. Grey et le prince Lichnowski s'étaient mis d'accord pour une proposition à faire à l'Autriche. Berlin avait favorablement accueilli l'idée et l'avait transmise à Vienne. Londres et Paris la transmirent à Pétersbourg, en l'incitant à l'accepter. Tous deux, Paris et Londres avaient accompagné leurs représentations d'une indication très nette qu'il fallait renoncer de la part du tsar à toute nouvelle démonstration militaire.

Quelle fut cette proposition ? Voici : L'Autriche-Hongrie consentirait à borner son avance en Serbie à Belgrade, et, après avoir occupé cette place et ses alentours immédiats se déclarerait prête à discuter un arrangement (c'est-à-dire à accepter une médiation), à condition, bien entendu, que les préparatifs militaires des grandes puissances cesseraient aussitôt. Ceci concernait plus particulièrement le gouvernement russe, qui avait mobilisé ses armées du sud contre l'Autriche, dès la veille, 29 juillet, et qui fut la première grande puissance décidée à prendre une mesure directement menaçante contre une autre puissance.

Blâmons donc aussi fort que nous voudrions les dirigeants de l'Allemagne pour ne pas avoir empêché l'Autriche d'entrer dans la voie qu'elle suivit envers la Serbie. Blâmons-les encore plus pour l'incompétence de leur diplomatie, qui ne sut pas reconnaître l'influence du parti de la guerre à Pétersbourg. Mais admettons ainsi que nous devons le faire par la force du témoignage fourni par notre *Livre Bleu*, qu'à ce moment du conflit, — moment décisif —, ils firent leur possible pour éviter un désastre. Jusque-là, leur part de respon-

(1) Mais le télégramme de M. Bethmann-Hollweg du 30 à l'ambassadeur allemand à Vienne, publié dans la *Westminster Gazette* du 1^{er} août 1914, fut tout aussi net. Voir *Truth and the War*, p. p. 32—33.

sabilité dans la catastrophe, bien qu'indirecte, apparaît cependant clairement. La part de l'Autriche est directe et hors de doute. A partir de ce moment, la responsabilité capitale du tsarisme devient manifeste, ainsi que nous le verrons.

Il n'y a pas d'erreur concernant l'importance qu'on attachait à Berlin, Paris et Londres, à cette proposition anglo-allemande, et concernant *l'urgence qu'il y avait pour la Russie de renoncer à d'autres démonstrations militaires.*

« Si l'Autriche, — télégraphiait lord Grey, à l'ambassadeur britannique à Pétersbourg, — ayant occupé Belgrade et le territoire serbe environnant, se déclare prête, dans l'intérêt de la paix européenne, à cesser son avance, et à discuter comment on pourrait arriver à un complet arrangement, alors j'espère que la Russie voudra aussi consentir à la discussion et à suspendre de nouvelles opérations militaires, à condition que les autres puissances fassent de même. (1) »

« Je considère donc, — télégraphiait à son tour le premier ministre français, secrétaire aux affaires étrangères, à l'ambassadeur français à Pétersbourg, — qu'il serait bon que, en ce qui concerne les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie estime qu'il est nécessaire de procéder, *elle ne fasse aucun pas qui puisse offrir à l'Allemagne le prétexte à la mobilisation partielle de ses forces.* » (2)

« Mon gouvernement — télégraphiait le roi Georges au prince Henri de Prusse, frère de l'empereur, — *fait tout ce qu'il est possible pour amener la Russie et la France à cesser leurs préparatifs militaires, si l'Autriche-Hongrie veut se contenter d'occuper Belgrade et les parties adjacentes de la Serbie, comme un gage de la conclusion d'un arrangement satisfaisant, à condition qu'en même temps les autres pays cessent leurs préparatifs de guerre. Je compte sur la grande influence de l'empereur pour obtenir que l'Autriche accepte cette proposition. Il prouvera ainsi que l'Allemagne et l'Angleterre travaillent ensemble à prévenir une calamité internationale.* »

Telle donc était la situation le 30 juillet, lorsque dans

(1) *Livre Bleu* anglais, n° 130.

(2) *Livre Jaune* français, n° 105.

la nuit qui suivit, le tsar assembla son conseil de guerre. L'Autriche et la Russie allaient-elles accepter l'offre qui leur était faite ? Si elles acceptaient, l'Europe était sauvée au bord même du précipice. Si elles refusaient, le dernier espoir s'évanouissait.

L'Autriche-Hongrie accepte. — Le tsarisme mobilise.

L'Autriche accepte. Elle télégraphia son acceptation à Berlin, Londres et Pétersbourg. Quand ? Son propre *Livre Rouge*, — du moins notre traduction, — dit le 31 juillet. L'ex-chancelier allemand aurait affirmé dans son discours du 30 novembre 1916, que l'accusation de l'Autriche aurait été remise à Pétersbourg « dans la nuit du 30 juillet ». Je ne puis trouver aucune confirmation de cette déclaration, et, à défaut de cette déclaration, je la néglige. *Mais l'Autriche-Hongrie accepte*, sinon le 30, en tous cas le 31. *Ceci est de notoriété publique.*

Que firent le tsar et ses ministres ? Quelle fut leur réponse ? Leur réponse fut un ordre de mobilisation de toutes les armes de Russie ! *Leur réponse fut, par conséquent, de mobiliser contre l'Allemagne, — contre l'Allemagne dont le tsar dix heures auparavant avait remercié* ⁽¹⁾ de « tout son cœur » l'empereur « pour une médiation qu'il appréciait hautement. » ⁽²⁾

En d'autres mots, le tsar et ses ministres ⁽³⁾ firent délibérément, en pleine connaissance des conséquences, la démarche qui signifiait la guerre. Ils la firent sans consulter leur alliée la France ; sans consulter leur « amie » la Grande Bretagne. Ils la firent sachant que l'Allemagne et la Grande-Bretagne travaillaient ensemble et avaient produit en commun une proposition qui avait, ce même jour, été transmise à Vienne, et qu'ils avaient de bonnes raisons de croire que l'Autriche-Hongrie

⁽¹⁾ *Le même jour que le tsar prit cette mesure provocante*, il télégraphiait à l'empereur, le remerciant de son télégramme conciliant, et remarquant « qu'il serait bon de soumettre le débat austro-serbe à la conférence de la Haye. »

⁽²⁾ *Livre Blanc* allemand 23 a. La dépêche du tsar était datée du 30 juillet, à 1 h. 20 du matin.

⁽³⁾ La camarilla de Pétersbourg, dont les membres sont aujourd'hui soit en prison (l'homme qui était ministre de la guerre en juillet 1914 attend son jugement pour haute trahison) soit disgraciés et répudiés par la nouvelle Russie.

accepterait. Car ils savaient que l'Allemagne pressait énergiquement son allié d'agréer. Ils savaient aussi que, de toutes les puissances menacées de guerre, la Russie était la moins vulnérable et pouvait le mieux attendre les événements.

Mais ils ne voulaient pas attendre, ils ne désiraient pas attendre. Une acceptation de l'Autriche signifiait la paix, malgré l'irritation grandissante produite par la mobilisation de la veille contre ce pays. *Ils ne désiraient pas la paix, ils désiraient la guerre.* Ils savaient que la diplomatie officielle anglaise, allemande et française, ainsi que les monarques anglais et allemand travaillaient toujours pour la paix. Mais ils savaient aussi qu'ils pourraient feindre d'ignorer cela, parce que, quoi qu'ils pussent faire, ils tenaient la France, et par la France, la Grande-Bretagne. L'Entente en réalité était prise dans le traquenard de sa propre politique secrète. Le tsarisme, dont elle avait si longtemps toléré les crimes, la tenait par la gorge.

Le jour avant (29 juillet), le ministre français des affaires étrangères avait informé l'ambassadeur de Russie à Paris que la France serait aux côtés de la Russie. (1) L'ambassadeur français avait dit la même chose à lord Grey. (2) Lord Grey avait averti l'ambassadeur anglais à Londres de l'improbabilité qu'il y avait à voir l'Angleterre demeurer à part. (3) Lord Grey avait informé l'ambassadeur français de ce qu'il avait dit à son collègue et celui-ci avait immédiatement transmis la nouvelle à Paris. Ainsi le 30 juillet, la camarilla de Pétersbourg avait la satisfaction de savoir qu'elle pouvait aller de l'avant. *Elle fit le premier pas en mobilisant contre l'Autriche-Hongrie.* Ce jour-là, le représentant de Reuter à Pétersbourg télégraphia ce qui suit :

« Aux yeux des Russes, le sort en est jeté, et seul un miracle politique peut faire avorter la guerre. Une mobilisation partielle a déjà été ordonnée, et tout indique que la totalité de la vaste machine de guerre sera bientôt mise en mouvement. Un manifeste impérial est attendu ce soir. *Confiant en l'appui de l'Angleterre, dont on ne doute guère plus, le public russe se prépare à la guerre.* »

(1) *Livre Orange* russe, n° 55.

(2) *Livre Bleu* anglais, n° 87.

(3) *Livre Bleu* anglais, nos 87 et 89.

Même si l'ombre d'un doute restait, il s'évanouit le 30 juillet. La flotte anglaise, entièrement mobilisée, avait quitté Portland. Dans son télégramme Reuter, de Pétersbourg, le 30, on disait que cet événement « a causé une immense impression et, venant avec les assurances du Japon, a plus que confirmé la détermination russe de faire appel aux armes », en d'autres mots : de faire éclater la guerre au moment où la paix était à portée !

« Aujourd'hui (30 juillet), — mandait le ministre belge à Pétersbourg à son gouvernement, — on a à Pétersbourg la conviction que l'Angleterre a promis d'appuyer la France. Le secours promis est de la plus haute importance, et n'a pas peu contribué à donner de la force au parti de la guerre. » ⁽¹⁾

Ce même jour, le ministre français des affaires étrangères, président du conseil, avait répété ses assurances à l'ambassadeur russe à Paris, auquel il tint un langage catégorique.

« La France est résolue à remplir toutes les obligations de son alliance. » ⁽²⁾

La France ! La France ne savait même pas quelles étaient ses obligations ; elle ne le sait même pas aujourd'hui ! Tout ce que la France sait, hélas ! c'est le *prix* des accords secrets conclus entre les politiciens et les financiers français et le tsarisme, — qui les utilisa pour son propre avantage.

Le jeu de la camarilla de Pétersbourg était clair. Les hommes dont les mains étaient souillées de sang d'innombrables citoyens russes, de vices monstrueux et de superstitions sanguinaires, firent sans hésiter le geste qu'ils savaient devoir mettre le feu aux poudres, le geste qui obligea les social-démocrates allemands à faire bloc avec leurs ennemis politiques, et qui, en fait, provoqua l'union étroite de toute l'Allemagne. Et cela dans quel but, en vue de quel résultat ? Des agents du tsarisme dans la presse l'ont ouvertement déclaré auparavant, mais depuis le masque fut arraché par degrés pour laisser voir un impérialisme effréné, avec Constantinople pour pivot, et comme accompagnement nécessaire la destruction de l'Autriche-Hongrie, et la domination des Balkans tout entiers. C'est dans ce but que le tsarisme déchaîna la guerre.

⁽¹⁾ *Norddeutsche Allgemeine Zeitung.*

⁽²⁾ *Livre Jaune* français, n° 101.

... Dès ce moment, l'action de l'Allemagne devient comparable à ses deux parallèles britanniques les plus récents : la guerre russo-japonaise et la guerre des Boers.

Ainsi l'action de l'Allemagne peut être condamnée *urbi et orbi*, sans qu'on puisse la convaincre (pas plus que le Japon ou les républiques boers ne furent convaincus) d'avoir à porter la seule responsabilité de la guerre, c'est-à-dire d'être le criminel assaillant soudainement des voisins innocents et non préparés. La disparition d'accusation détruit aussi la justification d'une *punition*. Or, on parle toujours de punition dans le peuple anglais, et cette idée gouverne et dirige la politique du cabinet de guerre.

La vérité, c'est que le tsar et ses ministres, en dépit des avertissements et des recommandations de l'Angleterre et de la France, donnèrent des ordres en vue d'une mobilisation générale qu'ils savaient devoir rendre impossible une solution pacifique du conflit *et cela non pas comme aboutissant de la tension internationale, mais bien au moment précis où une chance de salut venait d'apparaître.*

Je puis ici terminer mon article, en rappelant trois faits :

1. Outre les nombreux avertissements exprimés par Berlin et rapportés dans les documents diplomatiques, sir Georges Buchanan, ambassadeur anglais à Pétersbourg, dit au ministre des affaires étrangères du tsar, le 25 juillet, soit quatre jours avant que la Russie mobilisât contre l'Autriche-Hongrie et cinq jours avant qu'elle mobilisât contre l'Allemagne :

— « Si la Russie mobilise, l'Allemagne ne se contentera pas de mobiliser à son tour, pour donner à la Russie le temps d'achever sa mobilisation. Elle déclarera probablement la guerre sur le champ. ⁽¹⁾ »

En d'autres termes, l'ambassadeur anglais considérait qu'une mobilisation russe serait, dans les conditions où se trouvait l'Europe, un acte virtuel de guerre.

2. Contrairement à la croyance exprimée par sir George Buchanan, l'Allemagne ne déclara pas immédiatement la guerre après avoir appris — probablement vers midi, le 31 juillet — la mobilisation générale russe. A 2 heures après-midi on déclara la *Kriegszustand*, soit l'étape précédant la mobi-

(1) *Livre Bleu* anglais, n° 17.

lisat'on. L'ultimatum demandant la démobilisation russe s'ensuivit. La déclaration de guerre fut remise le 1^{er} août, à 7 h. 10 du soir. Il s'écoulera donc quelques 30 heures entre le moment où la mobilisation générale russe fut connue en Allemagne et la déclaration de guerre par l'Allemagne. Je ne puis trouver aucune trace de démarches qui auraient été faites par la diplomatie de l'Entente en vue de désassocier les puissances occidentales d'avec l'acte commis par le tsarisme, acte qui, — il est bon de le répéter encore — allait à l'encontre des désirs de l'Angleterre et la France, — ainsi qu'il est prouvé officiellement.

3. La prétention que l'Allemagne n'avait rien à craindre de la mobilisation russe totale, semble pouvoir être réfutée par les faits de la guerre qui furent ceux-ci : Le 3 août, les Russes attaquent Memel. (1) Le 5, ils franchirent encore la frontière à Lyck. Le 7, l'armée de Rennenkampf traversa la frontière à Souwalki, tandis que Samsonoff, avec cinq corps d'armée, s'avancait par la route de Ulawa. Le 20, les Allemands étaient défaits à Gumbinen. Le 21, à Franckenau et à Orlau. Le 25, — soit 24 jours après la déclaration de guerre, — la totalité de la Prusse orientale jusqu'à la Vistule était entre les mains des Russes et on ouvrait à Pétersbourg une souscription en faveur du premier soldat qui entrerait à Berlin. Je suppose que les faits mis en avant dans cet article, tout en n'absolvant pas, — je l'ai déjà dit, — et en n'ayant même aucune intention d'absoudre l'Autriche et l'Allemagne d'une large part dans les responsabilités de la guerre, fournissent la preuve qu'à l'heure suprême de la crise, une responsabilité particulière pesa sur le tsarisme. Ils viennent à l'appui de ce que j'ai soutenu depuis que la guerre éclata, soit qu'une *politique de punition*, basée sur l'accusation que l'Allemagne est seule responsable, doit aboutir à un désastre, parce que l'accusation est fausse, et parce qu'une politique nationale inspirée par une croyance en ce qui est faux ne peut manquer d'avoir des conséquences lamentables pour la nation par laquelle la vérité a été méconnue.

(1) Selon l'ambassadeur austro-hongrois à Berlin, ils franchirent la frontière à Schniden, probablement le 2 ; la dépêche est datée du 2. (*Livre Rouge* autrichien, n° 56.)

CHRONIQUE DE LA GUERRE

8 février 1918.

Malgré les beaux et très modérés discours de MM. Czernin et Hertling, la cause de la paix n'a pas fait de progrès. Nos hommes d'État affirment en vain leur volonté de conclure une paix basée sur le droit : du côté de l'Entente on leur répond invariablement que le droit, la justice, etc. sont synonymes de ce que veulent les glorieux Alliés. Les phrases de l'Entente ont, à ses yeux, force de loi ; les Alliés se réservent à eux seuls de définir « les principes de liberté, de justice, de respect pour le droit des nations » ; les représentants des puissances centrales ont beaux dire qu'ils n'ont pas d'autres vues que de faire triompher ces principes ; on leur déclare que ce n'est plus la même chose ! Prononcés par nous, les mots de « droit », de « justice », etc., signifient « militarisme », « barbarie », « oppression ». Les phraseurs de l'Entente ont créé un monde à leur image, — comme il convient à des rédempteurs appelés à sauver l'humanité du gouffre de perdition où cette méchante Allemagne pense la précipiter, — et, dans ce monde, tout est arrangé de manière à faire écho aux fanfares chères aux Alliés . . . Ils crient : Nous luttons pour la liberté du monde, et l'écho répond : Oui, vous luttez pour la liberté du monde ; ils crient : Nous sommes les soldats de la vérité, de la beauté, de la bonté, et l'écho répond : Oui, vous êtes les soldats de la vérité, de la beauté, de la bonté ; ils crient : Nous voulons la victoire, et l'écho répond : Vous aurez la victoire . . . N'est-ce pas commode ?

On n'aurait rien à objecter à ce jeu, s'il était inoffensif ; mais, comme c'est grâce à lui que nous assistons depuis plus

de trois ans à une catastrophe sans pareille, nous devons admirer la patience des peuples ententistes, qui se laissent bernier par une camarilla de meneurs aussi fous que criminels. Nous l'avons déjà dit et redit dans ces pages : rien de plus stupide et de plus odieux que le spectacle tragi-comique de l'attitude des Alliés, qui rabâchent sans cesse des phrases ineptes sur le rôle sublime qu'ils se sont adjugé et qu'ils déclarent devoir remplir ici-bas pour le bien de l'humanité. Quoi qu'on leur dise, c'est en vain. La mégalomanie qui s'est emparée des gouvernants adverses démontre une chose : c'est qu'il faut lutter jusqu'à ce que les peuples ententistes se réveillent et envoient au diable ou aux tranchées les jusqu'aboutistes enragés du genre Clemenceau, Lloyd George, etc. Tant que les Français et les Anglais ne se révolteront pas contre le terrorisme de ces rhéteurs, la paix ne pourra se faire. Quant à nous, nous avons toujours été de cet avis et nous ne sommes pas surpris que la dernière conférence de Versailles ait accouché d'une décision monumentale, par laquelle nos adversaires nous menacent de nouveau de faire durer la guerre jusqu'à leur victoire, c'est-à-dire jusqu'au jour où sonnera la trompette du jugement dernier. C'est un peu long, mais que faire ? Patientons. Voici le communiqué désormais historique publié à l'issue de la conférence, qui a pris fin le 2 février après midi, à 15 heures 30 (ceci pour les historiens futurs de la grande guerre) :

« Le Conseil supérieur de la guerre a examiné avec le plus grand soin les déclarations récentes du chancelier allemand et du ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.

« Il lui a été impossible de ne rien trouver qui se rapproche des conditions modérées formulées par tous les gouvernements alliés. Cette conviction n'a pu être que fortifiée par l'impression qu'a produit le contraste entre les prétendues fins idéalistes en vue desquelles les puissances centrales ont entamé les négociations de Brest-Litowsk et dans la conquête et la spoliation aujourd'hui mises à jour. Dans ces conditions, le conseil supérieur de la guerre a jugé que son seul devoir immédiat était d'en assurer la continuation avec la dernière énergie et par la coopération la plus étroite et la plus efficace de l'effort militaire des Alliés. Cet effort devra se poursuivre jusqu'à ce qu'il ait amené chez les gouvernements et chez les peuples ennemis un changement de dispositions propre à donner l'espoir d'une

paix conclue sur des bases n'impliquant pas l'abandon, devant le militarisme agressif impénitent, de tous les principes que les Alliés sont résolus à faire triompher, principes de liberté, de justice et de respect pour le droit des nations.»

La victoire militaire de l'Entente ! Combien de fois avons-nous déjà entendu ce langage creux, hypocrite et mensonger ! Combien de temps s'écoulera encore jusqu'à ce que reviennent à la réalité les sinistres cabotins qui jouent sur la scène du monde la farce sanglante qui menace de ruine toute l'Europe ? Nous ne savons, et nous ne pouvons que nous résigner à attendre « la victoire militaire de l'Entente » et, par là, le triomphe du droit . . .

Les négociations de Brest-Litowsk continuent, mais, vu l'état chaotique où se trouvent les différents Etats indépendants qui sont en train de se constituer au sein de l'ancienne Russie, nous ne savons si elles aboutiront. Le fait est que la doctrine maximaliste que MM. Trotzky et Lénine prêchent avec ardeur à cette occasion ne gagnera pas beaucoup d'adeptes, si le régime des bolchéviks continue à combattre par le feu et le glaive toute opinion qui ne lui agrée point. Le réquisitoire prononcé par M. Lubinski, chef de la délégation ukrainienne, est très significatif à cet égard. Nous reproduisons ici quelques passages de la déclaration que M. Lubinski vient de faire à Brest-Litowsk en réponse à M. Trotzky :

« Le gouvernement bolchéviki s'éloigne de l'idéal fédératif qui anime les chefs des peuples non dirigeants. Tout comme ses prédécesseurs sur le trône, lesquels ont été abattus par les efforts communs, non seulement de la révolution sociale, mais aussi de la révolution nationale, le gouvernement des bolchéviks n'a proclamé le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que pour combattre ce principe d'une façon d'autant plus radicale dans son application pratique. Les déclarations sonores des bolchéviks sur la complète liberté des peuples de la Russie ne sont que de grossières manœuvres démagogiques. Le gouvernement des bolchéviks, qui a dispersé l'Assemblée constituante et ne s'appuie que sur les baïonnettes des mercenaires de la Garde Rouge, ne se décidera jamais à introduire en Russie même les principes hautement justes du droit de libre disposition, car il sait très bien que, non seulement les nombreuses républiques de l'Ukraine, du territoire du Don, du Caucase et autres,

ne le reconnaîtront pas comme leur gouvernement, mais que le peuple russe lui-même lui refusera cette reconnaissance. Ce n'est que par crainte de l'essor des Républiques nationales que les bolchéviks, avec leur instinct inné de la démagogie, se sont fait un tremplin du droit de libre disposition, cela aussi bien en Russie même qu'ici, à la conférence de paix. Pour combattre l'exécution de ce principe, ils ont recours non seulement aux troupes mercenaires de la Garde Rouge, mais encore à des moyens plus graves et plus inadmissibles : ils suppriment les journaux, dispersent les assemblées politiques, arrêtent les hommes politiques qui s'y étaient rendus et en viennent finalement à miner l'autorité de telle ou telle des jeunes républiques par des exposés complètement faux et tendancieux. Des socialistes connus et de vieux révolutionnaires sont accusés par eux d'être des bourgeois ou des contre-révolutionnaires. Le gouvernement des bolchéviks a déclaré la guerre sainte de la République, en exigeant l'évincement de tout gouvernement bourgeois, le gouvernement socialiste des bolchéviks ne voulant, prétend-il, engager aucun pourparler avec un gouvernement pareil, même sur les moyens de mettre fin à une guerre fratricide.

« Ainsi le gouvernement bolchéviki applique, au lieu du principe du droit de libre disposition, le principe d'anarchie et de désorganisation, car il sait qu'il est plus facile de détruire que de créer, et se souvient de la parole : « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ! » La lutte du gouvernement de Pétrograde contre le gouvernement de la République ukrainienne et le manque évident de sincérité que les bolchéviks ont mis au jour dans la question de la reconnaissance de notre délégation, ont éveillé chez nous dès longtemps des soupçons, non sans fondement. Nous étions persuadés que Trotzky ne tarderait pas à revenir sur les paroles parfaitement claires et sans équivoque par lesquelles il avait reconnu notre délégation comme la représentation autorisée de notre République. Nos prévisions se sont réalisées. Le jour où nous sommes partis pour Kiev, où nous devons recevoir des instructions définitives, une nouvelle délégation est arrivée ici de Pétrograde et de Dunabourg, à l'instigation et avec la coopération des bolchéviks, avec la mission de miner notre autorité aux yeux des classes ouvrières d'Europe. »

Pour établir le caractère usurpatoire de cette délégation, M. Lubinsky fait ici un exposé des conditions dans lesquelles s'est constituée la République de l'Ukraine. Il rappelle que le peuple ukrainien s'était préparé de longue date à saisir la première occasion de se former en Etat. Les ouvriers, soldats et paysans ukrainiens, marchant la main dans la main avec la classe intellectuelle, ont constitué la Rada, en faisant appel également aux groupes de population allogènes. La Rada avait ainsi un caractère d'universalité. Elle nomma le premier gouvernement ukrainien, le Secrétariat général. C'est ainsi que le peuple ukrainien a créé lui-même l'Etat qui porte son nom, sans donner lieu à aucune immixtion du gouvernement de Pétrograde. Mais par suite d'une tradition du régime tsariste, les garnisons de l'Ukraine étaient formées en majeure partie de troupes non-ukrainiennes. Pendant la révolution, il ne fut pas possible d'éloigner ces troupes pour faire rentrer au pays, à leur place, les soldats ukrainiens. Il arriva ainsi que, tandis que les corps ukrainiens dispersés sur les divers fronts envoyaient à Kiev des délégués pour constituer la Rada militaire, qui est un élément de la Rada centrale, les troupes non-ukrainiennes nommèrent dans quelques villes de l'Ukraine des conseils de soldats, qui n'exercèrent d'ailleurs aucune influence sur la vie publique des milieux ukrainiens.

« Or, désireux de s'immiscer, sous un prétexte quelconque, dans la vie intérieure des Ukrainiens, continue M. Lubinsky, les bolchéviks de Pétrograde commencèrent par demander au gouvernement ukrainien que tout le pouvoir gouvernemental en Ukraine fût transmis précisément à ces conseils de soldats, sans le moindre souci de la condition posée par les négociateurs maximalistes eux-mêmes à la conférence de Brest-Litowsk, à savoir que toutes troupes étrangères devaient être retirées des territoires occupés. Le gouvernement ukrainien ne pouvait naturellement se prêter à l'exigence des bolchéviks.

« Le deuxième prétexte à intervention dans la vie intérieure de notre République fut la demande du gouvernement de Pétrograde d'organiser de nouvelles élections de la Rada centrale. Sans m'arrêter au fait qu'une exigence de ce genre était une violation manifeste du principe des nationalités, elle était aussi impossible à satisfaire, parce que le règlement pour la représentation à la Rada donne aux électeurs le droit

de rappeler à chaque instant leur représentant à la Rada et de le remplacer par un autre. Les élections qui eurent lieu fin novembre écoulé pour l'assemblée constituante de toute la Russie furent sur tout le territoire de l'Ukraine une éclatante victoire de la Rada centrale ukrainienne et des partis organisés dans son sein, puisque plus du 75 pour cent des candidats présentés par les listes ukrainiennes furent élus.»

M. Lubinsky cite certains résultats des élections pour appuyer ses dires et montrer que la Rada de Kiev s'appuie sur les masses au nom desquelles elle parle. Puis il poursuit :

«Le gouvernement de Pétrograde déclare maintenant vouloir recourir au dernier moyen. Il a convoqué le 3 décembre à Kiev, avec l'assentiment tacite de la Rada centrale, le congrès ukrainien des soldats et paysans. Ce congrès réunit environ deux mille délégués. Contrairement à l'attente de ses organisateurs, il a commencé ses séances par des ovations à la Rada centrale de Kiev et à son président M. le professeur Gruszevski. Ses délégués ont exprimé leur confiance à la Rada centrale par une majorité considérable.

«A la suite de quoi, un petit groupe de bolchéviks, comprenant environ quatre-vingts personnes, s'enfuit du congrès, émigrant à Kharkof, et se proclama le nouveau gouvernement de la république ukrainienne. Les commissaires du peuple envoyèrent des bandes non organisées de la Garde rouge pour piller la population du gouvernement de Kharkof et protéger le gouvernement de Kharkof contre les habitants du pays. C'est ainsi que naquit le gouvernement de Kharkof et ce sont là les forces sur lesquelles il s'appuie !»

La délégation finlandaise, elle aussi, a eu lieu de se plaindre de la façon étrange dont les fidèles de M. Trotzky interprètent «le droit des petits peuples de disposer librement de leur sort» ; mais il se peut que, malgré tout, on finisse par s'entendre à Brest-Litowsk entre les puissances centrales, les Russes, les Ukrainiens et les Finlandais. Qui vivra verra.

HISTORICUS.

LE VINGTIÈME SIÈCLE

(HUSZADIK SZÁZAD)

Revue de sciences sociales et politiques
Organe de la Société des Sciences sociales

Rédacteur en chef: OSCAR JÁSZI.

Essais et études, revues et notes rentrant dans le domaine des sciences politiques, sociales et économiques. Rubrique spéciale consacrée à la critique des livres nouveaux. **Le Vingtième Siècle** paraît tous les mois, chaque numéro contient 64-72 pages.

Prix d'abonnement: une année 36 couronnes; six mois 18 couronnes.

Envoi de spécimen sur demande. Rédaction et administration: Budapest, VI., Anker-köz 2.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME
DE BANQUE

Budapest, V, Fűrdő-utca 3.
Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Téléphone: 32-72, 42-74, 176-72,
162-70, 176-71, 176-73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association: le comte Aladár Széchenyi. Vice-Président: le comte Thomas Erdődy. Direction: Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

LOTERIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME

BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Bern					Budapest—Predeal—Bucarest					
	200	<i>d.</i>	Budapest Ouest..... <i>a.</i>	—	210	925	<i>d.</i>	Budapest	125	735
	600	<i>a.</i>	Vienne (Marchegg) <i>d.</i>	—	633	329	<i>a.</i>	Predeal	842	1220
	205	<i>d.</i>	Budapest Est. <i>a.</i>	140	811	529	<i>d.</i>	Predeal	900	1209
	640	<i>a.</i>	Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>	910	1155	920	<i>a.</i>	Bucarest	505	750
Zurich—Luzern					Budapest—Cologne—Bruxelles					
	645	<i>d.</i>	Zurich	1042	930		<i>d.</i>	Budapest Ouest..... <i>a.</i>		710
	755	<i>a.</i>	Luzern	928	550		<i>a.</i>	Vienne Ostb. (Marchegg) <i>d.</i>		1125
Buchs—St.-Maurice					Budapest—Vienne—Munich—Strasbourg					
	344	<i>d.</i>	Buchs..... <i>a.</i>	146	920	650	<i>d.</i>	Budapest Ouest. ... <i>a.</i>	1720	710
	910	<i>a.</i>	St.-Maurice	850	550	1124	<i>a.</i>	Vienne (Marchegg) <i>d.</i>	652	1122
Budapest—Sofia—Constantinople					Berlin—Amsterdam—La Haye					
* Balkanexp. dép. merer., samedi	1155	<i>d.</i>	Budapest Ouest ... <i>a.</i>	610	917	807	<i>d.</i>	Berlin Friedr.-Str. <i>a.</i>	800	611
	617	<i>d.</i>	Zimony	1116	1020	920	<i>a.</i>	Amsterdam..... <i>d.</i>	751	138
	722	<i>a.</i>	Sofia	1128	1109	1047	<i>a.</i>	La Haye	641	1258
	820	<i>d.</i>	Sofia	1040						
	755	<i>d.</i>	Kuleliburgas	1141						
	422	<i>a.</i>	Constantinople .. <i>d.</i>	300						
				*						
Budapest—Fiume					Berlin—Rotterdam					
710	1025	<i>d.</i>	Budapest..... <i>a.</i>	645	807	917	<i>d.</i>	Berlin Fr.-Str. <i>a.</i>	952	611
228	850	<i>d.</i>	Zágráb	831	1022	1058	<i>a.</i>	Rotterdam	856	1252
730	405	<i>a.</i>	Fiume	1255						
Budapest—Oderberg—Berlin					Berlin—Copenhagen					
*Balkanexp. dép. lund. et jeudi	650	650	<i>d.</i>	Budapest Ouest..... <i>a.</i>	940	1120	<i>d.</i>	Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i>	58	
	123	1240	<i>d.</i>	Zsolna..... <i>d.</i>	351	50	<i>a.</i>	Copenhagen	1015	
	25	327	<i>d.</i>	Oderberg	120	315		via Warnemünde-Gjedser		
	523	028	<i>d.</i>	Breslau	1004	1256				
	922	1202	<i>a.</i>	Berlin Friedr. Str. <i>d.</i>	420	815				
Budapest—Oderberg—Berlin					Berlin—Stockholm—Christiana					
*Balkanexp. dép. merer. et samedi	650	650	<i>d.</i>	Budapest Ouest..... <i>a.</i>	940	1120	<i>d.</i>	Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i>	938	
	123	1240	<i>d.</i>	Zsolna..... <i>d.</i>	351	50	<i>a.</i>	Stockholm	830	
	25	327	<i>d.</i>	Oderberg	120	315		via Warnemünde-Gjedser		
	523	028	<i>d.</i>	Breslau	1004	1256				
	922	1202	<i>a.</i>	Berlin Friedr. Str. <i>d.</i>	420	815				

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.



REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, Bon JULES WLIASSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE:

115

I. — L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE DE L'ENTENTE ET LA HONGRIE, par M. Maurice Révai, ancien Député	1
II. — LA GRANDE ROUMANIE, par M. Grégoire Moldován, Professeur à l'Université de Kolozsvár.....	16
III. — L'AVENIR DE NOTRE COMMERCE D'EXPORTATION, par M. Aladár de Návay, Conseiller au Ministère r. h. du Commerce.....	30
IV. — LA COMÉDIE ITALO-YOUGOSLAVE, par Diplomate	52
V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus	57

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.
 MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, ANDRÉ NORZ. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES.
 AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS.
 GENÈVE, PH. DÜRR. — ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.
 LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, O. E. FRITZE.
 COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ. — BARCELONE, VERDAGUER.
 ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.
 SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

FOLYÓIRAT
 1918/24. 1-197.
 EGYETÉMI KÖNYVTÁR
 SZEGED



La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assurée la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est principalement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{	30	cour.
ALLEMAGNE			30	marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE			30	francs.

Prix du Numéro: 2.50 cour.; Étranger: 2 francs 50.

L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE DE L'ENTENTE ET LA HONGRIE

Sous l'empire de la suggestion qu'exercent sur le public les phraseurs de l'Entente, il s'est trouvé dans notre pays un grand nombre d'esprits qui croient absolument nécessaire l'établissement du suffrage universel en Hongrie, simplement parce que l'Entente, obéissant à une impulsion émanée de M. Wilson, a jugé bon d'adopter pour mot d'ordre la *démocratisation* du monde entier.

On nous parle donc *d'un courant d'opinion universel*. Pour nous rendre compte de ce qu'il en est, il nous faut jeter un coup d'œil rétrospectif sur le début de la guerre et sur les moyens employés pour la déclancher et pour la conduire. Les puissances centrales se sont bercées de l'illusion que, pour réussir dans une guerre, il ne faut pas autre chose que des préparatifs militaires sérieux, la plus grande perfection possible des armements et d'excellentes armées. L'Entente, et surtout l'Angleterre, a cru devoir appuyer avant tout sur ce qu'on désigne sous le nom de *facteurs moraux*. Nous, habitants des empires centraux, avons eu quelque peine à entrer dans ces idées, car, ayant eu l'occasion de constater, dès le début du conflit, que nos adversaires lançaient imperturbablement les *canards* les plus invraisemblables, notre simple et naïve logique n'a pu découvrir, dans ce déluge de mensonges, aucun fonds moral. A ce moment, on ne s'était pas encore avisé, chez nous, de ce fait important, fâcheusement mis en relief par la guerre, à savoir que *ce qu'on fait croire au public importe tout autant que la vérité vraie* et qu'il faut, par conséquent, faire autant d'état de ce que le public croit que si c'était réellement arrivé.

L'Angleterre, notamment, s'est efforcée dès l'origine du

conflit de faire croire que ce sont les puissances centrales qui l'ont provoqué. Elle a eu l'habileté de persuader les populations de l'Entente que c'est uniquement la soif de conquêtes des maisons de Habsbourg et de Hohenzollern qui a causé la guerre. Elle a eu le pressentiment juste que, si elle réussissait à faire accepter cette légende par le public, cela lui vaudrait une grande force. Dans la suite, elle s'est ingénée à tromper, en semant de fausses nouvelles, non seulement le public anglais, mais encore la population des pays neutres, relativement aux événements de la guerre. Enfin, quand cette arme s'est émoussée par l'usage, elle a eu recours aux grands *remèdes moraux* : les mots d'ordre ronflants, les revendications idéales datent de ce moment.

C'est par ce moyen que la Grande-Bretagne est arrivée à en imposer à l'opinion publique universelle, elle a acquis par là une force considérable, et cela malgré ses échecs militaires.

Le grand reproche que mérite notre administration militaire, c'est d'avoir négligé dans la préparation de la lutte ces mêmes armes « spirituelles ». Il faut dire, à son excuse, qu'elle ne disposait pas des moyens voulus pour les faire valoir. Tout le monde sait que les Anglais se sont empressés, dès le début des hostilités, de couper les câbles sous-marins des puissances centrales et de leur rendre impossibles les communications avec les pays d'outre-Atlantique.

Nous avons donc pensé tout bonnement qu'il suffirait d'être victorieux ; qu'en battant l'adversaire, nous démontrerions la justice de notre cause aux yeux des neutres et que nous hâterions ainsi la conclusion de la paix. Après chaque succès militaire, on croyait naïvement, dans notre camp, que les Français, les Anglais et les Russes se rendraient enfin compte de notre supériorité, qu'il renonceraient à des efforts stériles et cesseraient une lutte sans issue. Tandis que nous espérions déterminer, par nos victoires, les peuples encore indécis sur le parti à prendre, à se ranger de notre côté, étant donné l'attraction qu'exerce toujours la cause la plus forte, nous négligions de nous informer de ce que devenaient nos victoires dans l'opinion des populations éloignées de la mêlée. Nous ne soupçonnions pas que nos grands succès, nos conquêtes importantes ne servaient en définitive — grâce aux informations

mémoires semées avec profusion et systématiquement par une presse habilement dirigée — qu'à accroître la force, la persévérance, les instincts belliqueux et l'enthousiasme de nos adversaires.

Ce n'est que fort tard que nous avons appris sous quel jour figuraient nos glorieuses actions militaires dans la presse mondiale, grâce aux informations de source britannique. Elles n'arrivaient à la connaissance de nos adversaires et à celle de la plupart des populations neutres qu'entièrement défigurées et arrangées au gré des Alliés.

Ainsi, au moment de la prise de Liège et de Namur, la presse ententiste régala ses lecteurs de victoires fantaisistes qu'avaient remportées les Anglais et les Français. Dans les premiers commencements de la guerre, on trouve la relation d'une grande bataille navale dans la mer du Nord où toute la flotte allemande avait été détruite. Tous les journaux ententistes annonçaient le décès de l'empereur d'Allemagne et du prince héritier, son fils. Les nouvelles étaient contradictoires, ce qui augmentait la confusion. Les uns disaient que le kaiser avait été tué sur le front du Nord, d'autres le faisaient mourir en France. Selon une version, il avait péri par la main de ses propres soldats ; une autre faisait croire à un suicide de l'empereur et de son fils. Les journaux illustrés ont même publié des vues photographiques du cortège funèbre. Selon les mêmes journaux, une révolution avait éclaté à Berlin sous le coup de cet événement ; les députés socialistes allemands, condamnés en masse par les conseils de guerre, avaient été fusillés. Au moment où nous arrêtions victorieusement l'invasion russe, les mêmes journaux annonçaient la marche triomphale des armées du tsar sur Berlin, Vienne et Budapest. L'un d'eux affirmait sérieusement que le « rouleau compresseur » moscovite, dans sa marche vers la capitale de l'Allemagne, avait déjà dépassé Darmstadt !

Il nous serait facile d'allonger la liste de faussetés sensationnelles qui furent propagées dans les premiers temps de la guerre. Le développement du service radiotélégraphique allemand vint enfin contrecarrer cette campagne de tromperies grossières. Alors, on changea de batteries : les défaites de l'Entente se métamorphosèrent en autant de succès éclatants. Tout le monde se rappelle encore la « prise de Gallipoli » et

les autres victoires anglo-françaises de l'expédition des Dardanelles. Il va sans dire que dans la bataille navale du Skagerak, la flotte allemande a été défaite. Après la catastrophe des armées russes à Gorlice, le « rouleau compresseur » se mua merveilleusement en « pompe aspirante », et on expliqua au bon public de l'Entente que le grand-duc Nicolas ne reculait que pour attirer nos armées en Russie et leur y faire subir le sort de celles de Napoléon I^{er}.

La défaite sanglante et la fuite désordonnée des armées russes furent présentées comme un chef d'œuvre de l'habileté stratégique du grand-duc généralissime ! A mesure que les forteresses russes tombaient devant nos armées victorieuses, que celles-ci renversaient les obstacles formidables entassés par l'ennemi, la presse ententiste déclarait avec plus que jamais d'assurance qu'il s'agissait d'une ruse de guerre et de desseins machiavéliques dont nous n'allions pas tarder à éprouver les effets désastreux.

On sait que les Allemands ont spontanément, et au grand étonnement de leurs adversaires, évacué, au cours de l'hiver de 1916, leurs positions sur la Somme, prévenant ainsi la grande offensive franco-anglaise projetée et préparée avec grand soin pour le printemps de 1917. Cela n'a pas empêché les journaux de l'Entente de célébrer, comme autant de succès éclatants, l'occupation de positions et de villages abandonnés.

On a pu lire, au cours de l'été dernier, dans les journaux anglais, des annonces de ce genre : « Pendant les grandes offensives qui ont eu lieu en Flandre et au nord de la France, certains de nos régiments ont accompli la tâche qui leur fut assignée *sans perdre un seul homme* ou tout au plus au prix de quelques légères blessures ».

C'est du correspondant de la *Presse Associée* qui se trouvait présent sur les lieux qu'émane cette information ; or, on savait de source certaine, de l'aveu des prisonniers, que certaines unités avaient perdu jusqu'à la moitié de leurs effectifs.

Bref, les journaux de Paris, de Londres et d'ailleurs faisaient croire au public que les armées de l'Entente marchaient de victoires en victoires.

C'est à l'aide de falsifications pareilles, et de mensonges éhontés que l'Angleterre est arrivée à traîner la guerre pendant plus de trois ans. Elle n'a porté à la connaissance du monde que des

nouvelles susceptibles de pallier ou contrebalancer les déboires militaires de l'Entente. Inutile de nier que ce système de publicité lui a parfaitement réussi, et l'on aurait tort de s'en étonner. Il est presque impossible que les populations puissent se soustraire à l'effet de suggestions répétées sans interruption, par le moyen desquelles elles n'apprennent que ce qui est favorable à la cause nationale et ce qui est préjudiciable à l'adversaire. C'est en grande partie à cette savante manipulation de l'opinion publique que l'Entente doit son unique succès, qui consista à nous mettre sur les bras, l'un après l'autre, les peuples neutres et à leur donner envie de faire parler la poudre.

Je ne citerai qu'un seul exemple de la puissante action de propagande déployée par nos adversaires. A Buenos-Ayres, la capitale de la république Argentine, qui est une ville de deux millions et demi d'habitants, on a déposé un jour sur le seuil de toutes les maisons un fort volume proprement relié, contenant le récit des antécédents et des premiers événements de la guerre, le tout présenté sous un jour propre à convaincre le lecteur que l'Entente a été l'Agneau de la Fable et que les puissances centrales ont joué le rôle du Carnassier féroce prêt à le dévorer.

La tactique de nos adversaires a donc consisté simplement dans la mise en pratique de cette vieille recette : *Calomniez sans vergogne, il en restera toujours quelque chose*. Il faut dire qu'ils ne se sont pas trompés quant à l'effet produit.

La guerre actuelle a catégoriquement prouvé que le mensonge et la calomnie sont des armes redoutables. Mais l'Entente a su user d'un moyen plus puissant encore pour entraîner l'esprit public. Elle s'est servie en virtuose des *phrases sonores et des mots d'ordre spécieux*, propres à la poser avantageusement devant le monde.

Nous avons beau être persuadés de la justice de notre cause et de notre supériorité morale, nous nous abuserions singulièrement en nous imaginant que nos adversaires n'ont pas, eux aussi, la ressource de faire appel à un sentiment analogue chez les peuples qu'ils gouvernent. Si cela n'était pas, la guerre serait finie depuis longtemps. Certes, l'exploitation de ce sentiment n'a rien de moral, mais le résultat, pour nous, est le même ; l'essentiel est que les peuples de l'Entente sont persuadés qu'ils luttent pour une grande cause

morale, pour le triomphe de la vraie démocratie, pour les plus nobles idéals de l'humanité.

Or, cette croyance constitue une grande force. Grâce à elle, les phrases ronflantes et les mots d'ordre entraînants des chefs de l'Entente trouvent toujours écho dans l'âme des masses, et chaque fois qu'on fait briller aux regards de celles-ci le mirage prestigieux d'une société renouvelée grâce aux prochaines victoires des Alliés, elles répondent à l'appel, acceptent les nouveaux sacrifices qui leur sont demandés et prennent une résolution plus farouche de persévérer dans la lutte.

Les meneurs de l'Entente jouent maintenant de cet atout suprême ; ils comptent sur le pouvoir fascinateur des belles phrases et des mots à effet, pour agir même sur l'adversaire et l'attirer dans leurs filets. Ils spéculent sur notre crédulité, sur notre naïveté, sur notre courte mémoire, mais surtout sur notre humeur pacifique, qu'ils entrevoient la possibilité d'exploiter au profit de leurs desseins belliqueux et conquérants.

On n'a qu'à jeter un coup d'œil attentif sur toute cette *campagne de mots d'ordre*, depuis son début jusqu'à ses dernières manifestations, pour en deviner les véritables intentions et pour voir clairement que c'est nous qu'elle vise directement.

Nous avons, d'ailleurs, gardé bonne mémoire de cette longue série de mots à panache éclos depuis le début de la guerre, qui, malgré les métamorphoses par lesquelles ils ont passé, changeant sans cesse de couleur et revêtant des dehors de plus en plus brillants, visent tous à un seul et même effet, celui de relever le courage des peuples de l'Entente et de ranimer leur confiance dans le succès.

On a commencé par proclamer le nécessité de détruire *le militarisme prussien*, puis on a fait sonner très haut *la défense des petites nations*, la protection des faibles et l'égalité des droits de tous les peuples. Ensuite, on a mis en avant *les intérêts sacrés de l'humanité* et de la civilisation, *la défense du droit et de la liberté*, la lutte pour *la justice et la morale*, les deux biens suprêmes de l'humanité. Pendant quelque temps, on a battu le rappel des peuples civilisés contre la *barbarie des nouveaux Huns* ; puis on s'est glorifié de conduire une croisade pour *la défense des neutres et la libération des peuples gémissant sous le joug de la domination étrangère*. De là, on a passé à *la défense du droit international* et de l'équité collective, foulés

aux pieds par des impies, à la *fraternité entre les peuples* ; on a opposé aux « alliances belliqueuses » la *ligue pacifique des nations* ; enfin il fallait assurer *l'avenir de l'humanité* tout entière, gravement compromis par « les empires de proie ».

Quand tous ces mensonges eurent été percés à jour ; quand l'Entente se fut mise à imiter le militarisme prussien en l'aggravant, à brutaliser les petites nations sans moyens de défense ; qu'elle eut fait litière des bienfaits séculaires de la civilisation ; quand les droits les plus sacrés furent devenus pour elle un objet de dérision, et la liberté, un vain mot ; quand elle eut mis sur le même pied la société européenne et les peuplades du continent noir et appelé sous les drapeaux, pour les opposer aux « barbares », aux « Huns modernes », les races arriérées des colonies ; quand les neutres eurent été soumis à un joug intolérable et forcés à marcher : il fallut inventer de nouveaux mots de ralliement.

Il arriva un moment où les défaites des Alliés ne purent être plus longtemps dissimulées et où la suprématie militaire des puissances centrales se manifesta par la conquête de vastes contrées. Alors l'Entente se mit à déclarer que la guerre n'avait d'autre but que de sauvegarder *l'existence des nations civilisées*, et qu'elle se reprocherait comme un crime de songer à des agrandissements territoriaux. Mais, en même temps, elle mettait l'Allemagne au ban de l'humanité, en l'accusant de méditer l'établissement de *son hégémonie universelle*, et proclamait la guerre à mort contre la tyrannie militaire des Germains. Quand à l'Autriche-Hongrie, elle la condamnait à disparaître *dans l'intérêt de la civilisation, de la paix et de l'humanité*.

Ces nouveaux sophismes ont eu le même sort que les précédents : ils eurent bientôt perdu leur pouvoir de persuasion et il fallut trouver autre chose. Cette fois, nos adversaires croient tenir la formule magique qui leur assurera le triomphe.

Tout d'abord, remarquons un progrès notable dans la tactique de nos ennemis. Jusqu'ici, leurs prouesses de rhétorique ne visaient qu'à remonter le moral de leurs troupes ; leurs nouvelles thèses visent, en outre, à jeter le trouble dans l'opinion publique de nos pays, à y provoquer la formation de courants contradictoires, bref, à nous diviser. C'est un ferment de guerre civile et de révolution que l'Entente cherche à nous inoculer.

A tout le moins, espère-t-elle affaiblir le ressort de nos armées et de nos peuples.

Nous avons gardé souvenance d'un discours du ministre anglais Balfour, dans lequel il sollicitait expressément les Allemands à retourner aux principes de 1848. Ce n'est que quand les Allemands auront secoué *le joug d'un pouvoir tyrannique*, disait l'homme d'Etat anglais, qu'on pourrait parler de paix. Balfour condescendait en outre à se mêler des affaires intérieures de notre monarchie ; il promettait aux peuples réunis sous le sceptre des Habsbourg, différentes libertés, il faisait miroiter devant leurs yeux la perspective d'un épanouissement de leur civilisation spéciale. Depuis, nous avons eu le loisir de constater à quelles nationalités s'adressaient les encouragements de M. Balfour.

Souvenons-nous aussi des discours de M. Lloyd George, ce démagogue achevé, dont les harangues éloquentes ont le double effet de tranquilliser ses compatriotes et de fomenter des séditions au dehors. Le président du Conseil anglais s'entend à merveille à exploiter, au profit de sa politique de guerre, l'amour de la paix chez les autres. A l'égard des socialistes, il s'est dit prêt à appuyer les revendications sociales légitimes, pourvu que les hommes de l'Internationale voulussent bien s'employer à susciter des embarras aux gouvernements des empires centraux et que les socialistes de ces pays consentissent à entamer le moral de leurs compatriotes, en désertant la cause des « intérêts autocratiques », pour embrasser « l'idéal sublime de la rédemption de l'humanité ». Aux pacifistes, M. Lloyd George a fait croire qu'on ne peut traiter de la paix qu'avec une Allemagne libre, gouvernée selon le régime parlementaire et pourvue d'une constitution démocratique.

Rappelons, enfin, les tirades oratoires de M. Wilson, qui ne s'est pas fait scrupule, malgré sa qualité de représentant suprême de l'autorité, de semer la zizanie entre les peuples et leurs rois et de s'attaquer aux liens qui unissent les gouvernements des puissances centrales et leurs populations. Le président des Etats-Unis n'a-t-il pas déclaré, avec une franchise quelque peu brutale, qu'il attendait, pour traiter de la paix avec l'adversaire, que les gouvernements des pays centraux se fussent transformés en démocraties en tout pareilles à celles de la France, de l'Amérique et de la Russie régénérée ?

C'est en Angleterre, pays où l'on étudie le plus à fond la psychologie des masses, que l'on a su le mieux mettre à profit le prestige de la phrase et des mots à effet, pour donner le change sur le fond de la politique que l'on suivait. On s'y est promis un succès tout particulier de la dernière trouvaille, le cliché de *la lutte pour la démocratisation des gouvernements*. L'empressement des puissances centrales à rechercher la paix était propre à fortifier la confiance des hommes d'Etat anglais en la nouvelle stratégie.

Une chose, pourtant, gênait l'Entente dans sa pose de champion de la démocratie : c'était de compter dans ses rangs l'empereur autocrate de toutes les Russies. La révolution de Pétersbourg la mit tout à fait à l'aise et, dès ce moment, nos adversaires purent s'en donner à plein gosier de déclamer contre « l'autocratie allemande ».

Dès lors, les Alliés ont divisé le monde en deux camps : d'un côté, le parti de la démocratie et de la liberté ; de l'autre, le parti de l'autocratie et de l'esclavage. Belle est la formule définitive par la vertu de laquelle ils essayent de nous mettre sur les bras ce qui reste encore de pays neutres dans le monde.

Inutile d'objecter à ces messieurs que *les députés au Reichstag allemand sont nommés selon un procédé qui est plus démocratique que celui en usage dans tout autre pays du monde*. Inutile de faire remarquer que la législation sociale de l'Allemagne dépasse de très loin, par la largeur de ses principes et la perfection des institutions, celle de n'importe quel autre Etat, on ne vous écouterait pas. On vous jettera au nez le régime électoral prussien, qui fait, en effet, apparaître le principal Etat de l'Allemagne comme peu soucieux du progrès démocratique. Mais on peut rétorquer ces critiques en rappelant que, dès les début de la guerre, le peuple allemand a éloquentement témoigné, par des manifestations enthousiastes et toutes spontanées, de l'union étroite des esprits et des cœurs qui régnait dans ses rangs, et qu'on a pu voir là que les cloisons étanches qui avaient séparé les couches sociales et les partis politiques, avaient subitement disparu. L'empereur n'a-t-il pas, en effet, déclaré, au vu et au su du monde entier, qu'il ne connaissait plus de partis, qu'il n'y avait plus pour lui que des Allemands, abolissant par là, en principe, la domination des classes nobles



et prononçant la condamnation du régime électoral qui leur confère une situation privilégiée ?

Au moment où il semblait que les nouveaux maîtres de la Russie inclinaient à la paix, on voulut, en Allemagne, augmenter les chances d'arrangement, en faisant disparaître tout ce qui était susceptible de porter ombrage à ceux avec qui on allait négocier. Comme les chefs de la révolution russe dénonçaient l'esprit réactionnaire du système de gouvernement conservateur, et spécialement le régime politique prussien, comme une pierre d'achoppement sur la voie de la réconciliation, les chefs de la nation allemande résolurent de ne plus différer la mise à exécution de la réforme du système électoral prussien, réforme déjà décidée en principe pour des considérations d'ordre politique interne ; l'empereur allemand et son gouvernement montraient par là aux yeux de tout l'univers qu'ils étaient prêts à sacrifier ce dernier vestige du régime féodal, s'il ne fallait que cela pour faciliter la conclusion de la paix avec la Russie.

Le régime électoral prussien avait d'ailleurs déjà été condamné par Bismarck lui-même, qui est pourtant considéré comme le type de l'homme d'État ultra-conservateur et qui passait pour le premier des hobereaux. Voici les propres paroles du chancelier : *On n'a nulle part inventé un droit électoral plus absurde et plus abusif.*

Le système prussien est si généralement discrédité qu'on l'appelle, en Allemagne, *das Wahlunrecht* (l'injustice électorale). On comprend ce discrédit quand on sait que, sur quarante millions de sujets prussiens qui ont le droit de nommer leurs représentants au Parlement impérial au scrutin secret, avec capacité de suffrage égale pour tous, l'immense majorité n'exerce qu'une part d'influence infinitésimale sur la nomination des députés à la diète de Prusse. N'est-il pas absurde, que le même homme qui, en sa qualité de citoyen allemand possède le droit de vote, en soit privé ou peu s'en faut comme citoyen prussien ?

On peut donc dire que, quand Guillaume II, dans son message de Pâques, a donné ordre au gouvernement de préparer un projet de loi électorale pour la Prusse, il n'a fait que réaliser un dessein déjà ancien. Il y avait encore, pour le fortifier dans sa résolution, la considération que, en agissant ainsi,

il enlèverait aux adversaires de l'Allemagne un des arguments dont il font le plus de bruit.

Les hommes d'État allemands n'étaient, certes, pas dupes de la mauvaise foi et de l'hypocrisie des dithyrambes adverses en l'honneur de la démocratie ; ils ne pouvaient cependant méconnaître la force de séduction de ces formules et ils avaient toute raison de faire en sorte que nos ennemis n'eussent pas plus longtemps le prétexte de dire que la guerre actuelle est une lutte pour la liberté du monde et la destruction des derniers repaires de la tyrannie. Les hommes politiques allemands, en décidant l'institution d'un régime électoral démocratique en Prusse, étaient même fondés à espérer que cette réforme aurait un heureux effet sur la disposition des esprits dans les pays ennemis et qu'elle y accroîtrait le nombre des partisans de la paix, en dissipant les préjugés quelque peu légitimes, il faut le dire, qui existaient de par le monde à l'endroit de l'aristocratie prussienne.

Il était d'autant plus indiqué de ne pas laisser à l'adversaire l'avantage de cet argument, qu'on pouvait voir que les meneurs de l'Entente espéraient prendre dans leurs filets les populations des puissances centrales elles-mêmes au moyen de déclarations alléchantes, comme ce passage typique d'un discours du président Wilson, où il est dit textuellement : « Nous aurons atteint notre but et nous pourrons cesser la lutte le jour où la cause de la démocratie sera en sûreté. » A quoi M. Painlevé, alors ministre de la guerre, répliquait : « Je suis de l'avis de M. Wilson et je répète avec lui que, quand la démocratie universelle sera sauvegardée, nous aurons obtenu le but de nos efforts et nous pourrons nous retirer de la lutte. »

Il n'est pas étonnant que de pareilles déclarations aient fait quelque impression en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Notre public n'est pas désaccoutumé d'écouter avec déférence les paroles des hommes d'État anglais. Il croit toujours qu'il doit y avoir une certaine dose de vérité dans ce que dit un ministre de Sa Majesté britannique, alors que ce ne sont là que phrases mensongères autant que sonores, que les Lloyd George et les Cecil jettent, dans une sorte de délire présomptueux, à leurs électeurs.

En Allemagne, l'opinion publique n'est pas restée longtemps sous l'effet de ces voix enjôleuses. Les sirènes de l'Entente

de sont chargées elles-mêmes de détruire le charme. A peine fut-il sérieusement question de la paix que le ton changea du tout au tout chez les hommes d'Etat des bords de la Tamise. Les airs débonnaires disparurent pour faire place à une mine pincée et distante. Lord Robert Cecil déclare qu'il est impossible de traiter avec les Allemands avant qu'ils aient constitué chez eux un véritable gouvernement démocratique, parlementaire et responsable. M. Lloyd George, lui, affirme que la réforme du droit électoral de la Prusse ne remplit pas ce qu'on entend par démocratisation de l'Allemagne; cela ne prouve pas encore que l'Allemagne ait rompu avec les procédés de l'autocratie. M. Henderson, chef du parti socialiste, dit à son tour, relativement à la formule pacifique adoptée par le Reichstag allemand: « Ce projet de résolution est fort beau. Mais il faudrait compléter la formule en rendant complètement démocratique tout le système de gouvernement, non seulement en Prusse, mais aussi dans toute l'Allemagne. Autrement, cette formule deviendra ce qu'ont été toutes les autres: un chiffon de papier. »

L'esprit machiavélique du premier ministre anglais avait prévu que les conservateurs allemands feraient une opposition d'autant plus vive à la réforme qu'ils ont sujet de la considérer comme de la contrebande anglaise. Il a sûrement compté sur les dissensions que la mise sur le tapis de pareilles questions devait forcément soulever.

Enfin, M. Wilson, le grand pacificateur, a adressé à cette occasion une note au gouvernement russe dans laquelle il l'exhortait à ne pas désertir la lutte entamée pour sauvegarder la liberté du monde. Voici ce qu'on dit dans cette note, au milieu de phrases ronflantes et de vœux plus ou moins sincères: *Des questions pratiques ne peuvent se résoudre que par des moyens pratiques. Les belles phrases n'aboutissent à rien. Les discours allemands relatifs aux réformes intérieures et à la liberté ne sont qu'un leurre grossier derrière lequel se cachent les visées ambitieuses de cette nation, qui se peint dans la formule: « De Berlin à Bagdad et au delà ».*

Les Allemands savaient désormais à quoi s'en tenir. Ils avaient vu leurs offres de paix repoussées aussi bien par les socialistes de l'Entente que par les gouvernements; ils avaient pu constater que les invites à la démocratisation n'avaient

été qu'un leurre, une pomme de discorde qu'un ennemi astucieux avait jeté au milieu de la nation, un stratagème analogue à la ruse abominable qui se sert des victuailles et des douceurs envoyées de la mère-patrie aux prisonniers de guerre retenus par l'ennemi, pour faire pénétrer chez celui-ci des substances à l'aide desquelles on fera périr son bétail, on empoisonnera ses sources, on fera avorter ses récoltes, on incendiera ses fermes et ses usines. De même, *nos adversaires se servent du microbe démagogique pour intoxiquer les âmes.*

Les Allemands se sont donc vite aperçus du danger et ils se sont empressés d'y opposer les remèdes appropriés. Les gouvernements, le parlement et la presse ont, comme d'un commun accord, protesté contre les tentatives de l'Entente de se mêler des affaires intérieures du pays. On a célébré d'une manière démonstrative l'harmonie qui règne entre princes et peuples et les démocrates et les républicains les plus intransigeants eux-mêmes ont protesté contre toute immixtion étrangère dans le ménage national. Le nouveau chancelier de l'empire a pu citer avec complaisance, à l'appui de ses déclarations, l'opinion de l'organe même du parti socialiste, le journal *Vorwärts*.

*

Il est d'autant plus regrettable que ce soit à notre pays que soit échu le rôle peu glorieux de dupe de l'Entente, et que nous nous soyons piqués d'honneur d'avalier sans broncher la coupe empoisonnée qu'elle nous tendait. On a vu ainsi un peuple qui se croit doué au plus haut point d'esprit politique, se laisser bénévolement envahir par les gaz délétères que l'ennemi lui envoyait pour le plonger dans une narcose propice à ses desseins.

Et, pourtant, le cours entier de la guerre n'aurait-il pas dû ouvrir les yeux à tout le monde sur le rôle capital que joue *le mensonge* dans le grand drame auquel nous assistons ? Et non pas le mensonge subtil, élégant et d'honnête apparence ; mais le mensonge grossier, palpable, impudent. Hélas ! L'imposture avait beau être criante ; nous avons fléchi le genou, les yeux bandés, devant l'évangile des idées modernes que nous prêchait la voix retentissante des apôtres de l'Entente, évangile de mensonge, de phrases creuses et d'hypocrisie.

Il aurait semblé cependant que nous dussions être encore mieux prémunis que les Allemands contre la phraséologie de nos adversaires et que l'instinct de la conservation eût dû nous avertir plus promptement que quiconque de nous défier de leurs mots d'ordre. L'Entente n'a-t-elle pas, en effet, avec une franchise dont elle n'est guère contumière, parlé assez ouvertement de l'oppression dont souffrent les nationalités « courbées sous le joug hongrois », de leur droit à exercer, à leur tour, le pouvoir, de la nécessité inévitable de créer de nouveaux Etats nationaux, sans parler d'autres formules calculées pour encourager les aspirations des peuples non magyars ? Comment, à ce langage, a-t-on pu douter encore que nos adversaires voulussent autre chose que la destruction de l'Etat hongrois ?

Il a fallu encore, hélas ! pour achever de lancer les esprits dans une fausse voie, que des politiciens de marque et leurs journaux vinsent nous dire que « la démocratisation du pays, ce serait l'avènement de la paix » ; que « nos adversaires ne traiteraient pas avec nous avant que nous eussions reçu le baptême démocratique ». Et cela a pu se publier sans qu'il y fût mis obstacle. Que n'a-t-on pas dit encore ? « Que le monde entier allait subir une refonte démocratique et qu'il fallait nous résoudre à y passer avant qu'on nous y forçât. » Nous avons lu encore « que l'humanité souffrante s'attache avec une sorte de conviction fanatique à cette pensée, qui est comme la question préalable de toute procédure de paix, à savoir que tous les Etats doivent passer par le purgatoire de la démocratie ». Citons enfin ceci pour le bouquet : « Le pont de l'alliance par lequel nous devons passer pour entrer dans le séjour béni de la paix, c'est la démocratie, le gouvernement par le peuple. La nation russe nous en a montré le chemin ; il faut que nous nous mettions à sa suite. »

Au moment où les plus simples s'aperçoivent que la paix s'éloigne de nous à mesure que nous lui courons après ; alors que le système d'embûches et de manœuvres cauteleuses de l'adversaire est percé à jour, certains journaux hongrois en sont encore à écrire avec une émotion respectueuse, à propos d'un discours de M. Lloyd George : « Il s'incline devant les aspirations pacifiques de l'Allemagne, devant le frisson de l'âme populaire allemande ». Bien plus ; alors que l'Entente, mettant au rancart ses vieilles phrases attrape-nigauds, déclara-

rait crûment qu'elle voulait *la victoire par les armes* et qu'elle ne traiterait de la paix qu'après la défaite totale de l'adversaire, on pouvait lire dans un journal hongrois que la réforme électorale hongroise était « une nécessité nationale, même plus que cela, une exigence d'ordre universel, dont dépendait non seulement l'avenir du pays, mais encore, pour une part, la paix universelle ».

S'étonnera-t-on encore, après cela, que le public devienne crédule à toutes les sornettes de nos ennemis ? L'illusion est si douce ! Comment en vouloir à ce bon public s'il s'énerve parfois, quand il aurait le plus grand intérêt à rester maître de ses nerfs, s'il sent l'envie de fléchir les genoux devant le « grand courant universel » dont on lui a dit si souvent qu'il balaie tous ceux qui osent lui résister ?

On vante la perspicacité politique et le sens des affaires publiques qui distinguent la nation hongroise. C'est l'heure de montrer ces qualités. Qu'elle ouvre les yeux ; qu'elle ne se laisse pas éblouir par les grands mots ; qu'elle aille au fond des choses. Le « grand courant universel » lui apparaîtra pour ce qu'il est : une fantasmagorie qu'un habile régisseur a montée pour duper les peuples naïfs. Ceux qui se font, auprès de notre public, les rabatteurs du grand impresario travaillent au détriment de leur nation.

MAURICE RÉVAL.

LA GRANDE ROUMANIE

Aucune nation n'a davantage parlé de droit et de justice, de civilisation et d'humanité, que la nation roumaine, notre voisine, et aucune n'a commis autant de crimes au nom de ces grandes idées. Aucun peuple, en temps de paix, n'a autant abusé des thèses du droit international ; aucun n'a plus cyniquement trompé l'étranger de bonne foi et crédule. Tandis que l'Etat roumain parlait du droit et de la justice et prêchait l'inviolabilité de la propriété, il foulait lui-même aux pieds tout droit et toute justice et ne cessait de tramer des projets pour la satisfaction de ses envies de rapine. Tandis qu'il parlait de civilisation et se targuait de sa mission civilisatrice, de son rôle dans l'Orient, il maintenait toute une classe de son peuple dans l'état de servage, en traitait les membres en véritables esclaves (*rob*), estimant que ces parias ne valaient pas la peine qu'on s'occupât d'améliorer leur sort. Dans le même temps où il avait la bouche pleine des bienfaits de la liberté et de la majesté des droits civiques et où il stigmatisait les hontes de l'oppression, il refusait au citoyen roumain la liberté et le droit de vote ; les populations de la Dobroudja étaient tenues en dehors de la constitution et quant aux juifs, il refusait de les émanciper, malgré les prescriptions expresses du traité de Berlin de 1878. Pour l'Etat roumain, la volonté de l'Europe ne comptait pas.

L'Etat roumain prenait volontiers de grands airs et protestait quand on le rangeait parmi les Etats balkaniques. Ce fut surtout le cas depuis le moment où il eut pour prince un Hohenzollern, dont le caractère et la haute culture lui inspiraient un juste orgueil. L'auguste reine, Carmen Sylva, portait à son peuple un amour ardent ; elle l'aimait tant qu'elle prenait

ses défauts mêmes pour des vertus et qu'elle le présenta à l'Europe civilisée comme le plus noble et le meilleur des peuples.

Aussi bien ce peuple est-il bon, l'âme du véritable Roumain est douce et honnête ; mais les intellectuels sont le produit corrompu d'un mélange d'éléments grecs, russes, bulgares, albanais, italiens ; ils n'ont jamais été en communion de sentiments avec le peuple, au dessus duquel ils planaient. Les maux et les souffrances du peuple ne les touchaient pas ; leur occupation consistait à dominer et à opprimer. Ils rongeaient le peuple comme la chenille ronge les feuilles des arbres ; aussi le peuple leur avait-il donné le surnom de « chenilles » (*omide*).

La classe des boyards se divisa, dès le principe, en partis, suivant les intérêts de famille. Ces factions s'agitaient et intriguaient autour du trône des voïvodes ; de temps en temps, un prince énergique ou cruel les mettait à l'ordre en organisant un petit massacre familial ; il les envoyait à l'échafaud, les pendait ou les empalait par fournées. Car on ne maîtrisait le boyard que par la hache du bourreau.⁽¹⁾ Une partie des boyards était toujours en fuite, vivant en exil ; les circonstances ayant changé, ils rentraient, c'était aux autres à s'enfuir. A Constantinople, ils bourraient d'or les poches du grand vizir et des pachas les plus influents, afin d'obtenir leur aide pour se débarrasser du voïvode ou de leurs rivaux. La capitale turque était pleine de révoqués (*mazili*) avec leurs familles, de prétendants au trône, d'agents soudoyés, de boyards concussionnaires qui se cachaient ; ce sont tous ces gens qui ont fait la glorieuse histoire roumaine. Ruses, intrigues, trahisons, lâchetés, mensonges : voilà de quoi est fait l'héritage des générations de boyards ; leurs descendants peuvent se vanter d'être restés fidèles à ces traditions.

Le peuple subissait l'oppression, souffrait et n'avait qu'un devoir : celui d'entretenir, au prix de ses sueurs, le bien-être et le luxe des voïvodes et des boyards ; si le hasard le voulait, il fallait qu'il prît les armes pour la défense des uns et des

(1) Les boyards prisonniers furent conduits enchaînés, un cadenas autour du cou, devant le voïvode. Le chroniqueur roumain Neculcea raconte que Constantin Brancovan fit traîner devant lui Stoika, dignitaire de sa cour, enchaîné, avec un cadenas autour du cou, grand comme un chapeau de boyard (*slic*) : on le promena ainsi longtemps à travers les rues de Bucarest, puis on le pendit. (Cogalnicean : *Cronicele României*, t. II, p. 243.)

autres, qu'il versât son sang et qu'il mourût sans savoir, d'ailleurs, à quoi son sacrifice était bon.

Tel est le monde dont un Hohenzollern dut rechercher les faveurs ; une reine à l'âme pleine de noblesse entreprit de faire briller aux yeux de l'Europe les vertus de ces boyards ; c'était le sûr moyen d'encourager leur vain orgueil, au point qu'ils finirent par se croire appelés aux plus hautes destinées.

Dans leur vanité, les boyards roumains aimaient à répéter que la Roumanie était « la Belgique de l'Orient ».

Eblouis par les louanges de l'Europe, les rastaquouères roumains s'imaginèrent que le travail superficiel de quelques années donnerait à leur pays la culture à laquelle le peuple belge s'est élevé au prix d'un labeur de plusieurs siècles. L'illusion ne se dissipa que trop tôt. Il apparut que la Belgique de l'Orient n'était en réalité qu'un petit Congo. Bucarest seul brillait d'un certain lustre ; en dehors de là, ce n'était que la nuit ; tout y était établi sur des mensonges et tout devait, par conséquent, s'écrouler. La Belgique de l'Orient n'était autre chose qu'une lorette maquillée, vêtue de loques parisiennes, décorée de pierres de strass, avec une rangée de fausses dents et des cheveux postiches.

Pour certains peuples balkaniques, en politique, il n'y a pas de morale ; la balle, le poison, le poignard et la dynamite sont des moyens ni pires ni meilleurs que d'autres ; le meurtre renverse les trônes et fonde les dynasties. Le droit et l'honneur, le respect et l'amour chrétien du prochain sont des conceptions ignorées. L'infidélité, la trahison, l'astuce, les tromperies et les guets-apens sont des moyens autorisés devant Dieu et les hommes. « La fin sanctifie les moyens », cette maxime injustement prêtée aux jésuites, est un principe en honneur de vieille date dans certaines régions du Balkan. Or, les Roumains ont l'âme balkanique. Voilà le point de départ de la sinistre tragédie roumaine, provoquée par les hommes qui ont inventé l'imposture « de l'idéal national ». Les politiciens de Bucarest ont supprimé du code politique le peu de moralité qui subsistait dans les préceptes de Machiavel, c'est ainsi qu'ils en vinrent à l'attentat à la dynamite de Debreczen. ⁽¹⁾

(1) Il s'agit d'un attentat dirigé contre l'intégrité du royaume de Hongrie par quelques agents de la Roumanie.

Cette politique par trop immorale ne pouvait rester sans châtement ; la Belgique de l'Orient devait s'écrouler sous le poids de son cynisme. Ce n'est pas la première fois que la trahison des boyards a causé la ruine du pays.

A l'aide d'une publicité monstre, de mensonges effrontés et d'audacieuses calomnies, les aventuriers de Roumanie ont pu tromper l'Europe et y accréditer l'opinion que la race roumaine a, grâce à ses traditions, une grande mission civilisatrice à remplir en Orient. On a cru que le peuple roumain, en vertu de la culture occidentale qu'on lui attribuait, était le seul peuple du Levant qui fût en état de combattre la barbarie orientale et de répandre la lumière parmi ces ténèbres ; on a donc jugé qu'il méritait d'être soutenu par l'Europe dans la réalisation de son vaste projet : l'ascension de la Roumanie au rôle de grande puissance orientale. Mais le petit ambitieux vit son chemin barré par la Hongrie, pays de civilisation millénaire, qui prétendait également au rôle d'Etat porte-lumière et qui comptait, lui aussi, sur l'aide du monde cultivé. Il fallait donc entamer la Hongrie, discréditer devant le monde la nation hongroise, troubler l'ordre établi et, si possible, rayer cette nation de la carte et partager ses biens, afin que la race roumaine pût répandre dans le Levant la culture européenne et le respect du droit et de la liberté. Tous les efforts de Bucarest concoururent à établir que seule la race roumaine peut, grâce à ses vieilles traditions, prétendre exercer en Orient une mission civilisatrice.

Et il arriva cette chose invraisemblable qu'une nation à peine constituée s'érigea en juge d'un pays qui possède une culture millénaire. A coup de calomnies on fit croire au monde qu'au seuil de l'Orient, la nation hongroise maintient des nationalités étrangères sous le joug de ses institutions moyenâgeuses, que cette « horde asiatique » oppose à la culture et au progrès la résistance de ses indéracinables instincts. Il y a plus. Armé d'une histoire falsifiée, on a rendu vraisemblables de pseudo-titres de propriété à la faveur desquels on prétendait à une part du sol hongrois, à tel point que nombreux furent en Europe ceux qui auraient attesté par serment le bon droit de Bucarest, affirmé par des agents et des organes soudoyés.

Cependant, il existait des hommes d'Etat roumains assez sages pour reconnaître le danger et combattre ce courant. Tite Maiorescu, professeur d'Université, plusieurs fois ministre, homme d'Etat roumain de grande réputation, déclara ouvertement à sa nation que tout cela était fausseté et mensonge, qu'elle s'était égarée sur une route qui mène à des catastrophes, parce qu'une nation peut à la rigueur exister sans culture, mais qu'une institution fondée sur le mensonge doit nécessairement périr.⁽¹⁾ Et voici ce qu'un grand orateur roumain, Michel Cogalnicean, qui fut à plusieurs reprises membre du gouvernement, déclarait au sujet du chauvinisme de sa nation et de la thèse de la descendance romaine du peuple valaque et moldave, alors que son cœur et son intelligence ne s'étaient pas encore égarés : « Pierre Maior eut le malheur de fonder l'école *néo-roumaine* si en vogue, dont les adhérents n'étaient pas leurs assertions sur des faits, mais s'imaginent s'assurer l'admiration du monde en prêchant qu'ils descendent du premier peuple du monde : des Romains. On poussa cette manie jusqu'à affirmer que les événements de la Rome antique, les actes de Romulus et de Remus, puis ceux de l'empereur Auguste, appartiennent à l'histoire de la race roumaine actuelle. Grisé par la gloire des origines romaines, Aristia déclare Roumain le centurion Longinus, qui transperça de sa lance le Christ crucifié, et il ne cache pas sa joie de constater que le premier chrétien fut également Roumain. » Cogalnicean essaie ensuite de calmer par les mots suivants cette folie des grandeurs : « Méfions-nous, messieurs, d'une manie qui nous rend ridicules devant l'étranger. Que notre premier devoir et notre principale vertu soit la modestie, sinon la parole d'Eliade, à savoir que seuls les peuples ruinés et dégénérés invoquent des aïeux glorieux et une origine distinguée, — s'appliquera à nous. Descendrons-nous d'Hercule, que le monde, si nous sommes malhonnêtes, nous jugera pour ce que nous valons. Par contre, chassons de nos rangs la démoralisation, les factions, qui causeront tôt ou tard nôtre perte ; pratiquons et entretenons parmi nous l'amour fraternel et le patriotisme ; créons une culture saine et non pas superficielle, — et l'Europe nous estimera et nous honorera, lors

(1) *Critice*, p. 327.

même que nous descendrions directement des hordes de Gengis-Khan.» (1)

Ces graves avertissements et d'autres encore ne purent arrêter le courant, qui emporta tout avec lui, pour tout jeter finalement contre le récif, peuple et nation, et les y broyer et anéantir. La fièvre s'empara de tous, même du roi Karol qui, au lieu de refréner énergiquement les fureurs de ce nationalisme échevelé, fut entraîné par le courant, au milieu des applaudissements de son peuple. Le mémoire adressé par l'Académie roumaine aux institutions scientifiques du monde entier a montré quel degré la fièvre nationaliste avait atteint. Dans ce document, la nation hongroise et ses institutions sont traînées dans la boue, tandis que la race orientale des Roumains est comparée, pour son passé glorieux et pour sa culture, aux peuples les plus civilisés. Et lorsqu'on voit cette corporation scientifique mesurer Etienne le Grand et Michel le Brave à l'aune des grands capitaines qu'étaient Jules César et Napoléon, il faut, me semble-t-il, renoncer à discuter avec des esprits en proie à un pareil vertige.

Aucun peuple n'a autant occupé le monde scientifique par la question de ses origines que les Roumains ; mais à propos d'aucun peuple la mystification ne s'est plus largement donnée qu'à propos de cette nation. Le monde scientifique passe très vite à l'ordre du jour sur la question des origines des peuples : il retient une ou deux thèses et puis considère le débat comme clos. La question roumaine, elle, a été artificiellement maintenue sur le tapis, afin que le monde s'en occupât le plus possible. Cependant cette question est depuis longtemps réglée et bonne à être reléguée aux débarras. L'origine dacique des Roumains orientaux appartient au domaine des mythes ; plus personne n'en parle sérieusement dans le monde des savants. On peut, sur le tréteau politique, discourir de possession deux fois millénaire et d'autres balivernes encore, pour agacer les Hongrois, et ramasser des preuves de droits inexistants dans les contes et dans des chroniques *Hurul* qui manquent d'authenticité ; les historiens sérieux ne font plus de cas de ces racontars.

(1) *Cronicele Romaniei*. I, 1, p. XXXVIII—XXXIX. *Cuvent introductiv la cursul de istoria nationale*. Acad. Mihaileana. (24 nov. 1843).

Tous les indices relatifs à la formation du peuple et de l'idiome roumain en Hongrie conduisent à chercher le foyer primitif de ce peuple dans les Balkans. Tout nous y ramène : les témoignages historiques, les monuments linguistiques, la législation des principautés roumaines (les *basiliques*), leurs institutions de cour et organisations intérieures, l'orthodoxie de leur Eglise, leur dépendance d'Ochrida et toute leur culture, qui ne contient aucun élément dacique. Mais c'est surtout le caractère pastoral de nos Roumains qui fournit un témoignage irréfutable de leur origine balkanique. On ne peut expliquer le caractère de ce peuple autrement que par le caractère des pasteurs valaques, c'est-à-dire d'une race balkanique. La connaissance de ce fait nous mène jusqu'aux pâtres de l'Epire et de la Thessalie, venus d'Italie à travers le détroit d'Apulie et d'Otranto et qui, déjà avant l'époque de Terentius Varro, avaient leur organisation propre et leur langage rustique, qui n'était pas compris à Rome, à telle enseigne que les autorités en étaient réduites à se servir d'interprètes dans leurs rapports avec les pâtres.

En dehors des pâtres d'Italie, les pâtres *transmarins* prirent part à la fondation de Rome. On ne peut entendre sous cette expression que des bergers balkaniques, et l'on doit en conclure que les contrées occidentales des Balkans formaient avec l'Italie orientale et surtout sud-orientale une seule région et une seule société de pâtres, dont les mœurs et coutumes ont été décrites par Terentius Varro et par d'autres auteurs latins que les questions économiques intéressaient. (1) Celui qui cherche les ancêtres des Roumains actuels dans le monde des pâtres latins est donc sur la bonne piste. Selon mon opinion, le foyer primitif était dans l'Epire, en Thessalie et dans les parties méridionales de l'Albanie ; c'est là que fut le point de départ de l'exode roumain vers le nord.

Pour expliquer l'établissement des Roumains en Hongrie, il n'est pas nécessaire de supposer qu'une tribu de pâtres des Apennins a été prise tout à coup d'un besoin de mouvement, s'est mise en route à travers le Frioul, est arrivée dans les montagnes illyriennes (thèse de L. Réthy) et y a subi des influen-

(1) Louis de Thallóczy : *Etudes sur l'histoire des colonisations de la péninsule Balkanique*. Budapest, 1901 (en hongrois).

ces slaves et illyriennes, pour donner la vie, aux VI^e et VII^e siècles, au peuple roumain de nous jours. Il n'était pas davantage nécessaire que Trajan peuplât de colons romains la province de Dacie (en 107 de notre ère) ou que l'empereur Aurélien (en 270) fit émigrer ces colons vers les provinces balkaniques. A ces époques-là, les montagnes et les vallées de l'Epire, de la Thessalie, de l'Illyrie et de la Macédoine étaient saturées d'éléments pastoraux italiens, qui formaient alors une société spéciale, ayant leur organisation pastorale propre et leur idiome particulier, et qui, se détachant de l'Italie, prirent leur essor, se développant de façon indépendante, selon leurs mœurs et coutumes.

L'occupation de la Dacie par les légionnaires de Rome et la vie romaine de cette province n'eurent point d'influence sur ce monde de pâtres ; on ne trouve ni dans la langue roumaine ni dans les légendes roumaines des traditions d'origine dacique, latine, gothique et hunnique. Sans rien recevoir de ce côté-là, cette société de pâtres et sa langue avaient pris corps et s'étaient développées jusqu'à présenter tous les caractères de la race et de la langue roumaines d'Orient (*vlach*).

En résumé, mon opinion est que la race roumaine établie dans les Balkans n'est rien autre qu'une branche des pâtres italiens qui, de l'Apulie, riche en troupeaux, et par le détroit d'Otrante, essaima de temps à autre en Epire, en Thessalie et en Albanie. De là, suivant les nécessités de la vie pastorale et sans se préoccuper des mouvements politiques des pays qu'ils traversaient ou de leur situation administrative, ces pâtres ont poursuivi leur migration en suivant les crêtes des montagnes. (1)

Les Alpes ne sont pas propres à l'hivernage des troupeaux qu'on mettait à l'abri, vers l'automne, dans les vallées, où les familles des pâtres établissaient leurs demeures (*cátun*). Il en avait toujours été et il en est encore ainsi. Ces *cátuns* furent le noyau des villages alpestres ; lorsque le nombre des habitants augmenta, il se produisit des poussées vers les plaines, où les colonies roumaines s'adonnèrent à l'agriculture ; d'autres

(1) Cette opinion a été plus amplement exposée dans mon discours inaugural comme recteur de l'Université. Cf. *Acta Universitatis Litterarum Regiae Hungaricæ Francisco-Josephinæ Kolozsvariensis. Anni MCMVI—VII*. Pages 145 à 159. — Cf. G. Moldován : *Roumains de Hongrie*. Budapest, 1913 (en hongrois).

se fixèrent dans les villes et apprirent les métiers et le négoce. L'essaimage parti des *cátuns* se produisit par des départs individuels ou collectifs ; dans ce dernier cas, le chef de famille (*kneaz, knez*) levait le camp et, emmenant avec lui ses biens et ses enfants, allait s'engager pour les labours et autres services, là où l'on manquait de bras. Les institutions familiales primitives se maintinrent ; la puissance paternelle et les redevances (*quinquagesima*) se conservèrent. Ces essaimages devaient nécessairement se produire, car les membres des familles nombreuses ne trouvaient plus d'occupation, le soin du troupeau n'exigeant pas tant de bras et la contrée subalpine ne pouvant fournir à leur subsistance. Plus d'un, aussi, devenu riche, abandonna l'élevage et se mêla des affaires publiques, acquérant influence, autorité et puissance. Nous pouvons donc affirmer que les Roumains ne doivent qu'à eux-mêmes leur existence nationale.

Les Roumains d'aujourd'hui, descendants de peuplades pastorales balkaniques, n'ont donc rien de commun avec les légionnaires romains qui ont occupé la Dacie, avec les aigles romaines et leur gloire, avec la civilisation romaine et la culture dacienne. Le monde romain de Dacie poursuivait ses destinées, tandis que, de leur côté, sans même avoir connaissance de ce qui se passait autour d'eux, les pâtres pauvres et simples, venus d'Italie, vivaient et s'assimilaient d'autres éléments populaires et pastoraux.

On ne peut nier la caractère latin de la langue roumaine, mais l'on ne peut admettre l'hypothèse de son origine dacienne, car ni la langue roumaine, ni les institutions populaires, ni les légendes roumaines, ne contiennent des éléments latins religieux ou linguistiques qui rappelleraient la Dacie. La langue roumaine moderne ne connaît pas de dérivés des mots *legio, legionarius, miles, bellum, dux, fœderatus, victoria, triumphus, imperium, patria, familia, urbs, rus*. Serait-il possible que les descendants des légionnaires et des colons romains n'eussent conservé aucun vestige des métiers propres aux ancêtres ? Est-il admissible qu'un peuple ait pu vivre sur un territoire, la Dacie, depuis l'an 107 de notre ère, et que son langage, ses mœurs, sa religion, ses institutions militaires et civiles n'aient rien emprunté, non seulement à la latinité, mais en outre à la langue, aux mœurs, aux légendes, aux institutions des divers

peuples (Daces, Goths, Huns) avec lesquels il aurait cohabité jusqu'à l'occupation hongroise ? S'il fallait en croire la fable du chroniqueur Anonymus concernant le prince valaque Gelu, les Hongrois, lors de l'occupation du pays, auraient passé à Esküllö un traité avec les Roumains. Mais comment expliquer, alors, que la coexistence amicale des deux races n'ait pas laissé la moindre trace, au cours des siècles, pas plus chez les Hongrois que chez les Roumains, dans la langue ou dans les mythes, et qu'il ne subsiste aucune allusion à cette coexistence dans les temps lointains ?

Examinons la question de la continuité de la possession roumaine en Dacie depuis Aurélien (an 270 de notre ère). Qu'a donc pu faire la race roumaine sur ce sol jusqu'au XII^e siècle, c'est-à-dire pendant près de mille ans, pour qu'il ne soit pas même resté une borne pour prouver que ce peuple y a réellement vécu et exercé une activité intellectuelle et physique, pour qu'aucune œuvre, si insignifiante soit-elle, ne soit demeurée pour attester son existence et sa domination, ou du moins son séjour sur cette terre ? Si d'innombrables preuves ont été conservées de la domination romaine dans cette province jusqu'à Aurélien (de 107 à 270), il faudrait bien qu'une inscription, une pierre, un monument quelconque ou qu'un témoignage subsistât pour établir que, après la domination romaine, et jusqu'à l'occupation hongroise, pendant plusieurs siècles, cette terre a appartenu aux Valaques ou aux Roumains et qu'ils y avaient établi une civilisation quelconque !

Il ne peut donc être question d'une civilisation valaque sur le sol hongrois ; il n'en reste aucun monument, aucune preuve. Au contraire, les lois de Transylvanie considèrent toujours les Roumains immigrés comme un peuple d'un niveau inférieur ; sa conception de la propriété impose aux autorités des mesures d'exception et, bien que son activité s'épuise en méfaits, on le tolère *dans l'intérêt public*, car les seigneurs ont besoin des services de ces féaux. Les chroniqueurs, Anonymus en particulier, dénoncent les Valaques de Hongrie comme les plus vils hommes de la terre (*viliores homines esse totius mundi*), ce qu'ils n'auraient pas dit si les Roumains avaient été une population autochtone et avaient conservé, ne fût-ce qu'une parcelle minime de la culture latine de l'ancienne Dacie. Il m'est avis que les Roumains auraient exercé quelque

influence sur les hommes de Töhötöm, au cours de leur cohabitation ultérieure, si, au moment de l'occupation hongroise, les Valaques avaient été maîtres des contrées transylvaines et y avaient formé, en héritiers des Romains, un Etat sous le prince Gelu. Or, c'est en vain qu'on a recherché les traces d'une pareille influence.

Le premier évêque roumain de Transylvanie, Nicefor, apparaît seulement dans la deuxième moitié du XIV^e siècle. Le *vladika* (évêque) roumain n'avait pas encore de siège régulier au XVII^e siècle. En réalité, les diètes de Torda de 1579 furent les premières à régler la situation de l'Eglise schismatique roumaine de Transylvanie. Le fait que nos lois nationales n'inscrivirent pas la confession grecque orientale au rang des quatre confessions reçues témoigne que, précédemment, cette confession n'avait pas ici des droits acquis et que ses adeptes étaient des immigrés, contents qu'on les tolérât dans la nouvelle patrie. L'Eglise était sans biens et sans organisation ; il n'y eut point de synodes ou d'autres réunions pendant des siècles ; les papes n'avaient ni appointements ni logements réguliers ; les églises étaient petites, étroites, c'étaient de modestes baraques en bois, faites pour recevoir quelques fidèles seulement. Les Roumains de Hongrie n'ont pas de monuments ecclésiastiques, pas de belles églises en pierre, pas de couvents datant d'avant l'union confessionnelle de 1700. Est-il possible d'admettre une pareille pauvreté, un si profond dénuement et un tel manque de culture chez les Valaques de Hongrie, si cette nation avait été établie sur le sol hongrois depuis le III^e siècle, si le territoire lui avait appartenu, et si elle y avait exercé sa domination ? Et peut-on supposer que ce peuple schismatique ait pu conserver sa confession grecque orientale au milieu d'un Etat catholique, que l'évêque catholique de Transylvanie n'ait pas fait des efforts pour convertir les Roumains, comme, d'ailleurs, il les a effectivement convertis, malgré l'opposition des Eglises protestantes, dès que l'occasion s'en est présentée ?

Sauf le nom de Gelu, la tradition ne conserve aucun nom propre roumain du temps de l'occupation hongroise. Le prince Gelu, ses ancêtres, ses successeurs, s'ils avaient existé, auraient eu une culture nationale roumaine. Une cour princière comporte des dignitaires et l'existence d'une classe intelligente ; elle suppose en outre une constitution quelconque, un appareil

administratif, des institutions publiques et ecclésiastiques, des mœurs et des coutumes. Qu'est-il advenu de tout cela ? Il n'y a pas un seul mot dont l'origine remonte à cette époque, qui en conserve le souvenir ; pas un mot roumain, pas un nom propre n'est entré dans la langue hongroise. Depuis l'établissement des Hongrois dans le pays jusqu'au XII^e siècle, les diplômes royaux ne mentionnent pas un seul nom de famille roumain ; nous ne croyons pas possible qu'aucun des Roumains d'antan, s'il en a existé, ne se soit distingué par un acte ou par suite d'une circonstance quelconque, qu'il n'y en ait pas eu un seul pour faire passer son nom à la postérité dans une lettre de donation. Les fondations de communes valaques commencent après le XII^e siècle ; avant cette époque, il n'est pas fait mention de noms de villages roumains ou de bourgs roumains ; quant à une ville roumaine, jusqu'à nos jours il ne s'en est fondé aucune sur territoire hongrois.

Où et comment a donc vécu et qu'a produit cette nation roumaine qu'on prétend avoir existé d'une façon continue en Dacie ? Serait-il possible que, depuis le III^e siècle jusqu'au XII^e, elle se fût éclipsée et cachée au point qu'aucune mention d'elle ne subsiste ? Mais je me reprends : quelques fables nous parlent de son existence, mais on n'en a pas une seule preuve historique, pas un seul monument linguistique.

Ce rapide aperçu suffira pour édifier le lecteur sur l'inanité de la thèse de l'origine dacique des Roumains, et sur le peu fondé de leurs prétentions à la culture latine et à une mission civilisatrice en Orient ; il saura surtout ce qu'il faut penser de leur maturité politique.

Voilà donc sur quoi la sagesse politique roumaine a fondé depuis le XVIII^e siècle son idéal national, sa Grande Roumanie (*Romania mare*). Voilà les titres de possession deux fois millénaires sur lesquels elle établit son droit de propriété sur la Transylvanie et qu'elle invoqua pour réclamer aux Hongrois la restitution du pays jusqu'à la Tisza. J'ai sous les yeux la carte géographique ⁽¹⁾ de ce grand empire. Cette carte embrasse des régions qui appartenaient à l'ancienne Pannonie ; mais la conscience et la morale politiques roumaines ne s'embarrassent pas de si peu. En vérité, ce serait un beau royaume,

⁽¹⁾ *Harta natiunei române intocmită* de Joan Bratila, Golesti (Rimnic-Sarat) România.

sans pareil en Europe, qui s'étendrait jusqu'à la Tisza, avec Debreczen, et engloberait les comitats septentrionaux jusqu'aux cimes des Karpathes, avec toute la Bukovine. Mais je m'étonne que le compas roumain se soit arrêté au Pruth et que la Bessarabie soit exclue des frontières de la Grande Roumanie. C'est trahir l'idéal national roumain ! Tandis qu'elle réclame la moitié de la Hongrie, invoquant des droits qui dateraient de deux mille ans, la Roumanie ne formule pas la moindre revendication à l'endroit d'un territoire qu'elle n'a perdu que depuis quarante ans ! Elle se tait sur la Bessarabie, arrachée à la mère-patrie par l'avarice russe. Mais il y a plus : il fut un temps où le Dniestr formait la frontière roumaine ; les poètes roumains le chantent :

De la Nistru pâ'n' la Tisa . . .
(Du Dniestr jusqu'à la Tisza . . .)

Comment les hommes d'Etat roumains peuvent-ils trahir deux millions de Roumains ? Comment se fait-il qu'ils ne réclament pas la réunion à la mère-patrie de ces deux millions d'âmes et du territoire allant jusqu'au Dniestr, sur lequel la Roumanie a des titres indiscutables ?

Ah ! c'est qu'il était inopportun de soulever cette question, au moment où l'on devenait les complices en brigandage des détenteurs de ces provinces roumaines. Il a fallu renvoyer à une autre occasion de mettre cette affaire sur le tapis. On ne peut pas tout faire à la fois : il faut laisser quelque chose pour l'avenir. En attendant, le monde roumain cèle dans son cœur la Bessarabie. Les conspirateurs roumains se sont d'abord attaqués au point le plus difficile de leur programme. Mais l'entreprise n'a pas été heureuse, car au lieu de s'accroître, la vieille Roumanie se rétrécit, au point qu'il n'en reste plus qu'un petit bout autour de Jassy et il est possible que ce petit bout même disparaisse. De la Grande Roumanie, il ne reste entre les mains du roi Ferdinand et de son gouvernement que cette carte géographique large de quelques centimètres, dressée avec tant de beaux espoirs par l'instituteur roumain de Golest. Cette carte sera le document le plus précieux que les hommes d'Etat roumains auront à produire au futur congrès pour établir les titres deux fois millénaires du peuple roumain sur notre Transylvanie.

Et avec tout cela les hommes d'Etat de Jassy et de Paris ont déclaré bien haut qu'ils ne voulaient pas d'annexion, qu'ils ne convoitaient pas de territoires étrangers. Quelques esprits crédules s'y laissèrent prendre. On les a persuadés que ce n'était point une annexion que de prendre possession du sol hongrois jusqu'à la Tisza, en alléguant un droit qui date de deux mille ans. Cela revient à la Roumanie, car ce sol appartient aux Romains ! Si la politique roumaine soutenait pareille thèse au sujet de la Bessarabie, province qui, naguère encore, était réellement une possession roumaine, cela se comprendrait encore. Mais réclamer aujourd'hui, en alléguant un prétendu droit ancien de deux mille ans, des régions qu'on n'a jamais possédées, est une toquade politique sans pareille.

GRÉGOIRE MOLDOVÁN.

L'AVENIR DE NOTRE COMMERCE D'EXPORTATION

Le commerce d'exportation a de tout temps fait le sujet des préoccupations des gouvernements.

Les pays les plus développés, dès que les produits de leur agriculture et de leur industrie ont suffi à peu près à leurs besoins, ont songé à favoriser l'exportation de leurs marchandises. Ils étaient poussés, en agissant ainsi, à la fois par le désir de prendre pied sur les marchés étrangers et par la nécessité de se procurer les denrées agricoles ou les produits industriels qui leur manquaient.

L'Angleterre, en particulier, à mesure qu'elle a développé sa puissance coloniale, a su admirablement coordonner sa politique extérieure avec ses intérêts commerciaux, calculant avec soin ce qui convenait à la réussite de ses projets d'expansion. Elle est ainsi passée maîtresse en politique réaliste.

L'Angleterre s'est assurée la possession de ses colonies en leur achetant les matières premières qu'elles produisaient et leur a donné en échange les produits de son industrie.

La suprématie navale de la Grande-Bretagne lui a rendu possible l'expansion coloniale, jusqu'au moment où surgit en Europe une puissance assez forte pour contre-balancer sur le continent le prestige britannique.

Tout au début de la politique coloniale anglaise, quand l'industrie et le commerce ne faisaient que naître, ce fut surtout la France qui donna ombrage aux hommes d'Etat d'outre-Manche. De là la rivalité séculaire entre la France et l'Angleterre et les guerres sanglantes qu'elle a engendrées.

L'Angleterre a fini par évincer sa rivale. Dans la suite, l'industrie française s'est frayé des voies nouvelles et a cessé

de courir sur les brisées d'Albion . . . Bien mieux : l'Angleterre a trouvé dans son ancienne antagoniste une alliée contre un nouveau concurrent.

Ce nouveau-venu est l'empire d'Allemagne, constitué à la suite de la guerre de 1870—1871, et qui s'est lancé à pleines voiles dans la carrière de l'expansion industrielle et commerciale, menaçant ainsi le monopole anglais. L'Allemagne a commencé par conquérir les marchés européens, puis sa flotte marchande s'est mise en mesure de disputer à la Grande-Bretagne les marchés coloniaux.

Pendant que l'industrie et le commerce allemands prenaient leur essor à la faveur des quarante années de paix dont l'empire a joui depuis sa formation, que les hommes d'État et les grands capitaines d'industrie de Berlin étudiaient à fond les procédés de la politique expansionniste anglaise, pour lui damer le pion, la puissance militaire allemande se perfectionnait sans cesse pour fournir l'appui moral indispensable à la politique économique de l'empire, et la diplomatie allemande se mettait toute au service des intérêts commerciaux du pays.

Pendant quelque temps, la France a également conduit sa politique internationale avec la préoccupation de favoriser les intérêts de son commerce, mais l'instabilité qui caractérise la politique intérieure française a empêché que ce programme ne fût suivi avec constance.

On a, cependant, parfaitement compris en France toute l'importance du commerce d'exportation et une foule d'institutions ont été créées pour en servir les intérêts. Mais, malgré tout, on s'est laissé devancer par l'Allemagne.

Les perpétuelles agitations intérieures ont porté préjudice au commerce d'exportation de la France, qui avait pourtant pris un certain essor. C'est qu'il a fallu souvent subordonner les intérêts économiques à ceux de la politique. On a fini, toutefois, par s'aviser que les intérêts commerciaux doivent passer avant tous les autres. Mais, quand le gouvernement français s'est décidé à mettre l'appareil administratif au service du commerce, celui-ci avait perdu trop de terrain pour être en mesure de combattre avec succès la concurrence allemande. Bien plus, il lui a fallu faire des efforts pour éliminer de son propre marché les produits de l'industrie rivale, que recommandait leur bas prix. C'est en vain qu'on a eu recours à des mesures

défensives, notamment aux droits d'entrée prohibitifs : les marchandises allemandes ont continué d'affluer en France.

Le commerce d'exportation français a cherché alors à se dédommager en partant à la conquête des marchés du Royaume-Uni d'abord, puis des marchés d'outre-mer.

On peut dire que l'Allemagne a été la première puissance qui a mis, pour ainsi dire, tous les ressorts de l'administration publique au service du commerce ; sous ce rapport, elle a précédé tous les autres Etats. L'industrie s'y étant prodigieusement développée, la nécessité de placer ses produits a puissamment stimulé le trafic d'exportation.

Aussi l'activité fiévreuse de l'industrie et du commerce n'a-t-elle pas tardé à porter ses fruits. Les négociants allemands sont allés partout pour placer leurs marchandises et en très peu de temps des maisons d'exportation ont surgi dans presque tous les centres importants du Globe. Loin de se borner aux pays avec lesquels l'empire entretenait des relations amicales, on a cherché à se faire une clientèle dans les Etats même où l'élément germanique n'était pas vu d'un bon œil. C'est ainsi que les exportateurs allemands ont eu raison des antipathies françaises. Il se créa un centre de commerce d'exportation allemand à Paris même, dans le quartier des affaires. Toutes les maisons un peu importantes d'Allemagne y établirent des succursales destinées à écouler les produits de leur industrie. Plus tard, elles prirent même en main l'exportation des marchandises françaises et le commerce français avec les pays d'outre-mer fut accaparé, petit à petit, par des maisons mi-françaises mi-germaniques.

Il en a été de même en Angleterre, en Espagne et dans les républiques de l'Amérique du Sud. Le commerce d'exportation allemand marcha de succès en succès. Il ne fit rien que d'ouvrir des débouchés aux produits nationaux ; s'il ne s'est pas absolument emparé du commerce des pays étrangers, il s'y est du moins assuré une influence dirigeante. Il a dû ses triomphes à son organisation merveilleuse, qui peut, à juste titre, être proposée comme un modèle à suivre aux autres Etats.

C'est dans les villes libres de l'Empire, à Hambourg, à Brême, à Lubeck et dans les autres villes du littoral que le commerce d'exportation germanique a pris naissance. Le

cabotage et les échanges fréquents de denrées entre les villes maritimes en ont été le point de départ. La bonne organisation de la navigation intérieure a eu pour résultat d'attirer le trafic interne lui-même vers les grands ports de mer qui sont devenus ainsi des foyers actifs de l'exportation. Les clients des pays d'outre-mer ont pris petit à petit l'habitude de se rendre dans ces centres où ils trouvaient réuni tout ce dont ils avaient besoin.

Les négociants allemands avaient pris soin de former des dépôts d'échantillons, présentant à l'acheteur étranger les modèles de tous les articles fabriqués dans le pays. On avait eu la précaution de marquer les prix, les conditions de fabrication, les délais de livraison, les quantités en magasin, pour chaque marchandise.

Ces magasins, qui avaient le caractère d'expositions permanentes, recevaient les commandes, les faisaient parvenir aux fabricants et contrôlaient jusqu'au rabais à concéder aux clients. Plus tard, quand le trafic eut pris une extension considérable, ce système, bien que très pratique, ne répondit plus aux besoins. Alors, les usines et les maisons de commerce les plus importantes établirent des succursales et des agences spéciales, afin de faire valoir plus activement leurs articles. Les établissements de ce genre se multiplièrent à vue d'œil et les villes libres du littoral de l'Océan devinrent ainsi en peu d'années les centres du commerce d'exportation.

Au bout d'un certain temps, on s'aperçut qu'il ne suffisait pas, pour favoriser l'exportation, d'entretenir des agences et des représentants. On s'avisa alors d'organiser tous les ans à Leipzig des expositions de grand style, les célèbres foires où l'on peut se procurer tous les produits industriels fabriqués dans l'empire.

Dans la suite, ce moyen même ne fut pas jugé suffisant ; on se convainquit de la nécessité d'aller trouver l'acheteur chez lui et d'établir sur place des magasins et succursales où il pût se fournir avec moins de dérangement.

Ce système de propagande ne tarda pas à faire ses preuves. Les agences créées à l'étranger réalisèrent des affaires bien plus considérables que n'avaient pu le faire les magasins d'exportation de l'intérieur, qui devaient attendre le client. En effet, les commerçants établis à l'étranger, qui sont en relations

continuelles avec leur clientèle, connaissent ses goûts, ses habitudes, sont au courant de l'état de fortune des acheteurs, en un mot sont armés de toutes les informations utiles au développement des rapports commerciaux.

Les autorités allemandes se sont donc définitivement arrêtées à ce système et ont tout fait pour persuader leurs nationaux de créer des établissements à l'étranger. Et ce sont ces agents expatriés qui ont le plus contribué à propager les produits industriels allemands.

Les maisons les plus considérables n'ont pas hésité à entrer dans cette voie et à installer, parfois à grands frais, des agences spéciales dans tous les centres où leurs marchandises avaient un certain débit.

Il est évident que le succès de ces agences a été plus ou moins grand, selon les aptitudes de l'employé chargé de les gérer. Aussi a-t-on eu soin de choisir des représentants qui connaissaient parfaitement le milieu où il s'agissait d'opérer et qui parlaient couramment la langue du pays.

Au début, on s'est heurté à des difficultés. Un des moyens que l'on a pris pour aplanir les voies, a été d'envoyer à l'étranger des jeunes gens qui avaient terminé leurs études commerciales et auxquels on donnait mission de se renseigner sur les habitudes des différents pays et d'en apprendre la langue à fond. Ainsi se sont nouées des relations commerciales qui ont abouti quelquefois à la création d'établissements définitifs.

Les jeunes commerçants allemands envoyés de la sorte en éclaireurs, ont recueilli une somme de renseignements précieux sur les centres d'affaires anglais, français et américains ; la plupart d'entre eux ont rapporté au pays le fruit de leurs expériences ; d'autres se sont placés dans des maisons de l'étranger.

A Paris, les Allemands en étaient venus à peupler si fortement le commerce que les salaires en avaient baissé, au vif dépit du personnel indigène.

Grâce à la masse de renseignements ainsi recueillis sur les particularités nationales et locales, sur les habitudes et les goûts des différents pays, et jusque sur des détails tout extérieurs et en apparence futiles, mais souvent, en réalité, décisifs, comme les questions d'emballage, l'industriel ou le commerçant d'Allemagne s'est trouvé à même de faire une con-

currence redoutable à ses rivaux étrangers. Il a su imiter avec art des modèles de fabrication en vogue dans tel on tel pays et livrer des contrefaçons irréprochables, qui avaient l'avantage de coûter moins cher que les articles indigènes, malgré les frais de transport et les droits d'entrée.

Les procédés méthodiques de l'industrie allemande ont grandement favorisé ses succès. On sait que l'Allemagne est par excellence le pays de la fabrication en masse et à bas prix. Il est évident que cette sorte de marchandise est d'un placement plus rémunérateur que la marchandise soignée et chère, étant donnée l'énorme consommation qu'en fait la classe populaire qui, grâce à l'accroissement constant du bien-être général, fournit une clientèle considérable. Rien d'étonnant, dès lors, que le commerce d'exportation allemand en soit arrivé à exercer une sorte de monopole sur certains marchés de l'étranger, et que même, dans l'un ou l'autre pays, la production indigène ait subi l'influence de l'article allemand.

En ne considérant que la France, on constata que la pénétration industrielle et commerciale allemande s'y est tellement développée, au cours des trente dernières années, que les fabricants et commerçants du pays ont été contraints d'imiter les procédés d'outre-Rhin et, en outre, de se défendre contre l'envahisseur par des mesures quasi prohibitives.

Les Français ne s'étaient pas doutés tout de suite du danger. Bien loin de là, ils avaient fait un accueil favorable à la marchandise allemande à cause de son bon marché. Mais par la suite, quand les maisons de Hambourg commencèrent à faire concurrence aux articles français, quand on vit l'imitation allemande chercher à supplanter le produit national, et que non seulement la métropole, mais les colonies françaises se trouvèrent inondées de produits germaniques, l'opinion s'émut et on se décida à se défendre et, pour cela, à organiser le commerce d'exportation.

Les Chambres de commerce de Paris, de Lyon, du Havre, de Bordeaux, de Marseille élaborèrent à l'envi des projets, dont l'essentiel fut retenu par le gouvernement pour être mis en application, au moyen de lois appropriées. On s'efforça d'attirer vers la métropole le commerce des colonies en développant la marine marchande, en créant des lignes de navigation, de manière à établir des communications régulières

avec les ports les plus éloignés du globe ; en instituant d'importantes subventions en faveur de la Compagnie transatlantique ; enfin, en dotant de grands docks et d'entrepôts les ports de Marseille, du Havre et de Bordeaux.

L'Office national du commerce extérieur fut créé pour renseigner le monde des affaires, en portant à la connaissance des industriels, commerçants et exportateurs les occasions qui se présentaient de placer avantageusement leurs marchandises à l'étranger. Cet Office se documente au moyen des rapports consulaires et entretient en outre de nombreux correspondants éparpillés sur toute la surface du globe, qui le renseignent rapidement sur les besoins des divers marchés. Les ressources nécessaires au fonctionnement de l'Office et des Chambres de commerce sont procurées par un impôt spécial qui frappe les industriels et les commerçants.

L'Office du commerce extérieur dispose de fonds importants et se trouve en mesure de prêter une aide effective aux exportateurs. Dès qu'une perspective favorable lui est signalée, il s'empresse d'aviser les maisons qu'il juge à même de pouvoir en faire leur profit ; parfois même, il intervient auprès de telle maison d'exportation ou de tel fabricant pouvant fournir l'article demandé et l'encourage à faire ses offres. L'Office favorise de subventions les efforts faits en vue de propager à l'étranger les produits français.

Imitant le procédé inauguré en Allemagne, les Écoles supérieures de commerce entretenues par la Chambre de commerce de Paris décernent tous les ans des bourses de voyage aux élèves les plus méritants, afin de leur rendre possible de visiter, leurs études finies, les centres les plus importants de l'étranger.

L'Office du commerce extérieur emploie, d'ailleurs, tous les moyens propres à activer le trafic extérieur, et il est consulté en toute occasion par l'Administration centrale.

Grâce à ces diverses institutions, le commerce d'exportation français a pris un essor considérable ; les maisons importantes, rompant avec la routine, ont tourné leur attention vers les marchés extérieurs ; elles ont créé des comptoirs outre-mer, surtout dans les colonies, de façon que, en peu de temps, les relations commerciales entre les colonies et la métropole ont pris une grande extension.

Malheureusement, à la différence de ce qui s'est pratiqué en Allemagne, les industriels français n'ont pas appuyé autant qu'ils auraient dû, les efforts faits en vue d'activer l'exportation de leurs produits.

On sait que l'industrie française s'occupé avec prédilection de la confection d'articles demandant un certain goût, principalement de la fabrication des objets de toilette et de luxe. Aussi l'exportation française se borne-t-elle à certaines catégories de marchandises et n'est-elle pas en état de faire concurrence à ses rivaux sur un autre terrain. Il est vrai que, par les articles qui sont de sa spécialité, l'industrie française a devancé de fort loin toutes celles des autres pays et qu'elle a des clients en foule dans tous les Etats du continent et du Nouveau Monde. Le commerce d'exportation français débitant des articles d'un prix plus relevé, il réalise proportionnellement plus de bénéfices que ses concurrents. Toutefois, comme elle ne produit pas en masse des objets de première nécessité, l'industrie française a dû, sur ce point, céder le pas à sa rivale d'outre-Rhin. Au reste, la France n'a pas hésité à imiter l'Allemagne quand elle y a vu son profit. Ainsi, quand on a eu avis en France que l'administration allemande donnait des subventions, par l'intermédiaire de ses consulats, à ses nationaux établis dans les centres commerciaux de l'étranger, l'Office du commerce extérieur et le ministère se sont mis à encourager de la même manière les commerçants du pays établis au dehors.

C'est la multiplication des maisons de commerce allemandes à Paris qui a rendu aiguë la question du développement de l'exportation française. L'opinion publique s'est saisie du sujet ; la presse lui a consacré d'ardentes discussions, dans lesquelles elle n'a pas manqué de faire d'impressionnantes comparaisons entre la France et l'Allemagne. Sous l'effet des préoccupations générales, l'enseignement des langues étrangères fut introduit dans les écoles ; les grandes maisons de commerce établirent des succursales en Europe et dans les colonies, ainsi que dans les pays d'Extrême-Orient. L'Italie et la Roumanie furent particulièrement visées. Le Louvre et la Samaritaine installèrent des succursales à Bucarest. La Hongrie ne fut pas favorisée de la même sollicitude. Les sympathies politiques inspiraient visiblement à l'exportation française certaines

préférences. Il ne faut dès lors pas s'étonner si, malgré des succès incontestables, l'industrie et le commerce français ne sont pas parvenus à refouler la concurrence allemande, et cela pas même en France. Cela n'ôte rien à leur mérite et les statistiques commerciales témoignent éloquemment de la grandeur de l'effort français.

Les relations avec les colonies et avec l'Angleterre ont été de beaucoup les plus fructueuses pour le commerce français ; cependant, l'exportation en Allemagne n'a pas laissé d'être profitable. La jeunesse française engagée dans la carrière commerciale a parfaitement compris son rôle et l'a rempli avec talent.

*

Nous n'avons pas en vue de faire un tableau complet de la politique d'expansion commerciale des divers pays. Ce qui a été dit de la France et de l'Allemagne ne l'a été qu'à dessein de montrer ce qui s'est fait dans deux grands Etats et de citer des exemples pour notre instruction, car c'est la question du développement du commerce d'exportation hongrois que nous allons aborder maintenant.

Les premières tentatives d'organisation de l'exportation hongroise remontent à l'avant-dernière décade du siècle passé. Elles ont débuté par la fondation, à Budapest, du *Musée commercial*, institution dont nous avons pris le modèle en Belgique. Le Musée commercial a eu de prime-abord le caractère d'une exposition permanente ; ce n'est que plus tard qu'on y a joint une organisation destinée à soutenir d'une façon active les intérêts du commerce et à encourager l'exportation.

A ce moment, notre politique extérieure concentrait toute son attention sur le Balkan. Aussi, l'administration donnait-elle pour mot d'ordre à nos commerçants d'entreprendre la conquête du marché balkanique. En voyant les succès de la politique commerciale allemande, nos autorités songèrent qu'il fallait organiser sur le même pied l'exportation hongroise. On crut que le moyen de réussite le plus expéditif était de recourir à l'intermédiaire des correspondants ou des agences d'exportation du Musée commercial. Une société anonyme fut fondée, à laquelle on confia la direction des agences établies

dans le Balkan. On conférait ainsi à une société particulière le quasi-monopole du trafic avec les pays d'Orient. En conséquence, le commerce hongrois s'organisa en vue du trafic avec ces pays, en négligeant à peu près entièrement les marchés de l'Occident. On avait persuadé l'opinion publique que notre commerce d'exportation n'avait de perspectives de succès que du côté du Balkan ; on en donnait pour raison que nous ne pouvions pas offrir des produits assez parfaits pour avoir chance de plaire à une clientèle exigeante et qu'il fallait nous contenter de rechercher la pratique des populations peu difficiles des contrées balkaniques. On faisait valoir, en outre, que, grâce à notre position géographique, nous étions à même de nous assurer le monopole du trafic avec le Balkan.

Cette idée s'enracina si bien que nul ne voulut plus entendre parler de relations commerciales avec l'Occident. De bons esprits eurent beau signaler les succès remportés sur les marchés du monde occidental par les exportateurs allemands et autrichiens ; ce fut peine perdue : les fabricants et négociants hongrois, et les autorités avec eux, restaient entichés du Balkan, l'unique débouché, disait-on, qu'il fût raisonnable d'envisager pour notre exportation.

Heureusement, on est revenu de cette erreur et, aujourd'hui, l'administration prend à cœur de favoriser la création de débouchés commerciaux ; elle s'y est mise avec diligence, depuis que notre pays est entré dans une ère économique nouvelle et que l'on a réorganisé les méthodes d'encouragement de l'industrie nationale.

Afin de tenir l'industrie et le commerce au courant de ce qui, à l'étranger, est susceptible de les intéresser, en particulier des changements qui s'opèrent dans les procédés industriels et des chances qui se présentent pour le placement de nos produits, le gouvernement a créé une institution importante, celle des *agents informateurs du commerce*, fixés dans les centres d'affaires importants de l'étranger. Cette institution a été très favorablement appréciée partout et la plupart des Etats européens se sont empressés d'imiter notre exemple. Les agences d'information ont donc pour tâche de tenir le monde des affaires au courant de la vie industrielle et commerciale de l'étranger ; chacune d'elles renseigne l'administration centrale sur les principaux problèmes économiques qui se débattent dans

le milieu qui forme son rayon d'observation ; enfin, nos commerçants sont tenus par elles au courant du mouvement général des affaires et avisés des occasions propices qui s'offrent d'exporter leurs produits. Ainsi, nous disposons du moyen d'être constamment au fait de ce qui se passe sur les principaux marchés du monde et toute chance qui surgit de réaliser une affaire est immédiatement signalée.

Il a fallu toutefois quelque temps pour qu'on apprécîât la nouvelle institution à sa valeur. Pendant une dizaine d'années, on a persisté dans l'erreur de ne voir que le Balkan où notre génie commercial pût prendre son essor. A la fin, on s'est convaincu que les relations avec les pays occidentaux seraient bien plus avantageuses que le trafic avec les pays balkaniques, où la clientèle est moins exigeante, sans doute, mais où elle paye aussi moins largement. Il convient de reconnaître que l'exportation à destination des Balkans nous a rapporté, au début, des bénéfices assez satisfaisants ; mais, par la suite, ce marché avait bien perdu de son attrait pour nous.

Notre commerce extérieur n'a pu se développer sans le secours de la haute finance, en raison des besoins d'argent de nos fabriques et de nos usines, auxquelles il fallait des fonds à longue échéance qu'elles ont dû demander aux banques. D'autre part, il n'a pu se fonder chez nous de ces maisons d'exportation de grande envergure comme il en existe en France et en Allemagne ; en effet, nos fabriques, dans leurs achats de matières premières et nos exportateurs, dans leurs relations avec les consommateurs, se sont heurtés à des difficultés qui tiennent aux usages plutôt étroits de notre commerce. Dans ces circonstances, notre exportation aux Balkans a passé tout entière aux mains de la société anonyme dont il a été question plus haut et de quelques établissements financiers qui ont pris la haute main sur la direction des fabriques et en ont réglé la production selon leurs convenances.

Les peu nombreux exportateurs qui avaient la chance de disposer d'un fonds de roulement suffisant avaient eu à surmonter de grands obstacles dans leurs efforts pour développer leur clientèle orientale. Au moment où ils croyaient recueillir le fruit de leurs peines, les troubles politiques vinrent tout remettre en question et compromettre les résultats d'un labeur de plu-

sieurs années. C'est ainsi que la crise occasionnée par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine faillit ruiner les espérances que notre commerce fondait sur le Balkan. En effet, la population turque, pour se venger de ce que ces deux provinces échappaient définitivement à l'empire Ottoman, se mirent à boycotter les marchandises autrichiennes et hongroises ; on juge du préjudice qu'en éprouva notre commerce. La clientèle qu'on s'était attachée à grand'peine passa aux mains des commerçants allemands, français et anglais, et nos maisons d'exportation furent réduites à méditer sur les inconvénients et les dangers qu'il y a à s'en tenir à un seul débouché.

La guerre balkanique, qui vint ensuite, fut cause d'une débâcle formidable. Les plus gros clients de notre commerce d'exportation suspendirent à l'envi leurs paiements. Enfin on n'avait pas encore eu le temps de se remettre de ces secousses que la guerre mondiale éclata, immobilisant complètement notre exportation.

On ne saurait trop répéter que le bien-être et la prospérité de notre pays dépendent en première ligne de l'essor du commerce d'exportation. Aussi faut-il tout mettre en œuvre pour réaliser les conditions qui doivent permettre à notre commerce extérieur de se développer et de devenir viable et rémunérateur.

La première de ces conditions est de ne pas retomber dans les errements passés. Il ne faut plus jeter notre dévolu sur un seul pays ; nous devons aller partout, étendre le réseau de nos relations commerciales sur toute la surface du Globe, chercher à nous faire une place sur tous les marchés du monde. Après la guerre, les conjonctures seront extrêmement favorables aux hommes d'initiative.

Notre industrie a plus besoin de consommateurs étrangers que celle d'autres pays, étant donnée l'indifférence à laquelle elle se heurte, tant à l'intérieur qu'au dehors, et la redoutable concurrence que lui fait, sur nos propres marchés, une puissante rivale. Que si ses produits réussissaient à gagner la faveur d'une nombreuse clientèle étrangère et que nos hommes d'affaires fussent assez heureux pour lui ouvrir les grands marchés du monde, le public hongrois, lui aussi, finirait par les mieux apprécier et alors notre grande industrie se trouverait

dans les conditions voulues pour prendre un essor vigoureux. Pour les raisons que nous avons exposées, il y a nécessité absolue pour nous de prendre part à la lutte des nations pour la conquête des débouchés commerciaux et de chercher à répandre nos produits partout où cela est faisable.

Une des premières conditions de la réorganisation de notre commerce extérieur doit être de rompre avec l'ancien système, de nous arracher à la contemplation hypnotique du Balkan et de tourner nos regards vers l'Occident. Là, nous trouverons des besoins plus variés à satisfaire et une clientèle qui paye comptant.

Un certain nombre de nos compatriotes qui se sont établis autrefois en Allemagne, en France et en Angleterre, y ont fait connaître de leur propre initiative certains de nos produits et les ont fait apprécier. Ces succès isolés sont de bon augure pour les tentatives futures que l'on ferait dans ces pays afin d'y répandre la marchandise hongroise.

Le soin d'organiser l'exportation incombe au gouvernement aussi bien qu'à l'initiative privée. Il faudra avant tout créer une institution analogue à l'Office national français du commerce extérieur, dont nous avons esquissé plus haut le fonctionnement. Cette institution serait chargée des intérêts de notre commerce d'exportation ; elle entreprendrait des relations incessantes et étroites avec les corporations commerciales du pays. L'Office pourrait être créé de toutes pièces ou bien, comme nous l'avons proposé jadis dans un mémoire aux autorités sur cette question, on le rattacherait au Musée commercial. Il faudrait mettre à sa tête des spécialistes connaissant à fond, en théorie et par la pratique, le commerce d'exportation ; ces hommes seraient ainsi à même d'exercer un jugement critique sur les informations qui parviendraient des agents établis en pays étrangers ; ils attireraient l'attention des exportateurs sur les occasions qui se présenteraient d'écouler telle ou telle marchandise dans tel ou tel pays. L'Office aurait, en effet, ses correspondants sur les principales places de l'extérieur, qui le tiendraient au courant des besoins du pays où ils rempliraient leur mission.

L'Office établirait dans les grands centres de commerce des succursales dont la direction serait confiée à des chefs de service parfaitement au courant des affaires, mais dégagés

de tout intérêt particulier. Ces succursales seraient placées sous le contrôle de l'agent informateur délégué par le ministère du Commerce. A ces succursales seraient annexés des dépôts de marchandises, de manière que la clientèle du rayon y trouvât les articles à sa convenance et pût y faire, au besoin, ses commandes.

Il serait bon aussi que le plus grand nombre possible de nos maisons entretenissent des représentants à l'étranger ou s'y créassent des relations, surtout dans les centres d'affaires de l'Occident.

D'autre part, nous devons réorganiser l'enseignement commercial. Il faut inscrire au programme des écoles de commerce l'étude des marchés de l'étranger, ou bien créer un certain nombre d'écoles spéciales chargées de familiariser leurs élèves avec les us et coutumes des places étrangères et de leur faire apprendre les différentes langues qui y sont parlées.

De leur côté, les écoles supérieures de commerce, dont le nombre devrait être augmenté et au programme desquelles il conviendrait de réserver une grande place en faveur des questions relatives au commerce d'exportation, auraient pour mission de fournir au commerce extérieur un personnel parfaitement qualifié, tant sous le rapport de la formation théorique que sous celui de l'expérience pratique.

Les agents informateurs du commerce rendront à notre exportation des services d'autant plus appréciables que l'on aura davantage marqué le caractère officiel de l'institution. Il faudrait, notamment, les autoriser à traiter directement avec les maisons intéressées, ce qui les mettrait à même d'appeler immédiatement l'attention de nos exportateurs sur les occasions favorables qui viendraient à se présenter. Quand il s'agirait d'intérêts relatifs à une place de commerce où un de ces agents aurait sa résidence, ce serait à lui qu'on s'adresserait en premier lieu pour être renseigné, personne n'étant mieux à même que lui de fournir des informations sûres. On devrait autoriser ces agents à prendre les mesures voulues pour l'établissement de telle ou telle maison dans la ville où ils ont leur siège, et à faire acte d'arbitres dans les litiges qui viendraient à se produire entre nos nationaux commerçants. Lorsqu'ils le demanderaient, il faudrait leur adjoindre des

experts, choisis parmi les hommes versés dans la pratique des affaires, ceci pour les centres principaux.

Moyennant quoi, l'institution des informateurs spéciaux et l'Office du commerce extérieur, avec les succursales établies par lui à l'étranger, aideraient puissamment au développement de nos relations d'affaires. Sans doute, au début surtout, ces mesures occasionneraient un surcroît de charges à l'administration centrale ; mais il serait possible de récupérer ces frais, comme cela se fait dans d'autres pays, par une contribution spéciale demandée à nos industriels et à nos commerçants.

Il n'a été question jusqu'ici que du rôle de l'Etat dans l'organisation de notre exportation. Il reste à examiner quels seront les devoirs de nos exportateurs. Au premier rang de ces devoirs figure la nécessité d'une éducation commerciale appropriée. Mais, tout d'abord, nous devons dire un mot de l'objet de notre trafic d'exportation, c'est-à-dire des marchandises que nous avons à offrir à l'étranger.

Constatons immédiatement que notre industrie et notre commerce sont à la veille d'une transformation profonde. La Hongrie est encore, à l'heure qu'il est, un Etat essentiellement agricole, qui n'a pour le moment à exporter que les produits de l'industrie agricole. D'autre part, l'expérience a démontré la fausseté d'une opinion généralement admise naguère sur le compte de la petite industrie, à savoir que celle-ci serait moins susceptible de développement que la grande. On a pu voir que, dans les Etats même où l'industrie est encore rudimentaire, la fabrication de tel ou tel article a néanmoins pris une extension considérable, par suite de circonstances favorables, telles que la facilité de se procurer les matières premières, ou une situation géographique propice, ou enfin le savoir-faire du commerce d'exportation.

Il n'est pas rare que le commerce extérieur d'un pays y détermine l'essor de certaines spécialités dont le débit serait resté plus ou moins insignifiant, s'il s'était borné au seul marché intérieur ; on peut même dire qu'il existe un grand nombre d'industries qui ne se développent que dans les pays qui entretiennent un trafic actif avec l'étranger.

La grande industrie allemande et française doit son essor à l'exportation. Les vastes entreprises, à peine fondées, n'ont

pu se contenter du marché intérieur pour l'écoulement de leurs produits et se sont mises aussitôt à la recherche de débouchés à l'étranger. Ainsi, les fabriques de soieries de Lyon, tout en soignant leur clientèle française qui est importante, recherchent avec empressement les occasions de placer leur marchandise au dehors, soit par l'intermédiaire de leurs succursales, soit par les démarches de leurs voyageurs, soit simplement en recourant aux soins de l'Office national du commerce extérieur.

L'industrie allemande, bien entendu, ne le cède à personne en diligence dans la poursuite de la clientèle étrangère. Simultanément avec le développement de sa production chimique et mécanique, l'Allemagne a organisé méthodiquement l'exportation de ses marchandises de toute espèce.

De même, celles de nos industries qui n'ont pas dans le pays un débit suffisant, parce que la consommation intense n'est pas assez forte pour absorber toute leur fabrication, ou parce qu'il s'agit d'un produit dont le marché national est déjà saturé en vertu d'engagements antérieurs, ces industries, dis-je, si le commerce d'exportation venait à leur aide, prendraient un nouvel essor. C'est par là que l'exportation peut contribuer à faire d'un pays une puissance industrielle.

Mais, en somme, là n'est pas la mission essentielle du commerce d'exportation. Il a un rôle bien plus décisif : il doit être le grand excitateur de la vie économique du pays ; il doit y faire affluer les capitaux et procurer à l'industrie nationale et à l'agriculture, pour la part de ses produits qui excède les besoins intérieurs, des débouchés avantageux.

Le commerce d'exportation est donc appelé à un rôle de premier ordre, à une tâche ardue, dont il ne peut venir à bout qu'avec le concours des diverses classes de la vie économique : agriculture, industrie, commerce. Il ne faut pas perdre de vue que nos exportateurs sont dans une situation bien moins favorable que leurs confrères allemands, français et anglais. En effet, ceux-ci, outre les encouragements de leurs gouvernements, ont eu l'appui d'une industrie et d'un commerce très développés, dont ils ont été parfaitement compris et puissamment aidés.

Notre exportation doit pouvoir compter sur un appui analogue. C'est l'affaire des intéressés et de l'administration

de le lui procurer. Le pays en aura le profit ; car, encore une fois, le commerce d'exportation n'est pas seulement utile, en procurant le placement du surplus de la production agricole et industrielle : il devient un puissant promoteur de l'industrie rurale et manufacturière.

Ce qui a principalement entravé, dans le passé, les efforts de nos exportateurs, c'est l'indifférence de la plupart de nos agriculteurs et de nos industriels à l'égard du commerce intermédiaire et du commerce extérieur.

Nous avons souligné cette attitude peu intelligente dans le *Mémoire* dont il a été question plus haut. Nous y avons exposé que nos agriculteurs, nos industriels et même nos commerçants demandaient, pour leurs produits et marchandises destinés à l'exportation, des prix plus élevés que ceux qu'ils exigent de la clientèle interne. Malheureusement aussi, il est trop souvent arrivé qu'on a livré à l'étranger des marchandises qui ne se sont pas trouvées conformes à la commande et qui ne répondaient pas aux exigences de la clientèle.

Ce sont là des faits qui me sont connus d'expérience et je sais que des négociants hongrois établis au dehors ont dû, à la suite de mécomptes de ce genre, renoncer au placement des produits nationaux et se vouer à la vente de marchandises étrangères.

On voit combien il est nécessaire que nos industriels et commerçants envisagent d'un autre œil qu'ils l'ont fait jusqu'à présent le problème de l'exportation.

J'en arrive maintenant au rôle capital qui est dévolu au commerce extérieur dans l'économie nationale.

Comme je viens de le dire, le commerce d'exportation est appelé à être l'auxiliaire le plus utile de l'agriculture ; à preuve l'état prospère de notre industrie sucrière et minotière. Ces deux industries, après avoir pourvu aux besoins intérieurs, écoulent l'excédent, assez considérable, de leur production sur les marchés d'Europe et ceux d'outre-mer, grâce à leur service d'exportation qui est très bien organisé.

Il convient de remarquer que la fabrication du sucre et la minoterie jouissent d'une situation privilégiée par rapport aux autres industries qui demandent leur matière première à l'agriculture ; elles ont surgi au moment du premier essor de l'industrie manufacturière et ont rencontré l'appui de la

haute finance, ce qui les a mises en bonne posture pour organiser leur trafic d'exportation.

Or, il existe chez nous d'autres industries agricoles qui pourraient prendre un aussi bel essor, si l'on organisait en leur faveur un commerce d'exportation bien outillé. Je citerai en premier lieu la *charcuterie*, dont diverses spécialités, entre autres la fabrication du saucisson connu sous le nom de *salami*, ont atteint un point de perfectionnement assez avancé pour être dignes de faire l'objet d'un trafic d'exportation.

Je ne parle pas ici des produits que la Hongrie ne livre qu'en quantités à peine suffisantes pour ses propres besoins, et dont il ne saurait être question d'exporter quoi que ce soit à l'étranger.

Mais voici la fabrication des *conserves alimentaires*. On peut dire qu'elle n'existe chez nous qu'à l'état embryonnaire. Pourtant, la Hongrie offre toutes les conditions requises pour la prospérité de cette industrie. On ne saurait s'étonner que la population hongroise ne se soit pas jusqu'ici engouée des conserves ; le pays étant essentiellement agricole, le public est à même de se procurer aisément viandes, légumes et fruits à l'état frais. Aussi ne compte-t-on qu'une ou deux fabriques de conserves d'une certaine importance et ces fabriques travaillent-elles principalement pour l'administration militaire. Quoique le public hongrois n'ait pas des goûts très difficiles quant à la table, les conserves n'ont pu gagner sa faveur ; il ne s'habitue pas aux conserves de viande et n'apprécie que les fruits conservés. Aussi les quelques établissements qui se sont fondés à la faveur des encouragements officiels promis aux nouvelles industries, ne font-ils que végéter ; le plus important de tous vient même de passer en mains étrangères.

Quoique nos fabriques de conserves aient à leur disposition la matière première en abondance et d'excellente qualité, elles n'ont pas réussi à faire leurs affaires, parce qu'elles n'ont envisagé que la clientèle intérieure, qui ne goûte pas ce genre de produits. Ne voilà-t-il pas un cas où le commerce d'exportation doit intervenir et où son intervention aurait les plus fructueuses conséquences ? N'est-ce pas à la savante organisation de leur service d'exportation que les fabriques de conserves allemandes et françaises doivent pour une large part

leur prospérité ? Pendant que l'étranger a su faire fleurir cette industrie, elle végète chez nous, faute de consommateurs indigènes et faute de débouchés extérieurs ; malgré les subsides officiels dont elles ont été gratifiées, nos fabriques de conserves ont été contraintes de restreindre leur production, quelques-unes même de fermer leurs portes.

Il a fallu la catastrophe de la guerre actuelle pour amener un revirement dans ce domaine. La raréfaction des denrées alimentaires fraîches a eu pour effet d'obliger le public à user de conserves. Nos fabriques ont vu les commandes affluer et il est possible que, après la guerre, elles gardent une partie de cette clientèle inespérée.

Mais cela ne doit pas être un motif pour nous dispenser de faire un effort et nous ne devons pas pour autant juger superflu d'organiser l'exportation des conserves alimentaires. Il ne s'agit pas seulement, en effet, du fonctionnement plus ou moins lucratif de quelques fabriques ; nous devons voir la possibilité d'acclimater une industrie qui a fait ses preuves à l'étranger et qui est appelée à contribuer à la prospérité du pays.

Il appartiendra au commerce d'exportation convenablement réorganisé de donner l'élan à cette industrie. Quant à l'ordre à suivre : il faudra commencer par la fabrication des conserves de légumes et de fruits, qui donne la possibilité d'offrir des prix plus avantageux aux producteurs des matières premières ; ceux-ci seraient ainsi encouragés à améliorer leurs produits, en inaugurant la *culture maraîchère* proprement dite. La conséquence en sera que, au bout d'un certain temps, on pourra fournir le marché de légumes et de fruits conservés de première qualité. Cette branche d'industrie exercera ainsi une très heureuse influence sur l'agriculture, comme cela s'est produit en France.

En second lieu, il faudra organiser l'industrie charcutière dont j'ai déjà dit un mot. En même temps, on devra songer à développer la fabrication des pâtes alimentaires, en organisant également en sa faveur un service d'exportation bien compris. Cette industrie, grâce à la qualité hors ligne de nos farines, compte déjà dans le pays une belle clientèle, qui ira toujours en augmentant. Mais les marchés étrangers, tant en Europe qu'outre-mer, sont envahis par les pâtes d'Italie,

grâce à l'excellente organisation donnée à l'exportation dans la Péninsule.

Chez nous, aucune des industries dont il vient d'être question n'a pu, par ses propres forces, s'ouvrir des débouchés en dehors et, par suite, leur fabrication ne s'est pas développée comme elle l'aurait pu. C'est le cas, d'ailleurs, de la généralité de nos entreprises : on n'a pas compris, chez nous, l'importance de la clientèle étrangère. Cette insouciance a fait échouer les efforts tentés ici ou là pour créer un mouvement d'exportation ; on a vu nos industriels demander des prix plus élevés pour les marchandises destinées à l'étranger que pour celles qui étaient réservées à la clientèle de l'intérieur. On a fait ce beau raisonnement : si tel ou tel importateur étranger demande telle marchandise, c'est qu'il en a besoin ; dès lors, il doit la payer plus cher ! Cette manière singulière d'envisager les choses a eu pour conséquence que le client étranger s'est contenté d'un essai et n'a pas renouvelé sa commande.

Le commerce d'exportation et, par voie de conséquence, les industries alimentaires tributaires ou non de l'agriculture ont pris dans les Etats de l'Occident, dans l'espace de quelques lustres, un développement extraordinaire. Qu'il me suffise de citer la fabrication française des conserves de légumes, de fruits et de sardines. L'industrie sardinière constitue la principale ressource de la population côtière de la Bretagne et de la Normandie, pendant que la fabrication des conserves a complètement transformé l'exploitation agricole dans les campagnes du centre de la France. Il est vrai que la population française elle-même fait une énorme consommation de conserves, car elle s'est vite aperçue que les aliments conservés, pourvu qu'ils soient bien préparés, ne le cèdent, la plupart du temps, en rien aux aliments frais. Mais c'est surtout l'exportation considérable à destination de l'Angleterre, du Nouveau Monde et des pays de l'Europe centrale, qui a déterminé la création des immenses usines que l'on connaît. C'est donc l'esprit d'entreprise du commerce d'exportation qui a stimulé le développement de cette industrie.

Il en est de même en Allemagne. Les conserves de Brunswick et les jambons de Hambourg ont une vaste clientèle étrangère. La préparation de ces produits est organisée spécialement en vue de l'exportation et le gouvernement impérial



a soin de protéger ces industries par des mesures hygiéniques, des droits d'entrée prohibitifs, etc., contre la concurrence des pays voisins.

Les conjonctures économiques générales étant sujettes à variations, il s'ensuit que le commerce d'exportation doit compter avec les sautes de vent qui peuvent venir dérouter ses prévisions ; de là la nécessité d'un appui efficace de la part du gouvernement. En ce qui concerne la Hongrie, quand la hiérarchie des services commerciaux y aura été établie de la façon que j'ai exposée, — ce qui importe en première ligne pour l'essor de notre exportation — il sera encore nécessaire d'encourager, surtout au début, les hommes d'affaires établis à l'étranger qui s'occupent de la vente de nos produits, en leur prêtant une aide matérielle et morale.

Une tâche importante incombera au commerce d'exportation après le rétablissement de la paix : il devra reconquérir les marchés que nous avons perdus.

Malheureusement, jusqu'à la guerre actuelle, dans les sphères directrices du commerce hongrois, on ne s'était guère sérieusement occupé de l'exportation. On n'a pas jugé devoir subventionner, par exemple, les commerçants hongrois établis à l'étranger : on trouvait que c'était à eux de se débrouiller. L'administration centrale paraît avoir partagé cet avis. Le fait est que le commerce d'exportation n'a pas bénéficié chez nous de la protection qu'il a trouvée en Allemagne, en France et en Angleterre. Les vœux de nos nationaux établis en terre étrangère n'ont guère été pris en considération par l'autorité. Il faut dire, d'ailleurs, qu'elle ne disposait d'aucuns crédits pour les satisfaire, ayant oublié d'en demander au Parlement lors de l'établissement du budget. Tout cela doit changer : les hommes d'affaires qui iront arborer nos marques nationales sur les marchés du dehors devront être soutenus, afin qu'ils puissent surmonter les difficultés du début et qu'ils soient en état de remplir convenablement leur mission.

On objectera que les conventions internationales défendent à un pays de faire parvenir à ses nationaux faisant commerce à l'étranger des primes et des subventions. Mais les gouvernements allemand, français et autres ont trouvé les moyens d'encourager efficacement leurs exportateurs, soit par un appui matériel, soit par des mesures administratives. Notre gouverne-

ment est le seul qui ait observé rigoureusement les traités et qui se soit interdit tout secours en faveur de nos commerçants.

Je me résume. Il n'y a pas de moyen plus efficace pour développer l'agriculture, l'industrie et le commerce d'un pays que d'organiser fortement l'exportation. Par conséquent, si nous voulons sérieusement entrer en lice pour la conquête des grands débouchés extérieurs, en mettant à profit les conjonctures favorables qui se présenteront au lendemain de la signature de la paix, — et cet événement ne saurait plus tarder longtemps, — il faut que nous prenions en main l'organisation de notre commerce d'exportation et que nous le mettions en mesure d'écouler l'excédent de notre production agricole et industrielle, aux prix les plus avantageux.

Et je rappelle brièvement les conditions que je crois indispensables pour l'essor futur de notre exportation :

Il faut, en premier lieu, créer un Office national du commerce extérieur et, en même temps, étendre la sphère d'action des agents informateurs du commerce installés dans les centres d'affaires de l'étranger.

En second lieu, on devra avoir soin d'élargir le programme de notre enseignement commercial, en y faisant entrer tout ce qui a trait à la connaissance des marchés extérieurs et des conditions requises pour y faire valoir nos produits.

Enfin, il faudra encourager nos commerçants à fonder des établissements sur les places étrangères et découvrir éventuellement ceux qui auront suivi ou devancé ce conseil.

ALADÁR DE NÁVAY.

LA COMÉDIE ITALO-YOUGOSLAVE

Nous avons eu mainte occasion de constater que la vaste tragédie qui se déroule sous nos yeux ne laisse pas d'avoir certains côtés plutôt comiques. Un premier trait de nos ennemis qui porte à la satire, c'est leur prétention monumentale de représenter à eux seuls l'humanité, la civilisation, la justice, et d'être les sauveurs du monde, les libérateurs des nationalités « opprimées ». Mais plus grotesque est la façon souveraine dont ils remanient la carte de l'Europe, quand on songe que ceux qui disposent ainsi des frontières des États sont dans la situation militaire que vous savez. Dès le commencement de la guerre, les Alliés ont pratiqué avec passion le sport qui consiste à démembrer des pays qui ne leur appartiennent pas et à partager des territoires qu'ils étaient censés devoir nous prendre par la force des armes — dans l'avenir. Le fait de n'avoir pu nous dérober les terres convoitées et d'avoir même perdu des pays et des provinces que nous avons dû conquérir presque malgré nous, n'a diminué en rien l'appétit de nos adversaires, affublés du nom de « justiciers » et de « libérateurs des peuples ».

Au nom du principe des nationalités, la Russie a caressé le rêve éblouissant de s'installer à Constantinople. Après la mésaventure des Dardanelles, la France et l'Angleterre n'ont pas moins maintenu le droit du tsar à s'attribuer la capitale ottomane avec les Détroits. Par leur propagande néfaste dans les pays « neutres », les Alliés sont même parvenus, malgré le fiasco de l'entreprise de Gallipoli et le désastre de Gorlice, à attirer dans leur orbite l'Italie parjure, à laquelle on avait également promis des territoires à conquérir appartenant à l'Autriche-Hongrie et à la Turquie. On croit facilement ce qu'on espère ; MM. Salandra et Sonnino ont donc, d'un cœur

confiant communiqué à « la certitude de la victoire » dont nos ennemis se disent remplis et qu'ils n'ont cessé de proclamer à son de trompe dans tout l'univers. Et bien que l'Italie n'ait pu réaliser aucune des espérances qu'on avait escomptées lors de son entrée en guerre et qu'elle ait même été incapable de s'appropriier les provinces dites « irrédimées » qu'elle aurait voulu nous arracher, les Alliés ont encore réussi, quinze mois plus tard, à faire entrer dans la fournaise, la noble Roumanie. Tout cela en dépit des échecs répétés des offensives franco-anglaises et russes entamées au cours de l'année 1916. En un mot, l'Entente a su par l'action corruptrice ou terroriste de sa diplomatie et de ses journaux, et surtout par la généreuse distribution des dépouilles des puissances centrales, neutraliser l'effet de ses défaites sur les champs de bataille, en recrutant de nouveaux alliés — des alliés qui étaient à vrai dire les nôtres, mais qu'il n'était cependant pas difficile d'ameuter contre nous, en les fascinant par l'appât du riche butin qui devait leur échoir en partage après notre « démembrement ».

Nos respectables adversaires ne se sont point laissé décontenancer par le déclin de leurs chances de se rendre maîtres des terres promises ; c'est là bagatelle pour des hommes animés d'une foi aussi robuste. Ils continuent donc bravement à nous dépecer. Sans souci du ridicule, ils ressassent leur décision de « poursuivre la lutte jusqu'à la victoire » : ils ferment les oreilles aux pourparlers de paix sous prétexte de venger le « droit outragé » (par la violation de la neutralité de la Belgique et de la Grèce ou par la félonie de l'Italie et de la Roumanie ?). Sinistre bouffonnerie, que cette foire aux Etats tenue par les maquignons de la coalition rédemptrice de l'univers, qui offrent à tout venant les territoires austro-hongrois, turcs, bulgares, ou même allemands ! Tandis que les Italiens étaient figés sur les lignes que nous leur avons cédées dès leur entrée dans la guerre sainte, tandis que les descendants de Romulus et Rémus étaient écrasés par Mackensen et Falkenhayn, l'Entente tenait des conférences où l'on discutait la question de savoir si Fiume devait faire partie du futur royaume grand-serbe ou non, et si la Dalmatie devait échoir à l'Italie ou à la Serbie. En attendant, la Serbie n'existait plus et l'Italie était impuissante à prendre même une minime partie des territoires que nous avions consenti à lui abandonner pour prix de sa « neutralité » !

Les hommes d'Etat de l'Entente étaient-ils de bonne foi ou jouaient-ils la comédie ? C'est une question à laquelle nous ne pouvons répondre. Il se peut que les Alliés, qui ont si bien réussi à accréditer dans le monde entier leurs mensonges sur le noble idéal de leur lutte, aient fini par y croire eux-mêmes. La guerre « pour le droit, la justice, la liberté », etc. a si bien pris et la folie de la « victoire certaine » est si bien entrée dans les cerveaux qu'il se peut que les Alliés s'imaginent agir raisonnablement en partageant la propriété d'autrui . . . Mais pour nous et pour tout homme impartial, cela paraît saugrenu. Au début de la guerre, lorsque les forces de la Russie étaient intactes et que l'Angleterre préparait sa grande armée, puis plus tard, quand l'Italie et la Roumanie se rangèrent du côté de l'Entente, on pouvait à la rigueur concevoir que nos adversaires ne pussent contenir leur impatience de nous dépecer ; mais que leur zèle partageur n'ait pas disparu même après les événements de Russie et la débâcle italienne, c'est un phénomène de démence peu ordinaire et en même temps un trait de ridicule à faire se pâmer un Molière.

Aussi n'avons-nous pu nous empêcher de rire à haute voix en lisant que les Italiens ont réussi, à la conférence de Versailles, à faire valoir « leurs droits », et que, à la suite de cette conférence, ils sont entrés en pourparlers avec les Yougoslaves pour s'entendre sur le partage des territoires appartenant à l'Autriche-Hongrie. N'est-ce pas d'un comique supérieur ? Les Italiens et les Serbes sont parvenus à délimiter leur sphère d'influence respective dans l'Adriatique et, en même temps, l'Italie a renoncé à la Dalmatie au profit de la « Serbie » (en s'attribuant Goritz, Trieste, Pola et la planète Sirius). Elle a donné son adhésion à la formation du futur royaume de Serbie-Croatie-Slavonie. Au cours d'un entretien—nous dit-on—M. le Dr Troumbitch, en qualité de représentant des « sept millions de Serbo-Croates et Slovènes de l'Autriche-Hongrie », expliqua au président du Conseil italien leur détermination de s'assurer l'indépendance vis-à-vis de la maison des Habsbourg et de s'unir avec la Serbie sur une base de complète égalité ; il insista sur le fait que, malgré quelques divergences de vues dans le passé, il n'y a jamais eu de conflit réel d'intérêts entre l'Italie et les Yougoslaves. Le point d'union entre l'Italie et la Yougoslavie est que l'Autriche doit être considérée comme leur ennemi

commun. Elles doivent donc conclure un accord pour abattre l'Autriche. Cet accord devrait être étendu aussi aux Tchèques et aux autres races sujettes à la tyrannie austro-hongroise et qui, comme celle des Slaves méridionaux, aspirent à l'unité nationale, à l'indépendance et à la liberté. M. Orlando, président du Conseil italien, après avoir écouté « la voix des peuples », a déclaré que, tout en se tenant aux accords de Londres, l'Italie demandera qu'ils soient appliqués dans un esprit nouveau.

Nous voilà édifiés. Le programme de rapine (en langage ententiste, cela s'appelle « lutte pour l'idéal ») que M. Sonnino avait fait accepter à ses alliés par le traité secret du 26 avril 1915, (1) subira donc cette transformation qu'une partie des provinces et villes de l'Autriche-Hongrie convoitées par la vorace Italie seront dévolues à la future Yougoslavie !

A une condition naturellement ; c'est que les Italiens et leurs alliés réussissent à « abattre l'Autriche-Hongrie ! » Mais

(1) Il ne sera pas sans intérêt de reproduire quelques extraits du fameux traité de Londres publié par les maximalistes russes. Il démontre que notre ex-allié italien avait vraiment des raisons « idéales » pour entrer en guerre contre l'Autriche-Hongrie.

Art. 3. — Les forces armées de la France et de l'Angleterre donneront sans relâche leur appui actif à l'Italie, jusqu'à la conclusion de la paix, qui ne sera pas conclue aussi longtemps que la flotte de l'Autriche ne sera pas détruite.

Art. 4. — Lors de la conclusion de la paix, l'Italie recevra le Trentin, tout le Tyrol méridional jusqu'à sa frontière naturelle représentée par le Brenner, la ville de Trieste et ses environs, le comté de Gœrz jusqu'à Gradisca, l'Istrie jusqu'à Quarnero, y compris les îles istriennes et Lussin, et les petites îles de Plavinod, Unie, Cackidoli, Palozzuolo et San Pietro dei Nemb, Asmello et Gruica, ainsi que les pays environnants.

Art. 5. — L'Italie recevra en outre la province de la Dalmatie, à laquelle s'ajouteront au nord Lissarica et Trebigna, et au sud tout le territoire délimité par une ligne partant de la côte du cap Plankalas et atteignant vers l'est la ligne de faite, ce qui mettra l'Italie en possession des vallées de toutes les rivières qui se jettent dans le Sebenico, c'est-à-dire des vallées du Sicolo de la Chera, de la Butinniza et de tous leurs affluents. L'Italie recevra en outre toutes les îles situées au nord et à l'ouest de la Dalmatie, etc.

Art. 6. — L'Italie reçoit en toute propriété la ville de Valona, les îles Sassano et un territoire suffisamment étendu pour en faire une place forte, compris par exemple entre le fleuve Vopiza au nord et à l'est, et les frontières du district de Chimara, au sud.

Art. 8. — L'Italie reçoit en toute propriété toutes les îles du Dodécanèse qu'elle occupe actuellement.

Art. 11. — L'Italie recevra, dans l'indemnité de guerre, une part proportionnée à l'ampleur de ses sacrifices et de ses efforts.

Art. 13. — Dans le cas où les possessions coloniales françaises et anglaises en Afrique seraient étendues au détriment de l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne reconnaissent en principe à l'Italie le droit d'exiger des compensations sous la forme d'une extension de ses possessions en Erythrée, dans le Somaliland, en Libye et dans les territoires limitrophes des colonies françaises et anglaises. (Voilà ce qui s'appelle un projet de paix sans annexions ni indemnité !

Note de la Rédaction.

qui ne voit que la défaite de la Monarchie n'est plus qu'une question de quelques siècles? Tous ceux qui sont mûrs pour la camisole de force prétendent que, après que la Russie aura annexé ou « désannexé » la Galicie, et que la Roumanie en aura fait autant de la Bukowine et de la Transylvanie, « il faut », naturellement, que les aspirations panitaliennes et panserbes soient également satisfaites. M. Wilson et M^{me} Pankhurst, de même que l'association des pompiers à Birmingham partagent cet avis. Alors, qu'y pouvons-nous faire? Rien. Nous admirons les sinistres farceurs qui, en des temps si sérieux, jouent avec une désinvolture imposante leur petite comédie. En effet, que voulez-vous que nous disions? Cette Italie qui a été battue à plate couture et cette Serbie qui, si elle doit ressusciter un jour, ne ressuscitera que par la bonne volonté des puissances centrales, bref, deux pays qui auraient d'autres chats à fouetter et qui devraient songer à recouvrer tout d'abord ce qu'ils ont perdu, concluent des accords relatifs à des territoires dont ils n'ont pas pu s'approprier un seul pouce pendant une guerre de presque quatre années! Comment ces fanfarons imbéciles vont-ils faire pour arracher ces provinces à l'Autriche-Hongrie, maintenant que la Russie est hors de cause et que leur propre existence est en jeu? Les Italiens sont réputés bons comédiens: ils le prouvent maintenant à la face du monde, et leurs partenaires, les Yougoslaves, ne leur cèdent en rien.

Plaudite, amici.

DIPLOMATE.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

10 mars 1918.

Le mois de mars 1918 marquera un tournant d'importance capitale non seulement dans l'histoire de cette guerre, mais dans l'histoire du monde: c'est ce mois, qui a vu la conclusion des traités de paix séparés entre la Quadruplice et la Russie, la Roumanie et la Finlande; la paix avec l'Ukraine conclue le 9 février, aura été l'avant-coureur du triple événement.

Il va sans dire que nos adversaires occidentaux, tout en reconnaissant la gravité de ce fait au point de vue de la «victoire» — qui reste, comme vous vous en doutez bien, néanmoins certaine, — ne tarissent pas en imprécations à l'adresse de la Russie qui a trahi la cause sacro-sainte des Alliés. Ils se consolent par la pensée de l'intervention imminente du Japon, qu'ils incitent maintenant, ou plutôt font semblant d'inciter, à attaquer leur ex-alliée, sous prétexte de sauvegarder «les intérêts de la civilisation», c'est-à-dire de l'Entente. Si l'Allemagne a profité de sa victoire sur l'ennemi, pourquoi les Alliés, si justes et si profondément dévoués à la cause du droit, ne profiteraient-ils pas de l'écroulement de la Russie, par l'intermédiaire de leur énigmatique compère nippon? L'Allemagne ne menace plus seulement la liberté du monde; elle met en péril, par dessus le marché, l'Extrême-Orient! Il est donc naturel que le Japon intervienne en Mandchourie et en Sibérie! On fera ainsi d'une pierre deux coups: on assurera l'hégémonie de l'Allemagne en Europe et celle du Japon en Asie! La victoire de l'Entente, que nous avons prévue pour le jour du jugement dernier, s'est sensiblement rapprochée.

Au point de vue militaire, la paix avec la Russie et la Roumanie délivre les puissances centrales du lourd souci de conduire la guerre sur deux fronts, sans parler des avantages politiques et économiques qu'elles recueilleront. Car, d'une part, la conclusion de traités de paix séparés contribuera, malgré tout, à affermir l'idée de la paix en général et, d'autre part, le blocus de l'Entente est rendu complètement illusoire par le fait que la Russie a cessé d'être un pays belligérant. Dans ces conjonctures, le farouche mot d'ordre des ententistes enragés, comme quoi «il faut continuer énergiquement la guerre», perd le peu de sens qu'il avait encore avant la débâcle russe; toutefois, nous ne sommes pas assez optimiste pour en conclure que l'Entente va prendre le seul parti raisonnable qui lui reste, et qu'elle va se prêter à des négociations; à en juger par la mentalité des jusqu'aboutistes franco-anglais, la guerre sera poussée à ses dernières conséquences.

Les hommes qui sont à la tête des gouvernements français, anglais et italien vont, si leurs peuples n'y mettent ordre, jeter dans la fournaise d'une lutte désormais sans espoir tout ce qui reste encore de valide après ces quatre années de carnages. Périssent l'Europe, plutôt qu'on s'entende avec les Allemands! A moins que «s'entendre» veuille dire que les Allemands se plieront sous la volonté des Alliés; car la modestie de ces messieurs égale l'infailibilité de leurs prévisions.

Il n'y a que M. Wilson qui puisse mettre un frein à l'ardeur belliqueuse de ses protégés. Sans lui, la coalition franco-anglo-italienne eût été tôt ou tard obligée de renoncer à la lutte: M. Wilson peut encore sauver ses amis de la défaite, qui nous paraît désormais inévitable, s'il parvient à les ramener à la raison. L'Amérique est le dernier atout des Alliés; tant que cette carte n'aura pas été jouée, M. Wilson demeure en mesure d'exercer une influence modératrice sur l'Allemagne; mais s'il se met à la remorque de l'Entente au lieu de lui servir de Mentor, il ne fera que contribuer à la ruine universelle, sans pouvoir empêcher — tel est notre avis — la victoire de l'Allemagne. En un mot, les Alliés établiront de leurs propres mains cette hégémonie mondiale de l'Allemagne qu'ils veulent empêcher,

L'intervention éventuelle du Japon, loin de conjurer ce cauchemar des Alliés, ne fera que précipiter les événements dans le sens de leurs craintes. Deux puissances formidables finiront par se partager le monde : l'Allemagne et le Japon. Pareille perspective n'a pas de quoi sourire à l'Entente ni à M. Wilson. MM. Clemenceau et Lloyd George, aveuglés par la haine, hantés par les visées impérialistes dont ils n'ont cessé de proclamer la réalisation prochaine, sont capables de subordonner l'intérêt de l'Europe à celui du Japon, pourvu que l'Allemagne en soit affaiblie, mais le président des États-Unis est peut-être accessible à des vues plus raisonnables et qui répondent en même temps beaucoup mieux aux intérêts anglo-américains.

Mais ne fondons pas trop d'espoirs sur une médiation de M. Wilson. Son attitude très peu impartiale durant la période de sa «neutralité» n'est pas pour encourager notre optimisme : M. Wilson n'a pas fait montre d'un amour excessif de l'équité et de la justice. Mais, après tout, il est possible que, sous le coup des événements récents, il ait changé d'avis et qu'il soit sérieusement disposé à jeter les bases d'une paix acceptable pour tous. Seulement dans ce cas, pour que les fragiles promesses d'une paix générale ne soient pas exposées à la banqueroute, il faut que M. Wilson ne réserve pas tous ses foudres à «l'autocratie prussienne», mais qu'il stigmatise au même titre le pharisaïsme des faux prophètes du «droit» qui déguisent si gauchement sous leurs hypocrites déclarations leurs convoitises effrontées et leurs orgueilleuses ambitions.

*

A ce propos, il ne sera peut-être pas sans intérêt d'attirer l'attention de nos lecteurs sur un article paru dans la *Gazette de Cologne* sous le titre : *Existe-t-il un traité secret anglo-américain ?* Selon l'auteur de cet article, on était déjà, avant cette guerre, arrivé à une entente ayant pour but de placer les États-Unis aux côtés de l'Angleterre et de la France, au cas où l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie entreprendraient «la réalisation du pangermanisme par la force armée». Quoi qu'il en soit, l'existence d'un traité secret anglo-américain jetterait une nouvelle clarté sur l'attitude de M. Wilson «neutre» et belligérant. Mais laissons parler l'auteur dudit article :

Roland Usher, un jeune historien de l'Université Georges-Washington, de St-Louis, a inséré en 1913, dans son gros volume sur le pangermanisme, le passage suivant :

« Dès que les hommes d'Etat anglais et français se furent rendu compte de l'importance du pangermanisme et qu'ils eurent reconnu jusqu'où l'Allemagne était décidée d'aller, ils virent la nécessité de fortifier leur propre position et entamèrent dans ce but des négociations préliminaires avec les Etats-Unis, qui aboutirent, probablement avant l'été 1897, à une entente entre ces trois pays. Sans doute, aucun document ne fut signé, ni aucune garantie donnée, mais il ne s'ensuit pas qu'une des parties contractantes puisse se permettre de nier cet accord, ou même de le rejeter. Le fait que cet accord ne fut pas sanctionné publiquement à cette époque ne diminue pas nécessairement sa signification et son importance. Cette *alliance*, car il ne s'agit qu'effectivement d'une alliance, possédait une base plus solide que des paroles écrites, des parchemins ou des promesses d'individus alors en fonctions dans un des trois pays. Elle doit sa naissance et sa viabilité à la situation géographique, économique et politique des pays contractants, pour lesquels un tel accord présentait des avantages égaux. Tant que la situation ne se modifie pas, il y a peu de chances que cette convention subisse un changement et, selon toute vraisemblance, l'accord ne sera pas annulé par une des trois parties, par les Etats-Unis encore moins que par les autres. »

D'autre part, Usher dit :

« On n'exagère pas en disant que l'épanouissement des Etats-Unis dépend de la solidité de ses relations avec l'Angleterre et la France dans une mesure telle qu'en cas de guerre une alliance avec ces Etats les préserverait d'une banqueroute presque certaine. »

Usher avoue ensuite que la guerre hispano-américaine (de 1898) a été provoquée (*created*) pour permettre aux Etats-Unis de s'emparer des possessions espagnoles.

Usher soutient à plusieurs reprises que l'Angleterre a trois puissants alliés : la France, la Russie et les Etats-Unis, et il insiste sur la « coalition » qui, néanmoins, ne permettait pas aux Etats-Unis de construire le canal de Panama avant qu'ils eussent été convaincus du péril du pangermanisme.

La « coalition » à laquelle Usher fait allusion ici, Chamberlain, le ministre des colonies britannique, l'appela quelques années plus tard « une convention, une entente, un pacte si vous aimez mieux » et, par ce faux tour de phrase, il mit les hommes d'Etat américains, ainsi que leur presse servile, dans un cruel embarras. Quelques indépendants cherchèrent à faire causer le gouvernement, en insistant sur la gravité de l'imprudence commise par Chamberlain ; mais Washington s'entoura de silence et la grande presse se garda prudemment de témoigner aucune curiosité.

Jusqu'à maintenant, on a, en Amérique, passé à côté des révélations d'Usher ; on n'a même pas daigné les démentir. Fréquemment, j'y ai fait allusion, mais le plus souvent, embarrassé, on tournait autour de la question en faisant observer qu'un traité avec un Etat étranger ne pouvait être conclu que par le Sénat et qu'alors le pays entier en aurait connaissance. Mais Usher a reconnu lui-même qu'il n'existait pas de traité formel, celui-ci étant basé sur de meilleures garanties qu'une signature sur une feuille de papier.

« Roosevelt a constamment parlé de *my policy*, de « ma politique » dont il a laissé l'exécution à son successeur Taft, et c'est sous le gouvernement de Taft que le capitaine Simms a pu, lors d'une visite de la flotte américaine dans les eaux britanniques, donner à ses hôtes l'assurance qu'à la prochaine guerre contre l'ennemi commun, la marine anglaise pourrait compter sur le dernier homme et sur le dernier navire américains ; Simms fut alors gratifié d'un blâme, mais promu peu de temps après, et aujourd'hui, sept ans plus tard, étant amiral, il a le commandement sur les forces américaines en guerre contre « l'ennemi commun ».

Bryan lui-même, le secrétaire d'Etat au cabinet Wilson, le 22 avril 1915, se servit, dans une lettre à l'ambassadeur allemand comte Bernstorff, d'une version qui ne peut être comprise qu'en connaissance d'une telle convention entre l'Amérique et ses alliés. Bryan écrivit alors :

« Les relations entre deux gouvernements — Amérique et Angleterre — ne peuvent guère être l'objet d'une discussion avec un troisième gouvernement, qui n'est pas complètement au courant des faits et qui ne saurait apprécier pleinement les raisons du cours choisi. »

Au printemps 1915, Louis Beer insista au Forum pour que les conventions non formelles entre l'Amérique et l'Angleterre fussent transformées en alliance formelle qui permit l'entrée de l'Amérique dans le giron de l'Angleterre.

Pendant les trois premières années de guerre, la presse américaine considérait l'Allemagne seule comme «ennemie» et dans les congrès et sur les tribunes le mot de «nos alliés» ne paraissait choquer personne. Au printemps 1917 seulement, lorsque les relations étaient rompues, ou peut-être aussi seulement après la déclaration de guerre de Wilson, le sénateur Lewis de Chicago, qui passait habituellement pour le porte-parole de Wilson, s'opposa à l'emploi du terme «alliance», l'Amérique faisant la guerre pour son propre compte et indépendamment des autres adversaires de l'Allemagne. On s'étonna à ce moment de cette réserve du sénateur; mais ce fut tout. Il est probable que Wilson posa des jalons, chose qui lui est si coutumière, pour y revenir au moment opportun.

La convention, l'entente ou le pacte — le terme est au choix — fut conclu, selon Usher, sous Mac Kinley et observé fidèlement par les deux successeurs républicains du président assassiné, Roosevelt et Taft; c'est seulement le démocrate Wilson qui fut à même de le rendre effectif.

Usher s'est refusé à indiquer la source à laquelle il a puisé ses connaissances; mais au *Star St-Louis* il a raconté, le 2 mai 1915, qu'il avait connaissance d'une convention verbale secrète entre l'Amérique et les Alliés en guerre avec l'Allemagne.

«L'alliance n'engage pas les Etats-Unis à soutenir les Alliés, mais n'oblige ce gouvernement qu'à respecter certaines prétentions des Alliés. En échange, nous sont conférés certains droits en Amérique. Lorsque la guerre hispano-américaine éclata, l'Angleterre a satisfait à sa partie de la convention en s'arrangeant de façon à ce que nous ne fussions pas inquiétés.»

Un résultat accessoire de cette aide anglaise pour l'Amérique pendant l'incident hispano-américain furent les intrigues anglaises destinées à faire du malentendu de la baie de Manille un *casus belli* entre l'Amérique et l'Allemagne.

L'amiral Dewey lui-même avoua il y a quelques années, peu de temps après la parution de son autobiographie, que la mésintelligence entre lui et Diederichs avait été en somme l'œuvre de la presse anglaise.

J'ai pu me rendre compte, il y a assez longtemps, de la façon dont les cercles dirigeants maritimes de Washington envisagent le cas. Dans la bibliothèque d'un des départements se trouve un petit volume de l'écrivain anglais Archibald Hurd, intitulé je crois : *By ordre of the kaiser* (Aux ordres du kaiser), volume dans lequel l'incident de Manille était de nouveau exposé et dont l'heureuse issue est attribuée au capitaine britannique Chinester, qui plaça son navire au moment critique entre Dewey et Diederichs et termina ainsi la journée en faveur des Américains.

Mais sur la dernière feuille blanche de l'ouvrage se trouve une annotation manuscrite d'un militaire supérieur qui dit à peu près ceci : Au début de la guerre, il était manifeste qu'on ne savait pas bien à Washington ce qu'on devait faire des Philippines. L'Ouest les désirait, l'Est les repoussait. Il a semblé à cette époque que les îles étaient en quête de quelqu'un qui eût bien voulu les prendre. Apparemment on avait négocié entre Berlin et Washington dans le but d'abandonner les îles à l'Allemagne, et Diederichs aurait reçu des ordres de se tenir prêt à les occuper. Mais au dernier moment Washington se serait ravisé et se serait décidé à garder les possessions espagnoles.

Berlin n'aurait cependant pas été informé de ce revirement et n'aurait, par conséquent, pas pu donner de contre-ordre à Diederichs, qui agit comme il convenait.

Bien que cette affaire soit due, en fin de compte, selon une opinion américaine autorisée, à un laisser-aller du gouvernement de Washington, et malgré que Dewey lui-même en parle comme d'une guerre de presse britannique entre lui et Diederichs, on se fait toujours, et depuis la guerre surtout, un malin plaisir de parler d'une brusquerie consciente allemande, pour exciter les masses ignorantes contre l'Allemagne. Cet exemple justifie aussi l'idée de l'existence d'un traité secret entre Washington et Londres, dont seuls les gouvernements ont connaissance.

Dans la revue mensuelle de Chicago *The Open Court*,

il fut abondamment prouvé que l'Angleterre avait désiré et réalisé ce pacte et que l'ambassadeur américain à Londres, John Hay, a été circonvenu par les Anglais.

Une année plus tard, lorsque Hay retourna à Washington pour prendre le secrétariat d'Etat vacant au cabinet Mac Kinley, il se mit aussitôt en devoir de rendre effective la politique inventée à Londres, ainsi qu'il appert particulièrement d'une biographie de Hay qu'a fait publier récemment le professeur Thayer.

John Hay nous est présenté par Thayer comme le mauvais génie de la politique américaine en ce qui concerne l'Allemagne; en particulier sa correspondance de Londres avec ses amis américains, tel le sénateur Lodge. Des fragments de ses rapports au président Roosevelt, qui le confirma dans ses fonctions de secrétaire d'Etat, nous montrent Hay animé d'une profonde haine contre les Allemands et se moquant en termes éhontés de l'ambassadeur allemand et de l'empereur. Je me rappelle d'un passage où il rapporte à Roosevelt que le secrétaire de la légation allemande rôdait depuis des semaines autour du département d'Etat et qu'il resserrait toujours plus ses cercles pour savoir ce qu'était devenue la médaille de Chine que l'empereur avait décernée à Roosevelt. Hay, ne pouvant plus l'éviter, aurait dit à l'Allemand que le président l'avait reçue avec grande satisfaction, pensant parler dans le sens du président surtout, attendu qu'il s'agissait d'un présent dont la valeur métallique pouvait bien se monter à trente-quatre centimes.

Les fils tramés de 1897 à 1914 ne sont pas encore tous mis à jour, mais ils se devinent. On reconstitue bien, à l'aide d'une défense et d'une mâchoire de mammouth, l'animal auquel ces os appartiennent.

HISTORICUS.

LE VINGTIÈME SIÈCLE

(HUSZADIK SZÁZAD)

Revue de sciences sociales et politiques
Organe de la Société des Sciences sociales

Rédacteur en chef : OSCAR JÁSZI.

Essais et études, revues et notes rentrant dans le domaine des sciences politiques, sociales et économiques. Rubrique spéciale consacrée à la critique des livres nouveaux. Le *Vingtième Siècle* paraît tous les mois, chaque numéro contient 64—72 pages.

Prix d'abonnement : une année 36 couronnes ; six mois 18 couronnes.

Envoi de spécimen sur demande. Rédaction et administration : Budapest, VI., Anker-köz 2.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME
DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.
Capital social : 10,000.000 Couronnes.

Téléphone : 32—72, 42—74, 176—72,
162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association : le comte Aladár Széchenyi. Vice-Président : le comte Thomas Erdődy. Direction : Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévy.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

LOTÉRIE

ROYALE HONGROISE PRI-
VILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME

BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Bern				Budapest—Predeal—Bucarest					
200	<i>d.</i>	Budapest Ouest..... <i>a.</i>	—	210	985	<i>d.</i>	Budapest	125	735
620	<i>a.</i>	Vienne (Marchegg) <i>d.</i>	—	633	329	<i>a.</i>	Predeal	842	1220
205	<i>d.</i>	Budapest Est. <i>a.</i>	140	811	529	<i>d.</i>	Predeal	900	1209
640	<i>a.</i>	Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>	910	1155	920	<i>a.</i>	Bucarest	505	750
740	<i>d.</i>	Vienne Westb. <i>a.</i>	735	Budapest—Cologne—Bruxelles					
710	<i>a.</i>	Innsbruck	730	930	<i>d.</i>	Budapest Ouest..... <i>a.</i>	710		
800	<i>d.</i>	1090	550	<i>a.</i>	Vienne Ostb. (Marchegg) <i>d.</i>	1125		
315	<i>a.</i>	Buchs	344	710	<i>d.</i>	Vienne Westbahn... <i>a.</i>	1110		
334	<i>d.</i>	Buchs	146	1248	<i>a.</i>	Passau	548		
625	<i>a.</i>	Zurich	1142	125	<i>d.</i>	Passau	415		
655	<i>d.</i>	Zurich	800	450	<i>a.</i>	Nurnberg..... <i>d.</i>	1250		
915	<i>a.</i>	Bern	590	948	<i>a.</i>	Francfort	805		
920	<i>d.</i>	Bern	440	509	<i>a.</i>	Cologne	1228		
1125	<i>a.</i>	Lausanne	225	805	<i>d.</i>	Cologne	1018		
1143	<i>d.</i>	Lausanne	210	129	<i>a.</i>	Bruxelles..... <i>d.</i>	414		
105	<i>a.</i>	Genève	100						
Zurich—Luzern				Budapest—Vienne—Munich—Strasbourg					
645	<i>d.</i>	Zurich	1042	920	650	<i>d.</i>	Budapest Ouest. ... <i>a.</i>	1120	710
755	<i>a.</i>	Luzern	928	520	1124	<i>a.</i>	Vienne (Marchegg) <i>d.</i>	652	1125
Buchs—St.-Maurice				710	1198	<i>d.</i>	Vienne Westb. <i>a.</i>	545	1040
344	<i>d.</i>	Buchs..... <i>a.</i>	146	127	555	<i>a.</i>	Salzburg	1230	515
910	<i>a.</i>	St.-Maurice	850	215	615	<i>d.</i>	Salzburg	1210	420
				500	915	<i>a.</i>	Munich	940	140
				525	945	<i>d.</i>	Munich	850	126
				1253	444	<i>a.</i>	Strasbourg	125	522
				Berlin—Amsterdam—La Haye					
				911	807	<i>d.</i>	Berlin Friedr.-Str. <i>a.</i>	800	611
				1020	920	<i>a.</i>	Amsterdam..... <i>d.</i>	751	138
				1109	1047	<i>a.</i>	La Haye	641	1258
				Berlin—Rotterdam					
				827	917	<i>d.</i>	Berlin Fr.-Str. <i>a.</i>	922	611
				1022	1058	<i>a.</i>	Rotterdam	856	1252
				Berlin—Copenhague					
				800	<i>d.</i>	Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i>	958		
				722	<i>a.</i>	Copenhague	1015		
				Berlin—Stockholm—Christiania					
				800	<i>d.</i>	Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i>	958		
				849	<i>a.</i>	Stockholm	830		
				Budapest—Oderberg—Berlin					
				<i>via Warnemünde-Gjedser</i>					
				800	<i>d.</i>	Berlin..... <i>a.</i>	928		
				1200	<i>a.</i>	Christiania..... <i>d.</i>	545		
				<i>via Warnemünde-Gjedser</i>					

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.



50148

N° 66 de la série consacrée à la guerre.



XI^e ANNÉE. — TOME XXI.

15 AVRIL 1918

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEŐTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, Bon JULES WLIASSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

119.

SOMMAIRE :

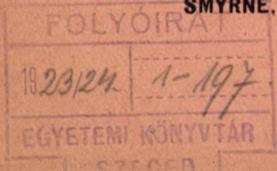
I. — LES SLOVAQUES SONT-ILS DE RACE TCHÈQUE? par M. Georges de Podhrádszky	1
II. — DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA PSYCHOSE ENTENTISTE.....	25
III. — L'ÉTAT ÉCONOMIQUE DE L'APRÈS-GUERRE, par R. S.	55
IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par <i>Historicus</i>	61

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.
 MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, ANDRÉ NORZ. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES.
 AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS.
 ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.
 LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE
 COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ. — BARCELONE, VERDAGUER.
 ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH — CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.
 SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.



La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assurée la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est principalement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{	30 cour.
ALLEMAGNE			30 marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE			30 francs.

Prix du Numéro: 2.50 cour.; Étranger: 2 francs 50.

LES SLOVAQUES SONT-ILS DE RACE TCHÈQUE? ⁽¹⁾

Les efforts que les Tchèques déploient depuis une série d'années avec un remarquable esprit de suite et une opiniâtre persévérance, ont été, en fin de compte, couronnés de succès. Ce n'est pas en vain qu'ils ont semé la zizanie si longtemps et propagé toute sorte d'idées fausses. A l'heure qu'il est, il n'est plus permis, en Bohême, de mettre en doute l'identité ethnique des populations tchèque et slovaque ; cette thèse est désormais passée en dogme ; les preuves en sont irréfutables et l'on vous affirme avec le plus grand sérieux que cette identité est un fait quasi-éternel.

Ce n'est pas chose facile de discuter avec les Tchèques, car leur façon de raisonner est toute subjective ; or, on sait qu'il est impossible de persuader ceux qui raisonnent de cette façon. On peut, dans quelques cas, éprouver du respect pour des convictions assises sur un tel fondement ; mais le subjectivisme des politiciens et des littérateurs tchèques est de tout point détestable ; en effet, leurs démonstrations consistent toutes en assertions gratuites et en sophismes, destinés à étayer une thèse aux conséquences subversives.

Entreprise illusoire que celle de vouloir établir scientifiquement que Tchèques et Slovaques sont de même race ! Il ne

(1) Les journaux de l'Entente ont annoncé, il n'y a pas longtemps, la nouvelle de l'organisation d'une *Légion tchéco-slovaque*. L'association de deux peuples d'origine et de caractère aussi différents indique clairement la source de cette nouvelle à sensation. Les agitateurs tchèques se sont, en effet, efforcés de tout temps de faire passer les Slovaques pour une variété de la race tchéco-morave, mais bien à tort, comme le prouve la présente étude. Quant à la légion, il est bien possible que l'Entente ait réussi à racoler parmi les prisonniers de guerre quelques Tchèques intransigeants, mais il est peu probable que des Slovaques s'y rencontrent si ce n'est — dans le nom de la légion en question.

Note de la Rédaction.

se trouve, pour accepter cette thèse, que certains esprits saturés de préjugés panslavistes et prêts, dès lors, à recevoir les yeux fermés toute assertion qui flatte leur manie. La haine du nom hongrois a créé une disposition pareille chez les chauvins tchèques et slovaques et il n'est pas surprenant que, dans ces milieux-là, on ait accueilli avec ferveur cette hérésie, en dépit de l'évidence et nonobstant l'aveuglante éloquence des faits qui prouvent qu'il n'y a aucune communauté entre les deux nationalités en question. On va jusqu'à imiter certains avocats astucieux qui trouvent moyen de relever, au profit de leur client, des indices favorables dans les circonstances aggravantes mêmes dont l'accusation l'accable. La mauvaise foi se double de chicane. On interprète à faux ou plutôt on dénature les preuves et documents qui établissent d'une façon indubitable la différence radicale qui sépare les deux tribus de la famille slave, ou mieux encore, on n'en tient aucun compte. Il n'y a pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre ; c'est le cas des meneurs panslavistes ; ils savent bien où est la vérité ; mais ils se comportent comme s'ils ne l'avaient pas aperçue.

Il s'agit, reconnaissons-le, d'un problème qu'il n'est pas aisé d'élucider à fond. Dans l'état actuel des connaissances, on ne peut encore formuler des conclusions péremptoires et il faut se contenter de probabilités. Mais le nombre des faits qu'on est d'ores et déjà à même d'invoquer à l'encontre de la thèse de l'identité ethnique des Tchèques et des Slovaques est si impressionnant que ces probabilités touchent de bien près à la certitude absolue. Nul doute que les recherches ultérieures ne mettent au jour de nouvelles preuves qui achèveront la démonstration. On peut attendre avec d'autant plus de confiance le résultat définitif de l'étude de ce problème que, jusqu'ici, les Tchèques n'ont pu produire aucun argument décisif en faveur de leur thèse.

On serait réellement embarrassé de répondre *hic et nunc* à cette question : *Quels sont les caractères distinctifs qui différencient proprement nos Slovaques de leurs frères de race, des peuples qui font partie de la grande famille slave ?* Il nous faut noter ici un fait assez singulier : c'est que, habitant sous le même toit avec les Slovaques depuis les temps de la dynastie des Árpáds, nous ayons été si peu curieux de les étudier de

plus près. Feu le docteur Samuel Czambel est le seul qui ait jugé ce sujet digne de ses veilles et il y a consacré trente années de recherches et de méditations. Il avait commencé à s'en occuper dès avant 1890 et il n'a pas cessé d'en faire l'objet de ses études jusqu'à sa mort, survenue en 1909. Il est regrettable que les résultats remarquables de ses investigations ne soient pas parvenus à la connaissance du grand public.

Cet érudit laborieux, se basant sur un nombre important de preuves linguistiques, et en partie historiques, réunies par lui, affirme que les Slovaques sont d'origine yougo-slave. Bien que cette hypothèse soit encore contestable, dans l'état actuel de nos connaissances, les immenses matériaux recueillis par Czambel ont établi tout au moins d'une façon irréfutable ce qu'on peut appeler la contre-preuve, à savoir que, au point de vue de la langue, de la grammaire et des caractères ethnologiques, il n'y a rien de commun entre Tchèques et Slovaques. Au moment où a paru le grand ouvrage du docteur Czambel, (1) il s'est trouvé un savant tchèque pour féliciter l'auteur d'avoir entrepris de déchiffrer l'énigme des origines slovaques. Voici l'avis de ce critique impartial, le professeur Polifka, extrait d'un article d'une revue philologique (2) de Prague : « J'ai apprécié plus longuement cet ouvrage par la raison que je me rends compte de son importance et de sa valeur scientifique. Je désire ardemment que ce chercheur infatigable continue le travail commencé et qu'il persévère dans l'entreprise d'enrichir l'ethnologie des peuples slaves de documents d'autant plus précieux qu'ils concernent une contrée aussi inexplorée que celle habitée par les Slovaques. » Il s'est donc rencontré, à Prague même, un savant qui a osé affirmer que la question des origines slovaques demande à être éclaircie et qui a eu le courage de louer un livre dont l'auteur a entrepris de prouver qu'il y a une différence radicale entre les Slovaques, d'une part, et le groupe nombreux des Slaves occidentaux, de l'autre. Le courage scientifique du critique de Prague est d'autant plus louable que l'auteur du livre, le docteur Czambel, a eu toute sa vie la réputation d'être un fonctionnaire irréprochable du gou-

(1) *Slovenské reč a jej miesto v rodine slovanských jazykov.* (La place du slovaque dans le groupe des langues slaves.) Turóczzsentmárton, 1906, Ire partie, un volume de 624 pages.

(2) *Filologické listy*, Praha, 1907, I. 42, p. 22 à 42. (En tchèque.)

vernement hongrois et un bon patriote, à tel point que cela lui avait attiré la haine des ultras tchèques et slovaques. Il ne faut donc pas s'étonner que l'opinion du professeur Polifka soit restée isolée et que personne, en Bohême, n'ait voulu marcher sur ses brisées. D'ailleurs, comme il vient d'être dit, les travaux du docteur Czambel sont restés à peu près ignorés du grand public et n'ont exercé aucune influence sur l'opinion, attendu que presque tous ses ouvrages sont écrits en langue slovaque et s'adressent, par conséquent, à un cercle fort restreint. Ajoutons que le docteur Czambel a été une exception et que, de même qu'il n'avait pas eu de précurseur, il n'a pas eu de continuateur. Or, les forces d'un seul homme sont insuffisantes pour venir à bout d'une entreprise aussi ardue. La partie philologique de notre exposé s'appuyera donc uniquement sur les recherches consciencieuses de cet homme de bien et l'on rencontrera fréquemment dans les pages suivantes des citations tirées de ses principaux ouvrages.

Les autres faces du problème slovaque ne sont guère davantage élucidées. On ne possède aucun document historique qui permette de dater l'apparition de la tribu slovaque, d'en fixer la provenance et de suivre les débuts de son existence. Un voile épais recouvre donc les origines de ce peuple et, peut-être, ne réussira-t-on jamais à percer ce mystère. Force nous sera, dès lors, de faire état surtout des données et des documents fournis, en assez grand nombre, par la linguistique, par l'histoire de la civilisation, par les recherches anthropogéographiques, anthropologiques, ethnographiques et folkloristiques, qui sont d'ailleurs décisifs et nous permettent de déterminer avec certitude la place qu'occupe la tribu slovaque dans la grande famille slave. Malgré l'insuffisance des matériaux qui, à vrai dire, n'ont jamais été recherchés systématiquement, il est possible de réunir un assez grand nombre de documents probants. A leur lumière nous pouvons formuler, avec une suffisante certitude, la conclusion suivante : les Slovaques n'appartiennent pas du tout au groupe tchèque ; ils constituent un type ethnique distinct, indépendant, *sui generis*. Il est avéré que la nation slovaque est fortement mêlée d'éléments divers ; mais ce qui est certain, c'est qu'elle n'est pas d'origine tchèque, attendu que sa souche fondamentale diffère absolument de ce type. Pour ce qui est des liens de

parenté qui unissent les Slovaques aux autres tribus slaves, et plus particulièrement aux Tchèques, nous considérons, faute de preuves convaincantes, cette question comme indécise ; elle demeure réservée pour d'ultérieures investigations.

*

Nous devons, en premier lieu, examiner comment la population slovaque actuelle se comporte dans la contrée qui est le berceau de la race, en Haute Hongrie. Examinons les manifestations de la vie sociale des Slovaques, afin de voir si elles fournissent des indices d'une parenté linguistique et ethnique, voire d'une identité de race entre eux et les Tchèques. Voyons, par exemple, si les Slovaques lisent habituellement, ou du moins fréquemment, des livres écrits en langue tchèque. Nous laissons de côté, bien entendu, les meneurs nationalistes que leur métier oblige à étudier tous les autres idiomes slaves. Force nous est d'y répondre par la négative. La langue et la littérature tchèques sont absolument ignorées des Slovaques : *græca sunt, non leguntur*. Le peuple n'entend pas le tchèque, il ne veut même pas entendre parler de la langue littéraire slovaque qui est fortement imprégnée d'éléments tchèques. Skultéty, un des coryphées du nationalisme tchéco-slovaque, a déclaré lui-même jadis, dans un journal de son parti : « Qui entend parmi nous la langue littéraire ? Celui-là seulement qui lit, qui lit beaucoup ». (1)

Les Slovaques ont de tout temps considéré les Tchèques comme appartenant à une race tout à fait distincte de la leur. Les indices les plus nombreux de leur manière de voir à cet égard remontent au temps de l'absolutisme autrichien, période habituellement désignée sous le nom d'*ère Bach*, du nom du ministre de l'intérieur centraliste et réactionnaire qui personnifie le mieux les tendances autocratiques qui eurent cours de 1849 à 1860. Les Slovaques, en effet, détestaient franchement les fonctionnaires, pour la plupart d'origine tchèque, dont ce régime s'est servi pour opprimer et molester les « rebelles » hongrois. Leur aversion a souvent pris la forme d'émeutes ouvertes. La haine qu'on portait aux *gueux* (zsebrák) tchèques

(1) *Narodnie Noviny*, Turócszentmárton, 1887, N° 46.

a donné naissance à toute une floraison de chansons satiriques et de quolibets où ces intrus faméliques sont accusés des crimes les plus atroces, entre autres d'instincts sexuels pervers, etc. Dans le comitat d'Árva, quantité de chansons de ce genre se sont conservées jusqu'à nos jours ; elles flagellent à qui mieux mieux l'avarice, la brutalité, la goinfrerie des fonctionnaires tchèques et leur manie de se mêler des choses qui ne les regardaient pas.

Ceux qui sont au courant de la vie sociale des populations de la Haute Hongrie savent d'expérience que la plus grande partie de la jeunesse slovaque qui a suivi l'enseignement secondaire et supérieur va se fondre dans la société hongroise ; une petite minorité seulement persiste à se dire slovaque ; plus rares encore sont ceux qui arborent le drapeau nationaliste. Mais jamais, au grand jamais il n'arrive qu'un Slovaque se qualifie de Tchèque et encore moins de « Tchèque de Hongrie », car cette espèce n'a jamais existé dans notre pays. Il en est autrement des jeunes Slovaques qui, profitant de bourses scolaires tchèques, font leurs études dans les écoles de la Bohême et de la Moravie. Ceux-là, après avoir complètement désappris leur langue maternelle (comme jadis les enfants chrétiens captifs destinés par les Turcs à entrer dans le corps des Janissaires), deviennent de fervents adhérents, et plus tard des propagateurs zélés, de l'unité tchéco-slovaque. Car le métier d'agitateur nationaliste panslave est plus lucratif qu'aucune autre carrière.

Quant à l'origine des Slovaques et à l'époque de leur immigration en Hongrie, c'est une question très controversée. Ce qui est sûr, c'est qu'il est impossible que les Slovaques aient jamais fait partie intégrante de la nation tchèque. La preuve, c'est que les monuments littéraires les plus anciens font déjà voir à peu près la même différence entre l'idiome tchèque et l'idiome slovaque que celle qu'on observe à l'heure actuelle. Il convient de reconnaître qu'il n'existe pas de monuments écrits slovaques aussi anciens que ceux des Tchèques. Mais il est absolument impossible d'imaginer que le langage vieux-tchèque ait pu se changer, après avoir été transplanté en Hongrie, en slovaque, tel qu'il est parlé aujourd'hui. Les comparaisons linguistiques démontrent avec évidence la fausseté de cette hypothèse. Il faut donc croire que, dès l'époque qui

va du VIII^e au XII^e siècle, les nationalités tchèques et slovaque étaient déjà aussi distinctes l'une de l'autre, qu'elles l'ont toujours été depuis. Cela étant, la théorie des nationalistes d'après laquelle les Tchèques et les Slovaques auraient formé jadis un seul corps de peuple et auraient occupé simultanément les contrées qu'ils habitent encore actuellement, est complètement dénuée de fondement scientifique. M. Bonkáló, ⁽¹⁾ qui est un des écrivains hongrois modernes des plus compétents dans ces questions, n'apporte, pour ainsi dire, aucun indice certain relativement au caractère ethnique des Slovaques. A l'en croire, cette peuplade, après avoir traversé les Carpathes et la Moravie, se serait installée, divisée en bandes plus ou moins nombreuses, dans le nord et le nord-ouest de notre pays, à des époques différentes. M. Bonkáló prétend, de plus, que certains districts de la Haute Hongrie actuelle ont déjà été occupés par les Slovaques à partir du IV^e et du VII^e siècles. D'après Niederle, le berceau des peuples slaves se trouve dans le pays qui s'étend entre les sources de la Vistule et celles du Dniéper, le long des collines boisées qui forment les derniers contre-forts des chaînes des Sudètes et des Carpathes. M. Karácsonyi ⁽²⁾ pense que les Slovaques se sont insinués, lentement et au cours d'expéditions successives, à partir du XII^e siècle seulement, dans la contrée qu'ils occupent actuellement. Leurs ancêtres seraient, selon cet auteur, les Croates Blancs qui habitaient autrefois les vallées bordant le cours supérieur de la Morava et de l'Oder. Parmi les arguments, assez probants d'ailleurs, invoqués par M. Karácsonyi, un des plus importants se rapporte au changement que subit la lettre *g* qui se transforme dans les idiomes slaves du Nord en *h*. Il convient de compléter ses déductions par un fait qu'il omet, à savoir qu'un certain nombre de noms propres de localités et autres, par exemple *Nógrád* (chez les Slovaques : Novohrad), *Visehrad* (Vysehrad), *Esztergom* (Ostrihom), *Vág* (Vah), de même que Galgóc, Manyiga, Bagonya, etc., dénotent, selon toutes probabilités, une limite ethnologique tranchée. Ils marquent, notamment, les points extrêmes jusqu'où la migration, vers le nord, d'une certaine tribu slave (yougo-slave ou autre) est parvenue dans

⁽¹⁾ *Les Slaves*. Budapest, 1915, p. 101—110 et suiv. (En hongrois.)

⁽²⁾ *Les droits historiques de la nation hongroise*. Nagyvárad, 1916, p. 23 et suiv. (En hongrois.)

le temps. Cette supposition est corroborée par quelques noms d'endroits situés au sud de ceux que nous venons de citer, tels que Csongrád etc.

Arrêtons-nous un instant à ce fait qui va nous servir de guide dans le labyrinthe des recherches ethnographiques. Deux hypothèses s'offrent à nous pour l'expliquer. Selon la première, du nord des localités qui ont gardé dans leurs noms la lettre *g* et dont on a vu quelques exemples, une autre peuplade slave se serait fixée autrefois, laquelle pourtant, pour des raisons déjà dites, n'a pu être identique avec le peuple tchèque. Selon l'autre hypothèse, quelques groupes de cette peuplade yougoslave auraient poussé plus loin vers le nord ; mais ils se seraient mélangés dans la suite avec d'autres groupes slaves et leur langue aurait subi une certaine transformation qui n'aurait pas laissé intacts les noms propres d'endroits et autres : de là, serait résulté le changement du *g* en *h*. L'élément magyar, lorsqu'il vint occuper le pays, aurait fondé des colonies particulièrement denses au voisinage de la limite marquée par les noms locaux qui ont conservé le *g* et, après avoir absorbé à la longue les habitants yougo-slaves, il aurait fini par adopter les noms propres des localités dans leur forme originale. Car, contrairement à ce que dit M. Karácsonyi, nous affirmons ce que les investigations anthropo-géographiques ont mis hors de conteste, qu'il n'a jamais existé et qu'il n'existe pas davantage actuellement de contrées absolument inhabitées. Si les Marcomans ont pu se fixer dans la Haute Hongrie actuelle du temps des Romains, les Slaves, venus plus tard, ont certainement dû apprécier l'avantage d'un établissement sur les pentes boisées de ces montagnes. Le docteur Czambel ⁽¹⁾ affirme de son côté que les Slovaques et les Slaves du Sud ou Slovènes constituaient, au temps de l'invasion magyare, une seule et même race, mais que la poussée des immigrants germains et magyars les disloqua et en fit deux tronçons qui vécurent dès lors séparés, dans de nouveaux habitats, où, sous l'influence de tribus slaves appartenant à une autre famille, la langue commune primitive s'est altérée et différenciée en idiomes. M. Czambel pense que l'idiome slovéno-slovaque a été la langue courante dans la Grande Moravie du IX^e siècle.

(1) *Slovaci a ich reč*. Budapest, 1903. (En slovaque.)

Il résulte de ce qui précède que la question des origines slovaques est loin d'être tout à fait élucidée. Il est probable que, au cours des XII^e et XIII^e siècles, de vastes colonisations slaves ont eu lieu dans la Haute Hongrie ; mais nous sommes dans l'impossibilité de dire si les nouveaux venus ont parlé l'idiome propre aux Slovaques actuels, ou si leur langue s'est modifiée au contact des populations aborigènes ou des premiers occupants, au point de former un idiome distinct. Il se peut aussi que de nombreux essaims de Polonais se soient fixés dans la partie septentrionale de notre pays. Il est possible encore que les Slavo-Bulgares aient remonté bien loin vers le nord et le nord-est ; mais ils n'entrent pas en compte, car ils ont été complètement absorbés dans la suite par l'élément magyar. D'un autre côté, il est très probable que les Slaves sont restés en plus ou moins grand nombre sur la rive hongroise de la Morava, car des chartes datant de la fin du XII^e siècle énumèrent un certain nombre de serfs attachés au service de lieux forts portant des noms slaves et qui furent anoblis par nos rois André II et Béla IV. Il est à remarquer qu'il existe encore actuellement de nombreux groupes slovaques dans le sud-est de la Moravie qui, malgré les efforts obstinés des autorités locales pour les fondre dans l'ambiance tchèque, diffèrent encore grandement de nos jours, par leur langue et l'ensemble de leurs mœurs, de leurs voisins tchèques. Les assertions des nationalistes touchant l'identité ethnique des Slovaques et des Tchèques se heurtent donc à un démenti patent des faits. On sait, par le témoignage d'une foule de documents historiques, que le territoire occupé autrefois par les Slovaques en Moravie a été beaucoup plus étendu, jusqu'à comprendre près de la moitié du pays. Car, il ne faut pas oublier, en traitant ces questions, une circonstance, qui a son importance : c'est que, dans le grand remue-ménage qu'on appelle l'invasion des barbares, la migration des peuples a toujours eu lieu de l'orient ou du nord-est vers l'occident. Enfin, il est certain que, dans l'idiome slovaque, il y a quantité d'éléments empruntés à la langue des Slaves méridionaux. Nous allons exposer à ce sujet les intéressantes hypothèses du docteur Czambel.

Cet érudit, d'une compétence rare, affirme, comme il a été dit plus haut, qu'au IX^e siècle les Slovaques et les Slovènes qui habitent actuellement au-delà du Danube, ne faisaient



qu'un seul et même peuple,⁽¹⁾ et il invoque à ce propos le témoignage de plusieurs slavisans d'une haute autorité, tels que Jagic, Dümmler, Miklosich et Maretich. Par suite du partage de la communauté primitive en deux tronçons, le parler de la race se modifia dans chacune des deux nouvelles familles ; chez les Slovaques, il subit l'influence de la civilisation tchèque, qui s'est exercée pendant l'espace de 500 ans environ. Néanmoins, les langues slovaque et tchèque, bien loin de se fondre en une seule, sont restées totalement différentes. On n'a qu'à consulter, sous ce rapport, le Dictionnaire tchèque-slovaque qui a paru à Rózsahegy en 1896, où l'explication des termes qui diffèrent dans les deux idiomes remplit 214 pages. Une autre preuve de cette dissemblance linguistique est fournie par le Recueil de proverbes slovaques de Zaturcky, édité à Prague et qui a acquis une certaine notoriété dans le monde slave. L'auteur de cette compilation y ajoute un vocabulaire pour en rendre la lecture possible au public tchèque. Czambel,⁽²⁾ dans l'ouvrage cité, dit à ce sujet ce qui suit : « Tout comme dans l'ouest de notre pays, les Slovaques ont subi l'influence de la culture tchèque, plus avancée que la leur, de même, à l'est, les Ruthènes ont été slavisés par l'ascendant de la culture slovaque. Il existe toute une série de villages ruthènes où il est facile de constater la transition entre le parler primitif et l'idiome slovaque adopté dans la suite. Pourtant, personne ne s'aviserait de dire que les Slovaques et les Ruthènes constituent un seul et même peuple en se fondant sur ce qu'on peut passer, par une transition presque inaperçue, des communes qui se servent du langage slovaque à celles qui parlent le ruthène. »

Il faut encore prendre en considération un fait qu'a mis en lumière M. Bonkáló :⁽³⁾ c'est que les divergences qui séparent les langues slaves ne sont pas, à beaucoup près, aussi considérables que celles qui existent, par exemple, entre les idiomes germaniques ou romans, ce qui n'a pas empêché les tribus slaves de constituer autant d'Etats distincts et bien circonscrits. Les conflits étant presque continuels entre ces peuples, il leur arrivait, et il leur arrive encore volontiers, de porter la lutte

(1) Loc. cit., p. 61 à 63.

(2) Loc. cit., p. 73 et 74.

(3) *Les Slaves* (en hongrois), p. 7.

sur le terrain des langues et d'exercer dans ce domaine de mutuelles proscriptions. En tout cas, on ne manquait jamais l'occasion d'imposer sa langue aux voisins et surtout à l'ennemi vaincu. D'après cette pratique, les Tchèques n'auraient pas mieux demandé que d'absorber ainsi les Slovaques. Mais, comme dit Czambel, (1) «les populations appartenant au type ethnique slovaque, qu'elles habitent les deux rives de la Morava, la Basse Autriche ou la Hongrie supérieure, se disent invariablement Slovaques ; nulle part, elles ne veulent passer pour Tchèques». Pastrnek, le professeur bien connu de l'Université tchèque de Prague, avait formé autrefois le dessein d'élucider avec un grand appareil scientifique le problème slovaque, mais, au bout d'un certain temps, il a dû renoncer à cette entreprise. «Ce travail systématique, dit-il, (2) aurait absorbé tout mon temps et toutes mes forces. Je suis dans l'impossibilité de réunir à moi tout seul les matériaux nécessaires : il me faudrait, pour cela, vivre pendant de longues années parmi ce peuple. Je dirais même que celui qui veut mener à bien pareille tâche doit posséder à fond cet idiome dès son enfance, ou, mieux encore, il devrait être né au milieu de cette nation.» Le savant tchèque est donc obligé d'avouer que, pour les personnes dont le slovaque n'est pas la langue maternelle, le problème offre des difficultés insurmontables. Aussi le monde savant tchèque s'est-il contenté de ce seul essai et il a renoncé, depuis, définitivement aux recherches linguistiques relatives à l'idiome slovaque.

Parmi les philologues slaves les plus connus, Safárik, Schleicher, Miklosich et Niederle considèrent le slovaque comme un patois tchèque ; l'opinion publique de la Bohême et de la Moravie a naturellement adopté ce point de vue. Par contre, Dobrovsky, Sneznevskij, Florinskij, Jagic, Asbóth et Maretic déclarent que le slovaque forme une langue distincte.

J'ai déjà dit que la région sud-ouest de la Moravie est peuplée par des Slovaques qui ne s'y confondent à aucun degré avec leurs voisins tchèques ou autres ; les Slovaques forment en outre dans la Basse Autriche, un certain nombre de colonies qui comptent plus de 200.000 âmes. Or, suivant les théories

(1) Loc. cit., p. 80.

(2) Voir *Slovenské Pohľady*, 1893, p. 360.

nationalistes en vogue, en vertu desquelles les populations parlant la même langue doivent se réunir en groupements politiques distincts, les districts en question de l'Autriche et de la Moravie appartiendraient de droit à la Hongrie, qui est la mère-patrie de l'élément slovaque. En effet, la partie de la Moravie dont il s'agit confine à nos comitats de Trencsén et de Nyitra et les populations des deux rives de la Morava parlent le même patois. De plus, les unes et les autres se disent Slovaques et se distinguent des Hanáks de la Moravie occidentale tant par leur parler que par une foule d'autres caractères ethnographiques. Ce territoire a même fait partie, pendant un court espace de temps, de notre pays, peu après l'invasion magyare, ce dont témoignent plusieurs noms de villes de ces parages tels : *Ungarisch-Hradisch*, *Ungarisch-Ostra*, *Ungarisch-Brod*, etc. Il convient de redresser, à ce propos, une injustice dont sont victimes les Slovaques de Bohême. Leur habileté dans les travaux d'art populaire est remarquable et des échantillons de leur savoir-faire ont figuré avec honneur dans plusieurs expositions universelles et autres ; mais toujours on les a présentés sous la fausse étiquette de « produits de l'art populaire tchèque ». Or, les Tchèques n'ont rien à voir là. Cette aptitude artistique merveilleuse n'est pas propre à la seule branche de la famille slovaque qui habite la Moravie ; elle est également l'apanage des Slovaques établis dans nos comitats de Pozsony, de Trencsén, mais surtout de ceux qui habitent le comitat de Nyitra.

Une foule de documents historiques et autres attestent ce que nous venons d'avancer touchant l'origine différente des Slovaques et des Tchèques. Notons encore que la population slovaque de la Moravie est constamment renouvelée par l'immigration des Slovaques de Hongrie, ce qui rend vains les efforts des autorités locales pour la submerger sous le flot tchèque. Au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, par exemple, les colonies slovaques venant des comitats de Trencsén et de Nyitra, ont peuplé jusqu'à 18 communes nouvelles. Ces immigrations ne font que fortifier la population aborigène établi en Moravie depuis des temps immémoriaux. Et même, autrefois, l'élément slovaque occupait une zone beaucoup plus vaste que celle qu'il habite actuellement ; il s'étendait jusque vers le milieu de la Moravie actuelle. De nos jours, il

peuple encore 300 communes et villages plus ou moins importants. Ses voisins immédiats sont, à l'ouest, les Hanáks, tribu tchèque-morave ; du côté nord et nord-est, les Valaches, qui sont probablement aussi d'origine slovaque. A ce sujet, l'érudit philologue et ethnographe Pastrnek, (1) dont il a déjà été parlé, dit ce qui suit : « Le sud-est du pays, près de la frontière hongroise, est, de mémoire d'hommes, habité par des Slovaques, de même race que ceux qui peuplent les comitats occidentaux de la Hongrie. Car le terme *slovensky* ne désigne pas seulement cette fraction de la population de la Moravie qui se désigne encore de nos jours par le nom de *Slovaques* ; il s'applique aussi à ceux qui se disent *Valaches* (c'est-à-dire : *pasteurs*) et encore aux *Dolsky* (c'est-à-dire ceux de la contrée basse, ou qui habitent le long du cours inférieur de la Morava).

Les auteurs tchèques ne peuvent donc avoir d'illusions sur l'état des choses et c'est sciemment qu'ils trompent leur public. Je citerai à ce propos un passage d'un livre classique, les *Lectures tchèques* d'Otto. Voici ce qu'on y lit : « L'unité fondamentale de cette tribu (il s'agit des Slovaques de la Moravie) qui n'a pas varié dans le cours des temps, bien qu'on ait pris l'habitude, d'après quelques particularités de leur patois et de leur costume, de la diviser en trois groupes principaux, qui se qualifient eux-mêmes de Valaches, de Dolaks et de Slovaques proprement dits, n'est nullement altérée par ces différences secondaires, à peine perceptibles. »

Les qualités intellectuelles, le caractère, en un mot le type slovaque n'a absolument rien de commun avec le type tchèque. Ce qui distingue particulièrement les Slovaques, c'est leur instinct nomade. Le Slovaque raccommodeur de vaisselle ou vitrier ambulant est connu dans toute l'Europe, de même le tresseur de paniers de Sáros, et le marchand de toile des comitats d'Árva, de Zólyom et de Turócz. Autrefois, les marchands d'huile et de safran de Turócz (*olejkár*, *sefranyik*) parcouraient le monde entier. Il y a des communes où ils ont accaparé le métier de chiffonnier, faisant concurrence aux juifs ambulants qui en avaient le monopole. On rencontre parmi eux des marchands de goudron et de poix (comitat

(1) *Slovensko*, p. 56.

d'Árva et de Liptó) et même des maçons ambulants. Le flottage du bois est l'occupation d'un grand nombre d'entre eux. Les mêmes traits de caractère ont été constatés par les auteurs tchèques chez les Slovaques de Moravie. M. Emmanuel Dubravi Kusy⁽¹⁾ s'exprime ainsi à ce sujet : « Les habitudes nomades forment un trait caractéristique de ce peuple, mais elles s'allient parfaitement à l'amour du pays natal qui les ramène toujours dans leur patrie. » Un des auteurs qui connaît le mieux les Slovaques de la Moravie, M. Frantisek Kretz,⁽²⁾ dit d'eux ce qui suit : « L'éducation dans la famille, en tant que basée sur des aptitudes transmises par l'hérédité, exerce sur les jeunes générations une influence plus profonde et plus décisive que n'importe quelle instruction scolaire. » C'est là un aveu précieux de l'échec des efforts tchèques pour assimiler, par le moyen de l'école, l'élément slovaque. La plupart des auteurs identifient les Valaches avec les Slovaques. A ce sujet, l'auteur que nous venons de citer s'exprime ainsi : « Il existe une forte ressemblance, quant au parler, au costume national et aux habitudes, entre les Slovaques et les Valaches. »⁽³⁾ Cela ne l'empêche pas d'exhaler, un peu plus loin, des plaintes amères à l'endroit des Valaches : « Chez les Valaches, dit-il, la conscience nationale et l'éducation politique sont très peu avancées, et il faudra encore beaucoup de temps pour faire comprendre à ce peuple qu'il fait partie intégrante de la nation tchèque. » Les Valaches et les Slovaques de la Haute Hongrie mènent le même genre de vie pastorale, et se servent des mêmes expressions et des mêmes outils, ont la même manière de choisir les lieux de pâture de leurs troupeaux et en changent dans les mêmes conditions, ainsi que l'a démontré M. L. de Savicky.⁽⁴⁾ Le parler seul diffère quelque peu, tandis que l'idiome des Slovaques des deux côtés de la Morava est identiquement pareil, à part quelques légères divergences dues au voisinage des Tchèques. On trouve chez un auteur de cette nation,

(1) La taille de la population de la Moravie. Dans le Recueil intitulé *La Monarchie austro-hongroise, texte et figures*. T. XIV, p. 120. (En hongrois et en allemand.)

(2) Le caractère des tribus de la Moravie (en tchèque). Kuttentberg, 1912, p. 8.

(3) *Loc. cit.*, p. 12.

(4) La Vie pastorale et l'industrie laitière chez les Valaches de la Moravie. (*Zeitschrift für österreichische Volkskunde*, XXI, 1915—16, p. 1—3.)

F. Bartos, cet aveu significatif : « Au nord-est de la contrée habitée par les Slovaques moraves, particulièrement du côté des communes de Wallachisch-Klobuk, de Vsetin et de Karlovitz, puis dans le pays montagneux qui entoure Rožnau et Walachisch-Meseritsch, habite le peuple pasteur Valache (1) (valasi). Ces deux familles sont proches parentes des Slovaques de la Hongrie, auxquels elles touchent, d'ailleurs. » (2)

La constitution anthropologique des Slovaques de la Hongrie n'a pas fait jusqu'ici l'objet de recherches spéciales. Il résulte d'investigations de ce genre faites au sujet des Tchèques et des Slovaques de la Moravie, qu'il existe entre ces deux peuples, au point de vue anthropologique, des différences assez tranchées. Les indications de cette espèce sont d'ailleurs sujettes à caution, à cause des nombreuses contradictions que l'on y constate, ce qui tient, sans doute, à l'état imparfait de la science anthropologique. M. Emmanuel Dubravi Kusy, dans l'ouvrage que nous avons cité, dit que la population slave, de provenance tchèque, qui habite la partie occidentale de la Moravie est haute de taille (1 mètre 66 en moyenne) et qu'elle a le thorax large et saillant (0·838 m. en moyenne, c'est-à-dire 50·4 pour cent de la hauteur). Les Slovaques de la même région sont en général plus petits (taille : 1 m. 647), et le tour de la poitrine est moins large (0·824 m.). « Les dimensions du corps en hauteur et en largeur, ajoute-t-il, ne sont pas toujours en raison de la vigueur des sujets. Du moins chez la race tchèque-morave il n'en est pas ainsi, ce dont on trouve la preuve dans la faible proportion des jeunes gens déclarés aptes au service lors de la conscription (18 pour 100 des conscrits), tandis que les Slovaques, avec une taille moindre, sont bien plus vigoureux et présentent une proportion bien plus forte d'aptés au service (24 pour 100). Les Allemands occupent sous ce rapport une place moyenne entre ces deux branches du monde slave (21 pour 100 d'incorporés). » (3)

Le même auteur précise comme suit, aux pages, 124 et 125

(1) Les termes *valach*, *vlach*, *lach* ne sont nullement un nom de nationalité ; ils désignent simplement un genre de vie, la vie pastorale. De même, le mot *polovec* désigne un peuple chasseur et non agriculteur. C'est l'ethnographie qui vient ici en aide aux philologues.

(2) La vie des peuples slaves de la Moravie (*La monarchie austro-hongroise*, t. XIV, p. 178.)

(3) Loc. cit., p. 122.

de son étude, les caractères anthropologiques distinctifs des deux familles tchèque et slovaque : « Tandis que chez les Tchèques la nuque (l'occiput) est haute et plate, chez les Slovaques elle est large et bombée. Le visage de ces derniers est petit, peu élevé et très large du bas ; l'orbite est petite et peu élevée ; les Tchèques ont la figure de grandeur moyenne, étroite du bas, l'orbite grande et haut placée. L'os malaire (la pommette) est plus proéminent chez les Slovaques que chez les Tchèques, à cause de sa longueur et de sa courbure plus prononcée. La mâchoire supérieure est quelque peu proéminente chez tous les deux ; l'inférieure est forte chez les deux types, mais, tandis que les Slovaques l'ont courte et petite, elle est grande chez les Tchèques ; les branches en sont courbées chez les deux. » Des différences analogues ont été constatées par un autre anthropologue moderne, M. Matiegka, ⁽¹⁾ dont les observations sont basées exclusivement sur des mesures de taille. Cet écrivain, qui ne manque pas de hardiesse, s'avise de ranger la Haute Hongrie parmi les pays tchèques : En effet, dans la carte qui accompagne son travail, les Slovaques sont représentés comme faisant partie de la nation tchèque. Mais voyons les conclusions auxquelles il aboutit. Sur la carte en question, où les différences de stature des conscrits sont indiquées par des teintes plus ou moins foncées, les contrées habitées par les Slovaques ont reçu une teinte plus obscure, indiquant qu'ils sont d'une taille moins élevée ; tandis que les pays tchèques y figurent avec une teinte plus claire qui indique que la stature de la population est plus haute. Or, les données consignées par cet observateur ne sont rien moins que probantes. D'abord, M. Mategka s'appuie sur la statistique de cinq années seulement, de 1889 à 1894, ce qui est insuffisant. Une objection plus grave encore, c'est que, selon toute vraisemblance, l'ensemble des caractères anthropologiques des Slovaques varie selon l'habitat au lieu d'être le même partout. Ainsi, par exemple, ceux qui habitent les comitats de Sáros, de Szepes et de Trencsén sont petits de taille ; ils ont le nez épaté et retroussé et sont peu agréables de figure. Par contre, les habitants des comitats de Zólyom et de Pozsony sont d'une haute stature et leurs

⁽¹⁾ La taille de la population des pays tchèques d'après les mesures obtenues chez les conscrits. *Narodpísný Vestník Československý*, t. XI, p. 4. Prague, 1916. (En tchèque.)

traits de figure sont remarquablement expressifs. Ceux des comitats de Liptó et de Turócz sont élancés, mais maigres, avec de longues jambes ; les Slovaques de Gömör, de Nógrád, de Hont et Bars, ceux surtout qui résident à proximité des communes magyares, sont trapus, très vigoureux, larges de poitrine et enclins à l'embonpoint. Dans le seul comitat d'Árva, on distingue trois types différents ; les plus chétifs se trouvent dans la partie orientale ; ce sont aussi ceux qui sont le plus mal nourris.

La vie intellectuelle, les habitudes, les mœurs populaires des Slovaques et le folklore présentent des particularités remarquables sous plusieurs rapports. Voyons tout d'abord leur musique, leurs chansons et leurs danses. L. Kuba, l'auteur d'un recueil de chants, (1) s'exprime ainsi, dans l'introduction de son livre : « Si l'on compare entre elles les chansons tchèques et slovaques les plus typiques, on ne leur trouve, pour ainsi dire, aucun trait commun. C'est comme si l'on avait affaire à deux peuples absolument différents. » On constate la même dissemblance très tranchée entre les airs populaires des Hanáks et ceux des Slovaques de la Moravie. Écoutons à ce propos F. Bartos, l'auteur auquel nous avons déjà fait des emprunts. Voici ce qu'il dit à ce sujet : « Un vrai Hanák est incapable de chanter un air slovaque ; de même ses pieds sont malhabiles à exécuter une danse propre aux Slovaques. De leur côté, ces derniers ne goûtent guère les chants et les danses des Hanáks. » (2) M. Joza Cernik, dans un travail tout récent, (3) apprécie fort avantageusement la culture musicale des Slovaques de la Moravie. Il leur trouve sous ce rapport des aptitudes à ce point remarquables qu'elles ne sauraient être comparées à celles d'aucun autre peuple, y compris les Tchèques. Il dit textuellement : « Ni les Tchèques, ni aucune autre tribu slave n'approchent des Slovaques de la Moravie et de la Hongrie sous le rapport de la richesse en monuments de l'art populaire et au point de vue du sentiment artistique qui préside aux manifestations de la vie familiale. » Un peu plus loin, on

(1) *Slovanstvo ve svých zpevech* (Les chants des Slaves).

(2) La vie du peuple slave en Moravie (*La Monarchie austro-hongroise*, etc., t. XIV, p. 180.)

(3) La culture musicale du peuple slovaque (*Narodn. Vestnik Ceskosl.*, t. XI, p. 4.) Prague, 1916. (En tchèque.)

trouve dans le même travail le passage suivant, où l'auteur semble avoir complètement oublié ce qu'il vient de dire : « Nous sommes autorisé à parler de la sorte de la culture musicale des tribus slaves. Il existe dans la Hongrie supérieure des Slovaques en nombre : ils comptent à eux seuls deux millions et demi d'âmes. On voit que nous autres, Tchèques, nous sommes une grande nation. Notre art populaire est développé à un degré très remarquable. » Ce spécimen suffit à montrer que les auteurs tchèques ne se gênent pas pour accaparer les Slovaques — au figuré, bien entendu — toutes les fois qu'ils y trouvent profit pour rehausser le lustre de leur nation. Le même auteur mentionne, parmi les danses en honneur chez les Slovaques moraves, la *csárdás*, dont il nie l'origine hongroise. Citons encore un autre passage de son travail : « Les chansons populaires des Slovaques ne ressemblent en rien à celles des Tchèques. On est en mesure, actuellement, de différencier, d'après leur origine, les produits artistiques des diverses branches de la famille slave. C'est ainsi qu'on a commencé à classer séparément dans les expositions, les œuvres d'art populaire provenant des Hanáks-Valaches, mais principalement celles que produisent les Slovaques. »

On voit donc percer, sur toute la ligne, la divergence des caractères ethniques entre les Slovaques et les Tchèques, et les auteurs tchèques sont bien forcés d'admettre cette dissemblance, quelque démenti qu'en reçoivent les théories qui leur sont chères. Mais au lieu d'avouer franchement la vérité, ils arrangent à leur façon et faussent même, s'il en est besoin, les preuves et les documents. A la fin du travail de M. Joza Cernik, nous trouvons cet aveu qu'il faut retenir : « Nous devons chercher de nouveau les moyens de fondre en un type unique les diverses formes de culture populaire du monde slave. ⁽¹⁾ L'art populaire des Slovaques doit nous guider dans cette voie, comme étant le plus avancé et celui dont les produits se distinguent par le cachet d'une puissante individualité nationale. »

Passons à un autre département du folklore : les contes populaires. Cette spécialité est surtout cultivée en Bohême par un savant distingué, M. Tille. Or, cet auteur, malgré ses tendances

(1) C'est là un des points du programme des Néoslaves.

nationalistes, se voit obligé d'avouer, dans une étude comparative des contes populaires tchèques, publiée récemment dans le *Narodpisny Sbornik*, qu'il n'a pas pris en considération les contes populaires slovaques, « parce que, dit-il, ils diffèrent trop, tant par leur structure que dans la manière de débiter le récit, de ceux des pays tchèque et morave. » (Remarquons incidemment que M. Tille aurait beaucoup mieux fait d'indiquer quels sont, dans chacune des deux langues, les types qui n'ont point de pendant dans l'autre idiome, et de faire ressortir les idiotismes locaux et les tournures identiques.) Quoi qu'il en soit, l'imagination des conteurs populaires slovaques de Moravie présente une foule de traits qu'on retrouve chez les Slovaques de Hongrie. Ainsi, la figure idéalisée du chef de brigands *Jánosik* est familière aux habitants des deux côtés de la Morava. Il en est de même du type mythologique du fameux magicien *Cernoknaznik* (le prêtre noir) qui figure aussi bien dans les récits des Slovaques que dans ceux des Valaches de la Moravie. Un ethnographe plus ancien, V. Houdek, ⁽¹⁾ prétendait avoir découvert certaines analogies entre les contes populaires slovaques et tchèques-moraves, mais il a dû plus tard se rétracter, ce qu'il fait dans les termes suivants : « On trouve aussi, dans les contes qui ont cours parmi la population des régions orientales du pays, ⁽²⁾ des traits qui s'accordent spécialement avec le tour plus dramatique des récits populaires des Slovaques de la Hongrie. » Les études des folkloristes actuels les amènent à souligner encore les divergences constatées par leurs prédécesseurs.

Il existe entre les divers groupes du monde slovaque une frappante uniformité dans les règles qui président à l'aménagement du foyer. ⁽³⁾ Le type qui prévaut partout, c'est la maison du type franconien ou haut-allemand, à deux ou trois compartiments. Les termes qui désignent les divisions ou les parties constituantes de l'habitation, sont pour la plupart les mêmes partout. Ainsi, par exemple, les diverses appellations des chambres, du grenier, de la grange, du puits, etc. (*izba*, *komora*,

⁽¹⁾ Les villages, les maisons, les contes et légendes des Slaves (*La Monarchie austro-hongroise*, etc., t. XIV, p. 250.)

⁽²⁾ C'est-à-dire chez les Slovaques de la Moravie.

⁽³⁾ L. Niederle: L'antique maison de paysan chez les Slovaques moraves (*Narodpisny Vestnik Ceskoslovensky*, t. VII, p. 97.) Prague, 1912. (En tchèque.)

ohnisko, polica, sypka, izbétka, svetlica, pitvor, stodola, záhumno, studna) se retrouvent jusqu'à la limite ethnographique des tribus slovaques, parfois même au delà de cette limite). Seulement, chez les Slovaques de Moravie, le mot *pitvor* est remplacé par celui de *zudr* ou de *sin*, et au lieu de *polica*, ils disent *listva* ; les termes *izbétka* et *svetlica* sont inconnus chez eux ; celui d'*izba* est changé en *jizba* ; *sypka* est devenu *sépka*, etc.

M. K. Chotek est le premier qui, dans un travail récent, (1) ait démontré d'une façon probante que la frontière septentrionale de la Hongrie marque la ligne de séparation de deux types usuels de maison de paysan. Cet auteur dit, entre autres, que l'habitation des Slovaques de Moravie et de Hongrie diffère complètement de celle des Valaches, dans laquelle il faudrait voir, selon lui, le type de la maison propre à la région des Carpathes. On trouve le dessin de la maison-type des Slovaques Kopanicar dans le grand Recueil intitulé *La Monarchie austro-hongroise, texte et images* (volume consacré à la Moravie). (2)

Il nous reste à nous occuper du costume national des Slovaques, de leur manière de filer, de tisser, d'orner les étoffes dont il est fait : aussi bien est-ce dans ce domaine que s'affirment principalement les aptitudes artistiques de ce peuple. En effet, le goût exquis dont témoigne le costume national slovaque, aux formes variées, aux couleurs bigarrées, l'a rendu célèbre dans le monde entier. Les vêtements des femmes, leur parure, sont particulièrement remarquables par leur coupe, par la manière d'assortir les couleurs et par la richesse et la variété incomparable des ornements. Ce sont autant de petits chefs-d'œuvre. Il n'est donc pas étonnant que les auteurs tchèques s'obstinent à nier que ce sentiment artistique si affiné soit exclusivement propre aux Slovaques. Ils ont même été suivis, à cet égard, par des écrivains d'autres nations, voire par des Hongrois qui, avec une bonne foi naïve, se sont employés à accrédi ter la thèse qu'il s'agit là d'un don particulier à la race tchèque-morave. La vérité vraie, c'est que ce costume national qui n'a pas son pareil dans toute l'Europe quant à l'heureuse combinaison et à l'éclat des couleurs, est porté

(1) Les vieux types de la maison valache. (Même périodique, t. XI, p. 133. Prague, 1916. (En tchèque.)

(2) Tome XIV, p. 250.

presque exclusivement par les Slovaques de nos comitats de l'Ouest (Nyitra, Pozsony, Trencsén) et par ceux de la Moravie. Cela résulte d'une façon indubitable de la conformité des ornements appliqués, de la similitude de la coupe et des couleurs, de l'analogie des motifs du dessin et de la manière de confectionner les tissus et les broderies, puis de l'identité des noms, partout les mêmes, que portent les différentes pièces du pittoresque costume et enfin de la dissemblance totale qu'il y a entre la manière de vêtir des Slovaques et celle des populations de race différente qui les entourent. Joseph Klvana, (1) le doyen des ethnographes moraves, s'exprime ainsi au sujet du costume slovaque : « Chez les habitants (Slovaques) fixés le long du cours inférieur de la Morava, les habits de fête, d'une coupe variée à l'extrême, offrent aux yeux un véritable régal par leur richesse et les parures dont ils sont ornés et qui consistent principalement en broderies artistiques d'une variété de couleurs surprenante, à tel point qu'on ne trouve guère leurs pareilles dans toute l'Autriche ». Et un peu plus loin : « Le costume des Slovaques présente partout les mêmes caractéristiques. » Cet air de famille, nous l'avons constaté chez les Slovaques de la Hongrie. On n'a qu'à comparer les costumes slovaques de Moravie et ceux de Hongrie pour être édifié sur leur commune origine. M. Paul Sochán, (2) qui décrit l'habillement de nos Slovaques, constate que les noms qui en désignent les diverses pièces sont les mêmes dans les deux pays. Ainsi, les délicieux motifs des broderies d'or du comitat de Nyitra se retrouvent sur les bonnets de femmes slovaques de Moravie. (3) Les figures étoilées qu'affectionnent les Slovaques moraves se voient aussi sur les ouvrages à l'aiguille des femmes de nos comitats de Trencsén, de Pozsony et de Hont. M. Kretz a fait précéder les belles illustrations qui accompagnent son travail d'une étude spéciale dont nous détachons les passages suivants : « Les Slovaques ont gardé, sous tous les rapports, les caractères distinctifs de leur race et les monuments artistiques conservés jusqu'à nos jours attestent l'ancienneté de leur

(1) Le costume populaire des Slaves de la Moravie (*Mon. austro-hongres* etc., t. XIV, p. 220.)

(2) *Modèles de broderies populaires slovaques*. Prague, 1890. (En tchèque.)

(3) Fr. Kretz : *Les bonnets des Slovaques moraves* (avec les beaux dessins de costumes de M. Uprka). Vienne, 1902. (En allemand.)

culture. Quant à l'art de la broderie, les Slovaques surpassant de très loin tous les autres peuples. La collection que nous offrons ici témoigne éloquemment des rares aptitudes artistiques des filles et des femmes slovaques. On trouve des ornements analogues sur les ouvrages à l'aiguille d'origine slovaque, ce qui fait supposer que les costumes des femmes ont de tout temps formé un ensemble artistique dont toutes les parties contribuent à produire un effet harmonieux. Les bonnets de femmes dont on voit ici les reproductions ne prouvent pas seulement l'ancienneté du costume national ; ils constituent en outre des documents précieux pour ceux qui veulent étudier les ornements slovaques de l'antiquité la plus reculée. » Il faut dire que cet auteur, tout en restant bon patriote, a toujours gardé dans ses recherches une objectivité de bon aloi. Il n'a jamais essayé de confisquer l'art populaire slovaque au profit des Tchèques.

M^{me} Vlasta Havelka (1) s'est également occupée, dans ses études ethnographiques, des broderies slovaques. Elle aussi affirme que, au point de vue de l'art populaire, il existe une différence très tranchée entre les Hanáks et les Slovaques de la Moravie. (2) Le mouchoir de mariée (uvodnica), qui fait partie du trousseau des jeunes filles du pays, est surchargé de superbes broderies qui en font une pièce précieuse du trésor artistique de ce peuple. Une autre industrie spéciale des Slovaques hongrois et moraves est la confection de dentelles de toutes sortes, d'une perfection remarquable. Le procédé dit point d'Holbein est connu d'eux et pratiqué depuis longtemps.

L'identité des motifs employés par ces artistes spontanés dans leurs diverses productions n'est pas la seule preuve de l'identité ethnographique des deux branches, hongroise et morave, de la famille slovaque. Il faut ajouter que leur costume national se compose des mêmes pièces, qui sont désignés partout par les mêmes noms. Le vocabulaire des métiers diffère aussi absolument de celui dont se servent les artisans tchèques et moraves. Les jours de la semaine, les hommes sont vêtus d'un large caleçon de toile (gate) ; les dimanches et jours de fête, ils portent un pantalon collant, de drap blanc, bleu ou couleur de cinabre, qui est orné, sur le devant, de brande-

(1) *Les broderies du peuple de la Moravie*. Olmütz, 1889. (En tchèque.)

(2) *Ibid.*, p. 8.

bourgs (nohavice). Le devant de la chemise, le col et les manchettes sont ornés de broderies. Celles-ci sont d'ordinaire de couleurs voyantes chez les garçons. Ils appellent leur gilet *kordula* ou *prucel* ; la pièce qu'on nomme *lajbik* est une tunique de flanelle blanche. Ils appellent *halena* leurs manteaux (*szűr*) de drap. En hiver, ils portent une sorte de pardessus fourré, fait de peaux de brebis. Les vêtements des femmes sont d'une variété extrême. La jupe est remplacée par une pièce nommée *firtuch* et par le *sorec* (tablier) ; les manches de leurs chemises sont bouffantes et attachées par un cordon à la hauteur du coude (*oplekok*) ; le devant et le col de la chemise sont ornés de belles broderies ; les pièces que les Slovaques nomment *fertusek* et *kordulka* sont décorées de galons d'argent formant brandebourgs. Les tabliers des femmes sont bordés de dentelles et en outre ornés de broderies de couleur. Dans les environs de Lundenburg, les femmes portent les dimanches un long manteau (*suba*) en drap bleu, orné de riches passementeries. Autrefois, hommes et femmes des contrées habitées par les Slovaques, portaient les jours de fêtes, des manteaux nommés *mentyk*. (1)

Le costume des Slovaques, tel que nous venons de le décrire, diffère du tout au tout de celui que portent les paysans tchèques, ce dont conviennent les auteurs tchèques eux-mêmes. Mais cela ne les empêche pas d'affirmer imperturbablement l'unité de race des Tchèques et des Slovaques. Pour eux, c'est une sorte d'article de foi que les populations qui habitent la Bohême, la Moravie et le nord de la Hongrie ont occupé simultanément ces pays et qu'elles doivent être, par conséquent, de même origine. En dépit de l'évidence contraire, en dépit des preuves éclatantes de la diversité ethnique des Tchèques et des Slovaques, les écrivains nationalistes tchèques persistent dans leurs assertions, par calcul et par machiavélisme politique. (2) Le lecteur qui a bien voulu suivre mes explications sait, je pense, à quoi s'en tenir sur la valeur de leurs allégations qui manquent absolument de fondement. Bien au contraire, il serait facile de démontrer la forte influence qu'a exercée, sur les divers groupes slovaques, le milieu ambiant magyar.

(1) Joseph Klvana : *Le costume populaire des Slaves*.

(2) J'ai démontré plus amplement cette vérité dans un travail intitulé : *Relations tchéco-slovaques*. (En hongrois.)

D'après ce qui précède, il n'y a pas de doute sur la réponse à faire à cette question : Les Slovaques sont-ils réellement une branche du peuple tchèque ? Nous répondons catégoriquement : Non. Il n'est pas aussi aisé d'établir d'une manière positive et précise la provenance de la nation slovaque et sa parenté avec les autres groupes de la famille slave. Mais il est absolument certain que les Tchèques sont hors d'état de présenter aucun titre sérieux à l'appui de leur prétention de classer les Slovaques comme une variété de la nation tchèque. Tous leurs efforts pour fournir la preuve de cette thèse sont restés vains jusqu'à nos jours. Un auteur d'une grande compétence en la matière, M. Bonkáló, ⁽¹⁾ s'exprime ainsi à ce sujet : « Les Tchèques ont commencé à prêcher la doctrine de l'unité tchéco-slovaque parmi nos populations slovaques. Afin de les détourner de la fidélité due à leur mère-patrie, ils ont essayé de propager parmi eux l'évangile de la *Bohemia irredenta*. Mais cet apostolat est resté sans effet ; ils n'ont réussi à convertir que quelques rêveurs simples et naïfs, ignorant complètement la vie réelle, et quelques aventuriers gagnés à prix d'argent, dont l'agitation nationaliste tchèque est devenue le gagne-pain. En somme, le mouvement unitaire tchéco-slovaque manque absolument de base et il n'a pas de chances d'avenir. »

La nation hongroise a toujours considéré les Slovaques comme des frères parlant une langue différente et elle a fait jusqu'ici tout ce qu'elle a pu pour sauvegarder leurs intérêts matériels et moraux. A l'avenir, il conviendra de les favoriser encore davantage, car la contrée habitée par les Slovaques constitue, au point de vue des richesses naturelles comme à celui de la culture intellectuelle, une mine inépuisable qu'il faut d'abord explorer pour la faire fructifier ensuite. D'ailleurs la population qui habite la Haute Hongrie, bien que parlant un autre idiome que la langue hongroise, a toujours gardé une fidélité inébranlable à la patrie magyare et l'on a tout lieu de compter qu'elle lui restera attachée à jamais avec la même loyauté.

(1) Loc. cit. p. 119.

DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA PSYCHOSE ENTENTISTE

RAISONS D'ESPÉRER. (1)

A la nouvelle année, salut ! Salut à celle qui vient en vêtements de deuil, et qu'une folie sanguinaire a condamnée à n'effeuiller sa couronne de jours que sur un théâtre de mort. Aucun rayon de tendresse n'anime la pâleur de son masque tragique. Jadis, ses sœurs accouraient d'un vol triomphant, et, dans la nuit solennelle, versaient aux uns la douceur de l'oubli, aux autres les espoirs heureux, parmi les chants et les rires. Mais elle ne fondera point dans l'allégresse son règne éphémère. La joie est éteinte en ses yeux ; son pas est incertain, de noirs soucis l'environnent, et ceux qu'elle devait bénir redoutent son aspect.

Salut, pourtant, à la nouvelle année ! Ses voiles sombres recèlent peut-être la guérison.

(1) Tiré d'une revue « neutre » : *Bibliothèque Universelle et Revue Suisse* (Lausanne, janvier 1918). Cet article a pour auteur M. Maurice Millioud ; il donne un exemple typique de ce qu'il faut entendre par « la neutralité ententiste ». Mais ce n'est pas sur quoi nous voulons insister ; si nous reproduisons l'article de ce monsieur, c'est pour faire toucher au doigt la démence guerrière qui fleurit encore en 1918. On y menace les puissances centrales de neuf et de quinze millions d'Américains, de même qu'on les menaçait autrefois de neuf ou quinze millions de Russes ; on y attribue aux Allemands tous les plans éclos dans des cerveaux d'imbéciles pour pouvoir constater que leurs « buts de guerre » les plus manifestes sont devenus inaccessibles ; on répète la contre-vérité que la « décision échappe » aux Allemands, comme si cela équivalait à la victoire des Alliés. L'auteur, dans sa folie criminelle, ne recule même pas devant la perspective d'une guerre de « quelques années » encore, tant il est généreux avec le sang d'autrui. Cependant, l'histoire lamentable du réservoir « inépuisable du matériel humain » de la Russie devrait le rendre un peu sceptique sur l'efficacité de la seule supériorité numérique.

Et puis des mensonges cyniques : les Français et les Anglais « ont brisé la fameuse ligne Hindenburg » ; le temps travaille pour les Alliés ; les apôtres du

C'est d'une double guérison que le monde a besoin. Il ne lui faut pas moins celle de l'âme que celle du corps. Pendant que l'histoire militaire inscrit ses dates sanglantes, une histoire morale s'ébauche, qui, elle aussi, compte des événements mémorables et dont les suites ne seront pas moins importantes pour l'avenir des nations. Sur le théâtre de cette histoire, bien plus large que celui de la guerre, les neutres figurent aussi bien que les belligérants, et les petits peuples comme les grands empires. Elle a ses dates décisives, ses problèmes de tactique et de stratégie, ses buts, avoués ou secrets. Il convient, certes, de nous demander comment le sort des batailles va régler celui des Etats, mais il est également nécessaire, pour comprendre notre temps et fonder quelques prévisions, de regarder à l'homme et au citoyen, de voir ce qu'il devient, comment il supporte les chocs et les contre-coups d'une si longue et si rude mêlée ; quelle que soit l'issue de la guerre, s'il ne forme dans les masses une volonté commune, un courant d'opinion, une conviction profonde, cette pensée et cette volonté l'emporteront.

*

L'année 1917, qui n'a point apporté de décision d'ordre militaire, n'a pas été inféconde dans l'ordre moral. Battus à Verdun, repoussés sur l'Aisne, sur la Somme, sur l'Escaut, les Austro-Allemands tiennent Udine et le Frioul. Les Alliés ont pris Bagdad et Jérusalem, mais leurs adversaires occupent Riga et Bucarest. La Russie, hors de combat, désolée par la guerre civile et l'anarchie, tombée aux mains d'un dangereux intrigant, va peut-être leur rendre un million de prisonniers,

genre humain, c'est-à-dire les ententistes, «ont poussé jusqu'aux dernières limites le respect de la neutralité grecque» ; les Austro-Allemands «ont voulu la guerre», comme s'il n'était péremptoirement prouvé par les aveux de Soukhomlinoff que la Russie a déchaîné la catastrophe mondiale (voir l'Appendice : *The two war-parties*, pp. 335—343, du livre de Henry Noel Brailsford : *A league of Nations* (London, 1917) ; nous citons exprès un ouvrage anglais).

Enfin, un programme idéal de paix : de la paix juste, durable . . . bref, de la paix des Alliés, c'est-à-dire la réalisation de toutes les visées impérialistes de la conspiration sacrée qui jouit de la faveur de M. Millioud, modèle de neutre et justicier du monde.

Il est triste qu'après plus de trois années de tuerie honteuse, il y ait encore des individus qui soutiennent que les Alliés luttent contre l'«orgie du militarisme», au lieu d'avouer que leur plan prémédité de subjuguier les puissances centrales a pitoyablement échoué. La paranoïa ententiste paraît incurable.

outre les gros contingents qu'ils ont déjà retirés du front oriental et jetés en Italie, d'où ils les ont ramenés en partie, dit-on, pour les masser au nord de Reims. Mais les Etats-Unis d'Amérique enrôlent neuf millions d'hommes ; intervenant dans le conflit avec leur énorme puissance financière et leur capacité gigantesque de production industrielle, ils compenseront, et bien au delà, les conséquences désastreuses de la défection russe.

Rien n'est décidé sur le terrain, mais rien n'est demeuré en l'état depuis un an. Les Allemands ne proposent plus, comme au mois de décembre 1916, la paix « sur la base de la carte de guerre ». C'est que la carte de guerre a changé. Ils n'ont ni le moyen de s'assurer la possession des territoires qu'ils occupent, ni celui de recouvrer ce qu'ils ont perdu. Leur florissante colonie de Kiau-Tchéou est aux Japonais ; ils sont entièrement expulsés du continent africain ; leur rêve de pénétration au Mexique, dans l'Amérique du Sud, en Mésopotamie, s'est évanoui. D'ores et déjà, quelques-uns de leurs buts de guerre les plus manifestes leur sont devenus inaccessibles. Ils n'atteignent pas l'Egypte où la situation des Anglais, au contraire, s'affermi par la rupture de l'Arabie avec la Turquie ; ils ont perdu l'espoir d'arriver au golfe Persique ; ils ont dû renoncer au projet chimérique d'enlever à la Grande-Bretagne sa suprématie navale. Avant d'exploiter la Russie, qui semble ouverte, ils auraient à la réorganiser, à la tirer de l'anarchie et il y faudra non seulement des armées, mais de gros capitaux et beaucoup de temps. Ils n'ont pu tirer parti des ressources de la Roumanie, faute de matériel roulant. Comment construiraient-ils les voies ferrées nécessaires pour mettre

Le récit humoristique, farci de mensonges les uns plus ridicules et plus insolents que les autres : *Pour une paix de cent ans !* qui suit celui de M. Millioud, est tiré d'un livre de M. Jean Finot intitulé *L'agonie et la naissance d'un monde* (Paris, 1918). Par ses articles et ses livres, M. Finot s'est révélé, au cours de cette guerre un des plus féroces « jusqu'aboutistes » ; son ouvrage récent oppose « les Civilisés » aux Allemands et fourmille de bêtises solennelles que seule une haine aveugle peut engendrer chez un homme aussi cultivé que l'auteur de la *Philosophie de la longévité*. Le comble de la folie grotesque est de voir M. Finot s'efforcer de nous prouver par les arguments archi-connus des sophistes de l'Entente, que « la victoire des Alliés est une condition indispensable du salut du monde ». Après nous avoir gratifié de cette plaisanterie, il est assez clément d'accorder un droit à l'existence à l'Allemagne, à la condition que celle-ci expie « ses crimes » par une indemnité de quelques centaines de milliards payables à titre de réparations. C'est beau, n'est-ce pas ? Que dirait M. Finot, le magnanime, si l'Allemagne, profitant de ses conseils futuristes, s'avisait un jour, le jour de sa victoire décisive, infiniment plus probable que celle de l'Entente, d'imposer une telle indemnité aux nobles Alliés ?

en valeur à bref délai les immenses régions où l'on manque aujourd'hui de blé après en avoir fourni si longtemps à toute l'Europe ?

Les Allemands peuvent s'obstiner sur l'Escaut comme ils se sont obstinés devant Verdun ; ils peuvent, dans le cas le plus favorable, refouler les Italiens jusqu'à l'Adige ; vains efforts : partout la décision leur échappe. Ils l'ont cherchée en Lorraine, dans les Alpes, en mer, à l'aide de leurs sous-marins ; pour l'obtenir, tant il la leur fallait à tout prix, ils ont foulé aux pieds les scrupules élémentaires, ruiné la Belgique, ravagé méthodiquement le Nord de la France ; ils ont voulu vaincre par l'horreur. Ils n'ont pas vaincu. Ils ne peuvent plus vaincre. Ils le savent. On triomphe d'un Etat, non d'une planète, et à la lettre, c'est la planète Terre qui s'insurge contre leur tyrannie. Songez à la disproportion des capitaux, des ressources en matières alimentaires, en matières premières indispensables. Le président du Steel Trust, M. Guerry, disait récemment que les Etats-Unis pourraient mettre sur pied quinze millions d'hommes, si la guerre dure quelques années, et dépenser cinq cents milliards sans compromettre gravement leur avenir.

Nulle part on n'a conscience de cette situation mieux qu'en Allemagne. Aussi, ce qu'on n'eût point fait il y a un an, on y laisse parler d'une paix sans indemnité ni conquête. Qui prétend encore annexer la Belgique et les régions minières du nord de la France ? Tout l'espoir des Austro-Allemands est dans le succès de la propagande défaitiste. Et ç'a été là, en effet, la caractéristique de ces six derniers mois. Cette propagande, dont les procédés se dévoilent chaque jour plus clairement, a réussi en Russie, auprès d'une population ignorante, gouvernée par deux passions violentes, la haine de son ancienne bureaucratie et le désir de s'approprier la terre ; elle n'a pas été sans effet en France, mais n'y a point abouti au fléchissement de l'opinion sur lequel on avait compté ; elle a eu son maximum d'intensité lors de l'émeute militaire du mois de juin, bien vite réprimée, et lors de la défaillance des troupes russes sur le front occidental. Sitôt avertie, la nation s'est ressaisie ; elle est tout entière debout derrière ses chefs ; le danger est passé et les « affaires » en cours, l'affaire Bolo, l'affaire Humbert, l'affaire Caillaux, ne sont qu'une liquidation de compte. En Italie, le défaitisme a failli causer une catastrophe. Là encore, cependant, il est allé

à fin contraire : au lieu de la révolution attendue, dont l'émeute de Turin devait être le signal, il a provoqué une réaction unanime dans un peuple foncièrement sain, enthousiaste et courageux ; l'Italie est une aujourd'hui, ce qu'elle n'avait pas été depuis le début de la guerre ; jamais ses fils n'ont attesté plus magnifique vaillance que ces derniers jours, entre la Brenta et la Piave. L'invasion du Frioul et du Vénitien est un grand malheur ; la retraite sur l'Adige serait une nécessité cruelle ; mais, pour qui regarde au résultat, les effets du désastre sont déjà conjurés.

En trois points, d'ailleurs, les Français et les Anglais ont atteint la fameuse ligne Hindenburg ; ils l'ont brisée. C'est désormais chose certaine : l'Allemagne et ses vassaux ne dicteront point la paix. Plus importante que la ligne Hindenburg, l'unité morale étant rétablie en France, en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis d'Amérique, la supériorité est acquise aux Alliés. Résolus à endurer les maux de la guerre, le temps travaille pour eux, et la paix sera telle qu'ils la voudront. Que veulent-ils ?

Nous avons de fortes raisons d'espérer, non la fin prochaine de la guerre, mais une longue paix après la guerre, et la reconstitution de l'Europe sur des fondements plus solides et mieux équilibrés. Ne détournons jamais les yeux de ce but suprême qui devient de plus en plus le but unique. Seule, cette vue nous permet de mesurer la portée des événements, dans la multitude des faits quotidiens ; seule, elle nous fait comprendre dans sa grandeur et dans son véritable sens la tragédie où l'humanité presque entière est engagée ; seule, elle nous permet d'en suivre les péripéties. Pour qu'elle se dégagât clairement, pour qu'eux-mêmes ils y vissent et qu'ils en aient pris conscience avec cette netteté rigoureuse, peut-être a-t-il fallu les échecs, les défaites, les périls des Alliés. Il a fallu, hélas ! le sacrifice de plusieurs petits peuples, le martyre des innocents. Mais ceux qui vont à la mort savent aujourd'hui qu'ils se dévouent pour une cause auguste et que le rêve qui faisait tressaillir les prophètes antiques, et qui, d'âge en âge, apparaissait aux foules dolentes comme une vision irréaliste, va prendre corps.

Pourquoi les Austro-Allemands, qui ont voulu la guerre, qui l'ont déclarée et commencée, qui ont déchaîné ce fléau, sans ja-

mais avouer leur but, reprochent-ils aux Alliés de ne point proclamer le leur ? Les Alliés ont un but de guerre : c'est la paix.

La paix, telle qu'ils l'entendent, c'est la paix durable et juste. Et sur le sens qu'ils donnent à ces mots, nul ne saurait se méprendre. Ils les ont assez définis dans leur réponse au premier message du président Wilson, et depuis, dans les discours de leurs ministres, de M. Asquith à M. Lloyd George, de M. Briand à M. Clemenceau, de M. Salandra à M. Boselli. Les paroles solennelles du président Wilson ajoutent à toutes ces déclarations la garantie d'une autorité morale incomparable.

Une paix durable, c'est une paix protégée. Puisque les traités ne suffisent pas, puisque forfaire à sa signature n'est point considéré par tous les Etats comme un déshonneur, il faut que la paix soit sous la sauvegarde d'une puissance supérieure à celle de chacune des nations. Il faut augmenter la force de la sanction. Car la sanction existe : ce sera l'honneur éternel de la Grande-Bretagne de l'avoir prouvé, en exposant ses biens, sa sécurité et la vie de ses enfants par respect pour des engagements vieux de près d'un siècle. Mais il faut armer la sanction d'un poids écrasant, tel que la perspective de la guerre en soit reculée hors de l'horizon des civilisés.

Jusqu'à présent, on n'avait imaginé à cette fin d'autre ressource que la création, singulièrement malaisée, d'une armée internationale. L'un des effets de la guerre a été de démontrer l'efficacité du blocus économique. Par le rapprochement du monde anglo-saxon et du monde latin, les Alliés se trouvent en possession des principales sources de ravitaillement, indispensables pour l'alimentation et nécessaires pour l'industrie. Une vérité surprenante s'est révélée, c'est que les peuples pacifiques disposent des moyens d'empêcher la guerre.

Pour qu'ils les mettent en œuvre, il faut que la solidarité des intérêts matériels l'emporte entre eux sur les oppositions inévitables. Cette solidarité est en voie d'organisation. Nous ne savons quelle forme les circonstances lui imposeront ; mais elle s'atteste dès ce jour par une collaboration financière qui, dans la suite, adoucira bien des maux et en préviendra davantage encore. Un crédit mutuel institué dans des proportions colossales, soutenu par des arrangements commerciaux avec l'ébauche d'une organisation générale de la production industrielle, telles sont les grandes transformations économiques, telle est la révo-

lution mondiale que nous font entrevoir ou à laquelle nous conduisent les résolutions arrêtées dans les conférences économiques des Alliés. Principes dont les conséquences seront incalculables, pourvu qu'il se crée de peuple à peuple le ferme vouloir de les amener à chef ; et cette volonté commune, c'est la guerre encore qui l'a fait surgir en eux. Depuis 1812, rien n'avait dissipé les malentendus des Etats-Unis et de l'Angleterre. autant que ces huit derniers mois l'ont fait, et rien, depuis 1860, n'avait renouvelé la fraternité de l'Italie et de la France autant que l'a fait, depuis deux mois, le mariage des deux drapeaux tricolores sur la terre classique du génie et de la beauté.

La volonté de faire régner la paix s'est déclarée irrésistiblement chez des peuples qui font eux-mêmes leur loi et qui viennent d'instaurer une force sans égale en scellant leur union pour le salut du genre humain.

Ils entendent user de cette force pour assurer la paix, et de la paix pour réaliser la justice.

Des mots, des intentions ? Non pas : des actes. S'ils n'ont pu délivrer la Belgique et la Serbie, parce qu'ils n'avaient pas voulu cette tuerie et ne s'y étaient pas préparés contre ceux qui la pré-méditaient depuis quarante-quatre ans, si la Roumanie, perfidement incitée contre leurs conseils, puis trahie contre leur foi, a été livrée sous leurs yeux, aucune de leurs erreurs n'a été une équivoque ni une félonie. Ils ont poussé jusqu'aux dernières limites le respect de la neutralité grecque, alors qu'elle n'était qu'une fiction, que les sous-marins allemands se ravitaillaient sur les côtes de la Grèce, que l'espionnage militaire s'exerçait par télégraphie sans fil, d'Athènes à Berlin, et que des troupes fanatisées les menaçaient dans le dos. Ils s'interdisent l'usage des balles explosibles, tandis que leurs adversaires les ont employées tout au moins sur le front serbe : le témoignage de M. Reiss sur ce point est écrasant. Ils s'en tiennent aux gaz lacrymogènes et ne se servent d'aucun des gaz asphyxiants et mortels dont les Allemands se sont fait une spécialité. Malgré l'abominable bombardement de leurs villes ouvertes, Reims, Londres, Paris, et le meurtre des civils, ils n'ont pu se décider à des représailles qui leur seraient aisées.

Ceux qui gardent le respect d'eux-mêmes et observent la loi de l'humanité dans cette guerre atroce, que feront-ils de la paix ?

Ils l'ont dit. La paix qu'ils veulent est une paix de justice. La justice, c'est l'affranchissement des Serbes, des Belges, des Roumains, des Polonais, soumis à des traitements que les Huns n'auraient point imaginés. La justice, c'est la délivrance des Arméniens, dont le nom, seul, dit tout.

Et c'est la réparation. Combien elle est commode, mais qu'elle est honteuse, l'équivoque de la « paix sans annexion ni indemnités ! » Avoir dévalisé des contrées entières, villes et campagnes, emporté l'or des banques, les machines des fabriques, les denrées, les étoffes, les produits de toute espèce, le bétail, rétabli l'esclavage, puis garder le butin et la gloire de ces hauts faits et dire : « Soyons amis ! »

Réparation complète. Réparation des iniquités dont la perpétuation déshonore notre siècle : l'Alsace-Lorraine est aux Français, Trente et Trieste sont italiennes.

Restitutions, réparations, garanties : il suffit de rendre leur indépendance nationale aux Polonais, aux Tchèques, aux Yougoslaves, pour que l'équilibre soit rétabli en Europe au profit des peuples de paix. L'œuvre immense de la reconstitution se fera et se fera vite quand l'humanité en aura fini de cette orgie du militarisme oppresseur qui l'a entraînée jusqu'au bord de l'abîme.

Alors seulement la civilisation morale, retardée dans son cours pendant un demi-siècle, pourra devenir l'égale de notre civilisation matérielle, l'inspirer et la transfigurer. Alors les peuples pourront entrevoir l'aube de la réconciliation. Dans la fournaise ardente où ils pénètrent l'un après l'autre, mus par une force mystérieuse et irrésistible, une transformation profonde s'opère en eux. Un idéal confusément pressenti, qui les faisait tressaillir, sans les éclairer ni les guider, se révèle à la conscience universelle devant la souffrance et la mort. Cet idéal de liberté, de paix et de justice est l'enjeu de la guerre. Il lui donne son sens tragique et sublime. Or, ce drapeau, deux fois consacré par l'héroïsme et par le martyre, ne peut plus être renversé. Il est dans la mêlée et au-dessus de la mêlée. Le jour vient où il flottera triomphalement dans l'azur du ciel, à la vue de tous les hommes. Et une ère nouvelle commencera.

POUR UNE PAIX DE CENT ANS!

a) *Une paix de cent ans.*

Un sentiment d'angoisse indicible se greffe sur les horreurs de cette guerre. Il remplit nos consciences et empoisonne nos pensées.

Le conflit actuel mettra-t-il fin aux boucheries futures? L'humanité pourra-t-elle se fier à la paix qui en résultera et se livrer à la reconstitution de son existence? La paix armée aura-t-elle dit son dernier mot? Ou faudra-t-il armer et armer toujours en vue d'une autre catastrophe qui précipitera la fin du monde civilisé? Un nouveau conflit ne se présentera sans doute plus dans les conditions actuelles. Or, un déplacement d'un ou de plusieurs combattants pourrait compromettre son issue. Il faut donc vaincre à tout prix, car seule une victoire décisive des Alliés pourra sauver le monde. Sinon tant d'héroïsmes, tant de sacrifices, tant de martyres seraient consommés en vain!

Ce qu'il faut à l'humanité si éprouvée, aux belligérants de même qu'aux neutres, c'est la certitude que cette guerre apportera, comme don de joyeux avènement, une paix de cent ans et même au delà de cette date!

Une conviction de ce genre permettra de supporter avec allégresse les charges et les souffrances qui s'étalent devant nous. Nous deviendrons alors tous des collaborateurs actifs d'une cause grandiose dont dépend le salut universel. La sécurité de travailler à son triomphe augmentera au centuple nos forces. Elle versera même dans les âmes les plus paisibles l'héroïsme inébranlable qui résistera à tous les mauvais courants.

Une paix de cent ans! . . . Qu'est-ce que ce rêve? se demandera-t-on. Et ne ressemble-t-il pas aux bêlements de tous les pacifistes et humanitaires d'autrefois? L'Allemagne n'avait qu'à souffler sur leurs rêveries et tout a coulé du coup. Comme dans la légende antique, l'idole vénérée, une fois par terre, des rats en sortirent semant autour d'eux des poisons . . .

Eh bien, non, il s'agit d'une conquête réalisable et en voie de réalisation.

La victoire des Alliés étant nécessaire pour leur existence

future, nous l'aurons tôt ou tard, parce que nous ne pouvons pas ne pas l'avoir.

Il s'agit d'un optimisme actif. Il demande de l'énergie, des sacrifices et de la méthode. « Nous les aurons », est un refrain digne des cafés-concerts. Mais les gens réfléchis doivent se dire : « On les aura », si tous les Alliés exercent harmonieusement et intelligemment leurs efforts tendant vers ce but.

Ne nous laissons seulement pas troubler par les nuages passagers qui obscurcissent fréquemment notre vision...

b) *La victoire des Alliés devenue une condition indispensable du salut du monde.*

Il faut donc admettre la victoire des Alliés. C'est un élément indispensable pour les assises mondiales de demain. Les projets de la reconstitution de l'Europe lancés par l'Allemagne ont démontré davantage sa nécessité inéluctable...

Un des plus grands journaux de New-York, le *N. Y. Sun*, m'ayant demandé, au lendemain de l'apparition de la première note de M. Wilson prenant au sérieux l'offre de paix de Berlin, j'ai développé entre autres, dans mon article, cette thèse : que l'inconscience allemande y éclate d'une façon évidente. Comment le kaiser et son entourage, après avoir déclaré et prouvé que les traités internationaux n'ont point de valeur lorsqu'ils sont préjudiciables à l'Etat allemand, peuvent-ils réclamer de nouveaux traités devant mettre fin à cette guerre ! Quelle humiliation pour ceux qui se prêteront à cette comédie indigne ! On pourrait, à la rigueur, causer avec le peuple allemand si celui-ci avait le courage de se débarrasser des criminels qui le déshonorent et le ruinent. Mais si le peuple allemand n'est pas mûr pour se séparer des Hohenzollern, la paix du kaiser l'est encore moins !

Le président Wilson, dans son mémorable discours prononcé à l'occasion de la visite de la mission franco-anglaise, a du reste souligné ce fait : qu'on ne traitera jamais avec les Hohenzollern. Mais la signature des représentants du peuple prussien ne nous donnerait guère plus de sécurité, si nous ne réussissons pas à détruire le militarisme allemand et, partant, les dangers permanents qui en résultent...

Le simple bon sens indique que les pourparlers engagés dans cet ordre d'idées, sans être accompagnés de la victoire, ne peuvent amener ni la paix réelle, ni même un apaisement quelconque. Quel serait le lendemain de l'Europe à la suite d'une paix bâtarde? Quel est le pays qui aurait le courage de désarmer en présence d'un traité de paix signé avec le kaiser? Y a-t-il un neutre assez naïf pour s'imaginer que la sécurité renaîtrait en Europe à sa suite, et que le travail pacifique pourrait reprendre?

Les conséquences d'une telle paix seraient pires que la guerre elle-même.

Il y a quelque chose de révoltant dans l'assurance cynique qu'offre l'Allemagne d'aider à rétablir un régime d'harmonie internationale!

Peut-on admettre qu'elle accepterait, comme paraissent le croire certaines âmes candides, de renoncer à toutes ses conquêtes momentanées et de se contenter de la restitution de ses propres colonies? Une supposition de ce genre paraît tout à fait inadmissible. On connaît la servilité de la presse allemande. C'est le gouvernement qui lui dicte ses pensées et qui alimente ses aspirations. Or, au moment précis où la chancellerie de Berlin faisait croire à son désir sincère et ardent de rétablir la paix, sa presse clamait la nécessité de nouvelles acquisitions territoriales.

Les cinq grandes liguees allemandes qui comptent des millions de membres et qui constituent la véritable opinion allemande, continuent à « supplier le gouvernement, » naturellement d'accord avec celui-ci, de ne pas abandonner les intérêts vitaux de l'Allemagne qui consistent dans l'annexion de la Belgique, des mines de Briey et de Longwy, sans parler d'autres conquêtes plus ou moins avouables!

Lorsqu'un criminel demande sa réhabilitation, il commence par restituer les objets volés. Comment l'Allemagne peut-elle paraître devant un aréopage d'honnêtes gens en gardant sous son joug la Belgique, dont elle s'est emparée à la suite d'un crime qui n'a rien d'analogue dans l'histoire?

Il y a cependant quelque chose de déconcertant dans l'ardeur de certains neutres à vouloir faire triompher la paix allemande. Ils oublient que les Alliés travaillent, souvent malgré eux, à leur profit. L'établissement d'un état juridique entre

peuples dépend exclusivement de la victoire décisive des Civilisés. Les neutres qui, eux aussi, pliaient sous le joug de la paix armée, ne pourront reprendre haleine que lorsque l'Allemagne ne pourra plus troubler leur sécurité. Au lendemain d'une paix blanche, tous les neutres se trouveraient obligés d'armer de plus en plus. Quelle serait la situation de la Suisse, de la Hollande, de la Suède, de l'Espagne et du Danemark ? Il leur faudra garder leur poudre sèche et armer, armer toujours, dans l'attente d'une guerre nouvelle qui éclaterait bien plus vite qu'on ne le croit.

La situation des Etats-Unis serait devenue, dans ces conditions, des plus critiques. Ce pays, parvenu à un degré de prospérité incomparable, car il vivait à l'abri de la paix armée, se serait trouvé dans la nécessité de mettre, dans l'avenir, des bouchées doubles, sinon triples. La guerre actuelle lui a démontré que sa sécurité n'est qu'un leurre. L'Allemagne devient aussi menaçante et dangereuse pour le Nouveau Monde que pour l'Europe. Les Etats-Unis ont tout à perdre et rien à gagner avec une paix factice, car celle-ci permettrait aux Germains de renouveler leurs crimes quelques années plus tard.

D'après l'heureuse comparaison de Lloyd George, l'Europe mène actuellement un combat au profit de la liberté, analogue à celui que mena Lincoln, en 1861. Nous dirons même qu'il s'agit d'intérêts autrement grandioses. Leur enjeu représente l'avenir de tous les pays civilisés. L'émancipation d'une race n'est rien à côté de la délivrance des humains du fléau allemand, qui rend impossible la transformation pacifique du monde et l'établissement d'une vie internationale, basée sur la Justice.

Avec combien de raison peut-on appliquer, aux tentatives germanes d'amener une paix bâtarde, ces paroles de Lincoln : « Entre les chefs rebelles et nous, les différences sont claires, simples et inflexibles. Elles ne peuvent être tranchées que par la victoire . . . »

Seule, une « paix victorieuse » des Alliés pourra rassurer les neutres et leur offrir, pour leur vie de demain, une véritable rose sans épines.

Tous les neutres récalcitrants devraient comprendre que leurs meilleures intentions se briseront contre la mauvaise volonté allemande et la brutalité inexorable des faits.

Qu'il me soit permis de rappeler un incident qui démontre que les Etats-Unis avaient manqué, à un moment donné, l'occasion de jouer le grand rôle historique, que M. Wilson est en train de réaliser, aux applaudissements du monde entier.

Les agissements allemands menaçaient depuis longtemps. Et la guerre d'aujourd'hui devait fatalement éclater tôt ou tard, car préméditée et voulue par les Germains.

En avril 1914, j'avais publié dans ce sens un appel dans un grand organe de New-York, qui fut reproduit par la plupart des journaux d'outre-Océan. Son titre *Le Cousin d'Amérique* en indiquait nettement les tendances. J'y ai insisté sur la désorganisation des affaires européennes. En rappelant le sujet de maints de nos romans et pièces de théâtre, qui faisaient rétablir le désordre survenu dans le ménage ou dans les affaires de leurs héros, grâce à l'aide providentielle des cousins ou oncles d'Amérique, je sollicitais pour l'Europe l'appui du frère Jonathan. En intervenant à temps dans les affaires embrouillées du Vieux Monde, il aurait pu facilement rétablir l'ordre et la sécurité !

Le rôle à jouer devenait sublime. Et si les Etats-Unis l'avaient accepté et accompli énergiquement à cette époque, ils auraient peut-être pu ajourner pour longtemps, sinon conjurer pour toujours, la catastrophe mondiale. Quatre mois nous séparaient seulement de la guerre. Mes avertissements paraissaient pourtant par trop alarmants, sinon excessifs.

On a bien voulu, depuis, accorder à l'auteur de cet article des dons quasi prophétiques. La télépathie n'y joue pourtant aucun rôle. Il suffisait de regarder les matières inflammables que l'Allemagne semait partout, pour en conclure à l'incendie qui devait en résulter à une époque peu éloignée.

Les tentatives faites par le président Wilson en faveur de la paix ont singulièrement éclairci les divergences qui séparent les belligérants. On a compris ce qu'il y avait d'irréalisable et de dangereux dans la formule, en apparence si innocente, de la « paix entre égaux », c'est-à-dire qu'il ne devrait y avoir ni vainqueur, ni vaincu.

« La victoire », disait alors le président Wilson, dans ses préoccupations de haute impartialité, « signifierait une paix imposée et serait acceptée avec humiliation, comme un sacrifice intolérable, elle laisserait un sentiment amer, et alors la

paix serait édiflée, non d'une façon permanente, mais comme sur le sable mouvant.»

Le triomphe de cette doctrine, si noble théoriquement, n'aurait eu pour conséquence qu'une guerre nouvelle, plus meurtrière et plus acharnée, quelques années après.

L'homme admirable qui préside aux destinées du Nouveau Monde paraissait alors ne pas connaître suffisamment l'Europe, et c'est la raison pour laquelle il considérait les actes de brigandage allemand comme de simples accidents dans sa vie internationale.

Les réponses collectives des dix Alliés ont déjà éclairé les pacifistes des deux mondes. Elles démontrent clairement que l'Allemagne a voulu et prémédité cette guerre qu'elle conduit, en outre, contrairement aux exigences les plus élémentaires du droit privé et public. Il suffit de se rappeler que ni l'offre de conférence de l'Angleterre, ni la proposition française de commission internationale, ni la demande d'arbitrage du tsar adressée à l'empereur d'Allemagne, ni l'entente réalisée entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, à la veille du conflit, n'ont pu ébranler les désirs nettement arrêtés de l'Allemagne, de mettre à feu et à sang le monde entier.

Bien plus, au moment où le kaiser réclamait la paix et affichait ses sentiments humanitaires, l'Allemagne continuait ses crimes, en déportant et en réduisant à la servitude presque toute la population de la Belgique. Il suffit de se pencher sur les malheurs et les misères de la vieille Europe pour comprendre qu'il n'y a point de paix possible en dehors de la réparation, en premier lieu, des dommages occasionnés par l'Allemagne à tous les belligérants.

La noble Amérique retrouva, du reste, du côté de ses meilleurs citoyens une réponse décisive aux faux arguments pacifistes. Un manifeste des Eglises et des Universités américaines, publié au commencement du mois de janvier 1917, affirme, entre autres, ceci : « Réclamer la fin de la présente guerre sans réclamer le règne de la vérité, de la justice et de l'honneur, c'est ne pas chercher la paix, mais chercher un désastre. Nous sommes chrétiens et Américains : comme chrétiens, nous pensons que le droit doit être maintenu inviolé, même au prix de sacrifices considérables de vies humaines ; comme Américains, nous sommes conscients des responsabilités de la civilisation ...

En criant, dans ces conditions, le mot : Paix ! on fait lever de leurs tombes tous nos saints et tous nos martyrs.»

L'humanité n'étant point à la veille de mourir, il faut qu'elle s'organise pour vivre. Or, son existence est unimaginable, en dehors d'une victoire décisive des Alliés, seule capable de rendre stable la vie de demain. On retourne, malgré soi, à ce refrain forcé, hors duquel point de salut.

c) *Le minimum des revendications irréfutables.*

Mais d'ores et déjà, il faut se préoccuper d'organiser la paix, chose aussi nécessaire que l'organisation de la guerre. Il ne suffit pas de dire qu'on lutte pour la liberté et la justice, car chaque peuple, et même chaque individu, les comprend à sa façon. Il y a des restitutions territoriales, de même que l'émancipation et l'indépendance des petits peuples en jeu. Les Alliés y tiennent autant que l'ensemble du monde civilisé. Le programme de demain est vaste. Ne doit-il pas remanier la carte du monde ? Des malentendus basés sur l'incompréhension des tendances et des aspirations réciproques peuvent en résulter. Il faut, en premier lieu, établir l'union sacrée entre Alliés, de même que la concorde entre les concitoyens, à l'intérieur de chaque pays.

L'automatisme allemand a ses bons côtés. Tous les sujets du kaiser manifestent des tendances identiques. Que ce soient les hobereaux, les socialistes ou les guerriers, les agriculteurs ou les professeurs, tous réclament à l'unisson la nécessité pour l'Allemagne de commettre une série de crimes et d'en tirer des profits identiques. Mais lorsque nous touchons aux Français, aux Anglais, aux Italiens, aux Belges, aux Américains et aux Russes, leurs opinions se trouvent souvent divisées. On aurait surtout tort de négliger les forces et les tendances socialistes, de même que celles des « humanitaires ».

Il faudrait donc arriver à dresser un minimum des revendications devant lesquelles s'inclineraient les gens de bonne foi, y compris les neutres eux-mêmes !

Les Alliés bénéficient d'un avantage moral incontestable. Il est hors de doute que les Allemands — et eux-mêmes l'admettent aujourd'hui — avaient prémédité, voulu et provoqué cette

guerre. Victorieux, ils auraient purement et simplement annexé des pays entiers, détruit l'indépendance des peuples et continué leurs sauvageries au lendemain de la paix. Ils l'annoncent, du reste, avec un cynisme déconcertant.

La première condition d'une paix quelconque se résume dans ce principe juridique que comprennent, appliquent et considèrent comme indispensable, tous les hommes, nonobstant leur patrie, leur religion ou leur mentalité : « Celui qui a occasionné des dommages à autrui doit les réparer. »

Quel est le socialiste, l'humanitaire, ou même le rêveur incorrigible qui puisse nier la sainteté et la légalité de ce principe, base élémentaire de l'existence des individus et des collectivités ?

N'est-ce pas le minimum que nous puissions réclamer au coupable qui, par ses faits et gestes voulus, aurait ruiné son ou ses voisins ?

Mais lorsqu'on renonce, en outre, aux dommages-intérêts et que l'on se borne à réclamer l'équivalent des pertes subies, on fait preuve, par cela même, d'une magnanimité exceptionnelle.

Le principe de réparation ainsi compris et aucune logique humaine ne pourrait le répudier, offre non seulement les éléments de concorde future parmi les neutres et les Alliés, mais constitue, en outre, comme nous le verrons plus loin, une des conditions dominantes d'une paix quasi éternelle, qui hantait l'imagination des pacifistes de toutes les époques !

Les Allemands eux-mêmes, si réalistes, si pratiques, s'inclineront forcément devant l'application d'une loi qui est la base fondamentale de leur vie quotidienne.

Il y a d'autres facteurs qui plaident en faveur de cette thèse. La guerre moderne est une guerre des nations, et non point de mercenaires. Le peuple allemand s'est solidarisé avec l'empereur et sa soldatesque. Ayant commis à leur instigation des crimes innommables et exalté et justifié ceux perpétrés en son nom, il doit nécessairement participer à leur réparation. Pour prévenir les guerres futures, il faut que les nations coupables en subissent, dans leur ensemble, toutes les conséquences. Et cela non seulement sous forme de l'impôt du sang, mais aussi sous forme de châtement économique et financier. La perte des provinces importe peu au peuple allemand. Il se con-

solera en pensant qu'une guerre de revanche future pourra les lui restituer. Mais lorsqu'on frappera à sa caisse, lorsqu'il se verra obligé de subir, pendant au moins un siècle, l'expiation de ses méfaits d'aujourd'hui, il comprendra l'immensité des malheurs qu'il avait occasionnés et qu'il devra réparer. Et ce sera une véritable leçon de choses ! Elle inculquera au peuple allemand, mieux que les doctrines abstraites, les bienfaits et l'amour de la paix.

On remarquera que la formule énergique, quoique vague, de Lloyd George : « Restitution, réparation et garanties » se trouve absorbée dans le seul principe de réparations, à condition, toutefois, qu'il soit appliqué rigoureusement et loyalement.

Donc ni annexions ! ni contributions !

Les Alliés victorieux ne devraient pas non plus s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Une révolution contre les Hohenzollern est souhaitable, autant dans l'intérêt de l'Allemagne que de l'humanité, mais on commettrait une injustice doublée d'une maladresse en voulant l'imposer. Car du coup ceux-ci deviendraient sacrés à tous les Teutons ! La paix, pour être juste et durable, se bornerait à la restitution des pays annexés contre la volonté des peuples et à la réparation des dommages de guerre. Et dans ces conditions on pourra sauver la liberté des peuples, le rétablissement des droits violés, l'indépendance des petites nations, le triomphe du grand idéal qui anime les Alliés. Lorsque l'Allemagne se trouvera dans l'impossibilité d'empêcher, par sa force brutale, le triomphe des revendications légitimes, les peuples européens se mettront là-dessus facilement d'accord. Déjà pendant le congrès de la Haye, on a pu constater l'apparition d'une nouvelle conscience des Civilisés. Elle aurait pu résoudre pacifiquement les problèmes dont dépendent le bonheur et la liberté des peuples. Mais hélas ! l'Allemagne s'y opposait de toutes ses forces.

d) *La danse des milliards.*

Nous avons établi, dès la fin de 1914, que la première année de la guerre devait entraîner environ 175 milliards de pertes pour les Alliés. Ce chiffre avait paru, à l'époque, presque invraisemblable. On s'est habitué, depuis, à cette danse folle

des milliards. La réalité, plus fantasque que l'imagination humaine elle-même, vient de la dépasser. Nous avons calculé qu'à la fin du mois de juillet 1917, les réparations encourues par l'Allemagne au bout de trois années de guerre dépasseront le chiffre de six cents milliards, sans compter les dévastations réalisées en France et les ruines que l'Allemagne se propose encore d'y ajouter...

Rappelons que, d'après les évaluations des sociologues et des statisticiens, toutes les guerres réunies, depuis Napoléon I^{er} jusqu'à nos jours, n'ont pas absorbé la moitié des sommes que nous demandera la guerre actuelle.

Ainsi les guerres de Napoléon I^{er}, qui ont duré environ vingt ans, se sont soldées par un chiffre d'environ 75 milliards de francs.

La guerre de Crimée n'avait coûté à tous ses participants que 11 à 12 milliards.

Les dépenses pour la guerre de Sécession, d'après les chiffres fournis par les sociologues américains, n'auraient pas dépassé 35 à 38 milliards.

La guerre de 1870—71, selon le bilan établi par Mathieu Bodet, le ministre des Finances en 1873, y compris les pertes subies par l'Etat, les départements, les communes et les particuliers, aurait coûté à la France environ 12 milliards et demi.

La guerre russo-turque de 1877 aurait entraîné une dépense de 5 à 6 milliards, tandis que la guerre russo-japonaise en aurait absorbé 9 à 10.

Pour faire ressortir la grandeur des sacrifices du côté des Alliés pendant la guerre actuelle, il suffit de comparer leurs budgets respectifs avant le début des hostilités et depuis la fin de 1914.

On remarquera de la sorte que la France, l'Angleterre, l'Italie et la Russie, pour ne parler que de ces quatre pays, dépensent d'une façon directe environ 10 milliards par mois, soit 120 milliards par an. Nous avons recours à des approximations globales.

Dans ces chiffres ne rentrent point les dévastations des provinces envahies, les ruines accumulées partout, de même que les exactions et les vols commis au préjudice des peuples alliés, la déportation et la ruine des populations civiles, etc., etc...

Et voici une contre-épreuve :

Le nombre des combattants s'élève, du côté des Alliés, à environ vingt millions d'hommes. Si nous admettons, comme moyenne, la dépense de vingt francs par jour et par soldat, y compris l'entretien des états-majors et les dépenses pour les munitions, nous arriverons à peu près au même chiffre. La moyenne de vingt francs par jour et par soldat paraît d'autant plus justifiée que les engins modernes ont singulièrement augmenté les dépenses des belligérants. Il suffit de se rappeler que les prix de certains obus atteignent jusqu'à 15.000 francs ! Il faudrait y ajouter les dépenses faites par les flottes alliées et le montant des pertes occasionnées par les sous-marins.

Du 2 août 1914 au 1^{er} janvier 1917, les sous-marins allemands ont détruit 1520 navires de 3 millions de tonnes appartenant aux Alliés. La France a perdu, pour son propre compte, 280.000 tonnes, soit 12^o/_o de son tonnage général ; l'Italie, 170.000 tonnes, soit 9^o/_o. Disons, entre parenthèses, que l'Angleterre a perdu 11^o/_o de son tonnage, car on lui a détruit 1110 navires représentant 2 millions $\frac{1}{2}$ de tonnes. Avec son énergie à laquelle tout le monde doit rendre justice, elle a réussi à construire, pendant 1915 et 1916, 932 navires et sauver ainsi presque intégralement son tonnage initial.

A mesure que la guerre avance, tous les belligérants, sans exception, accusent une augmentation croissante de dépenses. Ainsi, celles de la Russie se chiffraient, au commencement de la guerre, par environ 35 millions par jour et atteignent aujourd'hui environ 80 millions.

Il faudrait également faire rentrer dans nos calculs la valeur des existences humaines détruites ou diminuées pendant la guerre.

La vie a ses exigences. Lorsque le chef de la famille ou l'un de ses soutiens disparaît, il faut penser à la valeur matérielle engloutie avec sa disparition.

Pour rendre les guerres futures de plus en plus redoutables, il faudrait dresser rigoureusement le bilan des pertes, afin de les faire solder par les coupables.

Il serait souverainement injuste d'obliger les nations qui ont subi une guerre de se préoccuper, au lendemain de la paix, du sort des veuves et des orphelins. Car, pour faire face aux charges qui en résulteront, il leur faudrait imposer davantage les autres victimes du crime, que la guerre aurait épargnées.

e) *La plus grande boucherie de l'histoire.*

Les guerres modernes mettent hors de combat, sous forme de tués ou de mutilés, environ un tiers des combattants. Nous arriverons de la sorte à six ou sept millions de vies humaines disparues ou compromises par les empires centraux.

En ce qui concerne les pertes de vies humaines pendant la durée de la guerre, il est sans doute extrêmement difficile d'en préciser les chiffres. On ne peut agir que par approximation. Une « Société d'Etudes de la Guerre » fut fondée en 1915 à Copenhague. Son but essentiel consiste à examiner les répercussions directes et indirectes du conflit actuel. Cette Société a publié un bulletin au mois d'août 1916, donnant le bilan des morts et des blessés pendant les deux premières années d'hostilités.

La Société procède d'une façon assez impartiale et s'efforce de se documenter par tous les moyens dont disposent les gouvernements intéressés.

Et voici les chiffres que nous offre l'Association danoise :

L'Autriche-Hongrie aurait perdu, pendant les deux premières années de guerre, 718.000 tués, 1,777.000 blessés, dont 533.000 hommes restés infirmes. L'Allemagne aurait perdu 855.500 tués, 2 millions 116.000 blessés, dont 635.000 infirmes. La Turquie aurait subi $\frac{1}{2}$ million de pertes en tués et blessés, et la Bulgarie, 85.000.

En ce qui concerne les Alliés, la France suivrait de près l'Allemagne avec un écart minime ; l'Angleterre aurait eu 205.000 morts, 512.000 blessés et 154.000 infirmes ; la Belgique aurait perdu 160.000 en morts et blessés ; l'Italie, 350.000 ; la Serbie, 250.000. Quant à la Russie, elle aurait eu environ 1 million $\frac{1}{2}$ de tués, 3,820.000 blessés, dont 1,146.000 d'infirmes.

En y ajoutant un tiers de pertes à celles déjà consommées, et que la continuation de la guerre va demander à tous les belligérants, nous obtiendrons un chiffre des plus tragiques...

La comparaison avec les guerres d'autrefois donne des résultats tout à fait surprenants.

Ainsi, celles allant de 1790 à 1815 auraient coûté à l'humanité, 2,100.000 morts ; la guerre de 1854 à 1856, 785.000 ; de 1866, 45.000 ; de 1870-71, 184.000 ; de 1904-05, 160.000 ; les guerres d'Orient de 1912-13, 462.000.

A mesure que la guerre avance, les pertes occasionnées par des armements de plus en plus intensifiés grandissent d'une façon inquiétante. En ajoutant une année de guerre de plus sur les bases de pertes établies en 1916 et 1917, nous arriverons quand même à cette conclusion que les Alliés auront à déplorer sous forme de morts et d'infirmités inguérissables, un minimum de 7 millions d'hommes.

Les statisticiens teutons apprécient la valeur d'un Prussien à environ 20.000 francs. Si les Alliés, dans leur générosité, admettaient que la vie d'un Civilisé, combattant pour la liberté et la justice, ne valait pas plus, nous arriverons de nouveau, de ce chef, à un chiffre global d'environ 120 milliards. Comme il ne s'agit point d'établir des chiffres précis, nous nous bornons à ajouter que, sur la base actuelle, nous arrivons, au bout de quatre années de guerre, à un montant d'environ 800 milliards, sans compter les dévastations commises au détriment des Alliés.

Il faudrait, d'ores et déjà, familiariser les peuples alliés avec la réalité des chiffres et la nécessité de leur remboursement.

N'oublions pas également que cette guerre, préméditée et voulue, entraînera la ruine économique et financière de tous les peuples alliés, si ceux-ci ne réussissent pas à se faire rembourser par l'Allemagne au moins une partie de leurs pertes et surtout à établir une paix longue et solide.

f) *Le moyen unique de détruire le militarisme prussien et de rendre sociables les Allemands eux-mêmes . . .*

Et la question se pose : comment et dans quelles conditions pourra-t-on se faire rembourser une somme dépassant les possibilités financières du monde ?

L'Autriche, la Turquie et la Bulgarie n'entrent presque pas en ligne de compte, car elles se trouvent presque complètement ruinées. Reste l'Allemagne. Sa fortune globale ayant été évaluée à 400 milliards avant la guerre, elle pourra facilement abandonner aux Alliés cent à cent cinquante milliards, sans que sa vie économique future puisse être radicalement compromise. N'oublions pas la valeur inestimable des domaines de l'Empire, le réseau de ses chemins de fer, de même que la valeur des mines, des forêts, etc.

La situation de l'Allemagne n'est point aussi précaire, au point de vue financier, qu'on veut nous le faire croire. Loin d'épuiser ses ressources dans des achats à l'extérieur, elle a réussi à mener cette guerre, en se servant surtout de ses propres moyens. L'envahissement de la Belgique, de la France du Nord et de la Pologne russe lui ont permis d'utiliser les richesses accumulées dans les provinces envahies. Elle les a, du reste, exploitées, sans le moindre scrupule, au risque, sinon avec la certitude, de ruiner les populations autochtones.

Le but de la victoire étant, avant tout, de conquérir une paix durable, l'Allemagne pourrait et devrait même, le cas échéant, supprimer son budget militaire. Elle n'aura plus besoin d'entretenir son militarisme qui la dévastait matériellement et moralement. Comme les pays alliés veilleront sur la paix future, l'Allemagne pourra renoncer à dépenser plusieurs milliards annuellement pour l'entretien de sa flotte et de ses armées. Par une ironie singulière, les Alliés travailleraient ainsi pour le salut de l'Allemagne elle-même. Lorsqu'on l'aura débarrassée du fléau militariste qui surexcitait ses aspirations sauvages, son âme se transformera radicalement.

Les Alliés peuvent escompter, de ce chef, un remboursement annuel d'une douzaine de milliards, dont bénéficieront aussi, par ricochet, l'industrie et le commerce allemands. Les millions de ses soldats devant végéter dans les casernes seront ainsi rendus à sa vie productive.

Souvenons-nous qu'avant la guerre, les dépôts des Allemands dans leurs caisses d'épargne atteignaient plus de 20 milliards, contre 5 milliards et demi en France, et le même chiffre en Angleterre. Le taux d'accroissement de son commerce extérieur, de 1891 à 1911, a atteint 143% ; le tonnage de sa marine de commerce s'est accru de 104% et sa richesse nationale de 40%.

Les Alliés pourront prélever une douzaine de milliards sur l'ensemble des gains de l'Allemagne, sans détruire, par cela même, les sources capitales de sa richesse.

Elle produit annuellement environ 250 millions de tonnes de charbon. Un impôt de 8 à 10 francs par tonne donnerait plus de deux milliards. Que dire enfin des autres impôts sur les objets de luxe ou des monopoles de tabac, de sucre et de tant d'autres si faciles à établir ?

Sans le conflit mondial, elle aurait, par la force même des choses, accaparé presque toute la fortune des nations qui travaillaient à ses côtés.

Donc, le fait brutal qu'il lui serait difficile de solder le montant des indemnités ne devait point nous attrister. La vie des peuples ne compte point par années, mais par générations.

Lorsqu'elle aura versé un acompte de cent à cent cinquante milliards, sous forme de transfert de ses domaines et de ses valeurs mobilières, elle se verra obligée, en outre, d'accepter le paiement de douze à quinze milliards par an, à titre d'annuités, représentant les intérêts et l'amortissement de sa dette globale.

La situation du monde se trouvera, du coup, transformée. La Germanie ne pouvant plus entretenir son militarisme outrancier, perdra, par cela même, ses ambitions malsaines et démesurées.

Car celui-ci a joué de tout temps un rôle néfaste dans la transformation de son âme collective. Sa disparition facilitera le perfectionnement de la conscience germanique, qui se mettra au niveau des aspirations de tous les Civilisés. C'est ainsi que les Alliés auront travaillé pour le salut de l'Allemagne, malgré elle et contre elle.

Après tout, y a-t-il un autre moyen pour arriver à la pacification de l'Europe ? On ne pourra point détruire l'unité de l'empire, car ses parties disjointes se rapprocheront très vite contre la volonté des contractants. On ne peut pas non plus se fier à la limitation des armements. La Prusse, après Iéna, a démontré l'insuffisance des clauses de ce genre.

Pourra-t-on se fier davantage à un traité quelconque signé par l'Allemagne ? Cette supposition ferait sourire les diplomates eux-mêmes... Comme les engagements du côté allemand ne donneront aucune sécurité à l'Europe de demain, il ne nous reste que le recours aux indemnités qui empêcheraient l'Allemagne d'armer pendant une centaine d'années.

g) *L'expiation financière, comme synthèse suprême de la paix.*

La paix ainsi comprise, si dure qu'elle puisse être pour l'Allemagne, ne tendra point à sa disparition. Les Alliés, comme l'ont affirmé leurs chefs les plus autorisés, ne veulent point détruire le peuple allemand, mais ils tiennent essentiellement à étrangler son militarisme.

Cette expiation financière aidera à résoudre les problèmes essentiels de la vie économique de demain. L'union douanière des Alliés d'aujourd'hui se brisera forcément contre l'organisation et le manque de scrupules des Teutons. Ayant travaillé avant et même pendant cette guerre à la diminution et à la destruction de l'expansion économique de leurs adversaires, les Allemands mèneront leur guerre économique avec encore plus d'audace et plus de succès au lendemain de la paix.

Une paix qui ne tiendrait point compte des dévastations industrielles réalisées intentionnellement par l'Allemagne durant la guerre, condamnerait par cela même, la Belgique avant tout, ensuite la France et la Russie, à une ruine économique inévitable.

L'Allemagne, même vaincue, deviendrait par cela même victorieuse ! Et ses crimes de lèse-humanité ainsi récompensés, mettraient la nouvelle conscience des peuples dans une singulière posture.

Cette prime décernée à des actes de brigandage avérés constituerait un véritable encouragement pour les futurs auteurs des troubles internationaux. La guerre devenant le moyen suprême pour la conquête des marchés, on risquerait fort de la rendre populaire parmi les esprits entreprenants qui guident d'ordinaire les foules . . .

Mais le principe de réparation amènerait facilement une sorte d'équilibre moral et matériel. Et cela permettrait aux Civilisés et aux Allemands de travailler sous un régime de rivalité ramené à des proportions plus équitables et plus normales.

Le militarisme une fois détruit, c'est la justice internationale qui deviendra, à sa place, toute-puissante. Le congrès mondial, réuni dans ces conditions, pourra résoudre d'une façon efficace

toutes les questions pendantes entre peuples et races. Lorsque la menace et le cynisme teutons cesseront de jouer le rôle primordial dans la vie internationale, celle-ci se trouvera purifiée et renaîtra sur des bases nouvelles.

Que ce soient les restitutions territoriales françaises, russes, italiennes ou celles de la Belgique, de la Pologne, de la Serbie ou de la Roumanie, de même que celles de certains pays neutres, comme le Danemark, toutes pourront être satisfaites, selon les principes salutaires de la Justice et du Droit.

Loin de déguiser ce côté essentiel de la paix de demain, les Alliés devraient le faire connaître, par tous les moyens se trouvant à leur disposition, à tous leurs adversaires, et aux Allemands en premier lieu. Il faudrait leur faire comprendre que chaque mois de prolongation de cette guerre les obligera de rembourser une quinzaine de milliards de réparations de plus.

Nous n'avons, du reste, aucun intérêt à le cacher, ni aux Allemands, ni aux neutres eux-mêmes. Il faut faire connaître à tous ceux qui se fient au crédit allemand quelle serait sa situation probable au lendemain de la guerre. On admet généralement dans tous les pays neutres la victoire décisive des Alliés. Mais il faut aussi que l'on arrive à faire comprendre à la haute finance, à la bourgeoisie et aux travailleurs allemands que la continuation de cette guerre nécessitera des réparations de plus en plus considérables, conformes aux lois fondamentales qui régissent les sociétés humaines.

La perte éventuelle des provinces laisse les Germains insensibles. Ne pensent-ils pas d'ores et déjà à une revanche victorieuse? Mais la diminution de leurs moyens matériels, qui paralysera pendant longtemps leur bien-être, leurs projets de revanche et de domination politique, économique et financière, voilà de quoi troubler et faire réfléchir les plus illuminés d'entre eux!

h) *Travaillons donc pour la victoire et une paix victorieuse.*

On aura beau scruter l'horizon, on aura beau chercher dans le Code international un moyen plus efficace pour mettre fin aux guerres futures! On n'en trouvera point, car il n'y en a point. Nous ne prêchons point le supplice au lieu de l'expiation. Il s'agit d'un acte de justice efficace et accessible



à l'entendement humain. Et c'est, du reste, le moyen unique pour réaliser les principes qui nous animent et nous guident. Leur abdication sonnerait le glas funèbre de la morale. Les conquêtes territoriales, lorsqu'elles n'ont pas en vue de simples restitutions, ne répondent point aux tendances de nos jours. Il ne s'agit ni de la question de l'Alsace-Lorraine, ni de la reconstitution de la Pologne, aujourd'hui admises, quoique sous des aspects différents, par les empires centraux et par les Alliés ; ni des revendications sacrées de l'Italie et des autres Alliés. Elles recevront toutes leur solution équitable, sans la moindre possibilité de reviser ou de détruire les actes de justice accomplis, si l'on réussissait à réaliser *intégralement* le principe des réparations.

Les crimes allemands dispensés de cette sanction élémentaire jetteraient l'humanité aux abîmes. Elle perdrait sa raison d'être et d'espérer. Les ruines de la guerre se trouveraient alors fortifiées par celles de la paix armée. Le monde, retenu pour longtemps sur la pente de la sauvagerie, devrait alors se résigner à vivre sous un régime asphyxiant au moral et au physique !

A quoi servirait une transformation passagère de la carte du monde, que d'autres modifications menaceraient sans cesse ? Le militarisme prussien debout, le monde entier deviendrait une vaste caserne.

Et ce sera la véritable guerre de tous contre tous. Une loi de meurtre et de haine présiderait alors à nos destinées.

Quelle trahison à l'égard de tous ceux qui ont pensé mourir pour racheter le salut de leur patrie et de l'humanité de demain !

L'Allemagne elle-même se trouverait dans une condition singulière. Elle serait haïe et méprisée par toutes les nations. Ses habitants, semblables aux criminels qui se promènent avec des taches de sang non lavé, répandraient à travers le monde l'horreur et l'inquiétude, à l'instar des bêtes sauvages qui paralysent autour d'elles la pensée et le travail.

Donc la victoire décisive des Alliés et une paix basée sur des réparations sont nécessaires pour l'avenir moral de l'Allemagne elle-même !

Une paix victorieuse facilitera le triomphe des principes indispensables pour l'existence heureuse et paisible de notre

planète. Nous ne sommes sans doute pas au bout de nos souffrances. Qui oserait s'en plaindre ? La gestation d'un petit enfant demandant neuf mois, comment s'étonner alors que celle d'un monde nouveau puisse réclamer cinq ou six fois autant ! On aura beau se tourner et retourner dans notre lit, il faut en sortir guéri. Dans la victoire, gît le bonheur et l'avenir des Alliés et de l'humanité. Tablons donc toujours sur une paix victorieuse, comme nous établissons nos plans de vie, dans l'espoir que nous continuerons à vivre. Car une paix bâtarde équivaldrait à l'agonie collective des meilleurs parmi les peuples et à la mort de leurs aspirations les plus respectables et les plus sacrées.

Toute la France debout
pour la Victoire du Droit.

LA NOTE A PAYER. (1)

Français !

Notre pays ne voulait pas la guerre. Il la souhaitait si peu qu'il ne s'y était pas préparé et qu'il a failli mourir de cette négligence.

La Prusse, pour qui la guerre est, depuis deux siècles, une industrie nationale, s'était pendant quarante-quatre années, armée jusqu'aux dents pour pouvoir nous dépouiller.

Comment voulait-elle exploiter sa victoire ? Le comte Bernstorff nous l'a dit :

Elle aurait annexé les territoires les plus riches de la France.

Exigé de nous le paiement d'une indemnité de guerre formidable.

Imposé à notre pays un traité de commerce qui aurait ruiné pour un siècle notre industrie et notre commerce.

La vaillance de nos soldats et des armées alliées, comme l'endurance de la population civile, ont déjoué ce plan diabolique.

(1) Nous ne pouvons résister à l'envie de publier encore un petit manifeste qu'on distribue dans les tranchées aux soldats français. C'est un chef d'œuvre de la coquinerie unie à la bêtise et aux mensonges criminels auxquels les apaches de la plume nous ont accoutumés au cours de cette guerre.

Les criminels savent maintenant que l'heure du châti-
ment approche. Ils n'ont plus qu'un souci : conclure une paix
blanche, terminer en partie nulle leur guerre ignoble.

Français !

Ne prêtez pas l'oreille à ces honteuses propositions, qui
consacreraient la ruine définitive de votre pays.

Quelle serait notre situation si nous les acceptions ? Faites
le compte.

80 milliards de dépenses engagées pour la guerre.

20 à 25 milliards à décaisser pour réparer les dommages
matériels dans les régions envahies.

2 milliards de crédits annuels pour payer des pensions
aux mutilés et aux familles des soldats disparus.

Soit au total, avec intérêts et amortissement, une sur-
charge de 9 à 10 milliards, par an, pour le budget.

Donc les impôts triples, la vie chère, l'industrie et le com-
merce végétant faute de capitaux, toute l'activité intellectuelle,
artistique et sociale de la nation suspendue pendant un siècle.

Et vous vous résigneriez, vous, qui fûtes les victimes de
la plus monstrueuse agression, à payer les frais du crime alle-
mand, alors qu'il vous est possible d'en imposer le fardeau
aux auteurs de l'attentat !

La France a montré la plus merveilleuse endurance pendant
l'épreuve ; son courage fléchirait à l'heure des réalisations ?

Nous pouvons faire payer la note aux bandits qui nous
ont attaqués, et nous nous résignerions à la solder nous-
mêmes ?

Quelle folie !

Fort bien, objectera-t-on, mais l'Allemagne vaincue sera-
t-elle en état de s'acquitter d'une dette aussi énorme ?

Oui, si on lui en laisse le temps.

Et d'abord nous trouverons chez elle des gages consi-
dérables :

1. Ses chemins de fer, tous étatisés, qui valent 25 mil-
liards ;
2. Ses mines fiscales de charbon, les plus riches du
monde ;
3. Les propriétés domaniales des Etats, qui valent
environ 80 milliards.

De plus, la fortune publique, libre de toutes charges, a été estimée en 1913 à 400 milliards de marks dans l'Empire allemand, et son augmentation annuelle était de 8 milliards, d'après les estimations de M. Helfferich lui-même.

Nous avons d'ailleurs la faculté de nous indemniser en nature, pour une bonne partie des dommages que nous avons subis.

Les bateaux marchands coulés par les sous-marins allemands devront être remplacés tonne par tonne par des bateaux boches.

Le matériel des usines détruit ou déménagé par les envahisseurs devra être payé non en argent, mais en machines, en matières premières, en produits manufacturés.

Les Allemands devront fournir les matériaux et la main-d'œuvre pour remettre en état les villes et les villages qu'ils ont saccagés.

Il y aura des pertes irréparables :

Le massacre d'un million de jeunes Français, l'espoir de la patrie.

Les abominables souffrances physiques et morales endurées par la population des dix départements envahis.

La destruction d'incomparables monuments.

Que du moins les pertes matérielles soient intégralement réparées !

Ceux qui se résigneraient à les faire porter au peuple français commettraient un véritable crime de haute trahison.

Le contribuable succombant sous le poids des impôts ; toute la vie nationale suspendue ; l'avenir de la race compromis :

Voilà ce que signifierait une paix blanche !

Or nous touchons au but.

L'Allemagne a épuisé ses réserves d'hommes et d'argent, la disette provoque des émeutes dans une population que les privations de tout genre ont anémiée.

Les Alliés ont maintenant la supériorité du nombre et de l'armement. Les Etats-Unis, l'Amérique du Sud, la Chine, leur apportent leur généreux et puissant concours.

Dans quelques mois, au plus tard, l'impérialisme sera brisé.

Et nous nous arrêterions brusquement dans la marche à la victoire ?

Et nous accepterions de solder nous-mêmes les frais de cette guerre abominable ?

Français !

Mettez au pilori les traîtres qui vous suggèrent le pire, le plus dangereux, la plus ruineuse des abdications.

L'Allemagne a voulu, elle a préparé la guerre.

Qu'elle porte à elle seule le poids de toutes ses conséquences !

Pour nous il n'y a qu'un mot d'ordre :

Luttons jusqu'au bout, jusqu'au moment où, de l'agresseur vaincu, nous pourrons exiger la réparation intégrale de tous les dommages causés par sa criminelle agression.

L'ÉTAT ÉCONOMIQUE DE L'APRÈS-GUERRE

On connaissait le nom de Lysis pour l'avoir vu en tête d'un très remarquable ouvrage *Contre l'oligarchie financière en France*, ouvrage dans lequel l'auteur déplorait le manque de contrôle des autorités officielles et élues sur la gestion de la fortune publique par certains établissements plus attachés à la prospérité de leurs administrateurs qu'à celle des dépositaires de fonds et des industries nationales.

Le même auteur vient de publier une très sérieuse étude intitulée : *Vers la démocratie nouvelle*,⁽¹⁾ qui est d'une portée beaucoup plus large. Dans ce livre, Lysis envisage les œuvres à accomplir après la guerre dans le domaine social, politique et économique. Il pense, à bon droit, qu'il n'y aura pas alors d'œuvre plus urgente que de grouper tous les bons citoyens autour d'un programme répondant aux nécessités extraordinaires auxquelles nous aurons à faire face aussitôt la paix conclue.

L'erreur fondamentale des démocraties, jusqu'ici, a consisté à penser qu'il était possible de transformer profondément la situation matérielle de la classe pauvre en se servant de la puissance politique pour modifier la répartition des revenus. Or, qu'arrivait-il ? Les capitalistes, traités en ennemis et ne travaillant plus en sécurité, n'osaient plus engager leurs fonds dans les entreprises du pays ; ils les employaient à l'étranger et la production nationale restait stationnaire ou se rétrécissait en même temps que la condition des ouvriers restait chétive et misérable.

On a fait de la question sociale une affaire de partage, alors qu'elle est avant tout une affaire de production ou de

(1) Paris. Payot, 1917.

surproduction ; il s'agit, en effet, de créer un régime prospère dont profitent les travailleurs et les patrons.

Lysis s'attaque de ce chef à l'instabilité des pouvoirs, à l'anarchie du régime parlementaire et à la centralisation administrative ; il voit partout en France, avant la guerre, l'inertie, le désordre, la jalousie, le mécontentement, chacun entendant vivre sur son voisin et personne ne voulant produire et travailler utilement pour le pays.

A la place d'un Etat socialiste, il préconise un *Etat économique s'ajoutant et se substituant dans une certaine mesure à l'Etat purement politique*, un Etat qui mette au premier plan de ses préoccupations le développement matériel, la création de la richesse et du bien-être. Il saute aux yeux qu'il deviendra beaucoup moins intéressant de se disputer, entre citoyens, sur des sujets mesquins, quand chacun sera certain qu'il peut améliorer rapidement sa situation en travaillant.

Lysis a le courage de dire la vérité à ses compatriotes : « Il ne faut pas tomber dans l'illusion qu'il est possible d'organiser un blocus de l'Allemagne en temps de paix, alors qu'on le fait si difficilement pendant la guerre, ni s'imaginer qu'on peut demander indéfiniment aux consommateurs d'être assez patriotes pour acheter les produits alliés à des prix élevés, alors qu'on offrira les marchandises allemandes à meilleur compte dans les pays neutres. Des procédés aussi artificiels n'auraient évidemment qu'un temps. Nous sommes un peuple perdu, si nous ne faisons pas l'effort qui convient pour nous élever techniquement au niveau des Allemands. »

L'Allemagne a couvert son territoire d'instituts et d'écoles professionnelles ; elle possède au sommet de sa production une véritable armée d'ingénieurs et de chimistes et à sa base une foule d'ouvriers instruits. La France ne peut imiter cela en quelques mois. Il ne s'agit pas d'installer des écoles ; il faut créer une nouvelle mentalité. Lysis reconnaît que les Français ont une bien longue étape à parcourir avant d'avoir rejoint les Allemands. La forme politique est indifférente pour le progrès des nations ; ce qui importe, c'est l'action des pouvoirs publics créant des conditions favorables au développement de la richesse. Ce qui a fait la supériorité de l'Allemagne, c'est l'esprit de suite de son gouvernement, sa conception de la technique nationale, de l'Etat économique aidant les producteurs, tandis

qu'en France la vie publique est complètement dominée par les questions de pure politique et que l'activité des partis s'épuise dans des contestations d'ordre doctrinal, fiscal ou électoral qui sont d'une importance secondaire à côté des problèmes tels que l'abaissement de la natalité, l'alcoolisme, l'insuffisance de la production agricole et industrielle, l'absence de la marine marchande, etc.

Pour vivre, l'Etat doit devenir une puissance économique ; l'avenir des peuples dépend de leur savoir-faire agricole, commercial et industriel ; la production est en rapport avec l'état des connaissances en physique, en chimie et en bactériologie.

Le progrès agricole et industriel favorise la croissance de la population et la hausse des salaires. Le socialisme communiste niveleur n'élèverait pas la prospérité générale ; le partage des revenus du capital et du travail laisserait une somme minime à chacun. C'est pourquoi la France est un pays pauvre. Il faut abandonner la conception du capitalisme garde-chiourme et reconnaître le rôle du patron dans la production.

Une autre leçon de la guerre est la nécessité pour les entreprises de s'unir, de se solidariser pour lutter contre la concurrence étrangère et asseoir leur œuvre sur de solides fondements.

L'association industrielle, née en Allemagne, sera la grande affaire de demain ; la tendance est au groupement des entreprises, à la régularisation de la production et à la réglementation des prix, triple préservatif contre les aléas de l'entreprise privée. Cette tendance conduit à la victoire des producteurs sur les marchands ou sur les spéculateurs ; la vie est d'autant meilleur marché qu'il y a davantage de producteurs et moins de marchands ; moins il y a d'intermédiaires, moins la marchandise coûte au consommateur. Ce qui s'appelle trust en Amérique, entente en Angleterre, syndicat en Russie, cartel en Allemagne, est ce qui s'adapte le mieux aux conditions de la vie moderne. Il se crée ainsi des entreprises métallurgiques de dimensions immenses qui produisent leur houille et leur minerai de fer, fabriquent leur fonte et leur acier et les transforment en rails, poutres, tuyaux, matériel de construction, ponts, machines diverses, etc., parcourant tout le cycle de leur industrie depuis l'extraction du combustible et de la matière première jusqu'à l'achèvement du produit fini. Ainsi font la maison Krupp, la Compagnie de Gelsenkirchen, la Phénix, la Thyssen, etc.

Une autre forme de l'union des entreprises est la participation, par laquelle une société acquiert une fraction du capital d'une autre entreprise et peut de cette manière y exercer une influence ou même en assumer entièrement la direction. De leur côté, les ouvriers, les marchands et les consommateurs se forment aussi en syndicats. Ainsi, l'ensemble de la production et de la consommation fait un pas énorme, en passant de l'état anarchique à celui de l'organisation. Ce sont des individualités de haute envergure qui ont déterminé en Allemagne cette orientation économique : Ballin, de la Cie Hambourg-Amerika ; Platté, dans l'industrie du coton ; Siemens, dans l'électricité ; Helfferich, de la Deutsche Bank ; Kyrdooff, des houillères ; Thyssen, dans la métallurgie. L'existence des cartels a développé le *dumping*, qui consiste à déverser sur les marchés étrangers des marchandises à bas prix.

« A mesure que ces problèmes se compliquent, la nullité, l'incurie, l'inexpérience et la maladresse dont l'Etat fait preuve, autorisent à dire qu'il usurpe des fonctions qu'il ne peut pas remplir. » Ces fonctions exigent une compétence, une spécialité que les politiciens improvisés n'ont généralement pas. S'il est nécessaire pour les agriculteurs, les industriels et les moindres techniciens de faire un apprentissage, il n'est pas moins nécessaire que les directeurs de cette colossale entreprise qu'est le gouvernement, aient des notions sur la technique de toutes les branches de l'activité nationale. Des problèmes de haute science vont se poser devant eux. Un chef d'orchestre doit connaître tous les instruments et pouvoir jouer de chacun d'eux sans nécessairement atteindre à la virtuosité de ses collaborateurs ; mais il faut qu'il soit aussi compositeur et possède une instruction musicale approfondie, sans parler d'autres qualités. Il en est de même de tous les métiers. La culture générale est sans valeur, si elle ne s'appuie pas sur des connaissances particulières. Un général pourrait-il commander une armée, s'il n'est pas au fait de la théorie de toutes les armes et s'il n'est pas, en outre, stratège et tacticien ?

Lysis espère fermement que l'avenir politico-économique sera aux compétents et non aux roublards. « Pour soulager la misère du peuple et transformer son état, pour réparer nos désastres, dit-il, payer nos dettes, relever notre population, sauver notre race et notre idéal, le *seul levier dont nous disposons*

est d'étendre la production du pays, d'exploiter ses ressources, de développer son agriculture, son industrie, son commerce. Pas d'alternative : ou cela ou languir, disons plutôt : ou cela ou mourir. » Or la production est une affaire de science, d'expérience et d'organisation. Une nation a donc un intérêt capital à mettre à sa tête des techniciens et des gens d'action ayant fait leurs preuves ; on ne peut s'en passer ; aucune usine ne marche sans un directeur capable.

Lysis condamne le socialisme tel qu'on l'entendait avant la guerre et n'aperçoit le salut que dans la collaboration des classes et non dans leur antagonisme et la victoire du prolétariat. Il est indifférent que, dans une monarchie, le peuple ait des idées fausses : ce n'est pas lui qui gouverne. Mais dans une démocratie, si le peuple a l'esprit rempli d'une conception économique ou sociale erronée, c'est la ruine. Il faut que les patrons et les ouvriers se rendent compte qu'ils ont un intérêt commun à défendre l'industrie qui les fait vivre. Là-dessus, les préjugés socialistes doivent disparaître. La position du gouvernement entre les classes est celle d'un arbitre et d'un conciliateur. On a pensé à intéresser les travailleurs aux grands entreprises en leur affectant un certain nombre d'actions qui leur permettraient de se faire représenter au sein des conseils d'administration. Ce n'est là qu'un aspect de la question économique-sociale. Pour réaliser une refonte complète, il faut au moins la durée d'une génération. Qu'il s'agisse de produire un être humain, un grain de blé, un arbre, une couche de charbon, etc., la nature a des délais de livraison immuables, qu'il faut accepter.

La conclusion du livre de Lysis est que la science est le fondement sur lequel la démocratie d'après-guerre doit songer à asseoir la prospérité générale. Donner cette prospérité, est la mission de la démocratie ; or, ce n'est qu'en organisant la production qu'elle remplira sa tâche. Pour développer la production, on doit élever le niveau professionnel des travailleurs, car il ne s'agit pas de leur demander un plus grand effort, mais de tirer d'eux un meilleur rendement. Il résulte de statistiques publiées par M. Astier, dans un rapport au Sénat, que les cours professionnels du commerce et de l'industrie, en France, comptent annuellement 35.000 élèves au lieu d'environ 500.000 qu'ils en ont en Allemagne.

On doit, en même temps, défendre le capitalisme qui a transformé le monde depuis cinquante ans et dont l'action demeure toujours aussi puissante. Mais la démocratie de demain distinguera entre le capitalisme utile et le capitalisme parasite.

Les travailleurs ont une nouvelle Internationale à fonder : l'Internationale économique. Les travailleurs de toutes les nations doivent s'entendre pour présenter à leurs gouvernements les mêmes revendications, de manière que le pays le plus « libéral », au point de vue des améliorations sociales, ne soit pas victime de sa largeur d'idées et ne voie pas sa production baisser à proportion de la générosité des réformes qu'il aura réalisées au profit de la classe ouvrière.

R. S.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

12 avril 1918.

La bataille de Picardie fait rage depuis trois semaines et les Allemands avancent victorieusement ; durant ce peu de temps, ils ont occupé autant et plus de terrain que les Alliés n'ont pu conquérir au cours de leurs «victoires» successives de 1915, 1916 et 1917. Malgré les succès éclatants que les armées de Hindenburg ont remportés jusqu'à présent, nous croyons que nous ne sommes encore qu'au début de leur offensive d'une immense envergure.

Les espoirs mis dans la possibilité d'une paix prochaine semblent plus vains que jamais. Nos ennemis, ou plutôt les hommes d'État qui tiennent en main leurs destinées, continuent à parler de «victoire décisive», comme si de rien n'était . . . M. Wilson, le «pacifiste», vient aussi de prononcer un discours où il ne fait que répéter les phrases archiconnues de la sainteté des buts pour lesquels luttent les Alliés et de la méchanceté incorrigible de cette Allemagne qui ne veut pas consentir à être battue . . . Pour montrer l'abîme d'hypocrisie séparant la réalité de ce que dit M. le président des États-Unis, nous reproduisons quelques passages du discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'entrée en guerre de l'Amérique :

«J'ai cherché à connaître les buts de l'Allemagne dans cette guerre de la bouche de ses propres porte-paroles et d'agir aussi franchement avec eux que je désirais qu'ils agissent avec moi. J'ai dévoilé nos propres idéals et nos propres buts sans aucune réserve ni ambiguïté ; je leur ai demandé de me dire aussi nettement ce qu'ils cherchent.

Nous n'avons en vue ni injustice, ni agressions. Nous sommes prêts, au moment, du règlement final, à nous montrer

justes envers le peuple allemand et à agir loyalement avec la puissance germanique aussi bien qu'avec toutes les autres. Il ne peut y avoir aucune différence entre les peuples lors du jugement final, si le jugement est vraiment équitable. Proposer quelque chose d'autre qu'une justice impartiale, exempte de passion, à l'Allemagne, en tout temps et quelle que soit l'issue de la guerre, serait renoncer à notre propre cause et nous déshonorer, car nous ne demandons rien que nous ne soyons disposés à accorder. C'est avec cette pensée que j'ai cherché à apprendre de ceux qui parlaient pour l'Allemagne si c'était la justice ou la prédominance et l'exécution de leur propre volonté sur les autres nations du monde que les gouvernants allemands recherchaient. Ils répondirent dans des termes sur lesquels on ne saurait se méprendre. Ils avouèrent que ce n'était pas la justice, mais la prédominance et la libre exécution de leur propre volonté. Cet aveu n'est pas venu des hommes d'Etat d'Allemagne, il est venu de ses chefs militaires, qui sont ses véritables maîtres. Ses hommes d'Etat dirent qu'ils désiraient la paix et qu'ils étaient prêts à en discuter les conditions quand leurs adversaires seraient disposés à s'asseoir avec eux à la table de conférence. Le chancelier allemand actuel a dit, il est vrai, en termes vagues et incertains, dans des phrases qui semblent souvent se contredire, mais avec autant de netteté qu'il le jugeait prudent, qu'il pensait que la paix devait être basée sur les principes que nous avons déclaré qui seraient les nôtres lors du règlement final.

A Brest-Litovsk, les délégués civils allemands ont parlé en termes semblables; ils ont exposé le désir de conclure une paix loyale, d'accorder aux peuples dont ils élaboraient les destinées le droit de disposer librement d'eux-mêmes. Mais l'action accompagna et suivit ces déclarations; leurs maîtres militaires, hommes qui agissent pour l'Allemagne, ont montré son but dans l'exécution et proclamé une conclusion très différente. Nous ne pouvons nous tromper sur ce qu'ils firent en Russie, en Finlande, en Ukraine et en Roumanie; nous y trouvons la véritable preuve de leur justice et de l'honnêteté de leur jeu. Par cela, nous pouvons juger du reste. Ils remportent en Russie un triomphe à bon marché, dont aucune nation brave et courageuse ne saurait

tirer longtemps fierté. Un grand peuple, sans appui par sa propre faute, se trouve pour un temps à leur merci. Leurs déclarations loyales sont oubliées.

Nulle part, ils n'instaurent la justice, mais partout, ils imposent leur pouvoir et exploitent toute chose pour leur propre usage et leur agrandissement, et les peuples des provinces conquises sont invités à être libre sous leur domination !

Nous sommes fondés à croire qu'ils feraient les mêmes choses sur le front occidental s'ils ne se trouvaient là face à face avec des armées, que même leurs divisions innombrables ne peuvent vaincre. Si, lorsqu'ils sentiront que leur échec est définitif, ils proposaient des conditions de paix favorables et équitables en ce qui concerne la Belgique, la France et l'Italie, pourraient-ils nous blâmer si nous en tirions la conclusion qu'ils le font pour avoir les mains libres en Russie et dans l'est ?

Leur but est sans aucun doute de soumettre tous les peuples slaves, toutes les nations libres ou ambitieuses de la péninsule des Balkans, tous les pays que la Turquie a dominé de sa tyrannie, à leur volonté, à leur ambition et à construire sur eux cet empire de domination de la force sur lequel ils s'imaginent pouvoir élever alors l'empire du gain, de la suprématie commerciale, empire aussi hostile aux deux Amériques qu'à l'Europe et qu'intimidera l'empire qui dominera en dernier lieu sur la Perse, l'Inde et les peuples d'Extrême-Orient.

Dans un tel programme, nos idéals, idéals de justice d'humanité, de liberté, de principe de libre disposition d'elles-mêmes des nations, sur lesquels tout le monde moderne insiste, ne peuvent jouer aucun rôle. Ils sont rejetés, conformément à leur idéal du pouvoir, en raison du principe que le fort doit gouverner le faible, que le commerce doit suivre le pavillon, que cela plaise ou non à ceux auxquels il est ravi, que les peuples du monde doivent être soumis à la tutelle seigneuriale de ceux qui ont le pouvoir de la leur imposer.

Que devons-nous faire alors ? Pour moi, je suis toujours prêt, même maintenant, à discuter, à tout moment, d'une paix équitable, juste, honnête, qui soit proposée sincèrement,

paix dans laquelle le fort et le faible partagent le même sort, mais la réponse, quand je propose une telle paix, est venue des commandants allemands en Russie. Je ne puis me méprendre sur la signification de cette réponse. J'accepte le défi, je sais que vous l'acceptez.

Il apparaîtra dans son extrême sacrifice et dans l'oubli de soi-même, en donnant tout ce que nous aimons, tout ce que nous avons, pour délivrer le monde et permettre aux hommes libres comme nous-mêmes d'y vivre. C'est là, maintenant, la signification de tout ce que nous faisons.

Que tout ce que nous disons à nos compatriotes, que tout ce que nous projetons et accomplirons désormais soit conforme à cette réponse, jusqu'à ce que sa majesté la force, notre puissance concertée, remplisse notre pensée et anéantisse la force de ceux qui se moquent et font peu de cas de ce que nous honorons et savons apprécier. L'Allemagne a dit une fois de plus que la force, la force seule, devra décider si la justice et la paix règneront chez les hommes, si le droit, comme l'Amérique le conçoit, ou la prédominance, comme elle la conçoit, décidera des destinées de l'humanité. Il n'y a par conséquent pour nous qu'une réponse possible : C'est la force, la force jusqu'à l'extrême, sans restriction ni limite, la force équitable, triomphante, qui fera, du droit la loi du monde et renversera dans la poussière toute domination égoïste.»

*

M. Wilson déclare que c'est par la force qu'il entend «anéantir la force de ceux qui se moquent de ce que honorent» les Américains. Ce n'est pas vrai ; seulement les Allemands tiennent à être aussi indépendants que les compatriotes du Président et n'ont aucune envie de subir la volonté de M. Wilson. Voilà pourquoi ils luttent et l'éloquence de l'ex-professeur ne les empêchera sans doute point de sortir victorieux de cette lutte que tout l'univers leur impose.

HISTORICUS.

MAGYAR ÁLTALÁNOS HITELBANK.

Hirdetmény.

A Magyar Általános Hitelbank részvényeseinek 1918. évi április hó 3-án tartott rendes közgyűlése a társasági alaptőkének 100.000 darab 400 koronával teljesen befizetett új részvénynek, még pedig 1—1 részvényről szóló 10.000 czimletnek és 25—25 részvényről szóló 3600 czimletnek kibocsátása által 120.000.000 koronáról 160.000.000 koronára emelését határozta el s egyuttal az új részvények átvételére nézve az alapszabályokban a régi részvények birtokosainak biztosított elővételi jog gyakorlása tekintetében a következő módozatokat állapította meg:

A részvényest az alábbi feltételek mellett minden **három régi részvény után egy új** részvényre elővételi jog illeti meg. Részvénytörédek figyelembe nem vétetnek.

A részvényesek által elővételi joguk alapján átveendő új részvényekért darabonként **1000 korona**, vagyis a teljes névértéknek megfelelő 400 korona és a tartalékalap részére 600 korona fizetendő be, hozzáadva az ezen összegek után 1918 január 1-től a befizetés napjáig járó 5% kamatot.

Az elővételi jog gyakorlása végett a régi részvények Budapesten egy jegyzék, a többi bejelentési helyeken pedig két jegyzék kíséretében, a melyekhez minták a bejelentési helyeken kaphatók, **1918 április 4-től 12-ig bezárólag** az egyes helyeknél szokásos üzleti órákban bemutatandók: **Budapesten a társaság központjánál** (V., Dorottya-uteza 5.), valamint fiókjainál (IV., Egyetem-uteza 11., V., Berlińi-tér 9. és VII., Károly király-ut 3.); Brassóban, Debreczenben, Fiumében, Győrött, Kassán, Kecskeméten, Nagyváradon, Pécsen, Pozsonyban, Szabadkán és Temesvárott az intézet fiókjainál, Belgrádban az intézet kirendeltségénél.

Az elővételi jog bejelentése alkalmával a bejelentő helynél minden átveendő új részvény után 600 korona a tartalékalap számára és ezen összegnek 1918 január 1-től a bejelentés napjáig számítandó 5% kamatai fizetendők be.

A névértéknek megfelelő 400 korona befizetése legkésőbb 1918 május 15-ig bezárólag egyszerre eszközözlendő.

Azon részvényes, a ki elővételi jogát legkésőbb 1918 április 12-ig a fentiekben előírt módon nem gyakorolja, a jogától elesik.

Az új részvények birtokosai az üzleteredményben 1918 január 1-től kezdve, a régi részvények birtokosaival egyenlően részt vesznek.

Budapest, 1918. évi április hó 3-án.

Magyar Általános Hitelbank.

Assemblée générale de la Première Compagnie Hongroise d'Assurances générales

L'Assemblée générale annuelle ordinaire de la *Pre-
mière Compagnie Hongroise d'Assurances générales* a eu lieu, le 6 avril 1918, sous la présidence de M. le comte André Csekonics, conseiller intime de Sa Majesté, président de la Compagnie. Le rapport, signé par le directeur général, M. Guillaume d'Ormódy, membre de la Chambre des Magnats, relève que l'exercice de l'année passée a donné un résultat très satisfaisant. Cela prouve que la nation hongroise, après avoir eu raison de ses ennemis sur les champs de bataille, se montre également invincible sur le terrain de la vie économique.

Le Bilan accuse un profit net de 7,341.917 couronnes 66 fillérs. L'Assemblée générale a proposé au conseil d'Administration de distribuer aux actionnaires, après les prélèvements statutaires, un *dividende de 800 couronnes par action*, soit la somme de 3,200.000 cour.

L'Assemblée générale, après avoir entendu le rapport de la Direction, a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice 1917 et elle a donné décharge aux conseils d'Administration et de Surveillance.



50148

N° 67—68 de la série consacrée à la guerre.

XI^e ANNÉE. — TOME XXI

1918 JUN. 29

15 MAI — 15 JUIN 1918

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, Bon JULES WLIASSICS; C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZAR, Directeur Général.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE.

I. — LE PRINCIPE DES NATIONALITES, par M. Albert de Berzeviczy, ancien ministre, membre de la Cour d'arbitrage international de la Haye.....	1
II. — STATISTIQUE HUMAINE ET AVENIR ÉCONOMIQUE, par M. Joseph Sztérényi, ministre r. h. du Commerce, Député	11
III. — L'ENCERCLEMENT DE L'ALLEMAGNE, par M. Fr. Du Bois	22
IV. — NOS SOLDATS, par M. Nicolas Nagy.....	33
V. — LA FIN D'UNE RÉPUBLIQUE	56
VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par <i>Historicus</i>	60

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.
 MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, ANDRÉ NORZ. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES.
 AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS.
 ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.
 LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.
 COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ. — BARCELONE, VERDAGUER.
 ATHÈNES, ELEPHEROUDAKIS ET BARTH. — CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.
 SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

FOLYÓIRAT

11 23/24

1-197

FOLYÓIRAT



115

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS INTERNATIONALES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assurée la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est principalement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{	30 cour.
ALLEMAGNE			30 marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE			30 francs.

Prix du Numéro : 2.50 cour. ; Étranger : 2 francs 50.

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

C'est un navrant spectacle que celui de la frénésie et de la haine féroce qui animent les peuples dans la guerre actuelle ; quand on considère ce triste tableau et qu'on voit au nom de quelles doctrines nos adversaires prétendent nous anéantir, on est bien obligé d'avouer qu'Ernest Renan avait raison lorsque, dans sa polémique avec David Strauss, à l'occasion de la guerre franco-allemande, il prédisait que le principe de l'indépendance des nationalités ne délivrerait point l'humanité du fléau de la guerre, mais que, au contraire, il aurait pour effet de rendre la guerre plus barbare, car il engendrerait des luttes dans lesquelles les races chercheraient réciproquement à s'exterminer et où disparaîtraient les adoucissements que le droit des gens avait introduits dans la conduite de la guerre.

Comme ce sont nos adversaires qui s'instituent contre nous les champions des droits des nationalités, je me propose d'examiner, à la lumière des faits et en prenant l'histoire pour guide, quels sont leurs titres à ce rôle.

Certes, c'est un principe en soi très noble et excellent que celui de l'autonomie des nationalités. Mais l'abus en est singulièrement dangereux et pernicieux et, à ce point de vue, je dis que c'est à nous, puissances centrales, à demander compte à nos ennemis des méfaits qu'ils ont perpétrés au nom de ce principe, et non point à eux de se poser en accusateurs à notre égard. Personne, à moins de faire litière de la vérité, ne peut reprocher à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie d'avoir mis la paix en péril par des menées nationalistes. La Monarchie danubienne, pour parler d'elle d'abord, a occupé la Bosnie et l'Herzégovine en vertu du mandat que l'Europe lui en avait

donné, et après avoir consacré pendant trente ans à ces provinces son effort civilisateur, elle se les est définitivement incorporées, comme la logique des choses le faisait attendre. Au reste, c'est sans enthousiasme que l'opinion hongroise accueillit cette annexion. La politique de conquête n'est point le fait d'une monarchie dont la structure est si compliquée et dont l'équilibre intérieur est si délicat ; nous manquons trop d'homogénéité au point de vue national pour avoir goût à une politique impérialiste.

En ce qui concerne l'Allemagne, la grande œuvre d'unification de 1870—1871 a été suivie d'un essor merveilleux qui a eu pour conséquence naturelle une forte expansion économique et aussi politique et intellectuelle ; cette poussée de sève a pu éveiller la jalousie de l'Angleterre, qui aspirait à l'hégémonie universelle ; mais on ne saurait en aucune façon soupçonner l'Allemagne l'avoir voulu recourir à la force pour déborder de ses frontières.

L'Alsace et la Lorraine avaient été arrachées à l'Allemagne au XVII^e siècle, elle n'a fait que recouvrer ces provinces au XIX^e. La sage modération de Bismarck avait empêché, après Sadowa, que l'Allemagne ne se laissât entraîner, à l'égard de l'Autriche, à un acte de politique irrédentiste. L'Allemagne n'eut pas à regretter d'avoir eu la force d'écarter la tentation ; cela lui valut la neutralité de l'Autriche-Hongrie au moment de son grand conflit avec la France ; cela eut encore pour conséquence l'alliance des deux puissances centrales, pacte grâce auquel elles ont pu tenir tête, comme une citadelle inexpugnable, à un monde d'ennemis.

Je ne mets pas en doute la bonne foi des masses crédules qui, fanatisées et aveuglées par une propagande nationaliste infatigable, se sont sacrifiées à la chimère d'une glorieuse et courte campagne de conquêtes, présentée comme une croisade pour la délivrance des nations sœurs captives dans les fers de l'ennemi. Cette bonne foi a existé, au moins au début. Par la conspiration des ambitions de quelques souverains et hommes d'Etat et de certains intérêts capitalistes, et par l'action d'une presse trop souvent achetée à prix d'or, l'esprit public a été soumis à un tel traitement que la faculté de jugement des masses populaires, et même celle des hommes d'éducation moyenne, n'a pu rester intacte. Mais ceux à qui nous dénions

toute bonne foi et toute loyauté, ce sont ces chefs de peuples qui, à l'heure actuelle encore, après presque quatre années de guerre, après les pertes immenses que leurs pays ont éprouvées en hommes, en biens et en territoires, font miroiter aux yeux de leurs nations la promesse de la victoire décisive, grâce à laquelle la carte de l'Europe sera refondue pour réaliser le programme des revendications nationales. Les hommes dirigeants des puissances occidentales sont trop intelligents pour croire eux-mêmes ce qu'ils annoncent ; il n'est donc pas douteux qu'il y a là, de leur part, un simple prétexte, bien usé, d'ailleurs, destiné à colorer favorablement une entreprise avortée de flibusterie territoriale.

Tout homme de jugement sain, qui considère les expériences faites depuis les dernières dizaines d'années et particulièrement les leçons de la guerre actuelle, doit être aujourd'hui convaincu que l'application rigoureuse, générale et logique du principe des nationalités, en Europe, est impossible, vu qu'elle supposerait, comme l'a dit très justement mon compatriote, le baron Joseph Eötvös de vénérée mémoire, une nouvelle migration des peuples. Que de dérogations à ce principe dans l'histoire et dans l'état des pays de l'Entente eux-mêmes, qui s'en font pourtant un tremplin contre nous ! Que d'entorses à ce principe dans leur politique ! L'Amérique du Nord et l'Angleterre sont sœurs par la langue ; est-ce que, néanmoins, les Etats-Unis ne se sont pas séparés de la mère-patrie au prix d'une guerre sanglante ? L'Espagne et les Etats de l'Amérique du Sud ont le même idiome ; il s'est cependant effectué entre eux un divorce tout pareil à celui qui a fait des Anglais de l'Amérique septentrionale un peuple différent des Anglais de la métropole.

Nos adversaires ont moins de titres que quiconque à se poser en paladins de la doctrine de l'Etat national. Combien de fois n'a-t-on pas fait observer que, dans l'immense empire britannique, 45 millions d'Anglais commandent à une population bigarrée de races diverses, qui s'élève à pas loin de 380 millions d'âmes. Même criante disproportion en ce qui concerne la France, dont la population proprement française se trouve en faible minorité, en regard des nations sujettes éparses sur l'étendue des possessions coloniales françaises. On veut reviser la carte de l'Europe d'après la règle des majorités nationales ?

Soit. Alors, que la France commence par faire son deuil de ses rêves de revanche, car nul n'ignore que l'allemand est la langue maternelle des 87% des habitants de l'Alsace-Lorraine. Qu'elle rende Nice et la Corse à l'Italie. Que la Serbie renonce à la Macédoine comme la Roumanie a dû renoncer à la Dobroudja. Que la Grande-Bretagne laisse l'Irlande suivre ses destinées et qu'elle se dessaisisse de Gibraltar, de Malte, de Chypre. Que l'Italie réduise à une mesure plus modeste ses visées irrédentistes, si même il n'y a lieu pour elle à y renoncer tout à fait, car enfin il est acquis, de par l'aveu récent d'un savant italien, que, sur l'étendue des 24.000 kilomètres carrés de territoires dits *irredenti*, il ne se trouve qu'une population de 800.000 Italiens, au milieu de trois millions d'âmes d'autres nationalités.

Mais, au surplus, le caractère chimérique de ce plan de partage de l'Europe d'après la règle des races n'est-il pas suffisamment démontré par les vues contradictoires qu'énoncent à ce sujet nos ennemis ? Si la guerre avait le dénouement qu'ils souhaitent, leur embarras ne serait pas petit d'accorder entre elles les prétentions qu'ils élèvent parfois tous ensemble sur les mêmes territoires, comme, par exemple, le Banat hongrois, l'Albanie, les îles de la mer Egée, l'Épire ou encore de concilier leurs vues divergentes à l'égard de certaines problèmes, comme l'hégémonie dans la Méditerranée.

Il n'est pas contestable que le principe des nationalités a joué, au cours du siècle dernier, un rôle plus important que jamais dans la politique universelle et dans la formation des Etats ; mais il ne saurait échapper à l'observateur qu'une transformation profonde s'est opérée depuis quelque temps dans le caractère et la tendance de ce mouvement.

Ils sont bien loin de nous les temps où, dans le processus de la constitution des Etats, on voyait les éléments disparates des nationalités venir se fondre et s'amalgamer dans le creuset où s'élaborait la nouvelle communauté politique, ainsi que cela s'est passé en Angleterre ; ou bien où les minorités nationales étaient absorbées par une majorité ethnique différente. Le réveil du sentiment national s'oppose, à l'heure actuelle, à ces procédés d'amalgamisation ou d'absorption et les tentatives de ce genre ont souvent un effet tout contraire à celui qu'on avait escompté.

Les expériences faites au cours de la présente guerre nous ont également appris que, en dépit du développement prodigieux des institutions internationales, en dépit de la multiplication des liens d'Etat à Etat, des congrès et des conférences de caractère cosmopolite, en dépit de l'essor gigantesque des relations commerciales et intellectuelles entre les peuples, les antithèses nationales se sont plutôt avivées qu'atténuées pendant la période de temps qui a précédé immédiatement la conflagration actuelle. Bien plus, ne voyons-nous pas que le socialisme, auquel la Révolution russe vient de donner libre carrière, le socialisme, qui est la négation radicale du chauvinisme national, auquel il oppose son idéologie cosmopolite et son antimilitarisme tapageur (plus tapageur que réel, peut-être), ne voyons-nous pas que le socialisme lui-même a été impuissant à refouler les courants nationaux ? On l'a même vu, la plupart du temps, se convertir au patriotisme belliqueux, soit dans les pays où il s'agissait de défendre l'intégrité du sol national, comme c'était le cas pour les puissances centrales, soit dans ceux où une politique nationaliste agressive s'est faite l'instigatrice de la guerre et où elle pousse à sa continuation.

La transformation qui s'est accomplie, ainsi que je le disais, dans le caractère et la tendance du mouvement national consiste, me semble-t-il, en ceci : au cours du XIX^e siècle, le principe des nationalités a été invoqué pour justifier une politique unificatrice et la formation d'Etats agrandis ; tandis que, depuis un certain nombre d'années, son rôle est tout contraire : il est un agent de décomposition, de dissociation et d'émiettement.

Les deux plus grands résultats de l'effet unificateur du principe des nationalités, ancienne manière, ont été la formation de l'empire allemand et celle du royaume d'Italie. Au reste, cette vertu unifiante du principe des nationalités n'est pas partout épuisée. On en a la preuve dans la Bulgarie, à laquelle la guerre actuelle a fourni l'occasion de réaliser son unité conformément à ses saines et vigoureuses aspirations, et dans la Pologne, qui est en voie de se reconstituer, avec notre appui.

Mais, néanmoins, il est certain que l'ancienne vertu unifiante du principe des nationalités fait de plus en plus place,

depuis un certain nombre d'années et surtout en ce moment, à une action toute contraire, à effets dissolvants.

La Suisse, qu'on a toujours citée comme l'exemple classique d'un Etat parfaitement uni, malgré le disparate de ses éléments nationaux, subit depuis quelque temps un travail intérieur qui fait apparaître des courants contradictoires ou divergents. En Belgique, l'antagonisme des langues était arrivé, à la veille de la guerre, au point le plus aigu, en dépit de la rigoureuse application du bilinguisme ; tantôt c'étaient les Flamands et tantôt les Wallons qui étaient mécontents. A ce sujet, je puis consigner ici les résultats d'observations personnelles. A mon premier voyage en Belgique, au temps de ma jeunesse, j'eus l'impression de me trouver dans un pays entièrement français ; mais, dans mes visites ultérieures, je m'aperçus que l'élément flamand avait gagné un terrain considérable et que sa prépondérance s'accusait d'une façon toujours plus sensible. De même, chez nous, la rivalité entre Polonais et Ukraino-Ruthènes et entre Croates catholiques et Serbes orthodoxes est allée en s'accroissant. Il paraît même que, en Haute Hongrie, il se produit un éloignement de plus en plus marqué entre les Gorales, de souche polonaise, et les Slovaques. Nous voyons, en outre, par l'exemple des Irlandais, des Provençaux et des peuples scandinaves, quels progrès la différenciation linguistique a accompli sous l'effet de la mise en honneur de l'idiome national.

Mais c'est au Balkan, et en dernier lieu en Russie, que la vertu dissolvante du principe des nationalités a agi avec le plus de force. L'un et l'autre pays sont en pleine phase de désagrégation ; les nouveaux Etats n'ont pas encore trouvé leur assiette définitive sur le fondement de l'homogénéité ethnique. Dans la guerre d'il y a cinq ans, les Alliés balkaniques n'étaient d'accord que sur un point, à savoir sur la volonté d'arracher à la Turquie le plus de territoires possible ; dès qu'il s'agit de partager les dépouilles, ils se brouillèrent et la paix de Bucarest, conclue sous les auspices de la Russie, fit perdre à la Bulgarie la majeure partie des territoires qui lui revenaient en vertu du principe des nationalités. La Roumanie se mit en possession d'un domaine qui était authentiquement bulgare et elle se serait volontiers adjugé la Transylvanie et les parties limitrophes du reste de la Hongrie, tandis qu'elle

n'osait rien objecter à la mainmise de la Russie sur la Bessarabie, province pourtant roumaine s'il en fut. Les Etats serbes du Balkan ont tendu des mains avides vers la Bosnie-Herzégovine et vers les districts à population mixte de la Hongrie méridionale. La Serbie s'est approprié des terres bulgares, le Monténégro, des portions de l'Albanie ; mais ces deux Etats, serbes tous deux, n'ont pas jugé que le principe des nationalités leur fit un devoir de fusionner, et cependant cela eût été logique. L'Albanie propre a été entamée de trois côtés et l'Italie ne s'est pas fait scrupule d'occuper des îles grecques. Enfin, la Russie nous fait assister en ce moment au phénomène de la décomposition d'un grand empire naguère unitaire, qui va s'émiettant toujours davantage, à mesure que de nouvelles entités nationales se dégagent de la masse où elles étaient noyées.

Il y a antinomie complète entre ce mouvement inquiétant de désagrégation et la tendance moderne de la vie économique, à laquelle il faut des champs d'action aussi vastes que possible, et ce contraste pose le problème politique le plus ardu qu'on puisse imaginer, à tous ceux qui ont la charge de préparer l'avenir. Il s'agit de savoir lequel des deux l'emportera, du particularisme national ou de l'élargissement économique. Le particularisme et la haine contre l'étranger, engendrée par le chauvinisme, étoufferont-ils la voix de l'intérêt ? Fera-t-on passer le souci de la prospérité matérielle après la gloriole de l'indépendance nationale ?

Au vu des faits que nous venons de mettre en lumière, il me paraît que nous pouvons formuler les axiomes suivants, d'une valeur tout empirique : 1° Les particularités nationales ne sont pas nécessairement, et en tout état de cause, un titre à l'acquisition de l'indépendance et de la souveraineté politiques. 2° La communauté de race ou, pour mieux dire, la communauté de langue, et bien moins encore la simple parenté linguistique, n'ont pas pour conséquence nécessaire l'union des nationalités parentes en un même corps d'Etat. 3° Communauté de race n'est pas toujours synonyme d'unité politique. 4° Par conséquent, il faut trouver un *modus vivendi* qui permette à un groupe de nationalités diverses réunies en un seul corps d'Etat de s'accommoder aux exigences de l'unité politique en gardant la faculté de donner essor à leur indivi-

dualité, sous le rapport de la langue et de la civilisation, et de vivre ainsi paisiblement côte à côte.

Un savant juriconsulte allemand qui fait autorité dans le domaine du droit public, le professeur François de Liszt, a exprimé la même pensée sous une forme éloquente, dans une brochure parue au commencement de la guerre. « On peut être attaché à sa langue maternelle par toutes les fibres de son cœur — a-t-il dit — et s'être profondément imprégné de la civilisation de la race à laquelle on appartient, et être en même temps un bon citoyen d'un Etat composé de nationalités différentes, voire d'un Etat où la langue dominante n'est pas celle que l'on parle soi-même. C'est là un fait d'expérience. »

La guerre actuelle ne changera rien à ce fait d'expérience, ni à aucun des axiomes que nous venons d'énoncer. Nos ennemis en seront pour leurs peines. Le principe des nationalités n'échappe pas à la règle à laquelle tout principe politique se trouve assujéti : l'application pratique en est soumise à des restrictions, à des exceptions, à des atténuations inévitables. En conséquence, le fameux droit des peuples de régler eux-mêmes leur destinée, droit si tapageusement proclamé par des gens qui ne l'ont jamais pris au sérieux quand il s'agissait de leurs propres affaires — voyez l'Irlande, l'Egypte et les Indes — ce droit en vertu duquel il devrait être procédé à un remaniement des Etats, il ne peut être question de l'appliquer sans réserver certaines dérogations. Notre illustre ancien ministre des Affaires étrangères, le comte Czernin, parlant en présence de la commission pour la politique étrangère de la Délégation hongroise, a dénoncé en termes incisifs la confusion d'idées créée et entretenue par l'Entente, en ce qui concerne le droit des peuples à l'autonomie. « Tantôt ce sont les Etats et tantôt les nationalités qui sont les sujets auxquels ce droit est attribué — a fait remarquer le comte Czernin — puis, tout à coup, ils en deviennent les objets ; et l'on assigne à ce droit des effets d'ordre tout différent, en suivant une gamme qui va de l'autonomie revendiquée par décision souveraine des organes constitutionnels à l'autonomie reçue des mains d'une conférence européenne. Des équivoques dont l'Entente a enveloppé à dessein sa pensée, au sujet du droit des peuples à l'indépendance, il a fini par se dégager lentement une notion concrète. La doctrine en question s'avère en définitive n'être qu'un déguisement oratoire

qui masque la brutale intention de l'Entente de procéder au démembrement de certaines parties de l'Autriche-Hongrie.»

Nous ne nous sommes nullement mis en contradiction avec nous-mêmes, lorsque, après avoir déclaré ne pouvoir admettre une doctrine si hypocritement accommodée par l'Entente au gré de ses intérêts, nous avons affirmé à Brest-Litowsk, en face de la Russie, que nous placions à la base des négociations de paix la reconnaissance de l'indépendance des provinces occidentales de l'empire russe et de leur droit de statuer à leur gré sur leur destinée. Car, en effet, ce n'était là, de notre part, que l'enregistrement d'un fait accompli, la constatation de l'état de dissolution de la Russie. La séparation de la Finlande, de l'Ukraine et d'autres provinces encore de l'ex-empire des tsars s'est accomplie sans que nous y fussions pour rien et si la désagrégation se poursuit, ce ne sera pas en vertu de notre déclaration, mais spontanément. En second lieu, il convient d'observer que l'avènement de ces provinces à l'indépendance est justifié par les antécédents historiques et par les traditions ; la chute de l'impérialisme russe a été le signal de la résurrection d'un passé qui ne demandait qu'à renaître.

Sans doute, l'effondrement de l'impérialisme moscovite, avec lequel a sombré à jamais, espérons-le, l'idée panslaviste, dont la disparition est un gage de paix pour l'Europe future, sans doute, disons-nous, cette prodigieuse catastrophe a été essentiellement l'œuvre des victoires que la Quadruplice a remportées sur la Russie, et nous ne nierons pas que cette révolution à laquelle nous avons coopéré, de façon loyale et à visage découvert, par notre action militaire, sert nos intérêts dans la même mesure où elle favorise la liberté des peuples. Combien différent a été le rôle de l'Entente dans cette transformation ! Les Etats qui la composent — y compris la France républicaine — ont adulé le tsarisme despote, tant qu'ils ont espéré avoir en lui un allié puissant et sûr, prêt à verser à torrents le sang du peuple russe pour l'intérêt de la France, de l'Angleterre et de l'Italie ; mais dès que le tout-puissant tsar, peut-être tourmenté par sa conscience, commença à se montrer vacillant, l'Entente ourdit autour de son trône un jeu d'intrigues traîtresses, fomentant un complot révolutionnaire dans l'espoir que la Russie républicanisée deviendrait entre ses



main un instrument plus docile que la Russie tsariste et que les Alliés l'auraient à leur discrétion. Il sembla un moment que ce calcul allait se réaliser. Les hommes d'Etat de l'Entente, dans la joie de leur succès, s'oublièrent même au point d'oser tirer gloire des événements de Russie, en les alléguant comme preuve que c'étaient eux les vrais champions de la liberté des peuples, et non pas nous. Mais leur jeu s'est retourné contre eux et les peuples émancipés de Russie ont accepté la paix. L'Entente a travaillé pour la réconciliation des peuples, en croyant forger une arme plus sûre pour la guerre à outrance.

J'ai confiance que la paix définitive apportera la preuve que c'est nous qui, en réalité, avons fait le plus pour la liberté et l'indépendance des nations. J'ai confiance que ceux qui ont trompé l'univers en se proclamant les champions du principe des nationalités, alors qu'ils ne voulaient que détruire notre antique et vénérable Monarchie et en jeter les dépouilles à leurs valets, récolteront la malédiction des peuples qu'ils ont abusés et plongés dans la ruine.

ALBERT DE BERZEVICZY.

STATISTIQUE HUMAINE ET AVENIR ÉCONOMIQUE

Parmi les problèmes ardues que la guerre a fait surgir, celui de la réparation des vides creusés dans la population des Etats belligérants occupe le premier plan, comme question d'ordre capital, à cause des conséquences qu'il y a lieu d'envisager. Le problème financier n'a pas la même gravité. Sans doute, dans tel ou tel Etat, l'édifice financier menace ruine ; mais plaie d'argent n'est pas mortelle et en demandant à la nation le maximum de l'effort qu'elle peut fournir, on réussira, dans un temps plus ou moins long, à remettre l'ordre dans les finances publiques. Quelque épineuse que la situation économique puisse être à la fin de la guerre, la crise n'aura qu'un temps ; peu à peu, les choses tendront à reprendre leur cours normal. Le travail, si on s'y donne sérieusement, produira son effet réparateur et fera surmonter les difficultés qui se dressent devant les peuples dans le domaine économique et financier.

Autrement grave est la blessure faite à la société par les pertes d'existences humaines et le déficit de l'accroissement, qui sont la double conséquence de la guerre. Il faudra plusieurs générations pour combler dans quelque mesure cette brèche et encore ne se réparera-t-elle qu'incomplètement.

La France a été la première à prendre conscience de cette situation et des conséquences redoutables qu'elle emporte. Elle avait tout particulièrement motif de s'en préoccuper. Dès longtemps avant la guerre, la race française avait cessé de s'accroître normalement ; on parlait couramment du fléau de la dépopulation. En 1910, l'excédent des naissances sur les décès était tombé à 1·6 pour mille habitants.

Devant ce péril, l'Académie de médecine de Paris a jugé qu'il y avait lieu de lancer sans tarder un avertissement à la nation et de la presser de s'occuper sérieusement de la question. Elle donna elle-même l'exemple, en instituant des enquêtes qui se poursuivirent au cours de plusieurs mois et publia les résultats de ses études, dans l'intention de secouer l'indifférence de l'opinion publique, en lui faisant entrevoir l'aggravation du danger de dépopulation qui menace la France, du fait de la guerre. En 1910, il y avait encore eu un excédent de naissances de 1·6, comme on vient de le dire ; mais en 1915, on n'avait déjà plus enregistré que 71 naissances pour 100 décès ; en 1916, la proportion était tombée à 42·26 naissances pour 100 décès ; enfin, en 1917, on n'a plus compté que 36·45 naissances pour 100 décès. Quand un pays en vient à accuser une mortalité des deux tiers plus forte que la natalité, il n'est pas difficile de prévoir ce qui l'attend.

L'Allemagne n'a pas tardé à prendre le même chemin que la France. A la vérité, les chiffres de la natalité y étaient très satisfaisants, avant la guerre, puisque l'excédent des naissances était de 15·1 pour 1000 habitants, ce qui était la proportion la plus élevée qu'on connût en Europe. Néanmoins, le ministère prussien de l'Intérieur, s'étant convaincu par les délibérations du Reichstag et de la Chambre des députés de la vivacité des préoccupations générales au sujet de la diminution de population causée par la guerre, ouvrit une enquête pour recueillir les avis des hommes compétents sur ce qu'il y avait à faire pour parer au mal. Nous ne possédons malheureusement pas les statistiques du mouvement de la population allemande pendant la guerre ; elles doivent être peu satisfaisantes.

Si nous en venons maintenant à notre pays, nous devons constater que les perspectives sont aussi sombres qu'en France et en Allemagne. En temps normal, il s'en fallait déjà bien que nous eussions lieu d'être satisfaits des conditions de l'accroissement de notre population. La dernière statistique dressée avant la guerre, celle de 1913, nous montre que l'excédent des naissances n'a été, cette année-là, en Hongrie, que de 11·2 pour 1000 âmes de population. La guerre est venue et ses effets, au point de vue de la natalité, ont été désastreux. La situation a encore empiré par le fait de l'augmentation de la mortalité

dans la population civile. Ainsi, non seulement le nombre des naissances baisse rapidement ; mais la population civile, qu'on s'était attendu tout au plus à voir demeurer stationnaire, diminue elle-même dans des proportions sensibles. En 1914, le nombre des naissances, en Hongrie, avait été de 640.000 ; en 1915, il tomba à 434.000 ; en 1916, il ne fut plus que de 292.000. Ainsi, en trois ans, il a diminué de plus de la moitié. Si nous considérons maintenant la statistique des décès dans la seule population civile, abstraction faite des pertes militaires, nous voyons que le nombre des décès a dépassé celui des naissances de 48.482 en 1915 ; en 1916, l'excédent des décès a été de 94.506. Ainsi, la population de la Hongrie a diminué, au cours de la guerre, d'environ 500.000 âmes, en plus des pertes d'hommes éprouvées sur les champs de bataille.

Et cet alarmant phénomène de dépeuplement va s'aggravant. En 1914, on enregistrait en Hongrie, pour 100 naissances, un excédent de 66 naissances sur les décès ; mais dès 1915, ce fut l'inverse qui commença à se produire ; il y eut, cette année-là, un excédent de 7 décès par moyenne de 100 naissances et en 1916, l'excédent des décès fut de 27.

En ajoutant au chiffre que nous avons énoncé plus haut, celui des soldats tombés à l'ennemi, on arrive à une diminution totale de 1 million et demi d'âmes, pour trois années d'état de guerre.

Ce serait une grande erreur de croire que cette brèche formidable faite dans la population de la Hongrie est une conséquence naturelle et inéluctable des événements et qu'on n'aurait pu l'empêcher. Ce recul désastreux est, pour une part, l'effet de causes indépendantes de la guerre et qui lui sont antérieures. Le mal remonte à des temps qui ne sont déjà plus très près de nous, où une insouciance coupable faisait négliger à peu près complètement cette question si grave pour l'avenir du pays. Sans doute, ce n'est pas seulement en Hongrie que sévit le phénomène alarmant de la décroissance de la natalité ; le mal est général. Mais tandis que, dans d'autres Etats, on a tiré la leçon des faits, chez nous, la politique du jour absorbe tellement les esprits qu'on n'a pas trouvé le temps de se préoccuper du danger grandissant qui menaçait la nation.

Le ralentissement de la natalité est un fait d'ordre universel, qui est le résultat d'un concours de causes de nature sociale et économique à la fois. En Allemagne, en 1876, la statistique accusait 40·9 naissances pour 1000 habitants ; en 1910, la proportion était tombée à 30·7 ; en 1912, à 28·2. Au cours des 12 dernières années qui ont précédé la guerre, le nombre des naissances a diminué de 8 par mille habitants. Pour bien se pénétrer de la gravité de ce fait, il faut considérer que l'Allemagne n'a mis que 12 ans à accomplir la descente que la France a faite en 70 ans.

Ce n'est pas tant la diminution des naissances qui doit nous inquiéter, au point de vue hongrois, car c'est là un phénomène plus ou moins général ; ce qui est alarmant, c'est que le nombre des décès, qui, en Allemagne, est allé en baissant rapidement, ce qui compense le déficit de la natalité, chez nous, non seulement ne diminue pas, mais va en augmentant. La sève de la nation tarit donc par une double blessure : raréfaction de la natalité, recrudescence de la mortalité. Pendant que la proportion des naissances pour 1000 habitants tombait, depuis 1912 à 1916, de 36·3 à 15·6, la proportion des décès s'élevait, depuis 1912 à 1914, de 23 à 23·4. En Allemagne, si les naissances continuaient à baisser, du moins la mortalité diminuait : en trente ans, la moyenne des décès pour 1000 habitants est descendue de 26 à 14.

Essayons maintenant de pressentir les conséquences économiques de ce déclin de la population hongroise. Elles ont de quoi nous effrayer. Les difficultés d'ordre financier, commercial, industriel qui nous attendent au lendemain de la guerre ne sont rien auprès du danger qui menace notre pays, du fait du recul de la population. En 1934, on comptera encore en Hongrie le nombre normal de jeunes hommes de 20 ans, nombre qui, d'après les statistiques de 1913—1914, est de 154.000 ; mais en 1935, au lieu des 160.000 jeunes gens de 20 ans qui devraient répondre à l'appel, il ne s'en trouvera que 98.000 ; en 1936, il n'y en aura plus que 67.000. Est-il exagéré de dire que la nation hongroise est sous le coup d'une grave menace ? Que servira à ce pays l'essor économique, la concentration des forces sociales et le plus magnifique déploiement d'énergie, si l'arbre de la race va se rabougrissant ? Je n'essayerai point aujourd'hui de faire voir combien une

pareille déperdition d'existences humaines est fatale pour la civilisation ; je me borne à attirer les réflexions de ceux qui me lisent sur l'exemple terrible de la France, qui n'a pu, en cent ans, réparer les pertes que lui a coûtées l'ère des guerres napoléoniennes. Mon but, pour le moment, est d'exposer quelles atteintes le capital et le travail d'un peuple reçoivent d'un semblable état de choses.

Voyons d'abord ce qui concerne le capital. J'ai mis à profit, dans cette recherche, les résultats des études de savants étrangers qui se sont occupés de cette question, principalement les travaux du français Barriol, qui a poussé le plus loin les investigations dans ce domaine et qui a démontré quelle valeur en capital représentait un citoyen américain, ou citoyen français, un citoyen anglais et un citoyen autrichien ou hongrois. D'après Barriol, un Américain adulte représente un capital de 25.140 francs, un Français, un capital de 23.210 francs et un habitant de l'Autriche-Hongrie, un capital de 24.310 francs. La valeur en capital d'un citoyen hongrois approche donc de celle d'un Américain et dépasse celle d'un citoyen français. Le Prussien Zeitlin, qui a évalué le capital que représente la population travailleuse de son pays, en prenant, comme base de calcul, le rendement de l'impôt sur le revenu, a conclu qu'un citoyen prussien adonné à une occupation lucrative représente un capital de 16.000 marcs, ce qui, traduit en francs, revient à peu près à ce qu'a calculé Barriol. Retenant, d'une part, cette donnée, nous suivrons, d'autre part, les évaluations de l'économiste français Yves Guyot. Tablant sur la moyenne, à la vérité plutôt modeste, d'un déchet de population de 10% comme perte de vies humaines sur les champs de bataille, M. Yves Guyot a trouvé que les pertes en hommes, éprouvées pendant les six premiers mois de la guerre par l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique et l'Autriche-Hongrie, représentaient un capital de 25 milliards de couronnes, dont 3 milliards et demi de couronnes pour la seule monarchie austro-hongroise, ce qui est relativement modéré.

Quant à la valeur du travail perdu pendant les six premiers mois de la guerre, M. Yves Guyot l'estime à 41 milliards, dont 4 milliards et demi pour l'Autriche-Hongrie.

Faisons maintenant l'application de ces données à la Hongrie. Admettons que la Hongrie ait perdu à la guerre

500.000 hommes, y compris les décès survenus à l'arrière par suite de maladies contractées sur le front : ce chiffre ne paraîtra pas exagéré. Si nous tablons sur le travail que fournit annuellement un ouvrier de fabrique, nous trouvons que la Hongrie subit, du chef du déficit de la production qui est la conséquence de la disparition de ces 500.000 hommes, une perte annuelle de 2 milliards 400 millions de couronnes.

Nous convenons que la valeur du travail industriel que nous considérons comme perdue est un peu élevée, par rapport à l'agriculture, car on sait que la valeur moyenne en est sensiblement inférieure à celle du travail agricole. Mais si l'on considère l'énorme déperdition de travail qui est la conséquence du grand nombre d'invalides, on ne risque en tout cas pas d'exagérer en estimant à un milliard et demi de couronnes la perte économique annuellement éprouvée par la Hongrie pendant la guerre. Pour mesurer la portée de ce fait, il faut se souvenir que notre régénération économique et financière n'est possible qu'à une condition : c'est que nous fournissions un surcroît de travail et de production dans le domaine agricole et industriel. Or, le seul fait de la diminution de la population masculine par l'effet du déclin de la natalité et de la recrudescence des décès, diminution qui aura pour effet, ainsi que je l'ai montré plus haut, que 93.000 jeunes hommes manqueront à l'appel dès 1935—1936, ce seul fait, dis-je, aura pour conséquence un déficit annuel de production de 400 millions de couronnes.

Tel est le tableau qu'offrira notre situation économique aussitôt après la guerre et encore 20 années après. C'est une sombre perspective, et pourtant je n'ai rien exagéré. Je n'ai fait que dire la vérité. Je considère qu'il serait fatal de ne vouloir pas regarder la réalité en face dans une question aussi grave. Si l'Etat et la société ne se ressaisissent pas promptement et n'appliquent pas énergiquement les remèdes qui s'imposent, nous irions au-devant d'un avenir gros de périls.

Comment parer au danger ? Le moyen est simple : il faut accroître le nombre des naissances et enrayer la mortalité. On pourrait dire qu'ici, comme dans les maladies du corps humain, la nature est le médecin par excellence. Mais, de même que la science médicale est obligée d'aider la nature en stimulant les moyens de défense dont elle dispose, de même

la société doit-elle agir à l'égard de ce malade gravement éprouvé qu'est le corps social, miné par la dépopulation.

L'expérience nous avertit qu'il est malaisé d'obtenir des succès notables dans la lutte contre le déclin de la natalité. Ce déclin est en rapport avec l'état économique et social ; il a pour cause, d'une part, les difficiles conditions d'existence de la classe déshéritée, qui est cependant, comme on le sait, celle où se rencontrent le plus de familles nombreuses ; d'autre part, la limitation volontaire des naissances dans la classe aisée, où la baisse de la natalité est la plus forte. Un autre fait affligeant, qui se constate non seulement chez nous, mais aussi en Allemagne, en France et ailleurs, c'est que le nombre des naissances légales est allé diminuant, quoique, jusqu'au moment de la guerre, le nombre des mariages n'ait pas cessé d'augmenter. Le déclin de la natalité est donc l'effet d'une détermination de la volonté humaine, amenée par des raisons d'ordre moral et économique.

On a essayé de divers moyens, en certains pays, pour stimuler la natalité. En Allemagne et en France, on a eu recours au système des faveurs accordées aux familles nombreuses ; ainsi, on a institué des degrés dans la rétribution des services et on a décidé que les fonctionnaires qui auraient plusieurs enfants auraient droit à un traitement plus élevé, tandis que les fonctionnaires sans enfants recevraient une rétribution moindre ; on a frappé les célibataires d'un impôt spécial ; on a pris également des mesures dans la question du logement, pour favoriser l'accroissement des familles. Le moyen le plus radical dont on se soit avisé, en France et en Allemagne, a été de proposer une réforme du droit d'héritage, selon laquelle une part de toute succession serait dévolue à l'Etat, part qui serait mesurée d'après le nombre des enfants.

L'une ou l'autre de ces propositions renferment le germe d'un progrès économique et social ; mais les mieux intentionnées manquent leur effet, parce qu'aucune ne promet aux familles une compensation du fardeau qu'est l'éducation des enfants. L'efficacité de mesures pareilles est demeurée bien au-dessous de ce qu'on avait cru. Ce n'est pas à dire que, dans un domaine semblable, il ne vaille pas la peine de rechercher même de très modestes résultats ; l'amélioration la plus infime a son prix, quand il s'agit d'un mal aussi désastreux, qu'il

faut malheureusement appréhender de voir empirer après la guerre. Les conjonctures économiques défavorables, l'énormité des impôts, le renchérissement de la vie rendront toujours plus lourde la charge de l'éducation des enfants. L'insuffisance de l'alimentation, qui prépare le terrain à la tuberculose et à d'autres maladies ; la diminution de la population masculine ; l'emploi en grand des femmes dans l'industrie, sont autant de faits dont les conséquences déplorables s'apercevront dans les futures statistiques de la population.

Au sujet de l'extension qu'a prise l'emploi de la main-d'œuvre féminine en Hongrie, et des effets qui en découleront, il y a lieu de se rappeler que, d'après les statistiques de la Caisse d'assurance ouvrière du district de Budapest, sur 100 ouvriers affiliés à cette caisse, il se trouvait, en 1911, 23 femmes ; en 1915, la proportion s'élevait à 39 femmes sur 100 membres de la caisse. Or, tandis qu'en 1911 on avait enregistré 6 cas de maternité pour chaque centaine d'ouvrières, en 1915, on n'a plus constaté que 2 cas.

On a fait des observations pareilles en Italie. Avant la guerre, les statistiques italiennes accusaient une proportion de 120 cas de maternité pour 1000 femmes habitant le royaume ; mais parmi la population féminine ouvrière, la proportion n'était que de 45. Le prince de Bülow, dans son ouvrage *Politique allemande*, fait la remarque que, dans un laps de 40 années, la natalité a baissé en Allemagne de 14 pour 1000 dans la population rurale, de 43 pour 1000 dans la population citadine et de 65 pour 1000 à Berlin, et que ce fait est dû uniquement aux progrès de l'industrialisme et à l'emploi de plus en plus considérable de la main-d'œuvre féminine.

Il s'agit donc de trouver et d'appliquer les mesures propres à remédier à cette situation. Toutefois, il ne faudrait pas se flatter qu'il sera possible de provoquer un relèvement rapide de la natalité.

Il faut également songer à favoriser l'accroissement des familles par une politique fiscale appropriée. C'est là un point délicat et de grande importance.

En ce qui concerne les traitements des fonctionnaires, la Hongrie a été la première, en Europe, à imaginer le système des suppléments alloués au prorata des charges de famille ; cette pratique devra être élargie.

L'assurance populaire obligatoire, l'assurance des mères de famille, l'assurance ouvrière et les pensions de vieillesse et d'invalidité sont autant de moyens recommandables qui contribueront à enrayer le déclin de la natalité.

Un remède puissant, le plus efficace de tous, assurément, c'est la réforme des conditions de la propriété. Il faut démocratiser la propriété, la rendre accessible au plus grand nombre possible ; d'un coup, on aura plus fait pour la repopulation que par dix autres moyens d'une efficacité moins profonde.

Tels sont les remèdes dont on peut attendre un effet et que l'Etat a le devoir d'appliquer, étant données ses obligations envers la classe laborieuse.

Ce sont là des moyens d'ordre économique et social, d'une portée générale. Il en est qui s'attaquent au mal d'une manière plus directe et plus topique. C'est d'abord la lutte contre les maladies vénériennes et la lutte contre la tuberculose. Mais c'est surtout la lutte contre la mortalité. C'est sur ce terrain que l'Etat et la société peuvent compter obtenir les résultats les plus importants. Or, dans ce domaine, le premier point sur lequel doit porter notre action défensive, c'est celui de la mortalité des nourrissons. Il faut à tout prix enrayer cette mortalité désastreuse des enfants en bas âge, qui ralentit à peine, malgré les progrès de la médecine, et qui ne cesse de creuser des brèches effrayantes dans l'effectif de notre population. Pour cela, l'Etat et la société doivent unir leur sollicitude et leurs efforts en faveur des mères pauvres et les entourer de leur aide pendant la période préparatoire à leurs couches. Il faut ensuite s'occuper du nouveau-né, afin de l'arracher aux dangers qui le guettent, de manière à faire reculer les chiffres de ces tristes hécatombes que la mort fait chaque année parmi les berceaux. On doit pouvoir sauver en Hongrie chaque année 80.000 nouveau-nés, car il meurt chez nous 80.000 nourrissons de plus que nous ne devrions en perdre si la mortalité était normale. Sait-on que la mort enlève en Hongrie, en un mois, 8·28 pour cent des enfants nés vivants, plus que la Norvège n'en perd en une année ? Une rapide comparaison entre notre pays et les autres Etats fait voir où nous en sommes, sous ce rapport : en Norvège, sur 100 enfants nés vivants, la proportion des décès annuels est de 6·5 ; en Angleterre, elle est de 9·5 ; en France, de 11·1 ; en Allemagne (1913), de 14 ; en Hongrie, elle

a été en 1913 de 20·1 et, la troisième année de la guerre, la proportion a atteint le chiffre effrayant de 26 pour cent.

Il est fort heureux que le ministère de l'Intérieur ait conçu un large plan d'action en faveur des mères et des nourrissons ; mais pour faire œuvre complète, il est indispensable que cette action préservatrice se continue au profit de l'enfance, à partir du moment où elle quitte les langes jusqu'à celui où elle entre à l'école.

Comme second moyen de lutte contre la mortalité excessive, nous voudrions voir étendre le bienfait de l'assurance ouvrière à de nouvelles catégories de population, principalement à la population rurale. La statistique des décès fait voir combien la classe rurale souffre de n'être pas au bénéfice de l'assurance ouvrière. En 1911, pendant que la proportion des décès dans la classe commerçante a été de 15 pour 1000 âmes, et dans l'industrie de 19 pour 1000, elle s'est élevée à 27 pour 1000 dans l'agriculture. La mortalité des nouveau-nés a été, la même année, de 16 pour 100 dans les ménages de la classe ouvrière industrielle et de 21 pour 100 dans les ménages d'ouvriers agricoles. Grâce à l'assurance ouvrière, la mortalité a baissé, en dix ans, de 4·4% dans la population industrielle ; dans la classe rurale, elle n'a diminué que de 0·3%. *Si la proportion des décès, dans l'agriculture, demeurait au niveau de la mortalité enregistrée dans l'industrie, la Hongrie conserverait 88.000 existences qu'elle perd chaque année dans l'état actuel des choses.*

Au troisième rang des remèdes contre la mortalité, vient l'amélioration des conditions de logement. On a écrit et discours inintermittamment sur ce sujet ; mais on n'a presque rien fait jusqu'à présent pour mettre en pratique tant de bons propos éloquentes ; à la campagne surtout, la question n'a pas fait un pas. Or, sans une action résolue dans ce domaine, toute mesure gouvernementale et toute initiative de la société pour enrayer la mortalité est condamnée à demeurer stérile.

J'ai exposé la situation dans laquelle nous nous trouvons, situation critique, comme on a pu s'en convaincre, et j'ai indiqué les moyens à prendre pour y remédier. L'œuvre de guérison exige une main ferme, un travail sérieux, une énergie qui ne faiblisse pas et des ressources matérielles appropriées. Qu'il me soit permis d'indiquer encore une condition indispen-

sable de réussite : il ne s'agit point d'argent, mais simplement de bonne volonté et de savoir-faire ; il ne faut que nous débarrasser de cette maladie qui consiste dans l'éparpillement et le gaspillage des efforts. Il existe chez nous d'innombrables associations et corporations et il s'en fonde sans cesse de nouvelles, qui sont animées du zèle le plus louable pour la croisade que nous prêchons ; mais avec tout cela, on n'arrive point à donner à ces bonnes intentions multipliées la coordination qu'il faudrait ; il n'y a ni unité de direction ni programme nettement arrêté. Nous manquons d'un organisme central qui donne le mot d'ordre et l'impulsion. Deux ressorts administratifs se partagent, il est vrai, la matière ; mais le défaut de ce système est justement dans le partage, là où il faudrait l'unité d'organisation.

La société et l'Etat doivent joindre leurs efforts contre le fléau et il faut, pour cela, que les forces éparses dans les diverses associations que l'initiative particulière a suscitées s'unissent pour la fondation d'une œuvre centrale dans laquelle l'action publique et l'action privée se confondent dans un labeur commun.

Nous devons faire prendre conscience à la nation du danger qu'elle court en restant inactive devant les progrès du mal, ou en continuant à disperser ses forces. Si nous réussissons à lui faire sentir la nécessité d'une concentration et à réaliser cette coordination indispensable des volontés et des actes, nous surmonterons la crise de la phase de transition qui suivra la guerre et nous assurerons notre avenir économique.

JOSEPH SZTERÉNYI.

L'ENCERCLEMENT DE L'ALLEMAGNE

Si les plans de guerre de l'Entente avaient pu se réaliser, ces plans que trahirent, dès le début des hostilités, deux cartes de la future Europe publiées simultanément à Pétersbourg et à Paris, avec quel enthousiasme n'aurait-on pas, dans les pays victorieux, accueilli le triomphe de la politique d'encerclement de l'Allemagne qui était ouvertement une politique d'annexion? Maintenant que ces plans sont, au contraire, réduits à néant et que les puissances centrales, en déblayant devant leurs portes, ne font qu'abattre les obstacles qui avaient été amoncelés autour d'elles pour leur couper le chemin de tous les côtés, on crie à la conquête, à la violation du droit d'autrui. Il n'y aurait encore là rien de très étonnant, le lamentable échec essuyé pouvant expliquer de telles clameurs de rage. Mais ce qui a tout lieu de surprendre, c'est qu'on en vienne du même coup à disculper le roi Edouard d'avoir jamais songé à former une coalition contre l'Allemagne, et qu'on aille jusqu'à dire que la plupart des Etats se sont ligüés d'eux-mêmes contre elle pour se mettre à l'abri de ses visées de conquêtes. Est-il possible de présenter avec plus d'hypocrisie le passé, au rebours de ce qu'il a été en réalité? La leçon des faits est heureusement là pour rendre hommage à la vérité. Et elle nous apprend que toute l'histoire de la guerre en cours pourrait tenir dans ces deux mots : *encerclement et décerclément*.

*

Si l'on reprend les choses d'un peu loin, on se rend aisément compte des suggestions auxquelles l'Angleterre obéissait et des buts qu'elle poursuivait en engageant sa politique d'encerclement de l'Allemagne. La guerre de 1870—71 devait avoir, malheureusement, une répercussion prolongée sur les

années à venir. La France, profondément aigrie par sa défaite, ne cessa pas de battre froid au nouvel empire, avec l'arrière-pensée que l'oubli et la réconciliation seraient seulement possibles quand elle aurait pris sa revanche. De ce fait, au lieu d'avoir créé un état de paix définitive, le traité de Francfort maintenait en réalité un état de guerre latente. Pour se préserver du danger de perdre les fruits de sa victoire, l'une des deux puissances se mettait en défense et se tenait sur le qui-vive ; en vue du moment propice où elle pourrait tirer de nouveau et, comme elle croyait, avec avantage l'épée du fourreau, l'autre faisait des préparatifs en conséquence. L'hostilité franco-allemande dominait à tel point la situation que le cours des événements en était sensiblement influencé. La plupart des autres Etats européens, suivant soit un penchant naturel, soit la trajectoire de leurs intérêts, se mirent à graviter peu à peu vers Berlin ou vers Paris. Il s'ensuivit qu'au bout d'un certain nombre d'années, l'Europe se trouva partagée en deux groupes d'alliances et de sous-alliances qui s'appliquaient à gagner en poids, l'un au détriment de l'autre. On voyait, d'une part, animées d'un sentiment si hostile par moment qu'il en devenait agressif, la France et la Russie remorquant à leur suite des sympathies latines et slaves ; d'autre part, pénétrées du besoin d'être unies pour demeurer plus efficacement sur la défensive, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, auxquelles faisaient cortège plusieurs Etats intéressés à bénéficier éventuellement de leur protection.

En présence de l'ordre de choses résulté de la guerre franco-allemande, l'Angleterre jugea tout d'abord qu'elle avait profit, tout en ne sacrifiant pas à une alliance ou à une entente sa *splendid isolation*, à faire pencher le fléau de la balance du côté du groupe allemand. Il lui importait peu alors, sans doute parce qu'elle n'y voyait pas un sujet suffisant d'appréhension, que le commerce allemand fût en plein essor dans le monde. Elle ne songeait qu'à courir au plus pressé, et le plus pressé était de mettre des entraves aux visées d'expansion de la Russie et aux rêves d'agrandissement colonial de la France. C'était le temps où l'empire des tsars se préparait à pousser sa chance en Extrême-Orient et où la république était en voie d'étendre son domaine en Afrique.

A cette époque-là, nombreux étaient ceux qui, dans le

monde colonial français, notamment parmi les explorateurs français, se rendaient compte de l'hostilité ouverte d'Albion vis-à-vis de leur pays. Ils tenaient l'Angleterre pour l'ennemie jurée et ils étaient loin d'appouwer les rêves de revanche dont se berçaient ceux de leurs compatriotes qui, se désintéressant de l'avenir de la France au delà des mers, s'obstinaient à tenir leurs regards fixés sur la trouée bleue des Vosges. « Il est, ne craignaient-ils pas de dire, avec l'Allemagne des accommodements. A quoi sert d'entretenir contre elle une haine qui n'est que passagère et factice, quand nous devrions réserver toute notre haine pour l'Angleterre qui demeurera à jamais l'ennemie véritable. Mettons au contraire tout en œuvre pour nous rapprocher de l'Allemagne. Une alliance avec cette dernière nous serait d'autant plus avantageuse que nous y verrions une excellente garantie de notre avenir colonial... » Oui, que de fois j'entendis exprimer un avis pareil par des gens qui n'étaient pas les premiers venus, mais qui, pour la plupart, figuraient au nombre des pionniers de la colonisation française. En 1892, je quittai Paris où j'avais fait de nombreuses conférences sur un voyage d'études aux Indes néerlandaises et je me rendis à Vienne pour m'y livrer à des occupations journalistiques. Quant je pris congé de lui, M. Charles Gauthiot, secrétaire général de la Société de géographie commerciale, l'âme de toutes les grandes entreprises coloniales, le promoteur de combien de voyages d'exploration, me dit avec la franchise qui lui était coutumière : « Peut-être aurez-vous l'occasion de causer avec M. de Kállay. Si c'est le cas, transmettez-lui toutes nos félicitations pour la grande et belle œuvre qu'il a accomplie en Bosnie-Herzégovine... Puis déployez vos efforts pour nous rapprocher des Allemands et méfiez-vous des Slaves. Je vous livre par là le secret de la seule politique que la France devrait suivre... et, ajouta-t-il après une pause, qu'elle finira bien par suivre... » Venant d'un homme auquel sa haute situation donnait une autorité particulière, ces propos produisirent sur moi une profonde impression. Dans les années qui suivirent, ils me revinrent souvent à la mémoire et je m'en inspirais d'autant plus volontiers dans mon travail qu'étant citoyen suisse, je me réjouissais par avance des excellents effets qu'un rapprochement franco-allemand ne manquerait pas d'avoir sur les rapports

entre les nationalités dans mon pays . . . Le fait est que les dispositions favorables à l'Allemagne qui se montraient dans les milieux coloniaux français, avaient les meilleures chances de se propager, de gagner de proche en proche toutes les classes de la population et de forcer peu à peu les chauvins dans leurs derniers retranchements.

Il y avait malheureusement, parmi les puissants de la terre, quelqu'un à qui il ne convenait pas qu'il pût en être ainsi. Ce quelqu'un était le roi Edouard VII. Sans qu'on eût pu le prévoir avant son avènement, il avait depuis longtemps l'Allemagne en tête. Depuis longtemps, il regardait d'un œil d'envie les immenses progrès que cette dernière avait, en une vingtaine d'années, réalisés dans le monde et par suite desquels l'Angleterre n'arrivait plus à la distancer de beaucoup. Depuis longtemps, il éprouvait de la jalousie pour l'éclat dont rayonnait le règne de son neveu Guillaume II. Depuis longtemps, il avait donné son agrément au gigantesque plan de Cecil Rhodes d'un empire britannique s'étendant des Indes jusqu'au Cap et voilà qu'il trouvait l'Allemagne en son chemin dans l'Afrique occidentale, au sud de Bagdad et ailleurs encore. A un tel homme, ayant de pareilles préventions contre l'empire Allemand, l'éventualité d'un rapprochement franco-allemand devait inévitablement causer le plus grand déplaisir en même temps que les plus vives appréhensions. Ce rapprochement se fût-il réalisé que c'eût été fait du prestige britannique en Europe, en Asie, en Afrique. En Afrique en particulier, l'Angleterre eût perdu la haute main ; elle eût trouvé en face d'elle deux adversaires résolus à combiner leurs moyens pour la tenir en échec, pour lui imposer leur commune volonté. Or, ce que le roi Edouard voulait, au contraire, c'était inaugurer une politique qui arrêtât l'Allemagne dans son essor, même qui la fît reculer de toute l'avance effectuée depuis vingt ans, et peut-être aussi qui la ramenât aux limites territoriales, au degré de développement économique où l'avait trouvée le déchaînement de la guerre de 1870. Ce qu'il voulait, en un mot, c'était annuler les effets du règne de Guillaume II qui avait porté l'empire à l'apogée de la fortune. Supposé qu'il n'eût pas déjà prémédité la résolution à laquelle il s'arrêta tout à coup, il eut alors, on doit le reconnaître, une inspiration géniale. « Faisons nous-même, se dit-il, une entente avec la France contre l'Alle-

agmne.» Comme ses nombreuses visites à Paris, sa longue fréquentation des milieux politiques français, l'avaient mis à même, pendant des années, d'étudier sur place les dispositions diverses qui existaient dans le pays, il comprit qu'il devrait avant tout retourner le monde colonial dont l'influence grandissait toujours davantage. A cette fin, il jeta sur le tapis la question si chatouilleuse du Maroc, cette question qui lui permettrait de faire d'une pierre deux coups. Premièrement, l'Egypte à laquelle la France renoncerait définitivement, passerait sous le protectorat exclusif de l'Angleterre. Ce serait autant de gagné pour la réalisation du grand projet Indes-Cap. Secondement, l'Allemagne, qui avait des intérêts importants au Maroc, serait fondée à craindre que la France, en s'installant dans le pays, le fermerait à son commerce et à son industrie qui y avaient jusqu'alors trouvé la porte ouverte et le champ libre. Elle regimberait. De là naîtrait entre elle et la République un premier conflit colonial des plus graves et, comme par un tour de passe-passe, les coloniaux seraient jetés dans le camp des chauvins... Edouard VII se mit à l'œuvre et ce qu'il avait prévu, ne manqua pas d'arriver. Hormis un certain nombre de ses membres qui virent clair tout de suite dans le jeu anglais, le parti colonial se laissa prendre au piège et donna cours à son irritation contre l'Allemagne. Les revanchards, de leur côté, crièrent de plus belle : à Berlin ! Et quant au peuple, comme toujours, il suivit les suggestions de sa presse. Ainsi que l'écrivait, en 1911, dans sa brochure *La guerre qui vient*, François Delaisi, collaborateur de la *Guerre Sociale* : «Le bon peuple français qui avait, quelques années auparavant, crié : *Vive Krüger*, apprit un beau matin, en lisant ses journaux, qu'il devait crier dorénavant : *Vive Edouard VII*.»

Le souverain anglais avait su si habilement combiner les cartes qu'au lieu que l'Angleterre se trouvât entraînée dans l'orbite de l'alliance austro-allemande, ce fut le contraire qui arriva. Il lui avait été aisé, en invoquant surtout la raison de commune germanophobie, de lier pour un temps — oui, pour un temps seulement et par une entente uniquement — les destinées de la République à celles de ses Etats. Il ne parvint pas moins facilement à trouver pour les gouvernements anglais et russe un terrain de conciliation qui fit d'eux, ennemis jurés jusqu'alors, d'excellents compères pour l'avenir. On se partagea par avance

les dépouilles de la Turquie d'Asie dont on avait arrêté le sort ; on se tailla des sphères d'influence en Perse. Et quoi encore ! En même temps, les clients ordinaires de la Russie, panslavistes de l'Europe centrale et balkanique, passaient à la dévotion de l'Angleterre.

Ce fut là le début, le point de départ de l'encerclement. La fidélité du groupe français ne faisant plus ombre de doute, on se préoccupa à Londres de démembrer le groupe allemand pour arriver à isoler l'Allemagne. Nombreux étaient les trous qu'il fallait combler pour que le blocus fût hermétique. Diplomatie et presse anglaises se mirent dès lors résolument à l'œuvre à cet effet. En Autriche-Hongrie, en Italie, en Belgique, en Roumanie, en Grèce, partout la propagande fut menée avec entrain et par tous les moyens. Il s'agissait de mettre l'empire Allemand vis-à-vis de l'adversaire dans un état tel d'infériorité numérique qu'il dût, de gré ou de force, s'incliner devant toutes les volontés de l'Angleterre, ou que, poussé à bout et acculé à la guerre, il fût aisément réduit par les armes. Dès le premier jour, on put voir que tous les efforts déployés pour détacher la monarchie danubienne de son alliée, seraient vains. L'Autriche-Hongrie avait conclu son alliance pour en faire un rempart à la paix. Outre qu'elle savait ce que vaut la foi jurée et qu'un traité est sacré, elle n'eût jamais consenti, au mépris de ses tendances pacifiques, à entrer dans une constellation de caractère purement agressif.

A quoi devait aboutir cette politique d'encerclement ? Il se trouve toujours des gens pour dire qu'Edouard VII n'avait nullement l'intention de pousser l'Allemagne dans la guerre. Posons le cas qu'ils ont raison. Son seul souci, doit-on pourtant leur répondre, n'en était pas moins de barrer toutes les routes autour de l'empire Allemand, de lui créer partout des difficultés, de lui susciter dans la plupart des pays des inimitiés. Or, n'en est-il pas pour les collectivités comme pour les individus ? A force de harceler quelqu'un, d'ameuter contre lui le monde entier, on finit par le faire sortir des gonds ; à plus forte raison en est-il ainsi quand ce quelqu'un est une grande puissance, l'une des plus grandes, une puissance qui est jalouse de son honneur, de son prestige et de son rang. Même Edouard VII n'eût-il pas voulu la guerre qu'elle fût venue d'elle-même, comme la conséquence logique de ses menées souter-

rainés. Et qu'il n'aurait pas prévu que cela serait, aucun homme sensé ne pourrait l'admettre. Il vaut donc mieux croire qu'il avait accepté l'éventualité d'une guerre.

L'Allemagne se doutait depuis longtemps du complot qui était ourdi contre son existence, contre son repos, contre son essor économique. Elle se rendait compte du danger auquel elle était exposée et qui subitement pouvait devenir imminent. Elle qui ne demandait qu'à vivre en paix, parce qu'elle voyait dans la paix la garantie de sa prospérité, elle fit l'impossible pour détourner l'Angleterre de ses desseins offensifs. Mais celle-ci, tout en prenant de petits airs sainte nitouche et en simulant des dispositions conciliantes, n'en poursuivait pas moins sous cape ses intrigues et ses manigances. On se souvient encore de la visite que le couple impérial d'Allemagne fit à Londres, en novembre 1907, et de laquelle on attendait les meilleurs effets pour le maintien de la paix. Jusque dans les toasts échangés par les deux monarques au château de Windsor, perçaient, d'une part, la préoccupation d'Edouard VII de ne pas se départir de sa politique et de ne rien dire qui pût déplaire à Paris, d'autre part le désir de Guillaume II d'inaugurer une politique de bonne entente entre Londres et Berlin. Dans le toast du roi, des phrases onctueuses de bienvenue, sans la moindre allusion politique ; dans celui de l'empereur, cette phrase finale qui en disait long : « C'est mon vœu le plus cher que les liens de parenté qui unissent nos deux familles, influent sur les relations de nos deux pays et affermissent ainsi la paix du monde dont le maintien est l'objet de vos efforts constants et des miens . . . » Après cette visite, les hommes d'Etat allemands vinrent à espérer qu'elle aurait pour conséquence de préserver les rapports anglo-allemands de nouveaux nuages. Le baron de Schœn, alors secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, déclara à un journaliste : « Nous fondons de grandes espérances sur les résultats de cette heureuse visite. Nous comptons et croyons qu'elle servira à renouveler les vieilles relations d'affection qui existaient autrefois entre les deux pays. Ces relations ont toujours été correctes, mais cela ne suffit pas. Le désir croissant qu'éprouvent les deux pays est qu'elles soient quelque chose de plus. Nous n'entendons pas dire, par là, que nous recherchons en Allemagne un accord politique spécial ou une entente qui puisse donner lieu aux

appréhensions d'autres puissances. Rien n'est plus loin de ma pensée. Mon espoir est simplement de voir les relations de nos deux gouvernements être non seulement correctes, mais encore affectueuses, comme le sont celles des deux maisons régnantes...» Ces paroles faisaient voir, malheureusement, un peu trop d'optimisme. On n'eut pas à attendre longtemps pour en avoir la preuve. Les mois se passèrent, l'opinion du monde demeura en suspens... et tout à coup, l'année suivante en août, pendant qu'il faisait sa cure habituelle à Marienbad, le roi Edouard eut sa mémorable entrevue avec M. Clemenceau et Isvolsky, entrevue à la suite de laquelle la presse ententiste publia cette brève information officieuse : «L'accord le plus complet existe entre les trois pays sur toutes les questions». Quelques semaines plus tard, le ministre plénipotentiaire d'un état neutre me disait : «Savez-vous qu'on s'est décidé à Marienbad pour une politique plus énergique ? La paix pourrait fort bien en être menacée. Isvolsky était enchanté. C'est tout dire.»

*

Le 14 novembre 1907, le *Journal de Genève* consacrait son article de fond à la coalition que l'Angleterre, mettant fin à sa *splendid isolation*, venait de former contre l'empire Allemand. «C'est, écrivait-il, maintenant au tour de l'Allemagne d'être isolée. La Triple-Alliance, malgré les affirmations constantes de ses hommes d'Etat, a perdu de sa force. L'Italie, on le comprend bien, ne marchera plus, en cas de guerre, contre la France. Et l'Autriche se trouve singulièrement affaiblie par ses dissensions intérieures. Une coalition nouvelle s'est formée dont le roi Edouard est le centre. Elle unit l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon. Elle neutralise la Russie qui demeure alliée passive de la France et a réglé dans un traité les questions les plus épineuses qui la séparaient de l'Angleterre...» Sauf en ce qui concerne la Russie qui devait devenir le membre le plus remuant, le plus actif de la Multi-Entente, et l'Autriche-Hongrie qui devait faire preuve d'une force de résistance incomparable, ces lignes avaient la valeur d'une prophétie. La guerre n'eut qu'à éclater pour que, avec la précision des rouages d'un savant mécanisme, tous les coalisés se missent en mouvement, chacun en prenant le rôle qui lui était assigné. La Russie

partit la première avec la Serbie et le Monténégro, la France suivit, puis l'Angleterre avec le Portugal, puis le Japon. Dernièrement, le ministre du Japon à Berne déclarait à un rédacteur du *Berner Tagblatt* : « Le Japon s'est jeté dans la guerre pour faire honneur à ses obligations d'allié de l'Angleterre. Suivant l'avis de mon gouvernement, la base d'activité que l'Allemagne possédait juste en face du Japon, créait un sérieux obstacle à une paix durable en Extrême-Orient. Voilà pourquoi, à la demande de l'Angleterre, la guerre a été déclarée. » L'Italie, quant à elle, dut tout d'abord se tirer de la fausse situation dans laquelle elle se trouvait. Elle déclara qu'elle resterait neutre et, pour motiver sa résolution, elle invoqua l'argument pharisaïque que son traité d'alliance avec l'Allemagne ne prévoyait son intervention armée en faveur de celle-ci que si l'empire allemand était assailli et non pas assaillant. C'était une finesse cousue de fil blanc. Elle tirait habilement son épingle du jeu pour reprendre sa liberté d'action et pouvoir, le moment venu, passer du côté de l'Entente qui, depuis des années, lui promettait monts et merveilles... La Belgique aussi tenta de jouer d'adresse, mais elle n'en eut pas le temps. On a découvert récemment dans ses archives un document qui jette un jour très caractéristique sur sa prétendue neutralité. Il s'agit d'instructions, datées du 31 juillet 1914, dans lesquelles les dirigeants belges prescrivent à leurs subordonnés l'attitude à prendre dans le cas d'une occupation du pays par une armée étrangère. L'art. 2 dit : « Vous devez rester sur place et assurer votre service dans l'intérêt de la population, supposé que l'occupant ne s'y oppose pas. » L'art. 3 : « L'occupant dictera sans aucun doute les prescriptions auxquelles vous aurez à vous conformer vis-à-vis de lui. Les employés et administrateurs ont à remplir loyalement ces obligations. » L'art. 4 : « Si l'occupant exige de vous à ce sujet un serment, vous pouvez prêter serment... » La suite desdites instructions prévoit le cas où l'occupant prélèvera des contributions en argent. Une protestation ne pourrait avoir lieu, à moins qu'il n'y eût injuste répartition des charges imposées... Il est certain que le gouvernement belge n'avait pas édicté, en prévision du passage des Allemands, de pareilles ordonnances faisant preuve de la plus grande condescendance pour l'occupant éventuel. Eussent-elles été observées à la lettre que les meilleurs rapports n'eussent

pas manqué d'exister entre la population belge et l'armée allemande. Il faut bien plutôt croire, le gouvernement ayant été le premier à faire résistance à l'occupation allemande, que les instructions en question avaient été données dans l'attente des Anglais.

Restaient trois Etats sur lesquels l'Entente avait fondé les plus grandes espérances pour fermer hermétiquement le cercle autour des puissances centrales, mais qui, à la dernière heure, se prononcèrent pour une stricte neutralité. C'étaient la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce. On sait ce que la première fit dans la suite. Au conseil de couronne qui se tint à Bucarest, dans les premiers jours du mois d'août 1914, le roi Carol lut une longue déclaration dans laquelle il disait entre autres : «Ma conviction — et aussi longtemps que Dieu me prêtera vie, elle demeurera inébranlable, parce qu'elle s'inspire des leçons de l'histoire —, oui, ma conviction est que les intérêts majeurs et l'avenir de notre pays exigent que nous ayons, avec les puissances centrales, une politique d'amitié fondée sur une loyale réciprocité de services...» Quelques mois plus tard, avant de fermer les yeux pour toujours, il arracha encore à son héritier la promesse que jamais il ne porterait les armes contre l'Allemagne, ni contre l'Autriche-Hongrie. Eût-il vécu qu'il eût peut-être, impuissant à triompher de la vénalité d'hommes d'Etat remuants et influents, subi le même sort que cet autre monarque au cœur noble et généreux, le roi Constantin de Grèce qui, pour détourner de son pays le fléau de la guerre, fit résistance jusqu'au bout, jusqu'à ce que les baïonnettes franco-anglaises l'eussent jeté sur la route de l'exil. Seule, la Bulgarie, parce qu'elle n'avait pas, comme alors la Roumanie, des dirigeants corruptibles et parce que sa situation géographique ne la livrait pas, comme la Grèce, à la merci de l'Entente, put prendre ses résolutions en toute conscience et en toute liberté. En tirant tout à coup l'épée et en se rangeant courageusement du côté des puissances centrales, elle donna un superbe exemple d'indépendance et de grandeur morale. En même temps, elle fut la première à rompre, au sud-est, le cercle de fer par lequel la politique anglaise visait à étrangler économiquement l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Quand on dit que le monde entier s'est ligué contre l'Allemagne, on commet une grosse erreur, parce qu'on a l'air de sous-entendre que, dans les divers États faisant partie de la coalition anti-allemande, les gouvernants n'ont fait qu'exécuter les volontés de leurs peuples, ce qui n'est assurément pas le cas. La vérité est que les gouvernants ont agi d'eux-mêmes, autant pour le profit personnel du moment que par ambition de se faire un nom dans l'histoire, et que c'est seulement à force d'intrigues qu'ils sont parvenus à entraîner les peuples à leur suite. Comme on vient de le constater en Russie et en Roumanie, il suffit que dans un pays ententiste les complices officiels de la politique anglaise aient disparu de la scène politique, pour que le peuple, n'ayant aucun motif de haïr l'Allemagne, fasse voir un heureux retour d'opinion. Le moment n'est peut-être pas éloigné où le monde, comprenant qu'il a été dupe, rendra aux Allemands l'hommage qui leur est dû, en leur faisant réparation des injustices commises à leur égard. Le ministre du Japon à Berne disait encore dans son interview du *Berner Tagblatt* : « On ne connaît au Japon de haine contre aucune nation. Nous espérons pouvoir vivre après la guerre en bons termes avec tous les peuples . . . » Si tel était le cas partout, il n'y aurait plus d'encerclement possible, plus de coalition à craindre, la Ligue des nations se fonderait d'elle-même et une ère véritable de droit et de justice pourrait commencer.

FR. DU BOIS.

NOS SOLDATS

I.

Voilà bientôt quatre ans que dure la conflagration générale et nul n'en prévoit la fin. L'élan de l'enthousiasme patriotique des premiers temps s'est amorti à la longue ; bien plus, la surexcitation des esprits tombée, le public s'est laissé envahir par l'indifférence, voire par une sorte de torpeur morale. On s'est habitué petit à petit aux horreurs et aux misères de la guerre. Des mesures draconiennes qui, en temps de paix, n'auraient pas été supportées seulement vingt-quatre heures, sont prises par l'autorité du jour au lendemain, sans soulever de protestations et sans qu'on y fasse seulement attention. En effet, l'administration militaire soumet les journaux, et même les correspondances particulières, à une censure vexatoire ; elle prescrit aux agriculteurs et aux industriels le genre et la quantité de denrées qu'ils doivent produire, et à chacun de nous la mesure exacte des substances, alimentaires et autres, qu'il est permis de consommer ; elle fixe le temps que les citoyens peuvent passer à se distraire dans les établissements publics, cafés, théâtres, etc. ; elle met à contribution les forces productrices et la fortune des particuliers ; enfin, invoquant les besoins de la guerre, elle détourne des occupations civiles un nombre croissant d'individus, pour les enrégimenter. Bref, le peuple, après mille ans de progrès politique, se trouve ramené au même point où étaient ses ancêtres, lorsqu'ils conquièrent ce pays : tout individu en état de porter des armes doit servir la patrie comme soldat.

Et ce n'est pas seulement chez nous que les choses se passent ainsi. Si différents que soient les Etats par leurs institutions nationales, par le tempérament moral et les dispositions

intellectuelles de leurs peuples, par les conditions matérielles de leur existence, la guerre les a tous jetés dans le même moule, où ils ont pris des formes d'existence identiques, adaptées aux circonstances extraordinaires du moment. Autrefois, les armées mercenaires, assistées tout au plus par les vassaux astreints au service militaire, se battaient principalement pour sauvegarder les intérêts dynastiques, politiques ou matériels des rois ; actuellement, toute la nation, depuis le souverain jusqu'au dernier manœuvre, prend part à la lutte. C'est pourquoi le conflit s'exaspère et se prolonge indéfiniment, épuisant les forces des adversaires ; et c'est pourquoi aussi il est si difficile de trouver un terrain de conciliation. Pour y arriver, il faudrait pouvoir mettre d'accord les intérêts et les aspirations contradictoires des nations belligérantes, qui sont toutes également fières de leur histoire et qui sont animées des plus hautes ambitions politiques et économiques. La guerre mondiale est devenue ainsi, pour chacun des peuples qui y est engagé, une affaire nationale, au degré le plus éminent de la chose, bien que, au fond de cette mêlée universelle, il n'y ait que le duel de deux grandes puissances, l'Allemagne et l'Angleterre, qui se disputent l'hégémonie.

Mais l'Etat moderne n'est pas seulement une puissance matérielle ; il est en première ligne une entité morale. Son bon fonctionnement suppose une somme de liberté individuelle et de libertés publiques proportionnée au degré des progrès de l'Etat. Dans les pays où cette condition n'était pas réalisée et où l'ordre public n'était maintenu que par une contrainte extérieure, la collectivité n'a pas été à même de résister aux épreuves terribles de la guerre générale ; ces Etats ont sombré dans la catastrophe, parce que la société y manquait de cette force de résistance que donne, seule, la valeur morale. La débâcle de la Russie, malgré sa richesse presque inépuisable en hommes et en ressources matérielles, et, d'autre part, la persévérance inébranlable de la France « décadente », qu'on disait fatalement vouée à l'extinction, servent d'illustration à cette vérité.

La guerre actuelle n'a pas seulement donné naissance à des engins destructeurs d'une puissance incomparable ; elle a fourni aussi l'occasion à l'observateur de scruter les profondeurs insondables de la nature humaine. Il a été témoin de traits de dévouement sublimes, mais aussi d'actes de basse cruauté.

Les annales de l'humanité sont d'ailleurs remplies de luttes fratricides : la naissance comme la disparition des nations sont signalées par des combats sanglants. Les historiens, à qui incombe la tâche de rechercher les mobiles politiques, religieux ou économiques de ces conflits, nous donnent, par ci par là, le récit émouvant du choc terrible des armées. Mais, jusqu'à ce jour, on ne paraît guère avoir approfondi l'état d'âme du combattant.

C'est tout naturel. L'historien politique, préoccupé avant tout de mettre à nu les causes des événements, ne se soucie pas de ce qu'a pu être l'état d'âme de Nicolas Zrinyi au moment de sa sortie héroïque de Szigetvár ; ce point ne lui importe que pour autant que les dispositions de Zrinyi ont pu influencer sur l'issue du combat. L'historien militaire, de son côté, s'intéresse surtout à l'organisation des armées et aux principes stratégiques et tactiques qui ont guidé les adversaires, aux méthodes de combat et aux armes employées, etc. Il est vrai qu'autrefois, notamment au temps des armées mercenaires où c'était surtout le courage personnel et l'habileté dans le maniement des armes qui décidaient la victoire et où l'état militaire était considéré comme un métier et une carrière, la psychologie du combattant n'avait pas la même importance qu'aujourd'hui, où la guerre a mis en présence des armées se comptant par millions d'hommes.

Je me propose d'étudier, dans les pages qui vont suivre, l'âme de nos soldats qui combattent et souffrent pour la patrie. Car ce sont ces petits traits de la vie du troupier qui constituent l'ensemble de qualités militaires qu'on appelle l'*héroïsme*.

La bravoure militaire est une vertu de race ; elle a un caractère différent selon la nation à laquelle appartient le soldat. (1) La guerre actuelle nous offre, à cet égard, un choix de constatations inépuisable.

(1) On trouve dans l'ouvrage de M. Gustave Le Bon *La psychologie des foules*, quelques passages qui se rapportent à notre sujet. Les voici : « Nos actes conscients tirent leur origine d'un substratum inconscient qui est dû principalement à l'hérédité. Ce substratum contient une infinité de traces déposées depuis les temps primitifs et qui constituent l'âme de la race . . . Ce sont les éléments inconscients contenus dans l'âme de la race qui font que les individus appartenant à la même race se ressemblent . . . Les instincts, les passions et les sentiments sont identiques chez les hommes qui, au point de vue mental, ne se ressemblent nullement. »

Elle a fait voir avec évidence que la bravoure allemande, la bravoure française, la bravoure anglo-saxonne et la bravoure italienne sont d'essence complètement différente. La bravoure du soldat allemand est faite de réflexion, de confiance dans la force de la nation, de foi dans la science allemande ; elle procède d'un sentiment austère du devoir. La bravoure française est un élan de l'âme exaltée par les souvenirs glorieux du passé ; la bravoure anglaise est froide, calculatrice, tenace, avec un mélange de dilettantisme sportif ; la bravoure italienne est l'effet d'un entraînement quelque peu artificiel ; elle a pour stimulant la haine invétérée du *Tedesco*. Le Russe, dont il faut bien distinguer le Cosaque et le Sibérien, a l'héroïsme passif, de même que le Roumain, entiché de ses origines romaines et hanté par le fantôme de la Grande Dacie ; le Roumain attaque surnoisement, est volontiers cruel et se défend avec ténacité.

Le Hongrois, le Bulgare et le Turc, de race touranienne ou ouralo-altaïque, ont en commun l'activité infatigable, un courage que rien n'arrête, d'inspiration chevaleresque et qui ignore la haine. Le Turc a en propre la croyance à l'infailible félicité, dans une autre vie, de ceux qui sont morts pour la bonne cause ; on conçoit quel est l'effet de cette conviction sur le soldat. Le Hongrois, aux facultés parfaitement équilibrées, envisage les risques de la bataille avec la sérénité fataliste de l'oriental, qui le fait raisonner à peu près ainsi : « Si le bon Dieu le veut, je reverrai le pays ; mais s'il est écrit autrement dans le livre du destin, je n'éviterai pas la balle ennemie. »

Les deux éléments essentiels de la bravoure de nos soldats sont donc le *tempérament* et le *fatalisme*.

II.

Une première question se pose ici : comment le citoyen paisible, vaquant à ses affaires et aux soins de sa famille, devient-il soldat ? Quels sont les moyens d'entraînement et d'éducation militaire qui rendent les recrues capables de déployer le *summum* de l'énergie, d'endurer les fatigues et les privations de la guerre ? En un mot : qu'est-ce qui fait le *baka* (fantassin) modèle, le héros du champ de carnage ?

Quand j'ai vu partir les premiers trains militaires enguirlandés de fleurs qui emmenaient nos soldats ornés de cocardes et de rubans tricolores et chantant à tue-tête des airs gaillards, mon cœur s'est mis à battre à l'unisson de cette jeunesse exubérante. Ce qui m'a surtout frappé à ce moment, cela a été le contraste entre l'entrain joyeux des partants et la tristesse, les larmes des parents et amis anxieux du sort qui attendait cette jeunesse. J'étais loin de penser alors que, quelques années plus tard, un train pareillement peuplé de soldats enrubannés et chantants m'emporterait moi-même à travers les campagnes ensanglantées de Homonna, de Lupkow, de Przemysl, de Grodek, de Léopol et de Rawa Ruska, vers le front russe . . .

Le seuil de la caserne franchi, le jeune conscrit éprouve la sensation de se trouver séparé du monde extérieur par une cloison étanche. Quand il est entré, il avait encore une personnalité et même son amour-propre était exalté par le sentiment de supériorité que le jeune soldat éprouve à l'égard du civil et qui, en temps de paix, engendre tant de disputes et de rixes. Mais une fois introduit dans la grande communauté militaire, il lui semble qu'il cesse d'être quelqu'un et il se sent devenir un pauvre atome de cette vaste collectivité qu'est l'armée. Désormais, plus de moi, plus d'indépendance. Au lieu d'aller où il veut et de faire ce qui lui plaît, le jeune soldat est plié sous le joug d'une obéissance aveugle. Recevoir des ordres et les exécuter sans discussion et aussi ponctuellement que possible : voilà sa vie. C'est le régime de la contrainte physique et morale la plus rigoureuse.

L'éducation militaire a pour but de préparer les recrues, dans le plus bref délai possible, à la tâche difficile et compliquée que la guerre moderne impose aux armées.

La première condition en est la discipline, la soumission absolue aux ordres des supérieurs ; peu à peu, il s'établit entre soldats et officiers un sentiment de confiance et un lien d'attachement ; il dépend des gradés de provoquer cette inclination des soldats à leur égard.

La discipline s'inculque par une série d'exercices qui ont pour effet d'habituer l'homme à agir automatiquement. A cette fin, on fait exécuter aux soldats des marches, ou bien on leur fait effectuer, en rangs, diverses évolutions, changements de

place et de formation ; ou encore, on les soumet à une gymnastique des membres et des articulations, dans laquelle des centaines de têtes, de bras, de jambes, se meuvent en cadence sur l'ordre de l'officier. Pendant ces exercices, l'appareil nerveux central, le cerveau, cesse, pour ainsi dire, de penser et de sentir, de sorte que l'innervation se borne à la moelle épinière qui est le centre des mouvements réflexes, et au cervelet qui est l'organe régulateur des mouvements corporels.

En second lieu, vient le tir à la cible. Il sert à faire acquérir au jeune soldat la sûreté de la main et du coup d'œil. Il faut qu'il apprenne, en outre, à manier son arme posément et avec adresse, de façon à se servir de son fusil, dans les moments décisifs, avec sang-froid et à ne pas tirer précipitamment, dans la surexcitation de l'attente, car un coup de feu parti trop tôt peut compromettre le succès d'une entreprise, si bien conçue qu'elle soit. Pour cela, on fait faire au soldat la manœuvre de l'arme à feu, l'ajustement du guidon, la charge, le tir, l'enlèvement de la gargousse, etc., afin que tous ces mouvements s'exécutent automatiquement.

Le troupier doit apprendre, en troisième lieu, à s'égrener rapidement en file de tirailleurs. Il doit savoir avancer par bonds ou en rampant, en utilisant tous les plis du terrain, juger instantanément les distances, construire des abris, élever des obstacles et travaux de défense. Il faut enfin qu'il s'initie aux différents services de campagne, tels que ceux d'avant-garde et d'arrière-garde, le service de patrouille, celui des avant-postes et sentinelles, etc. Pour devenir une bonne sentinelle, il doit prendre l'habitude de pourvoir à sa sûreté et savoir ne pas s'exposer sans nécessité.

A mesure que l'instruction avance, le physique du soldat se modifie. Son maintien devient plus raide, les mouvements sont plus dégagés et les allures plus franches et plus viriles. Remarquons encore que, si la discipline met des entraves à la liberté individuelle, d'un autre côté, elle crée entre compagnons d'armes un lien très fort, celui de la camaraderie. Le troupier est sans doute fier d'appartenir à tel ou tel régiment ; mais la véritable camaraderie ne s'établit qu'entre membres de groupes peu nombreux, tels que la compagnie, l'escadron, etc. L'intimité s'accroît encore lorsque le hasard réunit dans un de ces groupements les habitants d'un même village. (C'était

le cas dans ma compagnie, qui comptait 14 hommes originaires de Jászárokszállás.)

Grâce à la discipline, la foule des jeunes soldats, appartenant à toutes les classes sociales et aux professions les plus diverses, se métamorphose en un corps homogène qui, non seulement fera son devoir dans le combat corps à corps, mais sera capable d'exécuter, soit isolément, soit de concert avec d'autres troupes, des entreprises importantes. Je crois donc inutile d'insister davantage sur l'importance capitale de la discipline. On sait avec quelle rapidité le sentiment de la responsabilité personnelle se perd dans les individus groupés en foule ; sans le lien de la discipline, les armées se changeraient bientôt en cohue et la voix du devoir serait étouffée par l'instinct de la conservation. Cela arrive effectivement toutes les fois que la direction échappe, pour une raison ou une autre, à l'officier commandant. Après une préparation militaire qui prend à peine quelques semaines, le jeune soldat est incorporé dans un bataillon de marche ; à ce moment, la discipline et la camaraderie en ont déjà fait un autre homme. Sous cette double influence, le soldat acquiert au plus haut degré le sentiment de la solidarité à l'égard de ceux dont il partage la vie. Nul lien contracté au cours de l'existence n'est plus fort que celui qui attache les uns aux autres les hommes d'un même corps. Un degré de plus, et c'est l'union intime des cœurs, état d'âme où officiers et soldats sont animés d'une seule pensée, obéissent à une seule impulsion. Devant l'ennemi, par l'effet des souffrances endurées en commun, des prouesses accomplies ensemble, la fusion des volontés est parfaite.

Ce conscrit qui est entré en caserne avec un serrement de cœur, qui a tremblé en entendant les objurgations d'un sous-officier et qui, peut-être, a éprouvé de l'émotion en voyant, il y a quelques mois, partir la troupe pour le front, trouve tout naturel maintenant d'être incorporé à son tour dans un bataillon de marche. Parmi ses compagnons d'armes, il y en a qui contemplent avec une joie quelque peu enfantine leur uniforme neuf et les pièces de leur équipement, puis examinent avec soin leur fusil, en essaient le mécanisme et après avoir mis les effets neufs, ornent leur képi de la cocarde et de rubans aux couleurs nationales. Pourtant, ils n'ignorent pas le sort qui les attend ; ils s'attendrissent même quand ils pensent à la famille qu'ils

ont laissée à la maison. Mais ce n'est plus là l'angoisse poignante de l'individu qu'un danger menace isolément ; comme il s'agit d'affronter tous ensemble les mêmes dangers, l'appréhension est plus supportable. Grâce à ce sentiment de collectivité, le troupier supporte plus fermement le coup de la séparation qui l'arrache à son foyer, à ses enfants, à son épouse, à ses vieux parents. Le soldat qui a obtenu une permission pendant le séjour sur le front et qui a été revoir les siens pour quelques jours, vous dira que le moment du retour aux tranchées a été bien plus pénible que celui du premier départ, précisément parce que, cette fois, il était seul. Je me rappelle très bien que, quand je fus désigné pour faire partie d'une compagnie de marche, j'eus toutes les peines du monde à garder au moins les apparences du calme au milieu de ma famille, tandis que, arrivé au milieu de mes honvédés, tous mes chagrins, toute mes inquiétudes s'évanouirent comme par enchantement et un sentiment de paix profonde s'empara de mon âme, jusque-là accablée de tristesse.

III.

Les hommes destinés à partir se rangent dans la cour de la caserne, prêts à s'embarquer pour le grand voyage. Tout à coup, une sonnerie ébranle l'air. La cadence en est simple ; on dirait la trompette du jugement dernier, elle agite fortement l'âme : c'est l'*invite à la prière*. Puis, sur l'ordre des chefs, la masse se met en mouvement. A ce moment, le silence religieux qui régnait est subitement rompu par une explosion d'adieux éperdus, de sanglots et de gémissements. Ce sont les assistants qui laissent libre cours à leur douleur. Les troupiers commencent à s'émouvoir, quand tout à coup un conscrit, mieux affermi contre l'attendrissement des séparations ou obéissant à une virile inspiration, entonne un gai refrain. Il se souvient peut-être de ce vers de illustre poète Petöfi : « La chanson est un baume salutaire au cœur oppressé. » L'exemple est contagieux ; d'autres voix font écho à la sienne et bientôt tout le monde, y compris ceux qu'il y a un moment, avaient de la peine à dominer leur émotion, met le képi sur l'oreille et chante à plein gosier. L'amertume des adieux cède aux airs entraînants : la foule pleurante sèche ses larmes et redevient

forte. Il ne faut pas s'étonner si les compagnies de marche silencieuses font sur les assistants une impression pénible ; la diversion des chansons de route est nécessaire pour secouer le fardeau d'angoisse qui pèse sur les cœurs à l'heure tragique du départ.

Arrivée à la gare, la troupe se précipite dans les wagons, ornés de fleurs, de verdure et de drapeaux. Les plus gaillards s'installent aux portes des wagons et laissent pencher leurs jambes au dehors ou bien s'appuient sur le garde-fou. Les territoriaux plus posés, les pères de famille que la séparation affecte davantage, se retirent à l'écart et, pendant que les jeunes s'égosillent, ils regardent tristement devant eux ou fument leur pipe avec résignation. Les sous-officiers sont chargés de maintenir l'ordre dans les voitures sous la surveillance de l'officier de service. Outre les marques de déférence envers les gradés, les conscrits témoignent beaucoup de respect aux vieux poilus qui, après un congé de convalescence, retournent à la tranchée et dont le regard, animé d'une expression singulière, trahit qu'ils ne sont plus novices dans les jeux sanglants de la guerre.

Une nouvelle sonnerie de clairon donne le signal du départ. et, pendant que les parents qui ont tenu à accompagner à la gare leurs fils ou leurs frères, leur font, en s'essuyant les yeux, les derniers adieux, le train s'ébranle. Puis il roule pendant de longues heures sans stopper, si ce n'est aux stations importantes où le buffet est aussitôt envahi. Pendant le monotone voyage, tous les objets qui filent devant les yeux du troupier, tous les bruits qui viennent frapper son oreille, les champs labourés, les pâturages, les bois, les maisons rustiques, les cloches du soir, les étoiles et jusqu'aux provisions dont on a eu soin de garnir son havresac, lui rappellent le *home* qu'il vient de quitter. La nuit vient, mais les émotions éprouvées, la multitude des impressions nouvelles et l'incertitude du sort qui les attend, empêchent d'abord les hommes de s'abandonner au sommeil réparateur. La fatigue l'emporte enfin, on s'endort et quand on se réveille, une grande distance sépare déjà les voyageurs du pays natal. Mais aussi, après avoir joui d'un court repos, le calme de l'âme est revenu avec l'appétit.

Désormais, les chansons deviennent plus rares, parce qu'on n'a pas autant besoin de dissimuler ses émotions. Les troupiers

aiment mieux se confier mutuellement leurs affaires domestiques, ou bien ils discutent la qualité des cultures de la contrée qu'on traverse. Les trains de blessés allant en sens contraire qu'ils rencontrent de temps en temps, éveillent en eux plutôt la curiosité qu'un sentiment de pitié. Il en est de même des campagnes qui ont déjà subi les ravages de la guerre, avec leur décor habituel de tranchées démolies, de tombes de soldats, de terrains labourés par les boulets, de maisons en ruines, aux décombres calcinés par l'incendie.

Les guirlandes de fleurs dont les wagons ont été ornées au départ n'ont pas eu le temps de se faner entièrement, que le train arrive déjà à destination. Les troupiers se hâtent d'assouplir leurs membres engourdis par l'immobilité. Le sol jonché de boîtes de conserves vides, de formulaires de correspondance et d'autres objets hétéroclites, atteste l'importance militaire de l'endroit. Au demeurant, la contrée et les habitants présentent un aspect insolite ; souvent, les nouveaux arrivés ont affaire à des populations slaves qu'ils désignent par le terme de *tchouèches*.⁽¹⁾ Aussi nos soldats éprouvent-ils un vague sentiment de malaise quand on les loge par groupes ou escouades dans une grange ou dans une cabane à l'aspect misérable. Leur pensée se dirige aussitôt vers le doux pays natal et avant de se livrer au repos, après les fatigues du voyage, ils s'empressent d'écrire un mot rapide à la famille et aux amis.

Au début de la guerre, les choses ne se passaient pas de cette façon. Le commandement suprême n'avait pas encore l'expérience de la guerre moderne, l'armée de campagne se composait exclusivement d'hommes dans la fleur de l'âge, préparés à la tâche qui les attendait, pleins d'entrain, et qui se sentaient portés par l'enthousiasme du pays. Il arrivait fréquemment alors que les trains qui amenaient la troupe s'approchaient jusqu'à portée du canon ennemi et que les soldats, au saut du wagon, tombaient au beau milieu de la mêlée.

Mais une expérience chèrement payée a rendu les chefs plus prudents. Il a fallu, du reste, après avoir successivement envoyé au feu les régiments de ligne et épuisé les réserves avec leurs compléments, faire appel aux territoriaux de la classe

(1) Du mot serbe *tchouèche* (entends-tu ?) par lequel les sentinelles s'avertissent mutuellement et se tiennent éveillés.

B qui, en temps de paix, ne reçoivent habituellement aucune instruction militaire. Depuis lors, les compagnies de marche, pour peu qu'on dispose du temps nécessaire, reçoivent, derrière la ligne de feu, une instruction sommaire avant d'entrer dans la danse.

C'est au cours de cette école toute pratique que le troupier s'initie véritablement aux fatigues et aux dangers de la vie guerrière. A l'encontre de ce qui se passait à la caserne, où l'exercice, les repas et les heures de repos alternaient avec une régularité rigoureuse, les hommes sont astreints à des exercices tactiques sans fin, à des marches pénibles qui rapprochent toujours plus de la ligne de feu. On mange quand on peut, on couche le plus souvent à la dure, dans des conditions qui n'ont rien de commun avec les règles de l'hygiène. Au milieu de ces tribulations, le soldat n'a que la maigre consolation de pester entre ses dents et de se dire : « Va, mon vieux, tu n'es pas encore au bout de ton rouleau. » C'est durant cette période d'instruction qu'on fait connaissance, dans les chaleurs torrides de l'été, avec les tourments de la soif qui dessèche le gosier et qu'on étancherait volontiers dans les mares stagnantes qui bordent la route, si le sabre, mis au clair, de l'officier commandant n'en défendait pas l'accès. Tel qui faisait le délicat en temps ordinaire, est heureux quand il peut mettre la main sur un navet ou un cœur de chou, ou cueillir une poignée de fruits verts. Pendant la saison des pluies, autre tourment. C'est alors l'humidité qui poursuit le soldat partout et empoisonne son existence, en glaçant le corps et en déprimant le moral : c'est la boue gluante qui entrave sa marche. Puis vient l'hiver, avec son cortège de misères, avec ses rigueurs qui engourdissent, frappent l'homme de torpeur et lui donnent l'envie irrésistible de s'asseoir dans la neige, au bord de la route et de dormir : se serait son dernier sommeil. Heureusement, les officiers et sous-officiers sont là pour empêcher ce genre de suicide.

Enfin, c'est pendant ce stage que les recrues font l'apprentissage de la vie qu'on mène dans les tranchées, qu'ils commencent à étudier le terrain et à s'habituer à la grosse voix des canons. Nos avions et ceux de l'ennemi se chargent de leur procurer des distractions et des émotions guerrières. Il n'y a guère de spectacle plus émouvant que de voir nos

batteries anti-aériennes se mettre à la poursuite des avions et de suivre les péripéties du combat en observant l'éclatement des projectiles, annoncé par la fumée rouge et blanche qu'ils dégagent. Les jeunes s'émerveillent aussi en voyant arriver avec une précision automatique de nouveaux bataillons de marche et en constatant le fonctionnement impeccable du service des subsistances. A mesure que l'on entre dans l'engrenage de l'énorme machine qu'est une armée moderne sur le pied de guerre, on sent l'insignifiance de sa personne en face de ces masses humaines évoluant avec la précision d'un mouvement d'horlogerie.

IV.

Après un stage plus ou moins long en arrière du front, les compagnies de marche sont incorporées à leur régiment, mis en réserve pour cette opération. Les anciens qui ont déjà tâté les agréments de la guerre, reçoivent les jeunes avec un air de supériorité qui ne laisse pas d'être agaçant : ils ne leur adressent jamais la parole, à moins de rencontrer dans leurs rangs un pays ou un parent éloigné. Pourtant, les nouveaux brûlent du désir d'entamer la conversation avec les poilus et entendraient volontiers le récit de leurs aventures et des souffrances endurées.

Au bout de quelques jours ou d'un couple de semaines, employés à faire faire à la troupe, dans les moments de répit que lui laissent les exercices tactiques, une foule de travaux supplémentaires, tels que la construction d'abris de réserve, la réparation des routes et la coupe du bois qui sert aux travaux de défense, arrive enfin l'ordre au régiment ou au bataillon mis au complet d'occuper le secteur du front dont la garde lui est confiée. Le départ a lieu aux heures tardives de la journée, à l'approche de l'obscurité, afin de déjouer la vigilance de l'ennemi. Il faut éviter qu'il ne s'aperçoive de ce remue-ménage, dont il ne manquerait pas de profiter pour lancer une attaque dans les conditions les plus avantageuses pour lui. En passant devant les tombes solitaires ou les fosses communes, plus nombreuses à mesure qu'on approche de la première ligne, le troupier pense involontairement au pays qu'il ne reverra peut-être plus et il laisse échapper un soupir. Mais les pensées

lugubres font bientôt place à la curiosité : il contemple avec surprise les abris construits sur les derrières, les batteries habilement dissimulées sous la ramée pour en cacher l'emplacement aux yeux des aviateurs, les brusques illuminations produites par les réflecteurs et les fusées de l'ennemi, etc.

Mais la troupe arrive dans la zone dangereuse ; la marche devient plus circonspecte ; chaque fois qu'un réflecteur projette sa lumière crue sur les alentours, on se jette à plat ventre. Grâce à Dieu, on atteint sans accident les chemins couverts qui conduisent à la tranchée proprement dite. Ici, on n'avance plus qu'à la file indienne, et l'on entend à chaque instant le sifflement sinistre des balles ennemies qui passent au dessus des têtes, car les galeries ont été creusées à une profondeur suffisante pour abriter les hommes. Cela n'empêche pas les novices de s'imaginer et de soutenir imperturbablement qu'une balle a failli frôler leur oreille et, à chaque sifflement qui traverse l'air, ils baissent rapidement la tête. Les poilus qui vont fumant tranquillement leur pipe, ne manquent jamais de leur dire avec un air goguenard : « Mon ami, tu as tort de faire aller ainsi ta tête, car elle pourra bien se heurter contre un boulet. » Quant à eux, ils connaissent depuis longtemps cette musique et ils ne lâchent un juron que lorsque le projectile, au lieu de siffler, fait entendre un craquement, car cela signifie qu'on tire des balles explosives.

Après cette promenade quelque peu étourdissante au long des voies d'approche en zig-zag, on atteint enfin les tranchées et l'on s'installe. Les officiers prennent leurs dispositions conformément aux renseignements reçus, qui les ont informés des emplacements dangereux, de l'existence des mines et des autres détails de la situation. Les soldats jouissent d'un moment de répit relatif. Puis ils se placent par escouades devant les meurtrières et aux postes d'observation, où les projectiles ennemis arrivent drus comme grêle. C'est le moment, pour les novices, de recevoir le baptême du feu. Selon l'état d'âme ou le tempérament de chacun, on recite une prière ou on exhale une imprécation, quand les balles se permettent d'arriver trop près, voire de frôler le képi ou le manteau. Mais, la première alerte passée, les recrues ne s'émeuvent plus outre mesure, surtout quand il y a moyen de faire le coup de feu à leur tour. Au bout d'un moment, on finit par saluer d'un mot

gouailleur les projectiles, qui passent et bientôt on n'y fait plus attention ; les plus téméraires font même la nique à la *jau-cheuse*, comme ils appellent la mort.

La première nuit, les hommes n'éprouvent aucun besoin de repos ; la surexcitation causée par la nouveauté de la situation et par les détonations incessantes qui partent du front adverse les tiennent éveillés, de même que les fusées, les projectiles lumineux et l'éclairage *a giorno* des réflecteurs. A l'aube, les novices commencent à inspecter plus soigneusement les alentours, la tranchée, les meurtrières, la ligne de fils de fer barbelés, les gradins d'assaut, les positions ennemies, etc. Après une nuit blanche passée ainsi, on boit avec plaisir un bol de café noir, puis, dès que les vigies sont placées, les hommes, maintenant tout à fait au courant de la situation, s'enveloppent dans leur manteau ou dans une toile de tente et s'endorment.

On se réveille au bruit de la canonnade. C'est là le concert quotidien ; de part et d'autre, les artilleurs cherchent à découvrir la position de l'adversaire. Les obus ennemis passent dans un fracas de tonnerre au dessus de la tête des habitants de la tranchée. La détonation et l'ébranlement de l'air affectent désagréablement le tympan et les nerfs, mais l'accoutumance les fait supporter à la longue. Les novices cherchent d'abord à suivre des yeux la trajectoire des projectiles dans l'air, puis, quand ils s'aperçoivent qu'ils n'y réussissent pas, ils observent l'endroit où ils tombent ou éclatent. On prend aussi un grand plaisir à observer l'explosion des shrapnels, les nuages de poussière que soulèvent les obus ou bien les évolutions des aéroplans. On suit des yeux la route incertaine des torpilles lancées sur les lignes ennemies ; puis l'intérêt s'attache aux ballons captifs des artilleurs. Quand le novice s'aperçoit que la canonnade ne fait pas de dommages autour de lui, il s'assied tranquillement sur la toiture des abris et lorsqu'un shrapnel s'abat dans le voisinage, il se risque même à courir en terrain découvert, malgré les ordres rigoureux des officiers et le danger de la fusillade, pour attraper le petit bout d'aluminium qui compose l'amorce du projectile. Les bagues faites de ce métal constituent un souvenir de campagne très recherché par nos troupiers.

Quand l'un d'eux est blessé légèrement par une balle ennemie, ses camarades l'en plaisantent et feignent de lui porter

envie. Un tel s'écriera : « Je donnerais bien mille florins pour une pareille égratignure au bras. » Un autre, renchérissant, dira qu'il en donnerait dix mille. Ou bien, un loustic déclarera : qu'« un bon coup de feu à la cuisse n'est pas à dédaigner ». Mais si un véritable malheur se produit, si un camarade vient à être tué, une douleur sincère se manifeste. On vante les bonnes qualités du défunt, et ses pays ne manquent jamais de relater fidèlement à la famille les circonstances de l'accident. Mais, ce tribut payé à la mémoire du malheureux camarade, on pense bientôt à autre chose et l'oubli se fait sur le disparu.

Le soldat s'oriente avec une promptitude qui tient du prodige. Au bout de deux jours, il connaît déjà parfaitement le secteur de la tranchée qu'il habite, les chemins qui conduisent aux fontaines et aux sources d'eau, les villages et les fermes à proximité qui fournissent le bois de construction et de chauffage, et où l'on peut s'approvisionner de tuiles, de vitres et d'autres matériaux. En été et en automne, il est au courant de l'emplacement des vergers, des champs de navets, de choux et de pommes de terre des alentours. Car quelque abondamment que soit fournie sa gamelle — et cela n'arrive que fort rarement — le *baka* (fantassin) a toujours l'estomac creux. Il ne fait un repas complet que quand un colis de victuailles lui arrive de la maison, ou quand il a réussi à réquisitionner des pommes de terre qu'il fait cuire dans la cendre.

Cette fringale permanente du *baka* n'a rien d'étonnant, quand on songe que l'hôte de la tranchée vit continuellement au grand air, qu'il est sans cesse surmené et que son régime est des plus irréguliers. Il ne faut pas oublier que le soldat ne dort que quelques heures avant midi et que, depuis le crépuscule du soir jusqu'au lendemain matin, il ne ferme guère les yeux. Les heures de la nuit sont employées au service de patrouille ou de sentinelle, ou à faire le guet aux meurtrières, ou encore aux travaux d'entretien et de réparation des défenses, des tranchées, des abris, etc. Pourvu que les officiers qui dirigent et surveillent ces travaux s'y prennent de la bonne façon, le soldat y met une diligence, un dévouement, une habileté au dessus de tout éloge. Reste à savoir si la nation, pour le salut de laquelle ces humbles héros se sacrifient, saura leur vouer la reconnaissance qu'ils méritent.

Quand les soldats causent entre eux, pendant les corvées

ou autour d'un feu de bivouac ou d'un poêle d'escouade, on ne les entendra pas se lamenter sur les misères endurées ; tout au plus leur arrivera-t-il de résumer leurs impressions par un mot énergique. Parfois, quand ils ont été tracassés plus que d'habitude par une série d'ordres et de contre-ordres, ils donneront essor à leur mauvaise humeur en exprimant le vœu d'être emportés par le premier boulet qui viendra. S'ils injurient parfois les soldats ennemis, ils reconnaissent et apprécient volontiers leurs qualités guerrières. Au surplus, le sujet d'entretien qu'ils abordent le plus volontiers, c'est celui de la famille et du train de campagne qu'ils ont dû abandonner. Le type du fanfaron (dit *Háry János* d'après le titre d'un poème satirique de Garay) est absolument inconnu sur le front. Le troupier parle de ses actions les plus sublimes comme s'il s'agissait d'une chose très ordinaire. Tandis que le soldat russe décharge à tout propos son fusil, même dans les journées les plus calmes, le nôtre ne tire qu'à bon escient, lorsqu'une cible vivante s'offre à ses coups.

Le *baka* construit les abris avec un art consommé et il fait son possible pour les rendre confortables. La propreté est une de ses qualités distinctives. Quand les circonstances le lui permettent, il ne manque jamais de se débarbouiller, de se faire la barbe et de changer de linge. Pour peu que sa situation s'améliore, le troupier oublie vite les souffrances supportées. Il aime allumer un grand feu et y faire cuire ou réchauffer son ordinaire. Il passe des heures à regarder fixement les bûches qui flambent et à attiser le feu. Ce goût est sans doute une survivance des habitudes ancestrales, quand les aïeux menaient la vie nomade.

Le troupier aime à plaisanter ; même dans les situations périlleuses, la bonne humeur ne l'abandonne que rarement. Les bons mots, les propos pour rire, les calembours et autres manifestations de l'esprit prime-sautier du soldat abondent sur le front. (1) Par bravade ou à la suite d'un pari, le poilu tentera sans sourciller les coups les plus téméraires.

(1) En voici un trait. En Volhynie, lorsque notre compagnie fut placée en réserve, les honvédés amassèrent aux approches de l'automne un tas énorme de pommes de terre qu'ils étaient allés chercher dans les champs voisins. Ils emmagasinèrent leur provision dans une espèce de silo auquel ils donnèrent la forme d'une tombe. On plaça sur le tertre une grande croix avec cette légende : *Ci-git Tar Etienne, honvéd du 29^e régiment.*

La veine poétique des *bakas* est remarquable ; une étude sur les chansons des tranchées exigerait un volume. Ces chansons sont tantôt gaies, tantôt tristes ; elles ont pour objet le plus souvent la mère ou l'amante. Chose curieuse, il n'est jamais question du père ou des enfants du troupier, de ce qu'il appelle habituellement *sa famille* ; le barde du front exercera le plus souvent sa verve à chanter François-Joseph, le roi défunt, son colonel, son capitaine, son sergent, le sort du soldat, etc.

Le troupier n'est jamais familier avec ses supérieurs, mais quand il rencontre un officier dont le cœur est sensible à ses peines et qui sait se faire aimer, alors sa confiance est sans bornes et son affection va jusqu'à l'adoration. Il fera l'éloge de l'officier qu'il aime, dans les termes les plus exaltés, dans les lettres qu'il écrit aux siens. Ces missives, tout simples et naïves, débordent d'affection pour son épouse, ses enfants, ses père et mère et autres parents. Voici le début habituel des lettres du *baka* : « Ma femme chérie, je souhaite que tu lises ces quelques lignes en aussi bonne santé qu'est celle dont je jouis. Je suis bien, grâce à Dieu et je vous souhaite à tous la pareille. » Puis il fait mention des camarades originaires du même village, il s'informe des personnes qu'il a laissées à la maison et donne enfin des instructions au sujet de la conduite de ses affaires ; le bétail est l'objet de sa sollicitude particulière. Il ne fait guère mention de ses propres peines, si ce n'est en passant ; par contre, il relatera dans leurs moindres détails les circonstances de la mort d'un camarade auquel il était attaché par les liens de la parenté ou de l'amitié. Il parle souvent de son impatience de revoir le pays et il n'omet jamais de prier les siens de lui envoyer un colis de victuailles.

Un indice du bon cœur de nos *bakas* : ils accueillent avec plaisir les animaux qui se faufilent dans la tranchée ; ils partagent leur dernière bouchée avec le chien qui se frotte à leur jambe, ou avec la chat qui ronronne, car ces pauvres bêtes leur rappellent le doux et paisible *home*.



V.

Malheureusement, cette vie calme, avec ses idylles touchantes, n'est jamais de longue durée. C'est un simple répit avant la tourmente.

Après de longs et minutieux préparatifs, l'ennemi se dispose à tenter la chance.

De nos jours, quand on dispose d'éclaireurs aussi excellents que sont les aéroplans, les attaques par surprise ne sont guère possibles. Le simple fantassin lui-même est averti de l'approche de l'orage par certains indices précurseurs : les avions multiplient leurs excursions aériennes ; des troupes de renfort sont amenées sur le front ; on complète les stocks de munitions ; le soldat sait qu'il doit se préparer à des événements.

C'est l'artillerie qui ouvre la danse. Il y a grand remue-ménage dans les tranchées lorsque les occupants s'aperçoivent que le feu des batteries ennemies se dirige vers eux. Pareils aux oiseaux qui, à la menace d'un orage, s'assemblent en troupe, les camarades, les bons amis se recherchent ; le capitaine lui-même appelle, pour lui tenir compagnie, celui de ses sergents qui lui est le plus sympathique, ou bien son ordonnance. On ne se parle guère tant que dure la tourmente ; mais les épaisses volutes de fumée qui s'élèvent des pipes et des cigarettes et les regards anxieux ou résolus qui se rencontrent trahissent l'émotion générale.

Après quelques heures de l'infernale rafale, il ne reste plus, des réseaux de fil de fer barbelé, que quelques lambeaux qui pendent çà et là ; la tranchée bouleversée sert de tombe à maint brave soldat. C'est le moment de l'assaut. L'infanterie ennemie arrive sur nous, cherchant les points de nos lignes les plus exposés et les plus maltraités par le bombardement, pour tâcher de s'en rendre maîtresse. Le tir de barrage de nos batteries ne sert pas à grand'chose ; sans cesse, de nouvelles vagues humaines déferlent par dessus les rangs de cadavres dont notre feu a jonché le terrain. L'assaillant finit par atteindre les tranchées et les abris où nos soldats se sont maintenus sous la mitraille. Alors se passe la scène la plus affreuse qu'il soit possible d'imaginer : la *lutte corps à corps*.

Il faut renoncer à demander aux combattants une relation fidèle des moments comme celui-là. Seul, pourrait l'écrire

un observateur qui verrait tout, en étant lui-même à l'abri du danger. Mais cet historiographe de la tranchée n'existe pas. Ceux qui pourraient nous dire comment se passent ces instants terribles n'en gardent qu'un souvenir confus. A peine se rappellent-ils leurs propres faits et gestes. Sous l'effet de l'extrême surexcitation à laquelle ils sont en proie, de l'effort surhumain qu'ils ont à fournir, leur cerveau cesse de sentir et de penser, et cela est bien heureux. Le corps et l'âme deviennent également insensibles à la douleur. L'homme disparaît ; l'instinct seul survit. Le combattant se démène comme un furieux ; il rugit l'invective à l'adresse de l'adversaire ; il renverse tout ; toute arme lui est bonne : baïonnette, crosse, objet quelconque : poings, ongles et mâchoires. Il court, saute, foule aux pieds n'importe quoi et n'importe qui, mort ou vivant, ennemi ou ami : il n'a pas le temps de voir et de distinguer.

L'affreuse mêlée est passée. Le soldat n'en garde qu'un vague souvenir. Tous ses efforts pour mettre en ordre, plus tard, la série des sensations par lesquelles il a passé resteront vains. Tout au plus se rappellera-t-il un détail plus horrible, une attitude, un geste plus effrayant : un accent de voix rauque, un râle, un regard enflammé, une paire d'yeux vitreux. Cela, il ne l'oubliera plus de sa vie ; le reste ne vit dans sa mémoire que dans un tableau confus qu'il débrouillera tant bien que mal, selon son degré d'intelligence et d'instruction, selon la vivacité de son imagination.

On comprend pourquoi les souvenirs de soldats et les carnets de campagne sont si vides d'événements. On y rencontre, par ci par là, le récit d'un épisode secondaire ; mais les faits y tiennent bien moins de place que les impressions. La faculté de résumer les événements, le coup d'œil d'ensemble manquent le plus souvent aux auteurs de ces notes. Il n'en saurait être autrement dans la guerre actuelle, où la bêche du fantassin est la principale arme défensive et où chacun n'aperçoit qu'une infime partie du front.⁽¹⁾

(1) On ne trouve un résumé exact des opérations que dans les bulletins de l'état-major. Celui-ci, en effet, est seul à même de se faire une idée de la situation du champ de bataille à un moment donné ; il est renseigné par les rapports téléphoniques des compagnies aux chefs de bataillon, rapports qui sont transmis aux colonels et par eux aux généraux de brigade et ensuite aux chefs de divisions. Ce sont ces rapports qui servent de base aux rédacteurs des informations officielles siégeant au quartier général ou auprès des commandements supérieurs.

Disons maintenant un mot de l'offensive.

Dans la défensive, ce qui importe avant tout, c'est que le soldat ait confiance en lui-même. Cette confiance lui est donnée par la connaissance du terrain et des moyens de défense ; elle est, en outre, une question de nerfs et de caractère. L'opiniâtreté doit être la qualité maîtresse du soldat sur la défensive.

Dans l'offensive, ce qu'il faut au combattant, c'est en première ligne la hardiesse, l'esprit d'initiative et l'instinct batailleur. Sans ces dispositions, on n'obtiendra pas l'effort nécessaire au succès. Il sagit, en effet, de lancer la troupe sur un terrain inconnu, dans la boue ou la neige parfois ; la faire courir ou ramper à plat ventre, ou la tenir immobile pendant de longues heures, et tout cela au milieu de la fusillade, parmi les décharges continuelles des mitrailleuses et de l'artillerie, ou au milieu des explosions des mines.

En général, c'est l'offensive qui convient le mieux au tempérament de nos soldats. S'ils sont condamnés à la défensive, l'ordre de la contre-attaque est toujours accueilli avec joie. Mais le *baka* a un défaut : quand il se lance en avant, il résiste à grand'peine à l'envie de se débarrasser de tout ce qui le gêne ; on le voit jeter tous les objets d'équipement qui, à son avis, ne sont pas indispensables. Un autre trait de notre troupier, c'est sa hâte à consommer, dans ces occasions, ses réserves de conserves, qu'il ait faim ou non. Pour justifier cette habitude, il dit qu'il vaut mieux manger ses provisions soi-même que de les laisser à d'autres !

Les jeunes s'offrent volontiers et tout spontanément à éclairer la marche de la troupe, mais même dans ces courses périlleuses, la mangeaille est une de leurs principales préoccupations. Ils risquent leur peau sans sourciller pour attraper une poignée de fruits, et jamais ils ne manquent de prendre possession des boîtes de conserves d'un camarade tombé. Dans les coups de main comme dans les grands combats, la présence d'esprit n'abandonne presque jamais le *baka*, non plus que la hardiesse et l'art de tirer parti de tout. L'histoire de chaque régiment est remplie des faits d'armes les plus étonnants, d'actes d'héroïsme dignes des anciens paladins, accomplis par de simples fantassins à peine lettrés. Aucune armée du monde ne peut rivaliser avec nos *bakas* magyars, et leur entrain

à l'attaque n'est approché que de l'une ou l'autre infanterie étrangère.

L'élan, à nul autre pareil, de nos fantassins et de nos husards leur vient de *l'ivresse anticipée de la victoire*. La conviction qu'ils seront vainqueurs leur donne une fougue irrésistible. D'autre part, ce sentiment les préserve de tomber dans la fureur démente propre à l'Italien, ou dans l'apathie trop fréquente du Russe, ou encore dans la cruauté du Cosaque, du Valaque ou du Serbe. C'est le même sentiment qui leur fait pousser leur cri de guerre favori : *Rajta, rajta* et qui inspire leurs chants de bataille. (1) Il va sans dire qu'ils s'attendent à voir leurs officiers payer d'exemple. Ceux des chefs qu'ils voient braver le danger et partager leurs fatigues et leurs souffrances deviennent les idoles de leurs soldats. Quand le *baka* est commandé par des chefs qu'il affectionne, rien ne lui semble impossible. Lorsqu'il entend dire que le soldat russe est poussé à l'attaque à coups de cravache ou par la menace des mitrailleuses, cela lui paraît une monstruosité.

Il nous reste à dire quelques mots de l'effet de la guerre sur le sentiment religieux. En général, on peut dire qu'elle rapproche les âmes de la divinité. Je n'oublierai de ma vie un service divin, célébré par un aumônier calviniste, dans les caves d'une distillerie russe en ruines, quelques jours avant notre départ pour éclairer la marche de l'armée. Il fallait voir avec quel profond recueillement les honvéds écoutaient le sermon débité par la voix sonore du prédicateur, dans ce souterrain faiblement éclairé : on eût dit une scène des catacombes. Je citerai encore les adieux d'un conscrit paysan à sa mère qui pleurait au moment de son départ pour l'armée : « Ne pleurez pas, ma mère, une prière vaut mieux qu'un ruisseau de larmes. »

Malheureusement, il arrive aussi que tel soldat perd, au régiment, tout vestige d'esprit religieux et devient un impie et un athée. On l'entendra alors proférer à tout instant des paroles de révolte et des blasphèmes, déclarer qu'il n'y a pas de Dieu, parce que s'il y en avait un, il ne tolérerait pas si longtemps la perte de tant d'existences, la mort surtout d'enfants

(1) J'ai souvenir d'un fait d'armes superbe accompli, le 29 septembre 1915, par le 29^e Honvéds commandé par le lieutenant-colonel Kószeghy. Les Russes furent culbutés aux accents du chant connu : *Debout, guerriers !*

innocents et les souffrances sans nombre qu'engendre la guerre. Tel autre affirmera avec une amère ironie que la guerre traîne en longueur, parce que Dieu n'a pu encore décider s'il exaucera nos prières ou celles de nos ennemis. Un de ces fanfarons d'impiété apostrophera un camarade qui rend grâces à Dieu pour avoir été épargné par l'explosion d'un obus et lui dira en ricanant : « Le bon Dieu n'y est pour rien ; si l'obus t'a manqué, c'est parce que celui qui l'a envoyé a mal visé ! »

J'ajoute que, lorsqu'il se commet quelque atrocité, ce qui, hélas ! n'est pas rare à la guerre, il y a dix à parier contre un qu'elle a été le fait d'un de ces soldats citadins fiers de leur demi-culture ; le simple et honnête villageois ne prend presque jamais part à ces odieux forfaits.

*

Me voici arrivé au bout de ce petit essai. Je m'étais proposé de faire voir les transformations que subit l'âme de nos soldats depuis le moment de leur entrée en caserne jusqu'à l'heure tragique des combats. Je n'ai pas la présomption de croire que le tableau de ces métamorphoses soit complet et qu'il n'y ait rien à ajouter ou à retoucher aux observations que j'ai consignées dans ces pages. Je suis d'autant plus éloigné de la prétention d'avoir tracé le portrait *ne varietur* du soldat hongrois, qu'il est certaines choses dont l'écrivain militaire doit s'interdire de parler, pour le moment. Enfin, on sait que la guerre moderne est un monstre à cent faces et que les horreurs qu'elle engendre n'impressionnent pas également les spectateurs et sont même différemment appréciées, selon les circonstances, par le même observateur. Il s'ensuit que les impressions et les jugements individuels ne correspondent pas toujours et nécessairement aux sentiments et à la manière de penser des foules.

Avant de déposer la plume je voudrais essayer de répondre à une question qui vient naturellement à l'esprit : Quel est le brave des braves qui mérite la palme dans le jeu sanglant de la guerre, le véritable héros ?

L'officier de l'armée active qui est à la hauteur de sa tâche, qui ne se contente pas de dresser mécaniquement ses hommes, mais qui veille sur eux avec une sollicitude toute paternelle, qui partage leurs peines et leurs joies, mérite sans

doute tous les éloges. Mais, enfin, le métier des armes est une carrière qu'il a librement choisie. Elle lui procure en temps de paix une considération particulière et en campagne, surtout dans les grades supérieurs, la gloire et des distinctions honorifiques.

L'officier de la réserve et de l'armée territoriale qui pénètre et comprend l'âme de la troupe qu'il commande et qui, rivalisant en bravoure avec les officiers de carrière, répand à flots son sang dans la guerre actuelle, a droit à la reconnaissance attendrie de la nation. Il n'en est pas moins vrai que, grâce à la culture qu'il a reçue et au sentiment du devoir que la vie pratique lui a inculqué, il est plus à même que d'autres de supporter avec égalité d'âme les misères de la guerre.

C'est au simple et humble troupier, au soldat de deuxième classe, que je réserve l'épithète de héros. Lui seul, à mon avis, mérite ce titre. En effet, sans rien savoir de la haute politique et des origines ni du but de la guerre, c'est lui qui supporte la plus lourde part du fardeau ; lui qui peine, qui obéit, qui se bat et qui souffre sans relâche et sans murmure ; lui qui se sacrifie pour le salut de la patrie et sur les vertus guerrières et la sublime bravoure de qui le reste de la nation peut toujours compter. A travers les horreurs sans nom de la guerre, *la gloire sans tache de nos bakas, de nos hussards et de nos artilleurs brille d'un éclat toujours grandissant*. Elle est l'aube radieuse d'un avenir plus beau.

Dr. NICOLAS NAGY.

LA FIN D'UNE RÉPUBLIQUE

Que de transformations la guerre nous a-t-elle valu ! Que de révolutions ! L'Orient est bouleversé, l'Occident l'est-il moins ? Sur les ruines de l'ancien empire des Tsars poussent de nouvelles républiques, les républiques finlandaise, ukrainienne, russe, caucasienne et ainsi de suite. Mais pendant ce temps, avec moins de bruit, mais aussi radicalement, la grande république occidentale s'est mue lentement en autocratie.

Il n'y a plus de République française. Il en reste encore le nom, mais la chose n'existe plus. La France de nos jours est une monarchie absolue. A défaut de roi, elle est gouvernée par des dictateurs. Son Parlement n'existe plus, pour ainsi dire. Il est exclu de toutes les affaires politiques importantes. La guerre a été préparée et rendue inévitable sans lui. Et de même les nombreux traités qui obligent la France de continuer une lutte sans issue, ont été conclus en dehors de la Chambre des députés et du Sénat.

Les traités secrets conclus entre M. Poincaré et le Tsar, les réponses données par le Président aux multiples démarches en faveur de la paix, ont été cachés à la représentation nationale. Encore aujourd'hui, le Parlement ne connaît pas le dossier relatif à la lettre de Charles I^{er}. Et combien d'affaires ténébreuses sont encore ignorées par lui !

Le Parlement n'existe pas, c'est entendu, mais le peuple, lui, existe-t-il au moins ? Le peuple est souverain en France, personne ne l'ignore ! Quels sont donc ses droits à l'heure actuelle ?

Il n'a qu'un seul droit : celui de mourir et d'aller en prison. Il lui est défendu de lire ce qu'il veut, d'écrire ce qu'il désire écrire, de dire ce qu'il pense. Il ne sait pas ce qui se passe à l'étranger, mais il sait encore moins ce qui se passe chez lui.

La grève récente en est une preuve concluante.⁽¹⁾ Les faits réels sont ignorés par les Français : ils ne connaissent que les mots d'ordre répétés à satiété par une presse jugulée. Un journal ose-t-il, très prudemment, non de dire la vérité, mais de la déformer un peu moins que ses confrères, vite il est qualifié de défaitiste, et ses rédacteurs sont accusés d'intelligence avec l'ennemi. Ceux qui les accusent n'ont-ils pas raison ? L'ennemi, le grand ennemi, c'est la Vérité ! Un journaliste français ne doit pas entretenir des rapports avec cet ennemi-là. Lisez les chroniques judiciaires des quotidiens, qui, évidemment, ne parlent que d'une petite partie des procès en cours. Tous les jours de pauvres femmes, de pauvres hommes sont condamnés à des peines sévères pour avoir osé exprimer en des paroles fort prudentes leur lassitude et leur espoir dans une paix prochaine. D'autres sont jetés en prison parce qu'ils disent simplement la vérité. Car il suffit de dire : « Nous ne les aurons pas ! » pour que votre affaire soit faite. C'est là la souveraineté du peuple français.

En face de son gouvernement, il n'est rien. Qu'est-il en face de l'étranger ? Les Alliés le flattent, il est vrai, mais en l'exploitant. Pour eux, la France n'est qu'un champ de bataille. L'Angleterre, toute heureuse de ne pas avoir la guerre chez elle, l'Angleterre qui a soustrait de nombreuses troupes du théâtre de la guerre européenne pour que l'Égypte soit épargnée de la guerre et pour arrondir son domaine colonial par la conquête de la Palestine, l'Angleterre trouve tout naturel que la guerre se fasse sur les champs dévastés de France et que les villes françaises, les chefs-d'œuvre de l'art français, soient détruits par les canons de tous les belligérants. N'a-t-elle pas permis pendant longtemps à ses hommes jeunes et vigoureux de se promener paisiblement dans les rues de Londres et de s'amuser dans des music-halls patriotiques, pendant que les fils uniques des familles de France mouraient dans les tranchées ? Le Français, souverain, maître de ses destinées, est de la chair à canon pour ses grands alliés anglo-saxons.

D'ailleurs, on ne se gêne plus, on n'hésite plus à le leur dire franchement. Vous savez que le peuple de France, à

(1) Il s'agit de la grève éclatée au mois de mai dans les usines de guerre.

propos de la lettre de Charles I^{er}, s'est ému. Et on a appris par les révélations du *Manchester Guardian*, que M. Poincaré, sans mettre au courant la Russie et la Belgique, en réponse à la lettre impériale, ne demandait pas seulement l'Alsace-Lorraine, mais les frontières françaises de 1814, la rive gauche du Rhin. Tout le monde en France s'est demandé alors comment on a pu refuser d'entrer en pourparlers de paix. En face de la situation tragique où se débat le pays actuellement, tout le monde a compris que le peuple avait été leurré, que la paix avantageuse aurait pu se faire depuis longtemps et que, pour faire des conquêtes impossibles, on a continué la guerre, de plus en plus désastreuse.

Savez-vous ce qu'on a répondu au peuple inquiet et mécontent ?

Voici :

« Il y a encore des gens en France qui se figurent qu'il suffirait d'un peu de bonne volonté de notre part et d'une entente entre nous et les Allemands pour rétablir la paix dans le monde.

« Il n'est pas d'illusion plus dangereuse. La paix ne dépend pas de nous.

« Les travaillistes américains nous l'ont dit en termes très clairs, comme M. Wilson, comme M. Lloyd George : l'Angleterre et l'Amérique ne se battent pas seulement pour nous, mais pour leur propre salut, pour que la terre soit débarrassée de la menace permanente que ferait peser sur tous les peuples le triomphe du militarisme allemand.

« Si nous avions la lâcheté de renoncer à l'Alsace, l'Angleterre et l'Amérique ne feraient pas la paix. Si l'Allemagne consentait à nous céder l'Alsace, l'Angleterre et l'Amérique ne feraient pas la paix.

« Et si, nous déclarant satisfaits, nous étions capables de consentir à une paix séparée comme les Russes, l'Angleterre et l'Amérique continueraient la lutte. Rien ne leur serait plus facile, puisqu'elles sont maîtresses de la mer. Elles cesseraient de nous ravitailler ; elles bloqueraient la France comme elles bloquent l'Allemagne, et le seul résultat de notre soumission au vainqueur serait de nous faire subir la plus effroyable des famines.

« Voilà la vérité qu'il ne faut pas se lasser de répéter aux

pacifistes, aux socialistes ingénus, à tous ceux qui se repaissent de naïves illusions.

« Nous sommes liés à nos alliés, nous ne pouvons pas traiter sans eux : il faut choisir, non entre la victoire et la paix, mais entre la victoire et la faim. »

Voilà enfin de la franchise. La France ne combat pas pour ses buts de guerre à elle, elle ne combat plus pour l'Alsace-Lorraine, elle fait la guerre parce que ses alliés la forcent de la faire ! Si elle osait faire la paix, elle serait bloquée par les Américains et les Anglais. Elle serait acculée par ses amis généreux à la plus « effroyable des famines ».

La France n'est pas libre de faire la paix ; elle est liée à ses alliés :

« Nous ne pouvons pas traiter sans eux ; il faut choisir, non entre la victoire et la paix, mais entre la victoire et la faim. »

Ce qui précède n'est pas de la prose boche ! Ah ! non, c'est le *Cri de Paris*, journal gouvernemental, grand admirateur du lieutenant Mornet, qui écrit ceci et qui l'écrit pour rassurer le peuple français ! Nous devons faire la guerre, dit-il, parce que sans cela nos alliés nous feraient mourir de faim. Nous ne pouvons pas faire la paix quand cela nous plaît. Nous ne pourrions la faire que le jour où cela plaira à nos maîtres américains et anglais. Et le jour où cela leur plaira, nous serons forcés de faire toute paix qu'ils voudront faire, eux. On nous dit de faire la guerre. Donc, nous la faisons. On nous défend de faire la paix, notre paix à nous, on nous menace du blocus, et de mille autres représailles si nous n'obéissons pas. Voilà notre situation.

Je vous le demande, la République française existe-t-elle encore ? Et remarquez bien, ceux qui, à la place du « peuple souverain », commandent actuellement en France — nous nous reportons au *Cri de Paris* — ne sont même pas des Français. C'est le roi d'Angleterre, c'est M. Wilson !

L'*Action Française* — aujourd'hui organe gouvernemental — en combattant sans cesse la République, la « Gueuse », avait-elle prévu cette solution ?

(*L'Indépendance Helvétique.*)

CHRONIQUE DE LA GUERRE

12 juin 1918.

Après avoir déclaré à plusieurs reprises que rien ne saurait les surprendre, l'offensive déclenchée le 26 mai par MM. Ludendorff et Hindenburg n'en fut pas moins une surprise très désagréable pour les Alliés. Les critiques militaires français, anglais, italiens n'ont pas manqué de nous décrire par le menu les avantages et désavantages que présenterait une attaque ennemie dans l'un au l'autre secteur du front défendu par les soldats invincibles de l'Entente. Ils ne se lassaient pas de nous assurer que les armées de Foch étaient préparées à toute éventualité et que — naturellement — les Allemands « ne passeraient pas ». Il nous semble même avoir lu dans un journal français que l'aviation des Alliés est tellement perfectionnée que l'ennemi en sera bientôt réduit ... à demander la paix (*sic!*), le moindre mouvement de la part de ses troupes étant observé par les avions ententistes et toute velléité d'offensive étant condamnée de ce chef à être étouffée en germe ... Le fait est que le coup frappé par les Allemands surprit grandement les Franco-Anglais-Américains qui ne s'attendaient pas le moins du monde à ce que l'ennemi ferait irruption entre Soissons et Reims et risquerait une réédition de la bataille de la Marne ... Sans se soucier de l'opinion des stratèges alliés, l'état-major allemand a fait faire à ses troupes un puissant bond en avant et regagner une grande partie du terrain perdu en septembre 1914. Soissons tomba aux mains des Allemands, Reims fut évacué et, à l'heure qu'il est, toute la défense Oise-Marne est en danger. Un critique militaire « neutre » (ajoutons qu'il s'agit d'un Romand) caractérise ainsi la situation momentanée sur ce champs de bataille :

« Dans le but d'amener la chute du saillant de Soissons qui résiste héroïquement, les Allemands cherchent, selon

leur tactique habituelle, à l'ébranler par l'attaque sur les ailes. Ils veulent faire irruption dans l'Ile-de-France et du même coup détruire toute la défense Oise-Marne. En face de cette manœuvre, les Français utilisent très adroitement les avantages du terrain, où ils retrouvent la possibilité d'agir aussi bien offensivement que défensivement. Les vastes forêts de Villers-Cotterets, de Compiègne et de l'Aigle permettent de masquer tous les mouvements des troupes. Ces bois sont aujourd'hui des plus précieux et leur présence n'est plus, comme anciennement, l'obstacle à éviter à tout prix. Autour de ces vastes régions boisées, les positions naturelles de défense abondent et seul le corridor de Pierrefonds-Crépy-en-Valois reste au centre comme une clairière en pleine forêt.

«Entre l'Ourcq et la Marne, le terrain accidenté donne aux opérations certains avantages défensifs ; il favorise par contre l'infiltration offensive, genre de manœuvre où les Allemands sont particulièrement exercés. Cependant, avant de s'y engager, les Allemands devraient s'emparer des forêts citées plus haut. Jusqu'à ce jour, il ne ressort guère des communiqués que le succès soit du côté des Allemands.

«Nous sommes en plein dans la deuxième phase expectative, suite à la première, qui fut essentiellement marchante. Le haut commandement allemand a dû renoncer à entrer à Amiens, puis ce fut l'arrêt devant Arras et Ypres. Peut-il suspendre la marche de l'armée du kronprinz, en immobilisant les troupes là où elles ont trouvé à qui parler ? Il n'agira ainsi que forcé par l'adversaire et après avoir utilisé tous les moyens que lui donne la manœuvre par lignes internes, tandis que Foch opère par lignes externes. La poussée en avant sera couverte, à gauche, par la Marne ; elle n'en restera pas moins exposée aux contre-attaques françaises.

«A distance, il ne nous appartient pas de juger en toute connaissance des faits. Si l'offensive ne peut être entreprise avec tous les risques qu'elle comporte, les Français défendront coûte que coûte le terrain compris entre l'Ourcq et l'Oise. Ils empêcheront également le passage de la Marne et l'irruption au sud de Reims. La tactique se localisera à ces régions avec l'avantage de couvrir efficacement Paris, mais avec l'inconvénient de laisser les Allemands libres de choisir un autre terrain d'attaque.

« La situation reste par conséquent des plus sérieuses. Un nouveau coup de bélier pourrait se donner ailleurs et à grande distance. Les troupes massées sur l'Ourcq pourraient-elles encore se porter à la rescousse et abandonner le secteur si important qui couvre Paris? Plus que jamais, le mot d'ordre sera non seulement de tenir, mais de réagir partout où l'occasion se présentera. »

Ces événements ne manquèrent pas d'exercer une profonde impression sur l'Entente. La Chambre française s'émut la première de la gravité de la situation et la perspective de la chute éventuelle de la capitale française sembla ébranler même les adeptes les plus fervents de la « victoire finale ». M. Clemenceau parvint cependant à calmer l'orage en prononçant un de ses discours habituels et finit par remporter un nouveau succès — oratoire. Voici ce qu'il dit :

« Lorsque j'ai accepté la présidence du conseil, je savais que j'étais appelé à porter le fardeau du moment le plus critique de la guerre. Je vous ai dit dès le début que nous traverserions ensemble des moments difficiles et durs, des heures cruelles. Elles viennent, ces heures cruelles. Toute la question est de savoir si nous sommes de taille à les supporter. (*Vifs appl.*) Quand se produisit la défaillance de la Russie, lorsque des hommes, croyant qu'il suffisait de vouloir une paix démocratique pour l'imposer à l'empereur d'Allemagne, eurent livré (inconsciemment, je veux le croire) leur pays à l'invasion de l'ennemi, qui donc put croire que le million de soldats allemands devenus disponibles n'allait pas se retourner contre nous? Ce fait s'est produit. Il y a plus. Pendant quatre ans nos effectifs s'affaiblirent. Notre front fut gardé par une ligne de soldats de plus en plus mince, avec les Alliés, qui avaient subi des pertes énormes, et, actuellement, il arrive une masse nouvelle de divisions allemandes à pleins effectifs. Est-il quelqu'un qui n'ait pas compris que, sous ce choc énorme, nos lignes ne dussent pas sur quelque point fléchir? Le fléchissement vint, énorme et dangereux. Je ne dis rien de plus, et il n'y a rien là qui puisse troubler la confiance que nous devons avoir dans nos soldats. (*Vifs appl.*) Aujourd'hui, ces hommes sont engagés dans la bataille. Nos hommes se sont battus un contre cinq sans dormir pendant trois ou quatre jours. (*Vifs appl. prolongés et unanimes.*) »

M. Clemenceau dit que le contrôle de la Chambre s'exercera librement, qu'il ne fait rien sans la Chambre et qu'il se retirera le jour où la Chambre pensera qu'il n'a pas fait son devoir. Le président du conseil ajoute :

Nous avons cédé du terrain, beaucoup plus de terrain que nous n'aurions voulu. Il y a des hommes qui ont payé ce recul de leur sang ; j'en connais qui ont accompli des actes héroïques, comme ces Bretons cernés dans un bois toute une nuit et qui, le lendemain, ont trouvé moyen* d'envoyer par pigeon voyageur un message pour dire : « Vous pouvez venir nous chercher, nous tiendrons encore une demi-journée. » (*Vifs appl.*) Ces hommes, ils sont la patrie, ils la continuent, ils la prolongent, cette patrie sans laquelle aucune réforme n'est possible. Ils meurent pour un Idéal, pour une Histoire, qui est la première entre toutes les histoires des peuples civilisés. Notre devoir, à nous, est bien simple et bien terne ; nous ne courons aucun danger et cependant nous sommes à nos postes où se défendent les intérêts capitaux de la patrie. Soyez calmes et confiants en vous-mêmes, messieurs, résolus à tenir jusqu'au bout dans cette dure bataille. (*Vifs appl.*) La victoire est à vous, parce que les Allemands ne sont pas aussi intelligents qu'on le dit. Ils n'ont pour méthode que de se jeter entièrement dans l'aventure et de la pousser à fond.

Nous les avons vus sur l'Yser, à Verdun, vers nos mines, vers Dunkerque et Calais, puis en Champagne. Ils ont percé ? Mais croyez-vous faire une guerre dans laquelle vous ne reculerez jamais ? La seule chose qui importe est le succès final. Vous avez devant vous un gouvernement qui, il vous l'a dit, n'est pas entré au pouvoir pour ne jamais accepter de céder. (*Vifs appl. à gauche et à droite.*)

Tant que nous serons là, la patrie sera défendue à outrance, et aucune force ne sera épargnée pour obtenir le succès.

Nous ne céderons pas. Voilà le mot d'ordre de notre gouvernement. Nous ne céderons à aucun moment. Les Allemands, une fois de plus, jouent leur tout dans la partie qui consiste à nous faire peur et à nous terroriser, pour que nous abandonnions la lutte. Pourquoi, en 1914, leur grand effort sur l'Yser pour atteindre Calais, nous séparer des Anglais et obliger ceux-ci à renoncer à la lutte ? Pourquoi ont-ils recommencé ? Pourquoi

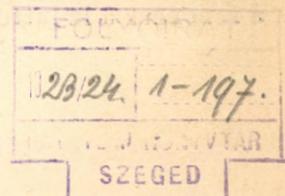
recommencent-ils ? Pour obtenir cet effet de terreur. Les effectifs des belligérants s'épuisent, ceux des Allemands comme les nôtres, mais pendant ce temps, les Américains viennent pour la partie décisive. (*Appl.*) Encore une fois, les événements russes ont donné à nos ennemis un million d'hommes de plus sur le front franco-britannique, mais nous avons les Alliés, qui représentent les premières nations du monde et qui s'engagent à pousser la guerre jusqu'au succès, que nous tenons si nous y mettons l'énergie nécessaire. Le peuple de France accomplit sa tâche et ceux qui sont tombés ne sont pas tombés vainement, puisqu'ils ont grandi l'histoire française. Il reste aux vivants à parachever l'œuvre magnifique des morts. (*Vifs appl. sur un grand nombre de bancs.*)»

Donc, «les Américains viennent pour la partie décisive». Voilà le suprême espoir des Alliés. Mais M. Clemenceau croit-il vraiment que les Allemands attendront sans rien faire que les Américains viennent ? Déjà on annonce que les sous-marins allemands manœuvrent avec succès dans les eaux américaines et que le port de New-York a été fermé. Et même s'ils viennent, ces Américains, remplaceront-ils jamais les millions de l'armée russe qui devait remporter «la victoire définitive»? C'est donc une fanfaronnade sinistre que de prétendre que la partie se joue, comme disait M. le président du Conseil français, «sur le concours américain». Ce concours pourra bien prolonger la guerre, mais ne rétablira jamais l'équilibre rompu en faveur des puissances centrales.

Et si les journalistes américains nous assurent que la guerre sous-marine dans les eaux américaines n'a eu que le seul effet de provoquer dans tous les milieux la «décision manifeste de poursuivre la guerre plus énergiquement que jamais,» nous leur répondons à notre tour : Sacripans que vous êtes, que voulez-vous donc que fassent les Allemands ? Vous leur avez déclaré la guerre, une guerre implacable, et vous voulez qu'ils vous laissent tranquillement faire, sans réagir en quoi que ce soit ? Vous entendez donc vaincre sans compter avec la résistance de l'ennemi — par le seul fait que vous êtes les compatriotes de M. Wilson ?

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME DE HUSZÁR.



**5¹/₂%-OS M. KIR. ADÓMENTES ÁLLAMI JÁRADÉKKÖLCSÖN.
(NYOLCZADIK HADIKÖLCSÖN.)**

Aláírási felhívás.

Az 1912. évi LXIII. t.-cz. 17. §-a alapján a minisztérium felhatalmaztatott, hogy a hadiszükségletek fedezésére szükséges összegeket addig, amig azok a törvényhozás útján meg nem állapítottak, az elkerülhetetlen szükség mérvéig előlegezhesse és azok megszerzése iránt hitelművelet útján intézkedhessék. E felhatalmazás alapján ezennel **5¹/₂%-kal kamatozó adómentes állami járadékkölcsön** bocsátatik ki. A kibocsátás összege a megtartandó nyilvános aláírás eredménye alapján fog megállapítani.

A kibocsátásra kerülő kölcsönkötvények, ugyanugy mint az eddigelé kibocsátott hadikölcsönkötvények, gyámoltak és gondnokoltak pénzeinek elhelyezésére alkalmasak.

A kamatok, épugy mint felmondás esetén a kölcsönkötvényeknek tőkeértéke, minden fennálló és a jövőben behozandó magyarországi adó, bélyeg és illeték levonása nélkül fizetettek ki.

Az esedékes szelvények és kötvények költségmentesen beváltaknak:

Budapesten: a magyar királyi központi állampénztárnál,
a m. kir. postatakarékpénztárnál,

a magyar korona országainak területén:
valamennyi királyi állampénztárnál és adóhivatalnál,
azonkívül további intézkedésig

Budapesten: a Magyar Általános Hitelbanknál,
a Pesti Hazai Első Takarékpénztár-Egyesületnél,
a Pesti Magyar Kereskedelmi Banknál,
a Magyar Leszámitoló- és Pénzváltó Banknál,
az 1898: XXIII. t.-cz. alapján alakult Országos Központi Hitelszövetkezettel,
valamint a m. kir. pénzügyminiszterium által erre a célra a magyar korona országai területén vagy azonkívül kijelölendő helyeken.

Az aláírás történhetik az alább megjelölt aláírási helyek bármelyikénél

1918. évi június 12-től július 11-ig bezárólag
terjedő határidőben a szokásos hivatalos órákban.

Aláírási helyekül szolgálnak: a magyar korona országai területén levő összes kir. állampénztárak és adóhivatalok, a m. kir. postatakarékpénztár és az összes kir. postahivatalok mint a m. kir. postatakarékpénztár közvetítő hivatalai, a bosznia-hercegovinai postatakarékpénztár, az Osztrák-magyar bank budapesti főintézete, valamint a magyar korona országai, továbbá Bosznia és Hercegovina területén levő fiókjai, belgrádi és lublini kirendeltsége, az 1898: XXIII. t.-cz. alapján alakult Országos Központi Hitelszövetkezet,

- a Magyar Általános Hitelbank,
- a Pesti Hazai Első Takarékpénztár-Egyesület,
- a Pesti Magyar Kereskedelmi Bank,
- a Magyar Leszámitoló- és Pénzváltó Bank,
- az Egyesült Budapesti Fővárosi Takarékpénztár,
- a „Hermes“ Magyar Általános Váltóüzlet Részvénytársaság,
- a Magyar Agrár- és Járadékbank Részvénytársaság,
- a Magyar Bank és Kereskedelmi Részvénytársaság,
- a Magyar Jelzálog Hitelbank,
- a „Mercur“ váltóüzleti részvénytársaság,
- a Nemzeti Takarékpénztár és Bank Részvénytársaság,
- a K. k. priv. Wiener Bank-Verein magyarországi fióktelepe, budapesti-intézetek és ezeknek összes budapesti és vidéki fiókjai; valamint
- az Első Horvát Takarékpénztár,
- a Horvát Általános Hitelbank Részvénytársaság,
- a Horvát Leszámitoló Bank és
- a Horvát-Szlavon Országos Jelzálogbank zagrebi intézetek, továbbá
- a Privilegirte Landesbank für Bosnien und Hercegovina
- és a Privilegirte Agrar- und Kommerzial-Bank für Bosnien und Hercegovina című sarajevói intézetek.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Bern				Budapest—Predeal—Bucarest			
200		<i>d. Budapest Ouest..... a.</i>	—	210	925	<i>d. Budapest</i>	125 735
620		<i>a. Vienne (Marchegg) d.</i>	—	633	329	<i>a. Predeal</i>	842 1220
205		<i>d. Budapest Est. a.</i>	140	811	529	<i>d. Predeal</i>	902 1209
640		<i>a. Vienne Ostb. (Bruck) d.</i>	910	1155	920	<i>a. Bucarest</i>	505 750
740		<i>d. Vienne Westb. a.</i>	735	Budapest—Cologne—Bruxelles			
710		<i>a. Innsbruck</i>	730	930		<i>d. Budapest Ouest..... a.</i>	710
800		<i>d. Innsbruck</i>	1022	550		<i>a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.</i>	1125
315		<i>a. Buchs</i>	344	710		<i>d. Vienne Westbahn... a.</i>	1110
334		<i>d. Buchs</i>	146	1248		<i>a. Passau</i>	548
620		<i>a. Zurich</i>	1142	125		<i>d. Passau</i>	415
655		<i>d. Zurich</i>	800	450		<i>a. Nurnberg..... d.</i>	1250
915		<i>a. Bern</i>	522	948		<i>a. Francfort</i>	805
920		<i>d. Bern</i>	440	502		<i>a. Cologne</i>	1228
1125		<i>a. Lausanne</i>	225	805		<i>d. Cologne</i>	1018
1148		<i>d. Lausanne</i>	210	129		<i>a. Bruxelles..... d.</i>	414
105		<i>a. Genève</i>	122	Budapest—Vienne—Munich—Strasbourg			
Zurich—Luzern				920	650	<i>d. Budapest Ouest. ... a.</i>	1130 710
645		<i>d. Zurich</i>	1042	550	1124	<i>a. Vienne (Marchegg) d.</i>	658 1125
755		<i>a. Luzern</i>	928	710	1138	<i>d. Vienne Westb. a.</i>	545 1042
Buchs—St.-Maurice				127	555	<i>a. Salzburg</i>	1230 515
344		<i>d. Buchs..... a.</i>	146	215	615	<i>d. Salzburg</i>	1210 420
910		<i>a. St.-Maurice</i>	850	500	915	<i>a. Munich</i>	940 140
Budapest—Sofia—Constantinople				525	945	<i>d. Munich</i>	850 126
1155	*	<i>d. Budapest Ouest ... a.</i>	610	1258	444	<i>a. Strasbourg</i>	125 528
617		<i>d. Zimony</i>	1116	Berlin—Amsterdam—La Haye			
720		<i>a. Sofia</i>	1128	917	807	<i>d. Berlin Friedr.-Str. a.</i>	800 611
820		<i>d. Sofia</i>	1040	1020	920	<i>a. Amsterdam..... d.</i>	751 138
755		<i>d. Kuleliburgas</i>	1141	1109	1047	<i>a. La Haye</i>	641 1258
422		<i>a. Constantinople ... d.</i>	300	Berlin—Rotterdam			
Budapest—Fiume				827	917	<i>d. Berlin Fr.-Str. a.</i>	922 611
710	1025	<i>d. Budapest..... a.</i>	645 905	1022	1058	<i>a. Rotterdam</i>	856 1252
228	850	<i>d. Zagrâb..... d.</i>	831 209	Berlin—Copenhagen			
730	405	<i>a. Fiume</i>	1255 810	800		<i>d. Berlin Stett. Bhf... a.</i>	58
Budapest—Oderberg—Berlin				722		<i>a. Copenhagen</i>	1015
650*	650	<i>d. Budapest Ouest..... a.</i>	940 1120	Berlin—Stockholm—Christiania			
1233	1240	<i>d. Zsolna..... d.</i>	351 527	800		<i>d. Berlin Stett. Bhf... a.</i>	958
253	327	<i>d. Oderberg</i>	120 345	849		<i>a. Stockholm</i>	830
528	628	<i>d. Breslau</i>	1024 1250	<i>via Warnemünde-Gjedser</i>			
953	1202	<i>a. Berlin Friedr. Str. d.</i>	426 815*	800		<i>d. Berlin..... a.</i>	958
Budapest—Predeal—Bucarest				1200		<i>a. Christiania..... d.</i>	545
Budapest—Predeal—Bucarest				<i>via Warnemünde-Gjedser</i>			

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

